Cachottier!

a take the TO THE with the **1000** to 100 to 1000. Service Cart But of Captain and American **Committee** that concerns

m Inorable

F-1-52 3-

क्षांच्या प्राप्त = B CHARLES BOURSE DE PAR

湯、残事なの物です。 BONT LOW L Maline Street Children and the second

Market 1 Mr.





OSTITUE Cultural Fire

Sec 2174, 35, rue (0)

14. [1] 42 70 73

Retout de la hav

Les bases &

rothe reuse



QUARANTE-HUTTIÈME ANNÉE - Nº 14495 - 6 F.

En Slavonie, les combats se

poursuivent, des villes ont été

partiellement détruites, les habi-tants fuient par milliers les zones

sinistrées et vont se réfugier.

notamment, en Hongrie. Les

Européens ont donc pour le moment choisi d'a oublier» cette

condition et d'accélérer leur ten-tative de médiation.

DANS la tragédie actuelle, où les deux principeux pro-tagonistes – la Serbie et la Croa-tie – se livrent aussi une violente

guerre de propagande, seus des observateurs étrangers peuvent

présenter un bilan à peu près impartial de la situation. Le pre-

mier contingent de « casques

remodelage des frontières et de création d'une Grande Serbie. Il convient de le rappeler : ce n'est que du bout des levres que

Milosevic, avait accepté et signé l'appel au cessez-le-feu des

Douze en ajoutant, en post-scrip-tum, quelques conditions. Son

approbation du plan de paix

le président serbe, M. Slobo

Arts et spectacles : le Festival de Venise

BOURSE

JEUDI 5 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

A trois jours de la conférence de paix de La Haye

Violents combats en Slavonie entre Serbes et Croates **Une mission**

délicate La conférence de paix sur la Yougoslavie débutera, samedi 7 septembre, à La Haye. Les ministres des affaires NE mission fort délicate attend lord Carrington, étrangères des Douze et les présidents des six Républiques de l'ancien secrétaire au Foreign Office, désigné par les Douze la fédération devraient participer à la séance d'ouverture. L'Allemagne, mercredi, a menacé les autorités fédérales de pour présider la conférence de peix sur la Yougostavie qui doit s'ouvrir, samedi 7 septembre, à reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie si le cessez-le-feu n'était pas appliqué. De violents combats ont eu La Haye. Avant d'entamer ces négociations, la CEE avait lieu, mardi et mercredi, entre les Croates et l'armée fédérale. d'abord posé comme condition l'arrêt total des hostilités en Croatie, mais l'accord de cess le-feu signé à Belgrade au début de la semaine, par toutes les par-ties concernées n'a pas du tout



Lire l'article de CHRISTIAN CHARTIER et nos informations, page 6

L'intervention de M. Eltsine au Congrès des députés

Le président de la Russie se défend d'avoir des visées «impérialistes»

Le Congrès des députés du peuple a estimé que le président Gorbatchev avait d'URSS a suspendu ses travaux mercredi encore un rôle politique à jouer s'il faisait 4 septembre pour étudier la mise en place route avec le mouvement démocratique et d'institutions transitoires permettant la trans- acceptait la volonté d'indépendance des formation de l'URSS en une communauté à vocation essentiellement économique. Mardi, le président russe, M. Boris Eltsine, s'est française, conduite par M. Jacques Chirac, a défendu d'avoir des visées «impérialistes», et été reçue mardi par M. Eltsine.

de notre correspondant

tiques a reçu un os à ronger, mais il est sommé d'obéir : quel

que soit le résultat du vote prévu

pour mercredi 4 septembre, les

dirigeants des Républiques sont

décidés à imposer la mise en place de nouvelles institutions

transitoires pour permettre la

formation d'une communauté à

vocation essentiellement écono-

mique. Seule concession à ces députés encore largement repré-sentatifs de l'ancien régime, on prévoit désormais de laisser un

rôle au Soviet suprême, que le projet présenté la veille vouait à la trappe. C'est une manière de

conserver un semblant de légalité

«soviétique» et de tenir compte

Le Congrès des députés sovié-

des protestations des élus qui criaient au viol de la Constitu-

Mais la concession est bien modeste : le Soviet suprême, d'ailleurs appelé à être largement renouvelé, n'aura qu'un rôle de second ordre, l'essentiel des pouvoirs législatifs étant réservé désormais au Conseil des républiques constitué de vingt élus pour chaque République. Mais le Congrès ne se fait aucune illusion, s'il lui prenait l'envie de refuser ce qu'on lui propose (une majorité des deux tiers est requise), le résultat serait le

Tel fut le thème dominant des interventions de la journée de

JAN KRAUZE

Républiques.

Par ailleurs, la délégation de l'opposition

Lire aussi

entretien avec M. Jean François-Poncet M. Bérégovoy préconise un « plan Marshall »

par ALAIN VERNHOLES pages 3 à 5 et 17 Les points de vue de

MM. Alain Vivien, Enrique Baron Crespo et Raymond Jean

Les enseignants chahutés par l'Histoire par GÉRARO COURTOIS

 Les universités de l'Est changent de modèle par BURTON BOLLAG pages 11 et 13

La mort du cardinal de Lubac

Le théologien français, inspirateur de Vatican II est décédé le 4 septembre à Paris

Nous avions demandé au Père Michel de Certeau, jésuite et philosophe, peu avant son décès en 1986, un hommage au Père de Lubac. C'est ce texte, resté inédit, que nous publions aujour-

réplique à M. Dumas

L'ancien président de la

République dément avoir proposé en 1977 un partage du Liban

La visite de M. Dominique

Strauss-Kahn à Tokyo

Sida et assurances

et les pouvoirs publics

Les « affaires »

Une convention mise au

point par les professionnels

Le directeur de cabinet de

M= Dufoix avait emprunté

de l'argent à un entrepre-

neur mêlé à une escroquerie

«Ser le vifi» et le sommaire complet

se trouvent page 28

Les relations

France-Japon

page 9

page 17

page 10

page 14

n'était peut-être qu'une manœuvre politique. De plus en plus Naguère, à l'heure la plus difisolé sur le plan international, désigné du doigt comme princi-pal responsable de la guerre en ficile de sa vie, suspecté, retiré de toute charge officielle, réduit à l'essentiel, le Père Henri de Croatie par les Européons et les Etats-Unis, menacé de sanctions per la CEE, il a sans doute vu là Lubac professait n'être et ne vouloir être qu'un « homme de en faisant un petit geste de l'Eglise». En quelques pages lyriques et manifestement autobiobonne volonte - un moven de graphiques de Méditation sur

DIEN vite, cependant, le ton Da changé, par le biais de la minorité serbe de Croatle. Les dirigeants serbes de la Krajina. qui s'était autoproclamée en 1990 ∉région autonome serbe de Croatie », ont fait savoir qu'ils voulaient eux-aussi participer – sur un pied d'égalité avec les six Républiques de la fédération – à catte conférence de paix convocate par les lors de la catte conférence de paix convo quée par les Douze. On devine, derrière cette soudaine revendi-cation, la «patte» de M. Milosevic et de ses amis nation dans ce conflit, « ce n'est pas la Croetie qui est agressée, mais les Serbes».

réduire son isolement.

L'objectif de Mr. Milosevic est de Yougoslavie dans un Etat serbes, et il n'en démordra pas de sitôt. Les négociateurs européens devront tenir compte de l'obstination de cet homme, prêt à la guerre pour parvenir à ses fins. Et cela, bien qu'il ait approuvé officiellement le plan de prouvé officiellement le plan de nx de la CEE soulignant que les peix de la CEE soungress que la You-trontières intérieures de la Yougoslavie ne peuvent être chan-gées par la force.



M. Giscard d'Estaing

l'Eglise, il commentait un mot d'Origène: « Pour moi, mon væu est d'être vraiment ecclésiastique. » Seule manière, disait-il, d'être chrétien en plénitude. Homme de l'Eglise, le théologien « en médite l'histoire. Il en venère et il en explore la tradition (...). Il parle et agit avec intrépidité, à temps et à gou avec intreplate, à temps et à contretemps, même au risque de déplaire à beaucoup, d'être mal compris de ceux avec qui il tiendrait le plus à se trouver en accord. (...) Il se garde d'oublier que l'Eglise ne doit avoir que oui en elle, tout refus n'étant que l'envers ou le second temps d'une adhésion positive.

Lire la suite page 14

Après Marx, qui?

Les socialistes français cherchent de nouveaux « maîtres à penser » pour assurer la « refondation » de la gauche

par Thomas Ferenczi

«Le socialisme, en France, est à bout de souffle », constatait récemment Michel Charzat, que le PS a chargé d'élaborer un nouveau projet afin d'assurer l'aggiornamento doctrinal de la gauche. On ne peut que souscrire à un tel constat. Sous sa forme communiste, le socialisme a fait faillite, comme le révèle, jour après jour, l'évolution des pays d'Europe de l'Est. Sous sa forme social-démocrate, il s'est tellement édulcoré qu'il se distingue de plus en plus mal du libéra-

français. Faut-il donc renoncer à ce qui fut, pendant un siècle, l'un des mythes porteurs de la gauche? Ou y a-t-il quelque espoir de lui redonner vie? Des intellectuels marxistes, réunis en colloque en iuin dernier à l'initiative de la revue Actuel Marx. n'ont pas craint de poser une question naguère sacrilège : «L'idée de socialisme a-t-elle un avenir?» Si l'on souhaite, comme le PS, y répondre positivement il faut tenter de moderniser le socialisme en cherchant,

lisme, comme le montre notam- ailleurs que dans Marx, les réfément, depuis le changement de rences intellectuelles qui lui rencap des années 80, l'exemple dront sa légitimité. Car, avec le socialisme, le marxisme, qui lui fut historiquement associé, se trouve aussi en crise, et même ceux qui, en France, ne le reiettent pas veulent l'enrichit ou le renouveler par d'autres apports.

Lire la suite page 8

Au comité centrai du PCF Le front des contestataires s'élargit face à M. Marchais Lire page 8 l'article d'ALAIN ROLLAT

— Ce film excite de puissants appétits. Permettez-moi de vous le dire, j'ai beaucoup réfléchi. La force extraordinairement dominatrice de cet homme. Il n'était pas impuissant, vous savez, quoi qu'on ait pu prétendre. — Hitler, vous voulez dire.

DON DELILLO CHIEN GALEUX TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MARIANNE VÉRON

UN ROMAN EFFRONTÉ

OUI MONTRE L'ENVERS

DU RÊVE AMÉRICAIN

Le rêve américain de Capra Le cinéaste est mort le 3 septembre en Californie

à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans

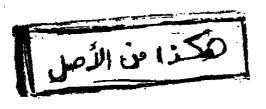
qui vient de ressortir, Frank Capra, né en Sicile, est devenu le symbole d'un rêve américain totalement opposé à celui des golden boys : rêve d'une société où l'argent fait le bonheur parce qu'il permet la générosité, la solidarité, l'honnêteté et surtout la fantaisie. Justice, égalité, for-tune, c'était ça l'Amérique pour les émigrés du Vieux Monde... Capra était lucide : il a décrit un monde cruel, mais peuplé de doux cinglés, de vieilles dames indignes au cœur immense, de beaux garçons en costume cravate prêts à défendre jusqu'au bout leur idéal, de jeunes filles délurées et courageuses. Il a su lutter, regarder, se moquer, et saire consiance; il était de ceux

Avec des films comme l'Extra-vagant Mr Deeds, Mr Smith au Sénat on Milliardaire d'un jour, qui ont cru que la générosité pouvait sauver le monde, il était forcément sincère. Ses acteurs lui vouent une reconnaissance et une affection que le temps n'a pas atténuées, et ses spectateurs, plus encore. Son nam a pris un parfum de nostalgie émerveillée, on imagine le sourire malin et tendre d'un fantôme nommé Capra soulagé de quitter notre terre malade.

COLETTE GODARD Lire page 15 l'article de JACQUES SICLIER

EDUCATION & CAMPUS ■ Les laborieux « projets » de M. Jospin. ■ Ecoles à la carte à Joinville-le-Pont.

A L'ETRANGER: Algele, 4,50 DA; Marce, 8 DN; Tunisia, 760 m.; Alemagne, 2,50 DM; Austrian, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Caneda, 2,25 \$ CAN; Antiles-Réunion, 8 F; Câte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Expegne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Inline, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxambourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paye-Bee, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Sánégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (Others), 2,50 \$.



la responsabilité.
La révolution était peut-être l'avenir inéluctable de la peres-troïka. Le libéralisme sauvage, avec son cortège d'inégalités et d'exclusions, ne sera pas l'avenir de la social-démocratie. A condi-tion toutefois que celle-ci affirme son identité, en exprimant clairement quelques choix clairs et forts qui mobilisent en engageant l'ave-

L'idéologie du front de classes a

Léon Blum n'affirmait-il pas, lorsque les tensions étaient à leur paroxysme, à Tours, en 1920 :

Enfin débarrassé d'un écono- et donne ainsi à l'argent le rôle

La modernité et l'espoir

Le marché

et l'argent Pourquoi ne reconnaissent-ils

pas, dès lors, qu'ils n'ont pas subi la crise, mais qu'ils ont choisi de

de relance par la consommation et d'appropriation collective des

moyens de production, à mi-che-min entre la NEP et le New Deal qui n'intéressent plus aujourd'hui que Julien Dray ou le camarade Mélenchon?

Force est aujourd'hui de consta-

ter que si le triomphe du marché a

été si bien vécu par la société et si mal accepté par les socialistes, c'est qu'il a conduit ces derniers à

UJOURD'HUI, la most du communisme à l'Est ne misme sommaire, qui tendait à faire de l'Etat l'expression d'un rapport de domination exclusive-ment économique, les socialistes peut être sans conséquence sur la pensée social-démo-crate. L'heure de notre aggiorna-mento idéologique n'a-t-elle pas ensin sonné? Les socialistes fran-çais, comme leurs homologues européens, ne pourront pas dura-blement ignore. Concordinité qui ont désormais l'occasion de clari-fier leur position à l'égard du mar-Il est vrai que l'économie ayant rarement aimé les socialistes, les blement ignorer l'opportunité qui leur est désormais offerte de netsocialistes français, une fois parve-nus au pouvoir, ont éprouvé quel-que difficulté à s'avouer qu'ils

toyer leur doctrine de ses dernières scories marxistes-léninistes en que difficulte à s'avouer qu'ils commençaient à aimer l'économie. A titre d'exemple, le changement de politique économique intervenu en France en 1983 a conduit les socialistes à sacrifier péniblement sur l'autel de l'action gouvernementale quelques-unes de leurs vieilles lunes. Mais pour ne pas avoir explicitement valorisé par leur discours ce que impliciterenouant avec le socialisme à la française, condamné, ridiculisé ou travesti depuis 1920. Et, simultanément, de réussir leurs alliances. Car le nouvel ordre internatios'il crée des espérances, impose aussi des devoirs à tous ceux dont l'action politique est guidée par une éthique de la conviction et de leur discours ce que, implicitement, ils avaient mis en œuvre par leur action, ils ont manque un nouveau rendez-vous historique : celui de la modernisation de leur

la maîtriser en appliquant priori-tairement les règles du marché et en tournant le dos à une politique

vécu. Les événements en Europe de l'Est apportent un cinglant démenti à l'idée selon laquelle les rapports de forces économiques sinon exclusivement, l'organisation de la société tout entière.

Il n'y a pas en politique de déterminisme, fût-il historique. Par un acte de volonté, tout peuple peut choisir son destin. De ce point de vue, l'effondrement du communisme, qui posait le prin-cipe de l'inéluctabilité de l'avène-ment d'un système, n'est pas la mort d'un humanisme. Il consacre bien au contraire le retour du poli-tique, c'est-à-dire la suprématie des espérances et des créances de chacun, dans le respect des normes démocratiques qui s'imposent à

« Quand le parti inscrit dans ses statuts que la liberté de discussion est entière, que la presse est libre, ce ne sont pas de vagues notions démocratiques introduites dans nos Constitutions socialistes, c'est une rèole tirée de l'essence même de ce que doit être le Parti socialiste. »
C'est dire que pour les socialistes
français, la liberté n'opprime pas
toujours, même si la loi toujours affranchit.

assumer une politique que les conservateurs n'avaient pas eu le courage de mettre en œuvre, tout en les obligeant à une introspec-tion idéologique à laquelle ils ne

La redécouverte de l'entreprise, du profit, la réforme en profondeur du financement de l'économie, la réstructiffation de notre appareil productif au prix du profit de motte de constitute de l'économie, la réstructiffation de motte de l'économie de l'éco sacrifice de pans entiers d'activités trop peu compétitives sont autant d'acquis qui ont permis à la France de s'adapter très vite à l'in-terdépendance des économies.

se sont pas encore unanimement

Le socialisme n'est donc plus aujourd'hui à mi-chemin entre le plan et le marché, mais à égale distance du marché et de l'Etat. Le marché est consacré comme outil efficace de financement d'une

société : celui d'un instrument d'échange à l'ère industrielle. De même qu'en se refusant pendant longtemps à penser la guerre, la gauche n'avait pas été en mesure gauche n'avait pas èté en mesure de garantir la paix, elle pourrait, en considérant l'argent comme un éternel tabou, ne jamais parvenir à réduire les inégalités qui résultent de l'usage purement spéculatif que certains en font. Car tel est bien le défi que les sociaux-démocrates doivent désormais relever : appor-ter la preuve qu'à l'échelle de la planète le marché n'engendre pas toujours plus d'inégalités et d'ex-

Cette démonstration est d'autant plus nécessaire que partout où triomphe le marché et où décolle l'économie apparaissent de nou-velles formes d'inégalité et d'exclu-sion que seules des politiques publiques seront en mesure de corriger. Puisque les enjeux du monde moderne sont planetaires - qu'il s'agisse du délicat problème de l'environnement, de la crois-sance démographique mondiale, du développement... – redonnons an socialisme cette dimension uni-verselle qui l'autorise à s'insurger à chaque fois que, quelque part dans le monde, on porte atteinte au droit et à la dignité de la per-sonne humaine.

Toute la politique étrangère du gouvernement de la France depuis dix ans est guidée par ces quelques principes simples qui furent aussi ceux de Jaurès, de Blum et de tant d'autres. Que les actuels contemp-teurs de l'action gouvernementale gardent en mémoire les critiques qu'ils adressaient à François Mit-terrand lorsque, à Cancun, il insis-tait sur la nécessité d'une plus grande solidarité avec le Sud ou qu'il tentait - dès les débuts de la perestroïka – de convaincre les pays occidentaux d'accompagner la politique de réformes de M. Gorbatchev en développant leur coopération technique ou leur aide alimentaire.

L'aggiornamento idéologique suppose que les socialistes osent se souvenir et entamer un dialogue avec leur propre histoire. Il impli-que également que leurs alliances électorales, parce qu'elles témoiguent de la loyauté et de la pertinence de leurs intentions, soient clarifiées. Celle qui depuis les années 70 les a unis au Parti communiste a vécu. L'électorat populaire qui votait communiste il y a vingt ans s'est aujourd'hui ressaisi et apporte la majorité de ses suffrages au courant socialiste. Davantage de concessions intellec-tuelles faites à un parti qui n'a rien appris de ce qui se déroule erreurs passées conduiraient à davantage de renoncement, de dés-

والمنازع والمراجع والمراجع والمراجع

一一 一 一 一 一 大きな地域

والمراجع والمالية المناجعة الم

Service and make

The state of the second second second

Company of the Company

医乳糖素 化硫二二

The state of the state of the

بما محتصل المجال الموجود المعادات المساحد

n a majet 🎥 🚉 s

المجرار والم

1. 17. 27. magain (4.)

The state of the state of

1 7 2 2 M. 18 1

The second will be

The second second of the second second

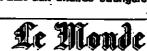
1 to 1 480 14 14

Committee and

and the property will be

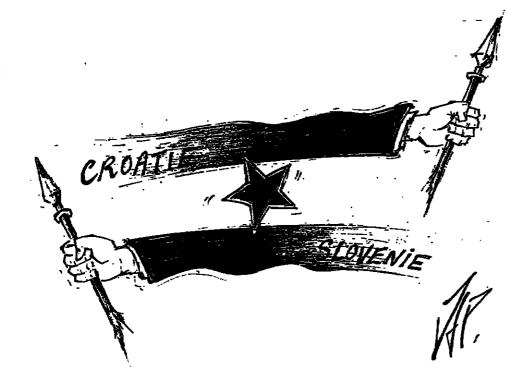
Une dynamique de la modernité, de l'espoir, de l'imagination est en train de naître autour du socialisme démocratique. Ce mouvement exige du PS qu'il choisisse délibérément la modernité: il ne sera en mesure d'élargir sa base sociologique qu'en clarifiant son

Alain Vivien est secretaire



Anciens directeurs : ubert Beurs-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 16
Tél.: (1) 40-65-25-25
Tél.: (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PIACE HUBERT BELIVE MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX



TRAIT LIBRE

L'heure de l'Europe

par Enrique Baron Crespo

L est prématuré de dire ce que sera l'URSS de demain, il est déjà possible de tirer quelques conclusions du séisme que continuer à parler d'une seule voix vit ce pays depuis le 19 août der-

Tout d'abord, et cela est fondamental, la volonté démocratique s'est imposée. Et c'est le courage des peuples d'Union soviétique, notamment de celui de Russie, mobilisé autour du président de la fédération de Russie, M. Boris Eltsine, qui a per-mis de faire échec au putsch organisé par les nostalgiques d'une épo-que, espérons-le, définitivement révolue. En luttant sans crainte pour le rétablissement de la légalité, c'est-à-dire pour le rétablissement du président Gorbatchev dans ses fonctions, ils ont conféré au Parlement de Russie le titre de symbole de la sang a été évité.

La démocratie parlementaire constitue désormais la base incontournable de l'organisation des Etats européens. Ce phénomène continental a été rendu possible grace à l'action résolue du président Gorbatchev qui a enclenché ce processus en donnant leur liberté aux peuples de l'Europe centrale et orientale et à

celui de l'Allemagne de l'Est. Ceux qui ont voulu rétablir la dictature en URSS auront en fait per-mis l'accélération du mouvement démocratique qui impose des élec-tions directes de toutes les instances dirigeantes, du Centre comme des Républiques. Tout comme ils auront provoque la mort du communisme. Nous vivons ces jours-ci le tournant historique du vingtième siècle. Le vent de la liberté est porteur d'espoirs mais également de craintes que nous devons maîtriser.

Il reste maintenant, et la tâche est immense, à tout faire pour que l'Union ne se désintègre pas. Il me semble que MM. Gorbatchev et Eltsine l'ont compris, mais également les Républiques d'Ukraine et du Kazakhstan, qui recherchent un ter-rain d'entente. D'où leur volonté actuelle de travailler en commun pour définir la nouvelle répartition des compétences entre le pouvoir central et celui des Républiques et aussi entre celles-ci. Le débat qui vient de s'ouvrir au Congrès des députés semble, pour l'instant, vouloir confirmer cette approche. Je n'ignore pas que certains, y compris au sein de la Communauté, souhaitent le contraire. Ils ont tort car il est essentiel d'éviter la balkanisation d'une partie du continent européen.

ou, plus exactement, sa libanisation. En reconnaissant l'indépendance des Etats baltes, la Communauté curopéenne a voulu mettre un point final à la deuxième guerre mondiale. Il s'agit en fait du rétablissement de leur souveraineté étouffée depuis le porte Molotov-Ribbentrop, Mais il faut souligner que cette reconnais-sance a suivi celle de la Russie, ce pacifique. C'est donc dans un cadre constitutionnel et par le dialogue qu'ensemble, les peuples d'URSS décideront de leur futur, en évitant de se laisser emporter par l'émotion

Mais la mobilisation des nations démocratiques, au premier rang des-quelles la Communauté européenne, a également joué un rôle détermi-nant dans l'échec du coup d'Etat. Il s'agit maintenant pour les Douze de en déterminant d'urgence leurs rela-tions avec l'URSS. A titre personnel, je considère que l'insertion rapide de ce pays dans les institutions économiques et financières internationales permettra de favoriser la mise en œuvre de réformes qui faciliteront le

passage à une économie de marché. Quant à la coopération technique et financière avec l'URSS, elle ne pourra efficacement reprendre que lorsque la nouvelle structure de l'Union aura vu le jour, car il nous faut savoir par quels canaux et à quelles conditions la développer. En attendant, la priorité des priorités reste l'aide alimentaire

Preuve est faite que l'Europe unie est indispensable au continent euro-péen. Seul pilier stable, elle tente de ramener à la raison les parties du conflit yougoslave. Un espoir, si fai-ble soit-il, est né de l'acceptation du plan des Douze par la Serbic. J'ai, par ailleurs, invité les présidents du rlement yougoslave et ceux des Républiques à entamer un dialogue au sein de notre Parlement. La Communauté, de la même façon, > Enrique Baron Crespo est gences d'approche de la part de cer-

tains Etats membres, de répondre d'une seule voix aux bouleversements qui nous viennent d'URSS.

Le temps est révolu des réponses au cas par cas, et l'union euro-péenne s'impose plus que jamais. Le danger d'involution existe, y compris au sein de la CEE; les douze Etats membres doivent faire des conférences relatives à l'union économi-que et monétaire et à l'union politique le fondement d'une union de type fédéral qui, malgré les vicissi-tudes de négociations souvent incompréhensibles, recueille l'adhé-sion de nos opinions publiques.

C'est autour des parlements que s'est faite la seconde révolution russe. A un moment où bien sou-vent les électeurs des Douze désertent les umes, il nous appartient de revitaliser leur adhésion aux valeurs lementaire. Si la Communauté donne un sens à son action, et à cette condition, elle sera en mesure de faire face aux défis actuels et

Les deux « modèles »

par Raymond Jean

L n'est pas besoin de se creuser la tête pour comprendre les raisons du rejet généra-en cette fin du vingtième siècle, du pseudo-socialisme autoritaire et dogmatique dit communisme. Elles tiennent à son « imitation », de deux modèles de discipline : celui de l'Eglise et celui de l'armée. L'Eglise, lorsqu'elle dégénère, produit des inquisiteurs, l'armée, des adjudants et des caporaux. Pourtant l'une et l'autre institutions sont supposées, en prin-cipe, soutenir une cause juste et combattre pour un idéal élevé : la défense de la foi ou celle de la patrie. Elles portent en elles le meilleur autant que le pire.

Avec l'Eglise, la comparaison est bien connue. Elle mérite pourtant d'être soulignée. Même idée d'un corps de doctrine inentamable, appelant la croyance absolue, l'adhésion totale du cœur et de l'esprit, même si cette adhésion, au cours des âges ou des années, a forcement été modulée, nuancée, adaptée. Homogénéité de la communauté des fidèles, frères ou camarades. Position avancée et exemplaire des pratiquants ou des militants. Condamnation des hérésies appelées ici déviations ou dissidences. Excommunications devenues exclusions, maieures ou mineures. Confessions privées ou publiques se désignant comme autocritiques ou aveux.

La liste pourrait être longue. Et les faits de vocabulaire, comme on le voit, sont éloquents. L'analogie pourrait être traquée dans des détails quotidiens et des situations ridicules, car il existe indéniablement un cléricalisme et une bigoterie de parti.

Elle pourrait aussi bien être relevée dans des tragédies inté-rieures et des drames de conscience qui ne sont peut-être pas toujours à porter au seul compte de la faillite des opportunismes de carrière, comme ont pu le montrer de récents suicides en URSS. Du curé de village à l'évêque de jadis, puissant, riche, nanti, à l'occasion incrédule, mais fort de ses privilèges temporels, du croyant désespéré au cardinal athée et libertin, la gamme est étendue. Le système communiste a produit la même diversité, les mêmes contradictions, les mêmes saintetés, les mêmes cynismes. Et l'« abêtissez-vous » de Pascal, à l'usage des clercs les plus humbles comme des intellectuels les plus éminents, a pu être la règle, jusqu'au vertige. On pourrait dire aussi qu'il est arrivé à la poésie d'Aragon d'atteindre certains sommets comparables à ceux de la poésie de

Ecclésial et militaire

Pour la référence à l'armée, c'est autre chose. Elle découle du fait que les partis communistes choisissent d'emblée, et par souci d'efficacité, une organisation de type militaire. Les déclarations de Lénine sont claires làdessus. Il s'agit même de la spécificité du genre de parti qu'il fonde, délibérément différent de ceux qui se contentent de perspectives humanistes ou utopiques et d'actions politiques clas-

On retrouve d'ailleurs l'obses-

sion de ce type d'organisation dans tous les groupes, fractions, mouvements qui se disent ∢ armés », « militaires » ou « paramilitaires », à travers le monde. D'un point de vue mar-xiste, il est évident qu'une telle référence à un combat organisé se rapporte à l'idée de « lutte » des classes, qui pourrait être à la limite « guerre » des classes, et place au centre de tout dispositif politique l'idée de « rapport de forces » en face d'un adversaire à combattre sans merci parce que lui-même sans merci. Cela suppose une stratégie et une dis-cipline très centralisée, dont ce qu'on appelle justement « centralisme démocratique » est la clé.

Toutes ces données ont un sens historiquement, dans la mesure où elles découlent d'une volonté révolutionnaire agissante et offensive, de ce qu'on a pu désigner comme un « communisme de guerre ». Mais le communisme de guerre dégénère en communisme de caseme et les petits chefs se multiplient autour des grands capitaines. Pire encore, il existe dans toute armée la virtualité de se transformer en police. C'est évidemment ce qui est arrivé sur une très grande échelle, avec tout l'arse-nal de répression et d'exactions que cela implique. A ce moment-là l'inquisition écclésiale et la police militaire se rejoignent.

il est important de rappeler ces choses, parce qu'elles sont évi-dentes et que l'on a tendance à rejeter dans un passé déjà jugé lointain leurs manifestations les plus extrêmes. Ou à les couvrir,

dans leurs formes atténuées et routinières, du nom de bureaucratie. Mais qu'est-ce que la bureaucratie, sinon une situation de médiocrité généralisée où les grands prélats aussi bien que les grands chefs de guerre ont laissé la place aux petits fonctionnaires de curie ou d'étatmajor qui n'exercent plus rien que la tyrannie des privilèges. Que cet état de fait conduise à l'échec et, à terme, à l'explosion ne saurait surprendre personne. Que, comble de dérision, tout cela ait pu se parer d'une couverture « scientifique », pour désigner ce socialisme qui se voulait positiviste et factuel dans son idéologie, montre bien à quel degré de malentendu dément on a pu arriver quand on est descendu - toujours plus bas - de

la théorie à la pratique. Il reste tout de même que si ce socialisme-là a cru nécessaire de devoir s'appuyer sur un système ecclésial et sur un système militaire, c'est-à-dire sur de fortes disciplines, c'est que l'adversaire à affronter, dont le pouvoir de domination, d'exploitation, d'oppression et d'aliénation s'était manifesté sans ménagement au cours d'une histoire séculaire, paraissait devoir être neutralisé par des armes égales aux siennes. Il est clair aujourd'hui que ce renversement de l'histoire, cette volonté de faire changer le monde « de base ». ne pouvait se payer du prix d'un autre asservissement, inopérant

de surcroît. ► Raymond Jean est écrivain.

هَكَذَا مِنَ الأَصِ

ŧ,

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction : Locries Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la redection Jeogues Guiu directeur de la gestion Manuel Luchert secrétairs général Rédacteurs en chef ; ... Thomas Ferencel Daniel Vernet

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETI

La situation dans les Républiques

L'Estonie à l'assaut du capitalisme

Avant même d'être indépendant, ce petit Etat balte se préparait à de nouveaux horizons économiques

TALLIN

du in terren de don de la la companya de la company

decimal land indicate.

deli que les sociacidade

Cone dimendialism of fa-plas nece carre use page transphe is much a necessary

se renamentation de la constante de la constan

dans le money, un prieze

ar demi et a .. henre & be

proportione de la France des uns est qui des participes

ferincipes simples de feet à

ever de lucre. le Bun es

Canton Charles and Andrew

esplont et nomero la re-

chiefs the art a figure

Jestand Limigne in Caranita

Tast has la recroit du care Arende sidant the are be and the are be and tentum to be seen promoteurs.

Die Geffdel auf durente.

Berthetig un die reform

· 14 (18) 10 (18)

STENE GLOCKEDE

ever our mem trace is

ing an including the condition in

elest out to thinke goods 2 grant do la come d'attr tract of long thanks 2

Country to the Color officer of the Color of

programme of the store forces

the appearance of the state of the

reages out to manager.

David to an amorning

tarife lare a comme cien appril in in die est some une some in remarkation deskute principal accomplish

Age entant in the little of

The state of the s

Sentent Property in the Const

Authorities - Company

med at the second

Ainin Virgen eit semt

d'Etat du -inges energe

Le Mond

and the second

Service of Charles

Physical Company of the Company of t

The Property of the Party of th

Comment.

4.15

Louis la politica come

sound hamaing

CONTRACTOR OF US

the southwest

Region de clari-

Physiological states in the second state states states the states of the

E server qu'il.

K. K abangancen

A CAMPAGE AS CONTROL OF THE PARTY OF THE PAR

M. Marie Sc. 1537

the section of the se

PROCE BESTON

Minners its

and the start of

a g man beidelfen

policelier de.

m major ist but

les sections :-

- - CT - CT

*** *** ***

AND THE REAL PROPERTY.

THE BUILDINGS

Die gereinten die

10 miles

MARKET AND THE

A Carrie of the last

Mar de partir de la companio della companio de la companio della c

-

MARKET THE

professional designation of the second

10 4 44 SH

P MAKE AND MAKE SAME SAME SAME

MAN AN CH

TOTAL STATE AND DOCUMENTS

Maria de Carriera

wed first ster.

The Party State

de martie et

de notre envoyé spécial ,

dechange the maintaine theme do not be the manufacture of the manufact A vingt-quatre ans, Rain Löhmus est peut-être un des plus jeunes banquiers du monde. Frais émoulu de l'Ecole polytechnique de Tallin, deti que les cocinaciones dessent décorrant relegant ter la presse que l'étage à plandre le marche n'étage à tengente plus d'inégalies ne après un court stage dans une ban-que finlandaise et un passage par la Banque nationale, il a créé, il y a ton juste deux mois, son propre établissement, « Hansabank ». Employant seize personnes – atoutes Estoniennes » - dont l'age moyen est bien inférieur à trente moyen est oten interieur à trente ans, le voilà aujourd'hui chargé non seulement de gérer le «portefeuille» de plusieurs centaines de ses compatriotes, «qui se méfient de plus en plus des banques soviétiques», mais aussi d'organiser la privatisation de companyes entrepriese estaciones nombreuses entreprises estoniemes et notamment, de « Baltica », une usine de confection employant plus de 3 000 personnes.

Si les Moscovites penvent, derrière la Place rouge s'il vons plaft!
déguster des glaces italiennes, ils le
doivent à un juif estonien, M. Kofkin, qui a créé la marque « Penguin» — service à l'occidentale, qualité garantie. Emigré en Suisse il y a
dix ans, M. Kolkin s'est souvenu
qu'il avait travaillé au ministère
estonien de la production laitière. estonien de la production laitière. Revenant au pays, il a pu ainsi faire jouer ses anciennes relations pour créer, en 1989, d'abord en Estonie, puis à Moscou, une chaîne de glaciers.

Vello Valaste, quarante-cinq ans, après des études techniques, a passé un doctorat d'économie à Leningrad. Il a créé, en 1987, le premier cabinet de consultants « de toute l'URSS ». Employant aujourd'hui huit personnes - « toutes Esto-niennes» - il aide tous ceux qui veulent creer leur propre entreprise. Son carnet de commandes ne dés-

Et postphalest. Within si 163 Estoniens, fidèles à une sorde tra-dition commerciale et industrieuse, avaient voulu, des qu'apparurent dans leur pays les prémices les plus témes d'une indépendance aujourd'hui reconnue, rattraper le temps perdu pendant cinquante années de dictature soviétique. S'il y avait, en 1987, entre 3 000 et 4 000 entreprises en Estonie, on en compte aujourd'hui plus de 20 000.

Entre le le janvier et le 30 juillet

on l'espère ici, plus performantes, aux sociétés étrangères venues réaliser des joint ventures en passant par de simples particuliers qui pratiquement sans le moindre capital de départ mais forts de leur seul enthousiasme et de quelques connaissances décident de se jeter à consissances décident de se jeter à la capacité d'innovation des stolles. sances, décident de se jeter à

Souvent des sociétés estoniennes servent de paravents à des firmes étrangères qui, compte tenu de l'ab-sence de législation, ont préféré, dans un premier temps, avancer masquées. Si les Finlandais - Hel-sinki n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres de Tallin - sont les plus nombreux, ce sont les Suédois qui, en termes de capital, ont accompli le plus gros effort. Notamment grâce à l'argent des nombreux Esto-niens émigrés en Suède après l'inva-sion soviétique.

Pour de nombreuses entreprises étrangères, l'Estonie constitue en effet une tête de pont idéale pour s'attaquer au marché russe. « Nous connaissons la langue, mais aussi le caractère des Russes et nous avons en plus l'expérience de l'économie socialiste. Nous savons ainsi très bien comment pénètre dans ce marable. ché», explique Erich Mart, trente-huit ans, ancien directeur des questions forestières au ministère de l'économie, qui a créé Kaubaleht, un mensuel économique tirant déjà à plus de 15 000 exemplaires.

> Un pied dedans un pied dehors

- établissement de transferts commerciaux, monnaie indépendante du rouble, législation différente de celle de l'URSS, mise en place d'une réelle économie libérale - devraient paradocalement calmer un peu cette paracocaraneau canner un pen cente fievre d'entreprendre éprouvée par les Estoniens. Aujourd'hui, en effet, cent ci semblant pouer sin les deux tableaux. Un pied dans le système soviétique, un pied dehors, ils par-viennent habitement à bénéficier de cette situation ambigué.

Celle-ci a aussi attiré un certain dables, et il est de notoriété publique qu'une partie des roubles amassés par les différentes mafias

ne suffira pas non plus à régler l'en-semble des problèmes du pays. Même si l'Estonie était la plus riche des Républiques d'URSS, ce pays, comme la Lettonie ou la Lituanie, n'en a pas fini avec l'héritage sovié-tique. Que faire des usines que oscou a implantées ici? Dar nord-est, par exemple, des villes comme Narva ou Sillamae sont aujourd'hui des ghettos industriels peuplés, dans leur immense majopenpes, dans leur nuniense majo-nie, de travailleurs russes envoyés ici pour noyer « la population esto-nienne et contrer ainsi sa volonté d'indépendance».

> Un combat permanent

Si on time I sept millions le nombre de Russe. Ju d'Ukrainiens qui sont « passée » par l'Estonie depuis 1945, p. s. . 500 000 sont restés et constituent aujourd'hui plus de 40 % de la population totale du pays. En même temps colonisa-teurs et travailleurs immigrés, les Russes d'Estonie semblent plus sou-dés, moins intégrés à la population locale et, partant, plus aptes à créer des tensions graves à l'intérieur du pays que leur compatriotes de Let-tonie. Certes, de nombreux Russes ont aidé les mouvements indépendantistes. Certes, on en trouve aussi pluseurs parmi eux à vouloir, gagnés par la contagion, créer leur propre entreprise. « Quand ils vien-nent me consulter, ils le font un peu en secret et certains me demandent à 102/2017 1993 même si j'accepte de conseiller les Russes v, explique Vello Valaste.

Les Estoniens s'insurgent à juste titre quand on veut donner de leur pays l'image exclusive et mani-chéenne d'une nation désireuse avant tout de s'enrichir. Car si leur combat contre l'occupant soviétique n'a peut-être pas été, surtout ces dernières années, aussi en pointe que celui des Lituaniens, il n'en a pas moins été aussi permanent.

« Vous savez, il y a peu de familles ici qui ne comptent pas un grand-père, un père ou un frère qui n'ait èté déporté, emprisonné ou tué par les Soviétiques. Mais nous avons une telle tradition d'a occupés» que nous avons peut-être pris l'habitude de faire apparemment le gros dos et de mener contre nos attaquants une sorte de jeu d'échecs de toutes les secondes », explique un étudiant.

La haute stature de Jaan Kross, un des chefs de file de la littérature estonienne, Prix du meilleur livre étranger en France en 1989 avec Le fou du Tsar, témoigne de ce com-bat. Arrêté d'abord par les Allemands pour avoir organise un réseau de résistance, puis déporté en Sibérie par les Soviétiques de 1944 à 1954, il explique comment les intellectuels estoniens ont respecté «leur devoir» de conserver la culture, la langue et la tradition de leur pays.

« Pendant toutes ces années nous avons été animés d'un certain espoir. Peut-être que. volontairement, nous nous trompions et que cet espoir n'était pas sondé. Mais nous nous disions que cette période ne pouvait pas être éternelle», explique t-il. Les Estoniens doivent-ils exiger que soient jugés les responsables de ces années noires? « Il nous faut avoir la sorce d'oublier, dit Jaan Kross. Le temps est déjà venu de ne plus nous occuper de ces choses-là.»

Nouvelle manifestation en Géorgie

L'agitation continue dans le Caurase

sont descendus mardi 3 septembre dans les rues de Tbilissi, pour la 1991, plus de 2 000 entreprises out soviétiques sont «blanchis» à Taltété créées dans la seule ville de Tallin. «Et puis, ajonte Erich Mari, si nos entrepreneurs veulent réussir, ils qui éclate en unités plus petites et devront comprendre que ce n'est pas dans les rues de Tbilissi, pour la deuxième journée consécutive, pour protester contre la politique du prédevront comprendre que ce n'est pas

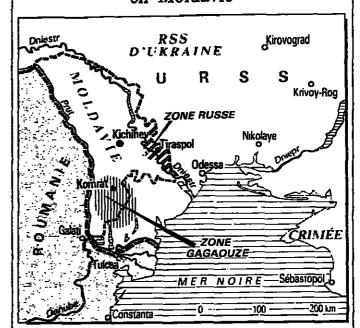
démission. La manifestation s'est déroulée dans le calme, contraire-ment à celle de hundi, qui s'était soldée par huit blessés. Intervenant à la télévision au soir de la première manifestation, M. Gamsakhourdia a qualifié ses organisa-teurs d'a agents du Kremlin».

Le président géorgien, élu au suf-frage universel fin mai avec 87 % des voix, a également déclaré que ceux qui avaient appelé à ces manifestations, les dirigeants du Parti national-démocrate et du Front populaire, « devaient être arrêtés », selon l'agence d'information russe RIA.

Par ailleurs, l'appel à la grève générale lancé en Azerbaïdjan par l'opposition nationaliste semble avoir été assez peu suivi lundi, d'après les journalistes locaux. L'opposition vondrait notamment obtenir le report de l'élection pré-sidentielle, prévue le 8 septembre, et à laquelle le président Moutali-bov est le seul candidat.

Le conflit qui oppose la majorité arménienne de la région du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, sa République de tutelle, a fait irruption mardi au Congrès des députés du peuple réuni à Moscou. Un député azéri a qualifié « d'inconstitutionnelle» la proclamation d'indépen-dance du Haut-Karabakh, ce à quoi un député du Karabakh a rétorqué qu' «un peuple qui prive d'autres peuples du droit d'être libres ne peut lui-même être libre ». Cette intervention a été couverte par les cris des élus azéris. - (AFP. Reuter.)

Le combat des grand-mères russes en Moldavie



Alors que la Moldavie a décrété, mardi 3 septembre, le passage sous son contrôle de ses postes douaniers et de ses frontières, notamment celles avec la Roumanie voisine, dans l'est de la République moldave la minorité russophone a continué de bloquer la principale voie ferrée pour protester contre sa future « roumanisation ».

TIRASPOL de notre envoyé spécial

Demandant la libération de leurs leaders arrêtés pour complicité avec le coup d'Etat, les femmes russes et ukrainiennes de Tiraspol étaient toujours assises, mercredi 4 septembre au matin, en travers des voies ferrées, après une seconde nuit de veille, pour un troisième jour de blocage, « empêchant ia Moldavie de remplir ses contrats économiques, notamment avec la Russie », selon un communiqué de la présidence

moldave. Dans la gare de Tiraspol, capitale de la zone russophon proclamée « République moldave socialiste soviétique du Dniestr», un buffet était organisé. Les grand-mères russes et ukrainiennes, fer de lance du mouvement, ont ajouté sur leur barrage une simple banderole: ∢Nous ne voulons pas vivre en Roumanie. >

Une des frontières les mieux gardées

Le blocage des trains est la première arme de la guerre économique dont la zone russophone du Dniestr menace la Moldavie. A Kichinev, dans un nouveau pas vers « l'indépendance réelle», le président moldave Mircea Snegur, qui a refusé à Moscou de participer à de nouvelles et trop imprécises structures fédérales, a fait passer mercredi les frontières sous le contrôle de sa République, puisque, « en conformité avec la

déclaration de l'indépendance

de la Moldavie [du 27 août dernier] et de celle de l'Ukraine. nous n'avons plus de frontières avec l'Union soviétique. >

Le Comité pour la sécurité d'Etat a été chargé de régler les détails pratiques de cette décision encore toute théorique, « en commun accord avec les troupes soviétiques » qui tiennent encore sévèrement les points de passage. Coupant la Moldavie historique en deux, la frontière entre l'ex-République socialiste soviétique de Moldavie et la Roumanie était l'une des mieux gardées de l'Est, afin de préserver la surréaliste fic-tion soviétique selon laquelle il existait de part et d'autre deux peuples, voire deux langues dif-

« Dérussification » et «roumanisation»

Séparée de la Roumanie à l'issue de la seconde guerre mondiale, la Moldavia a annoncé son intention de se réunifier avec Bucarest après une période de « dérussification » et de « roumanisation » qui pourrait prendre quelques Kichinev. Ne voulant pas être en reste, à Bucarest les députés et les sénateurs réunis en séance extraordinaire ont adopté, mardi 3 septembre, à l'unanimité moins une voix, une résolution demandant aux autorités roumaines d'« agir pour la reconnaissance internationale de la République de Moldavie ». La Roumanie a été le premier et le seul Etat à reconnaître la

Ce mouvement en direction de Bucarest inquiète la minorité russophone (ukrainienne et russe) de l'est de la Moldavie, dont le territoire fut une partie de l'Ukraine avant son rattachement à la Moldavie soviétisée La présidence moldave a accusé, mardi, les leaders des russophones d'«ignorer le dialogue », invitant cependant à poursulvre les discussions, e saule solution pour éviter une guerre fratricide. 3

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le PC japonais se félicite de la dissolution du PCUS. – Le parti communiste japonais s'est félicité, mardi 3 septembre, de la dissolution du PC soviétique, qui a a fait pen-dant très longtemps beaucoup de mal au mouvement communiste mondial» ainsi qu'à «la paix et au pro-grès social dans le monde». «C'est grès social dans le monde». «C'est hégémoniste du parti et ignoré les un événement historique bienvenu», a aspirations du peuple». - (AFP.)

ajouté le PCJ, brouillé avec le Kremlin depuis trente ans, qui a dénoncé « les effets négatifs terribles » de l'époque stalinienne et brejnévienne sur l'histoire mondiale, et reproché à M. Gorbatchev d'avoir « pris la suite, sans la critiquer, de la traditionnelle attitude chauvine et

Le « goût amer de la trahison »

Le témoignage de Mª Raïssa Gorbatchev sur le coup d'Etat manqué

tout ce qui s'est passé, je crains une déchirure dans notre société », a confié Mª Rafssa Gorbatchev, qui se remet petit à petit d'une crise d'hypertansion artérielle suble pendant le coup d'Etat manqué, dont elle a fait pour la première fois le récit, mardi 3 septembre, dans les colonnes du quotidien Troud, organe des syndicats soviéti-

L'épouse du président soviéti-que dit avoir appris la nouvelle de la tentative de putsch le dimanche 18 août, vers 17 heures, lorsque son mari, très agité, l'a informé que tous les téléphones étaient coupés, « même le rouge » (ligne directe avec le commandement suprême de l'armée). Les programmes de radio et de télévision étant interrompus, « nous avons immédiatement compris la situation», dit

« Je revis encore et encore M™ Gorbatchev, qui a tout de membres de la délégation puis-tout ce qui s'est passé, je crains suite craint que les gardes du sent constater le meuvais étal corps du président ne le tra-

> Mais, dit-elle, ils sont rapidement venus à lui en proclamant : « Mikhail Serguelevitch, nous sommes avec toi. » Mr Gorbatchev reconte ensuite comment son époux et ses proches se sont ostensiblement promenés sous les yeux des marins qui croisaient au large de leur datcha de Crimée, afin que l'on sache qu'ils étalent bien vivants et en bonne santé.

€Le 21 août, après trois nuits blanches, poursuit Me Gorbat-chev, nous avons appris par la radio britannique BBC que Vladimir Krioutchkov (l'ancien chef du KGB) avait accepté d'envoyer une délégation en Crimée. Pas seulement pour rencontrer Gor-batchev, mais pour que les

sent constater le mauvais état de santé du président, son incapacité. J'ai alors pensé que dans les heures qui allaient suivre des mesures allaient être prises pour transformer le mensonge en réalité. Un dénouement tragique pouvait être imminent. C'est alors que j'ai eu une crise d'hypertension aigué, qui s'est accompagnée de troubles d'élocution. » L'épouse du président affirme

qu'elle «va mieux» mais qu'il faut quelle «se soigne encore un peu ». Interrogée sur le sentiment qui l'a emporté chez elle durant les premières heures du coup d'Etat entre la peur, le désespoir ou l'indignation, Raīssa Gorbatchev répond : «Non, rien de tout cela. Le goût emer de la trahison a été mon plus grand tourment s. - (Reuter, AFP.

G Sommet européen sur l'URSS début octobre. - Le sommet européen extraordinaire consacré à la situation en Union soviétique devrait se tenir an début du mois d'octobre (le 2 ou le 3). MM. Gor-batchev et Elssine devraient être invités à y participer, aucune objection n'ayant été formulée à l'encontre de la proposition francaise aliant dans ce sens. Concrètement, les Douze devront, au cours de ce sommet, discuter de l'aide à PUnion soviétique, aux Républiques baltes et aux pays d'Europe de l'Est, et examiner les réponses à apporter à l'effondrement de l'Union soviétique dans sa forme D' Prochaine réunion des chefs d'état-major de l'OTAN à Ottawa. - Les chefs d'état-major des pays de l'OTAN se réuniront le 13 septembre, à Ottawa, pour examiner les bouleversements en URSS et la réforme de l'alliance atlantique, a indiqué mardi 3 septembre, le porte-parole du Comité militaire. Plus haute autorité militaire de l'OTAN, ce comité est principalement chargé de formuler des recommandations aux instances politiques de l'alliance atlantique. Les chefs d'état-major évoqueront, en outre, la révision de la stratégie et du dispositif militaire de l'OTAN en Europe.

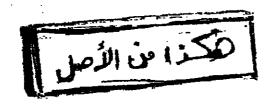
JEAN PAVANS

LE THÉÂTRE DES SENTIMENTS

Roman, 272 p., 98 F.

LA DIFFÉRENCE





Les interlocuteurs de M. Chirac se sont dits favorables au maintien d'un certain pouvoir au «centre»

Le président du RPR ne veut pas

« polémiquer » avec M. Giscard d'Estaing

Mardi 3 septembre a été une journée chargée mais instructive pour la délégation de l'opposition conduite par M. Chirac.

MOSCOU de notre envoyé spécial

Oubliant résolument l'amertume de M. Giscard d'Estaing abandonné à Paris, les quatre responsables poli-tiques - MM. François Léotard, Pierre Méhaignerie, Alain Juppé accompagnent le maire de Paris -

ont cu des entretiens avec quatre des principaux acteurs de la résistance au putsch: M. Boris Eltsine bien sûr, mais aussi M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, toujours brouillé avec M. Gorbatchev, M. Alexandre lakoviev. l'idéologue de la peres-troïka qui fut très proche du prési-dent soviétique auquel il reproche toujours ses tergiversations, et M. Anatoli Sobtchak, le maire dynamique et resolu de Leningrad, un homme qui n'a pas fini de faire par-

Mercredi, la «bande des quatre» a rendu visite dans la matinée à un autre « mousquetaire » réformateur, M. Gavriil Popov. le maire de Moscou. Une rencontre avec M. Gorbatchev n'était pas exclue avant le retour à Paris en fin de journée, mais rien n'était sûr.

A des nuances près – M. Boris Eltsine, le grand vainqueur de la crise, est beaucoup plus optimiste et sûr de lui que ses amis politiques -les interlocuteurs des responsables de l'opposition française ont tenu le même langage : oui à l'indépendance des pays baltes mais oui surtout au maintien d'un certain pouvoir, fédéral ou confédéral, seul moyen selon M. Chevardnadze d'éviter «le chaos, l'anarchie et peut-être le fascisme, car la lutte entre les démocrates et les réactionnaires n'est pas finie».

Personne n'imagine que les pou-voirs centraux puissent être aussi importants demain que ceux qui figuraient dans le projet de traité de l'Union rendu caduc par la tentative de putsch. Le but à ce stade est beaucoup plus modeste; il s'agit essentiellement de maintenir l'exis-

Le Centre, considérablement affaibli, resterait aussi le principal acteur sur la scène internationale même si le projet présenté lundi au Congrès du peuple prévoit la possibilité pour les Républiques qui le voudraient d'entrer à l'ONU. C'est le Centre qui continuera à occuper le siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, a affirmé M. Chevardnadze.

La question de l'armement nucléaire

Quant à M. Sobtchak, il voit sur-tout dans la possibilité pour les Républiques d'entrer à l'ONU une concession à l'air du temps. Selon lui, les Républiques e rendront vite compte du prix d'une telle représentation internationale, comme elles sont vite convenues qu'il ne pouvait exister qu'un seul centre militaire et que le pouvoir nucléaire n'est guère

Les nouveaux dirigeants russo-soviétiques n'en reconnaissent pas coopération - les dirigeants réforma-

Les jeunes giscardiens ont pro-

testé, mardi 3 septembre, contre l'at-titude de M. Jacques Chirac, prési-

dent du RPR, qui n'a a ni prèvenu

mi invité » son homologue de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing avant de s'envoler, lundi 2 septembre, pour l'Union soviéti-

que. Ils ont estimé que «l'escapade

des mousquetaires de l'opposition à

Moscou, sans d'Artagnan, manque

Interrogé depuis la capitale russe, M. Chirac a indiqué sur TF1 qu'il n'avait pas «l'intention de polémi-quer sur ce sujet, surtout de Mos-cou». M. Chirac a cependant admis

avoir eu une conversation téléphoni-

que avec M. Giscard d'Estaing la veille de son départ pour l'Union

d'allure et d'élégance v.

tence d'un espace unique militaire et des liens économiques entre toutes les Républiques.

moins que les armes nucléaires tactiques, beaucoup plus dispersées sur le territoire que les armes stratégiques ques, beaucoup plus dispersées sur le territoire que les armes stratégiques, peuvent poser problème et qu'il est urgent de faire le point. D'où la décision de créer rapidement une commission spécialisée annoucée par M. Eltsine pour rassurer les Occidentaux, mais aussi les réformateurs qui évoquent avec effroi l'usage que pourraient faire de ces armes certains militaires en cas d'une nouvelle

> Le nouveau pouvoir central devra de toute façon, tout le monde le reconnait, réduire encore les dépenses militaires. Le moins convaincant à ce sujet paraît être M. Eltsine, qui a demandé pour la Russie un droit de regard sur l'usage des armes nucléaires (la double déci-sion) et qui a fait remarquer à ses visiteurs que la défaite des putschistes avait évité à l'Occident une relance de la guerre froide et de la

Au chapitre de l'aide - un mot que l'on n'aime pas entendre ici, on lui préfère comme hier celui de

soviétique, le 1er septembre.

MM. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, et

Pierre Méhaignerie, président du

CDS, qui accompagnent le président du RPR, ont laissé entendre qu'ils

étaient persuadés, en quittant Paris, que M. Giscard d'Estaing avait été

M. Bernard Stasi, vice-président

du CDS, a indiqué, mardi 3 sep-tembre, qu'il était «souhaitable que des hommes de toutes tendances poli-tiques fassent le voyage de Moscou», même s'il était « facheux qu'il

s'agisse aussi d'une opération de poli-tique intérieure et de stratégie prési-

la chronique de PIERRE GEORGES

informé de ce déplacement.

teurs adoptent un profil bas. L'hiver certes sera crucial et l'URSS va devoir acheter entre 20 et 40 mil-lions de tonnes de céréales, mais plus personne ne parle d'aider le Centre, encore moins d'aider M. Gorbatchev. C'est le Centre pourtant qui va se retrouver redeva-ble d'une dette extérieure de plus de 80 milliards de dollars. Quant aux investisseurs potentiels, ils sont ren-voyés aux Républiques et aux grandes villes russes comme Moscou et Leningrad (qui devrait redevenir officiellement Saint-Pétersbourg le

7 septembre prochain).

Les nouveaux responsables n'en sont pas, il est vrai, à élaborer des projets à très long terme. C'est en semaines, voire en jours qu'ils raisonnent. D'abord pour prévenir l'explosion de l'Union grâce à cette détération à néométrie variable misfédération à géométrie variable puis-que les Républiques pourront en être soit membres à part entière, soit associées ou simplement observatrices, comme les pays baltes; éviter ensuite une explosion populaire cet hiver, qui pourrait offrir aux conser-vateurs la possibilité d'une revanche dont beaucoup d'ingrédients sont présents : mécontentement croissant des militaires dont les conditions matérielles se dégradani, mise au chômage de millions de nomenkla-turistes après l'interdiction du Parti communiste, pénurie record («Les casseroles vide» pervent être encore plus muisibles que les chars», a fait remarquer M. Iakovlev).

Il leur faut enfin asseoir les ins-titutions provisoires qu'ils sont en train de mettre en place sur une base démocratique, c'est-à-dire déci-veulent en finir avec ce Congrès des députés du peuple sans majorité et sans colonne vertébrale dont un tiers des inembres ont été non pas élus mais désignés par un Parti communiste aujourd'hui interdit ou par ses

Les Républiques baltes prochainement admises à l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée (qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité), et son homo-logue britannique, Sir David Han-nay, ont officiellement remis le 3 septembre au secrétaire général les demandes d'adhésion aux Nations unies des trois pays

Dès la semaine prochaine, les quinze membres du Conseil de sécurité se prononceront sur ces nouvelles candidatures. Les États-Unis ont annoncé qu'ils s'appretaient à rétablir leurs rela-tions diplomatiques avec les Etats baltes. Quant à l'URSS, les diplomates français et britanniques s'at-tendent qu'elle n'oppose pas son veto. Les candidatures devraient donc être approuvées par les cinque membres permanents du Conseil de sécurité, puis par l'Assemblée générale de l'ONU qui se réunira en session annuelle à compter du

L'admission éventuelle (« qui n'est pas à l'ordre du jour », rappelle un diplomate occidental) d'autres Républiques qui ont affirmé leur indépendance ou sont en passe de le faire si le projet d'a Union d'Etats souverains » avancé par M. Mikhail Gorbatchev est retenu, ne devrait pas poser davantage de problèmes. L'Ukraine et la Biélorussie siègent d'ailleurs déjà à l'ONU depuis 1945, aux côtés de l'Union sovié-tique qui, souvent, les représentait jusque-là.

L'avenir de l'URSS au Conseil de sécurité

Lors des accords de Yalta, conclus le 11 février 1945, le maréchal Staline avait en effet obtenu des alliés un traitement de faveur pour les deux Républiques qui avaient subi le plus grand nombre de victimes et de dégâts matériels durant la guerre.

Dans un premier temps, les diri-geants soviétiques avaient réclamé le même privilège pour l'ensemble des quinze Républiques, mais la menace des Etats-Unis de deman-

contenter de ce compromis. La vraie question est de savoir qui, à l'avenir, s'installera dans le siège permanent au Conseil de sécurité aujourd'hui occupé par l'Union soviétique. «Tout dépendra de ce que sera la future Union et de l'influence qu'elle aura sur la politique nucléaire et étrangère du pays, la seule justification du siège de membre permanent et de l'utilisa-tion du droit de veto», estime un

Pour un autre diplomate, trois hypothèses sont à envisager : une URSS rénovée qui conserve son arsenal nucléaire, un accord entre la future Union soviétique - le nouveau pouvoir central - et la Russie sur ce dossier, enfin le transfert à la seule Russie de l'ensemble de la capacité nucléaire aujourd'hui répartie en plusieurs points du pays.

« Dans les deux premiers cas, la situation du Conseil est quasiment inchangée par rapport à ce qu'elle est actuellement. Dans le troisième cas, en revanche, si la Russie occupe le siège permanent de l'Union soviétique, il faudra modi-fier la Charte des Nations unies en ce sens», explique-t-il. Le risque serait alors de voir s'ouvrir un débat sur la composition du Conseil de sécurité et le privilège accordé aux Cinq, héritage de la guerre froide, auquel d'autres (le Japon et l'Allemagne) pourraient opposer leur qualité de grandes puissances économiques.

SERGE MARTI

SOLD CHARGE SERVICE

أيها والمجمولات والأراز والأراز

and the second stage of the

A Martine St. Hope Toping

The Bank States

a min de la la calanda de mais

- 1.78 again

State of the sale of

train . these water ...

The second second

त्रकारीयाः स्थापः स्थापः स्थापः स्थापः स्थापः स्थापः स्थापः स्थापः

The State of States

The same of the same

774 378 245 **486**4 04**34** .

一一一个 Francis of British

a De later the Salat of the

The state of the s

□ Les ministres de la CSCE se réuniront le 10 septembre à Moscon. - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pan-kine, a confirmé qu'une réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) consacrée au droits de l'Homme se tiendra à Moscou du 10 septembre au 4 octobre. Elle sera ouverte par les ministres des affaires étrangères des 35 pays membres (tous les pays européens, les Etats-Unis et le Canada). Cette réunion était prévue avant la tentative de coup d'Etat du mois dernier à Moscou. Le président Mikhall Gorbatchev devrait ouvrir la séance. M. Baker der en contrepartie l'adhésion de la manifesté son intention d'assisses quarante-neul Etais de l'époque avait obligé Moscou à se rence. — (AFP.)

Un entretien avec M. Jean François-Poncet

Lire page 27

« Ne donnons pas le sentiment de jouer la dislocation de l'URSS », nous déclare l'ancien ministre des affaires étrangères

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères. sénateur (Rassemblement démocratique et européen) du Lot-et-Garonne, a accepté de répondre à nos questions concernant notamment les bouleversements en Union soviétique.

« Est-il encore possible d'éviter le démantèlement dans le désordre de l'empire soviétique ?

- Eviter le démantèlement, non. Eviter le chaos, peut-être. C'est en souverains» proposée par M. Gorbatchev au Congrès des députés. Si la dislocation de l'empire apparaît inévitable, c'est parce qu'elle correspond, sauf dans certains cas comme celui de la Biélorussie, à des aspirations à l'indépendance très anciennes, très profondes, que des qu'exaspérer. Les nationalismes s'installent dans le vide créé par la mort du communisme. Le libéralisme et l'économie de marché sont des notions trop abstraites, trop étrangères à la tradition russe et dont les bienfaits mettent trop longtemps à se manifester.

» D'autres phénomènes jouent dans le même sens : d'abord la crainte d'un impérialisme russe incarné par Etsine et que son allu-sion imprudente à une possible remise en cause des frontières de la Fédération de Russie a brutalement ressuscitée ; ensuite l'espoir de combattre plus efficacement la crise éco-nomique au niveau des Républiques qu'au plan «ingérable» de l'Union.

» L'URSS dérive-t-elle pour autant vers le chaos ? C'est possi-ble, mais pas certain. Les Républiques connaissent leurs faiblesses. Elles sont conscientes de leur interdépendance, notamment dans trois domaines : l'énergie, les transports et la sécurité.

» C'est pourquoi la tentative de créer. à partir des Républiques, une structure nouvelle, de type confédé-ral, n'est ni artificielle ni condam-née d'avance. Il est de l'intérêt de

tous, y compris de l'Occident, qu'elle réussisse.

» Mais ne nous dissimulons pas les obstacles. Les causes de conflit entre les Républiques sont nombreuses. La plus sérieuse est ethnique. Aucune République n'est « homogène ». C'est vrai pour l'Ukraine et le Kazakhstan autant pour le Caucase et les Etats baltes. Partout il y a d'importantes mino-rités russes, 25 millions au total. Une évolution «à la yougoslave» est possible. C'est pourquoi il est essentiel que les Républiques aient la sagesse de conchure vite entre elles des accords garantissant leurs frontières et le droit des minorités. C'est par là qu'il faut commencer.

«M. Gorbatchev incarne une étape dépassée»

Pensez-vous que M. Gorbatchev soit condammé à court terme ? Que pourrait être encore un pouvoir fédéral ou confédéral?

- De tous les dirigeants soviéti-ques, Gorbatchev est celui qui continue à inspirer le plus confiance à l'Occident. Mais il incarne une étape désormais dépassée de la transformation de l'URSS: celle de la réforme du communisme. Le putsch manqué a inauguré une phase nouvelle : celle de la liquida-tion du communisme. M. Gorbat-chev peut-il retrouver un rôle en tant que gardien d'une Union trans-formée ? C'est possible si le prési-dent de l'Union est désigné par les Républiques, plus difficile s'il est, dans l'avenir, élu au suffrage uni-

» M. Gorbatchev est habile, pragmatique. Il a l'art de rebondir. Mais sa popularité est faible. Les demiers événements ne l'on pas accrue. D'autres candidats se manifesteront. De toute façon, si un pouvoir fédéral ou confédéral se maintient, il reposera davantage sur un rapport de forces entre la puissante Fédéra-tion de Russie conduite par M. Eltsine et les autres Républiques, à commencer par l'Ukraine et le

position prendre face aux revendications moldaves, ukrainiennes,

arméniennes, géorgiennes ? - L'Occident a accueilli avec beaucoup de prudence la revendication d'indépendance des pays baltes, bien qu'il n'a jamais admis leur annexion. On le lui reproche. A tort : nul ne peut dire quelle réaction aurait provoqué plus de hâte à Moscou, à une époque où la capacité de réaction des conservateurs était forte. La même retenue s'impose, a fortiori, pour des Républiques dont l'appartenance à l'URSS n'a jamais été contestée. Ne donnons pas le sentiment de jouer la dislocation de l'URSS. Attendons pour accorder aux Républiques des reconnaissances diplomatiques que la situation se soit clarifiée. Ceci bien entendu ne nous empêche pas de développer immédiatement des rapports directs avec ces Républiques sur le plan économique, et sur celui de l'aide humanitaire.

- Quels problèmes de sécurité posent aux pays occidentaux les derniers événements d'URSS ?

- La dévolution du formidable arsenal nucleaire sovictique est, à juste titre, au centre de toutes les préoccupations. Les Républiques sont d'accord pour en confier la res-ponsabilité et le contrôle à l'Union. Si l'ordre est maintenu en URSS, il n'y aura rien à craindre. Mais qu'adviendrait-il si le désordre s'installait, ou si des conflits interethni-ques éclataient? Les risques paraissent limités pour l'arsenal lourd -les fusées intercontinentales - difficile à transporter et à maîtriser. Ils sont beaucoup plus réels pour des milliers d'armes nucléaires tactiques. plus faciles à détourner, à démonter ou à vendre. Des acheteurs existent, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. La plus extrême vigilance s'im-

pose de la part de l'Occident - Comment se pose aujourd'hui la question de l'aide occi-dentale ? Faut-il un nouveau sommet das Sept après celui, annoncé, des Douze ?

- Après la reconnaissance des indépendances baltes, quelle d'urgence - alimentaire, médicale, tique. D'autre part, l'articulation etc. - qui est indispensable, doit ètre immédiate, généreuse et devrait sans doute être directement acheminée vers les Républiques, et l'aide à la transformation de l'économie soviétique. Cette dernière ne peut être que progressive, conditionnelle, contrôlée et proportionnée aux



Je ne suis pas sûr qu'un sommet des Sept soit utile. Il susciterait plus d'espoirs dans l'opinion soviétique

Faut-il relancer l'idée de confédération comme cadre d'ac-cueil des nouvelles indépen-

Gardons-nous de lancer à la hâte, pour « occuper le terrain » diplomatique, des idées non concertées avec nos principaux partenaires européens. En soi, l'idée d'offrir aux nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale une structure d'accueil était bonne. Mais la confédération proposée par le président de la République avait, à mon avis, deux défauts rédhibitoires. D'une part, elle incluait l'URSS et excluait les Etats-Unis, ce qui aurait créé un déséquilibre inacceptable pour les nouvelles démocraties d'Europe connouvelles démocraties d'Europe cen-trale et orientale qui redoutent le

tique. D'autre part, l'articulation entre la confédération et la Communauté n'apparaissait pas claire-ment. L'échec du projet laisse maiheureusement l'Europe sans idée claire quant à son organisation future. C'est une grave lacune qu'il faudrait rapidement combler.

Quelle évolution pour la Communauté ? - Quel est votre avis sur la

politique française dans l'affaire soviétique? Je regrette que le débat sur la politique française ne porte que sur certaines reactions qui se sont pro-duites à chaud, et non sur le fond des choses. Or l'effondrement du communisme pose à l'Europe une question cruciale dont on parle peu et mai : celle de son architecture future et, à travers elle, de son rôle dans le monde du vingt et

unième siècle. » La seule structure qui actuellement possède une consistance économique et politique véritable, la scule qui ait un avenir, c'est la Communauté des Douze. La CSCE n'est qu'une mosaïque invertébrée. L'OTAN, une survivance historique utile, mais que le retrait des forces américaines d'Europe videra peu à

peu de son contenu. Le vrai problème est celui de l'évolution future de la Communauté. Or la conception qui tend à s'imposer est suicidaire. Elle consiste à projeter sur l'avenir le schéma du passé: celui des deux élargissements qui ont successivement poné la Communauté de six à neuf et à douze membres. De là à conclura avent paraestica. a neur et a douze memores. De la a conclure que la vocation de la Communauté est d'accueillir, par un processus de croissance « linéaire », toutes les candidatures qui se présenteront, il n'y a qu'un pas, que certains franchissent déjà en esprit et en names.

» On verrait ainsi adhérer à la Communauté dans un ordre et à des dates qui restent à préciser: les trois pays scandinaves, les trois républiques baltes, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Au-triche et la Suisse, les trois ou quatre Etats successeurs de la Yougosiavie, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie... et, pourquoi pas, les dix républiques russes ainsi que la Turquie! Au nom de quoi, d'ailleurs, accueillerait-on un seul nouvel Etat - par exemple l'Autriche - et exclurait-on les autres, dès lors qu'ils rempliraient les conditions?

» Une Communauté de quarante Etats pourrait-elle être autre chose qu'une zone de libre-échange et encore! Quelle serait la capacité de décision et le poids sur la scène du monde de cette « ONU européenne », sans Conseil de sécurité ? Doit-on vraiment laisser la Communauté dériver vers une balkanisation généralisée, avec des conséquences parfaitement prévisibles : domination de l'Allemagne, coalitions de revers, etc.

» Il est urgent de proposer autre chose (une structure à deux étages, une Communauté de fédérations), qui satisfasse aux légitimes aspirations des nouvelles démocraties de l'Est, tout en préservant les virtuali-tés fédérales et le rôle mondial de l'Europe des Douze face au Japon et aux Etats-Unis. La responsabilité en incombe à la France et à l'Allemagne. S'en soucient-elles? La France est-elle prête à unir sans arrière-pensée son destin à celui de la RFA, ou la réunification l'incitet-elle à jouer, face à l'Allemagne, plusieurs jeux à la fois?

» Est-elle prête à faire réellement évoluer les institutions de la Communauté dans un sens fédéral, en étendant les votes à la majorité à la politique étrangère, en créant un exécutif, en donnant au Parlement un véritable pouvoir de codécision législatif? Ou continuera-t-elle à s'enfermer dans d'obscurs combats d'arrière-garde? C'est de la réponse à ces questions-clefs que dépendra, moment venu, mon jugement sur la politique française et non de telles ou telles prises de position plus ou moins heureuses.»

par JACQUES AMALRIC

عكدًا من الأصل

tique?

sécurité.

désintégration de l'Union sovié

rentes. Il y a longtemps que l'on ne nourrit plus d'illusions sur le socialisme. Mais l'Union soviéti-

que, elle, n'est pas morte. Nous devons au contraire faire tout ce

qui est possible pour éviter une désintégration qui risque, si elle

n'est pas arrêtée ou contrôlée, de conduire à une déstabilisation de

l'Union engendrera notamment de graves problèmes en matière de

- Jouxtant la Chine, faisant

face au Japon et aux Etats-Unis

dans le Pacifique, l'Extrême

Orient soviétique a toujours été

une région stratégique de pre-mière importance pour l'URSS. En dépit de la fin de la guerre

froide, demeure-t-elle une zone

dire pour autant que le processus

engagé en Europe soit aussi avance en Extreme-Orient. Des évolutions

se dessinent : nos relations avec la Chine s'améliorent, Inversement.

sule corcenne. Jusqu'à un certain

point, en outre, les Etats-Unis

demeurent un ennemi potentiel, en

raison de leur forte concentration

de puissance militaire dans la

- La Chine ne constitue-t-elle plus un risque? La frontière est-elle redevenue celle de l'amitié, comme on disait dans les

- Non. A court terme, certes, nous ne considérons plus la Chine

comme un ennemi potentiel. Mais

des forces importantes restent sta-

tionnées de part et d'autre de la frontière, Il faudra encore beau-

Propos recueillis par

années 50?

tension persiste dans la pénin-

- Non, Mais l'on ne peut pas

tout le pays. Le démembrement

- Ce sont deux choses diffé-

EVERSENEN

es Républiques baltes ainement admises à l'On -

contenter de ce comprode vraie que ton est de sant le The former supression for the former of movines for movines for movines from the former of the forme Automated and Control of the State of the St the seta of the least of the state of the st t Madde stok 241 West trait pays

Pour un dutte diplomation ERSS foreste de comes de la constant res de Conseil de Marin Lin brick. in father I have received the second through the se Maker was rela-Russic out or double, established dente and de Contact belle de de de de de despuisables de de despuisables des despuisables des cares de Contact de Contact samble de in capacité me andoniques the there of the points du pays a Dan hours promary sufficient in Control of the Maribles Comments Mindion of the order of the continue of the co Cata, an executions, while of the second of

Marie accept a 121 Beignet us: oni Seminace de Mont Michael Construcin a direct per single de proper de la Constance de proper de la Constance de proper de la Constance de la Con ed Tipon processor

erenette : que

detait sur le composine

Conseil de securité n'eme

meetings and time putter

Fallent et L'Affent The Mas

oppgiser ter quante de me

· Les ministres de la Gi.

stunisons he in septembrit.

COR - It is the total

affante attacques M feet

have a fundament of the

la conference o Europia

enthacter in drugs as The trender a Mission on Plan-ata 4 exterior File actions

at mante to dame to And the management Peto ditorecti. 'e Erre-

sharike skint is tentifically a district as in the state of the state

The state of the s

the second second second

Bank to the second

person of the same

mante 4

- 1 - · ·

SERQ: 📂

purvatures a manager

47755 d de service remede de Valla 養物質 建非 THE PERSON AND CO.

the second of the second secon the company to be the state of the state of A trait as one correct to the promote the promote the promote to the promote the promote the promote the promote to the promote the promot

FPoncet

intre des affaires étrangères

The second secon Mary Mary 14 E. GARLET polic and Al Const.

The second secon Control of State of S A Company of the Control of the Cont The same sales BOR ME MIES

Commence of the Control of the Contr Marie and brief a

Terrent in The same was a same of all same on the 1st is the second of the second A Comment of the Comm

THE CHEST OF PERSONS AND ADDRESS.

4 AT 644 A 44 IS NOT THE THE PROPERTY OF STREET NAME OF THE PARTY OF E in free and the EN UNION SOVIÉTIQUE

«La moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch»

nous déclare leur commandant, le général Novojilov

Dans l'imposant bâtiment de briques rouges datant de l'époque des tears, au centre de Khabarovsk, qui abrite le quartier général de la région militaire d'Extrême-Orient, le général Victor ivanovitch Novojilov est à la tête du plus important commandement de la partie orientale de l'URSS. Dans la hiérar-

chie militaire, ce commandement constitue un marchepied vers les plus hautes fonctions : le prédécesseur du général Novojilov était le général Moisseev, ex-chef d'état-maior qui succédait lui-même au maréchal lazov, ex-ministre de la défense et membre de la junte, qui tenta de prendre le pouvoir le 19 août demier. Dans un entretien avec «le Monde», le général Novojilov a déclaré qu'il avait retusé de suivre les to the state of the source putschistes, mais que la moitié de ses hommes étaient favorables au coup d'Etat.

KHABAROVSK

de notre envoyé spécial

A dix mille kilomètres de Moscou, les généraux responsables de cette région stratégique disposent traditionnellement d'une autonomie plus grande que dans la partie occidentale du pays. Le général Novojilov a démontré cette indépendance en refusant d'appliquer les directives qui lui parvincent de la junte. Agé de cinquante-deux ans, cet officier de blindés, diplômé de l'académie de l'étatmajor général et membre du comité central du PC de Russie (suspendu après le putsch), s'était rendu au Japon en juin dernier. Evoquant les problèmes stratégi-ques de l'Extrème-Orient comme ceux de l'avenir de l'URSS et du rôle de l'armée, il a répondu, lundi 2 septembre, aux questions du Monde :

e Quelle leçon tirez-vous du com d'Etat du 19 août?

- Aujourd'hui encore, il est difficile de dire que l'armée a soutenu la junte, ou inversement qu'elle s'est ralliée entièrement au président Eltsine. Les réactions ont été diverses et souvent ambigués. ésident Eltsine. Les réactions ont Pour ma part, j'ai fait clairement savoir à Moscou que je refusais d'engager mes troupes dans une aventure politique, et j'ai ordonné à tous les commandements sous mes ordres de ne prendre aucune initiative.

» Certains de mes officiers ont adopté une attitude différente et manifesté leur soutien à la junte. C'était leur droit, en tant qu'indi-vidus, mais en aucun cas ils ne devaient engager leurs tronpes. l'ai personnellement mis en garde par téléphone le commandant des unites de Komsomolsk-sur-Amour (le Monde date 1=2 septembre), qui essayait de faire pression sur les antorités locales et de mettre en place un comité d'état d'urgence, l'avertissant qu'il serait sur l'heure démis de ses fonctions s'il ne ces-sait pas immédiatement de telles

Aviez-vous reçu des ordres de la junte?

troupes aux points stratégiques de la ville. J'ai fait savoir à Moscou que ces tâches ne relevaient nas de mes fonctions et que la situation à

- Oui. Provenant du maréchal lazov, aux termes desquels je devais agir en tant que gouverneur militaire de la région. l'avais pour instructions de fermer les organes d'information et de déployer des

cas de telles mesures.

«J'ai désobéi» – En d'autres termes, vous

- En quelque sorte, oui. - Quel était le rapport de forces au sein de l'armée au moment du putsch? - Je pense que, les 19 et 20 août, les deux camps étaient de

force pratiquement égale. Les élé-ments favorables à la junte rele-vaient essentiellement des organi-sations politiques de l'armée. A partir du moment où les activités du PC ont été suspendues, le rapport de forces s'est progressive-ment modifié. Les commissaires

armées ont été demis de leurs fonctions, et toutes les organisa-tions dont ils avaient la charge ont

- Pensez-vous que l'armée soit amenée, dans l'avenir, à avoir un rôle politique et qu'un nouveau putsch soit possible? - L'armée ne doit en aucun cas être mêlée à des questions politiques. Pour ma part, je ne pense pas qu'un nouveau putsch soit possible. De telles tentatives sont vouées à l'échec, et le coup d'Etat du 19 août a été une leçon pour les officiers qui pourraient être

tentes par l'aventure politique. » Déjà, après les événements de Tbilissi (Géorgie) en 1989, puis

Khabarovsk n'imposait en aucun politiques au sein des forces ceux de Vilnius (Lituanie) l'an dernier, l'image de l'armée avait été profondément ternie. Cette fois, le blame est encore plus évident. Si un nouveau coup me semble une hypothèse à exclure, nous allons, en revanche, vers des tensions et des confrontations nées du démembrement de l'Union qui est en train de se produire : conflits entre nations, conflits ethniques,

> « Les Etats-Unis demeurent un ennemi potentiel»

- Avez-vous le sentiment de vivre la mort du socialisme, la

Cent sous-marins, trois cents chasseurs et 320 000 hommes

ment : réduction du nombre de

KHABAROVSK

de notre envoyé spécial

La région militaire d'Extrême-Orient est l'une des plus importantes de l'URSS, tant par la superficie que par le nombre des troupes qui y sont déployées. Elle s'étend du détroit de Bering au nord à la frontière chinoise au sud. Sur le plan stratégique, l'armée rouge y est confrontée à te Chine - le long de 3 200 kilomètres de frontières - au Japon et aux Etats-Unis.

Dans le cadre du programme annoncé par M. Gorbatchev dans son discours de Vladivostok, en juillet 1986, la région militaire est actuellement le théâtre d'un double mouve-

divisions qui y sont stationnées, renforcement qualitatif de celles qui y demeurent. De 200 000 hommes, l'armée de terre n'en compte plus aujourd'hui que 140 000. Mais, si l'on inclut la marine et l'aviation, les effectifs totaux atteignent 320 000 hommes, les 25 000 garde-frontières exclus.

Dans l'ensemble des régions militaires orientales (Extrême-Orient, Transbalkalie) et en Mongolie, plus de 480 000 soldats sont stationnés; 130 000 en ont áté retirés. La région d'Extrême-Orient a recu une partie des armements retirés de la partie occidentale de l'Union et d'Europe de l'Est, notamment

des chars T80 auparavant déployés en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Trois mille blindés datant des années soixante seront détruits. L'URSS renforce surtout son

armée de l'air et sa marine. Selon l'Agence de défense japonaise, l'aviation compte plus de trois cents chasseurs modernes (Mig-29, Mig-31, Su-24 et Su-27). La flotte d'Extrême-Orient, la plus puissante des quatre dont dispose l'URSS, compte deux porte-avions, quinze croiseurs et cent sousmarins. Ses bases s'étendent depuis Petropavlovsk, au Kamtchatka jusqu'à Camranh, au Vietnam.

rence la Lituanie. Pour le reste, on M. Eltsine se défend d'avoir des visées « impérialistes »

M. Gorbatchev, au cours de son intervention, a déclaré que « toute velléité d'obstruction serait vouée à l'échec », a-t-il dit, car dans ce cas « le peuple ne soutiendrait pas le Congrès ». Un député exprimait les es encore plus clait «Si nous n'acceptons pas le projet, les Républiques nous rejetteront comme le peuple nous a déjà reje-

Autre signe de déchéance de ce Congrès auquel on veut décidément ôter toute capacité de nuire : on ne hii demandera même nas son avis sur la reconnaissance des pays baltes. Devant un groupe de journalistes, M. Gorbatchev a estimé en substance que le Congrès, appelé à prendre des décisions engageant « l'avenir du monde entier », n'avait pas à se préoccuper de pareils détails. Ce qui est une manière très particulière d'exprimer les choses... Selon un député estonien, M. Gorbatchev aurait annoncé à une délégation de sa République qu'il

reconnaitrait hir-même, par décret, et deux heures après la fin des travaux du Congrès, l'indépendance des pays baltes. Un peu plus tard, le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, donnait encore une autre version : ce sera, selon lui, le futur Conseil d'Est, constitué des diviseants des Républiques et de nts des Républiques et de M. Gorbatchev, qui prendra cette décision. On nage dans le flou. Mais tout cela n'a plus tellement d'importance puisqu'il ne s'agit plus que d'essayer de recoller à une réalité qui a pris les devants.

> L'avenir des forces nucléaires

Dans cette atmosphère de liquidation générale, l'intervention la plus marquante fut celle de M. Boris Eltsine, qui annonça une bonne nouvelle. A l'en croire, ce ne sont plus désormais dix ou onze Républiques qui sont prêtes à constituer une union économique mais quatorze ou quinze « prati-quement toutes », comme il le dit, l'exception étant selon toute appa-

peut envisager bien des formes de participation à ce que M. Etsine appelle la future « Communauté libre d'Etats souverains» : « Il peut y avoir des Républiques indépendantes qui tiennent à des liens confédératifs ou fédératifs » ou bien se contentent d'un «statut de membre associé (...) mais il faut qu'elles fassent partie d'un système èconomique quelconque.» Autre « bonne nouvelle »: «L'Etat russe a choisi la démocra-

tie et la liberté. Il ne sera jamais ni un empire, ni un frère ainé, ni un frère cadet. Il sera un égal entre les égaux. » Des propos qui valent ce qu'ils valent, mais qui étaient nécessaires après la grave maladresse qu'avait été une semaine plus tôt la menace d'une révision des frontières. Et des paroles auxquelles le président du Parlement arménien Ter Petrossian donnait me crédibilité en affirmant de son côté que « le chauvinisme de grande puissance et l'impérialisme n'étaient nullement les traits carac-téristiques de l'actuelle direction

M. Eltsine s'est aussi voulu rassurant sur ce qui inquiète le plus les Occidentaux : les forces nucléaires de l'ex-URSS. Mais il n'a pas vraiment levé toutes les ambiguïtés en déclarant que « le

un contrôle absolu sur l'arsenal nucléaire de l'URSS». Tandis que e la Russie pour sa part garantit le maintien de l'intégrité du potentiel maintien de l'intégrité du potentiel nucléaire de l'armée ». Dans un entretien ultérieur à la chaîne américaine CNN, M. Eltsine était un peu plus précis: « Nous voulons qu'en plus du gouvernement central, la Russie contrôle également les armes nucléaires et assume la responsabilité de ce contrôle deve la communauté mondiale » En revanche, les Républiques semgrande autonomie en matière de troupes dotées d'armements classiques. Selon le président arménien, le ministère soviétique de la défense leur a déjà suggéré de créer leur propre ministère de la défense (l'Ukraine a été la première à nommer un ministre). L'idée serait que le territoire de chaque République corresponde à une région militaire particulière.

Pour le reste, M. Eltsine n'a pu s'empêcher d'avoir quelques paroles aigres, sinon vaguement condescendantes, à l'égard de M. Gorbatchev, aussi bien devant le Parlement que dans son entre-tien à CNN. Toutefois, a expliqué M. Eltsine aux députés, le prési-dent soviétique a «trouvé la force de se remettre en question person-

centre » (quel centre?) « garderait toutes les autres Républiques, alors, oui, sa vie politique sera prolonpauvreté

monwealth). Que pourrait être ce Common-

coup de temps pour qu'on reparle de la «frontière de l'amitié.» nellement », moyennant quoi, a-t-il expliqué, cette fois à CNN, il a « une dernière chance » de se maintenir à son poste, mais sous condi-tion : « S'il continue avec le Mouvement démocratique et la Russie, s'il reconnaît l'indépendance de

Une commune

Un peu plus tard, M. Gorbatchev prenait à son tour la parole devant les députés. Une intervention au ton énergique, ponctuée de force gestes, mais assez decousue, et commençant comme d'habitude par un plaidoyer pro domo et des remarques sur l'épreuve « pénible » de ces dernières semaines. Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, l'avenir du pays. M. Gorbatchev a paru à peu près à l'unisson de M. Eltsine: la future Union pourra être « fédérative sur certaines questions, confédérative sur d'autres, associative pour d'autres encore; je pense que la formule d'Union des Etats souverains per-mettra tout cela». Il y a tout de même une nuance, ne serait-ce que de vocabulaire, puisque M. Gorbatchev parle toujours Gorbatchev parle toujours « d'Union » alors que M. Eltsine préfère le mot «communauté» (Sodroujestro, terme que l'agence Tass traduit en anglais par Com-

nées au marché soviétique,

PHILIPPE PONS wealth qui risque d'être surtout uni par une commune pauvreté et dont la vocation serait essentiellement économique, comme la CEE des premiers temps (selon le projet distribué aux députés, le gouvernement provisoire prévu pour la période de transition n'est rien d'autre qu'un « Comité économique inter-rénublicain »)? Le premier ministre russe Ivan Silaev, qui dirige déià un comité de ce gente. a donné quelques premières orientations: les Etats membres pourmais il faudra aussi conserver une monnaie commune qui pourrait être le rouble russe. Mais surtout, comme pour souligner à quel point cette communauté serait radicalement différente de la défunte Union, M. Silaev a proposé de l'ouvrir à la Pologne, à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie et à la Bulgarie... «La douche des problèmes économiques refroidit les sommes surs que les avantages des relations de bon voisinage prendront le dessus sur les mauvais souvenirs lies aux relations fraternelles dans le système socialiste.» On n'en est pas encore là, mais déjà le ministre polonais des finances, M. Balcerowicz, est à

Moscou, et il est question de réou-

vrir en Pologne des usines desti-

JAN KRAUZE

EN BREF

de l'ancien dictateur stalinien, Enver Hodja, a été retirée, lundi 2 septembre, du musée qui lui était consacré à Tirana. Le démon-tage de la statue a été accéléré en prévision d'une visite du président du Conseil italien, M. Giulio Andreotti.

DERESIL: le président Fernando Collor de Mello se réconclie avec sa femme. - Le président Fernando Collor de Mello s'est réconcilié publiquement, mardi 3 sep-tembre, avec son épouse Rosanne, qui a démissionné pour cause de scandale de la présidence de la principale institution de bienfaisance du pays (le Monde du 4 sep-tembre). Cette réconciliation a eu tien lors de la cérémonie officiali-sant la démission de Ma Collor de Mello de la présidence de la Légion brésilienne d'assistance l'accusant de détournement de fonds au profit de proches et d'un candidat aux élections dans sa région natale. – (AFP.)

CHILI: Le général Pinochet critiqué pour ses propos « cruels ».

Le gouvernement du président Patricio Aylwin a qualifié, mardi 3 septembre, de « cruels » les pro-pos temps la veille par le général pourrait encore s'alourdir : une Panama pour quinze accusations pinochet, qui avait considéré centaine de personnes se trou-

o ALBANIE: déboulonsement de la comme « une économie » la pré-la dernière grande statue cueil dans une partie du cimetière sence de deux cadavres par cer-cueil dans une partie du cimetière général de Santiago, où les corps d'une centaine de victimes disparues sous sa dictature militaire avaient été découverts (le Monde du 4 septembre). Les partis de la majorité présidentielle ont dénoncé cette « monstruosité », tandis que la droite a « déploré » les propos du général qui a en outre adressé ses « félicitations aux chercheurs de cadavres ». – (Corresp.)

> CUBA: Régis Debray respecte la décision de Fidel Castro d'être « le dernier communiste du mondes. – Dans une interview à la télévision nationale chilienne, Pécrivain Régis Debray a déclaré, mardi 3 septembre, qu'il respectait la décision du président cubain Fidel Castro «de rester le dernier communiste du monde», tout en estimant qu'il fandrait a consulter la population cubaine pour savoir si elle souhaite que Cuba reste le dernier bastion du communisme».

> □ ÉTATS-UNIS : vingt-cinq morts dans l'explosion d'une usine agroalimentaire. - L'explosion et l'in-

vaient à l'intérieur de l'usine au moment de l'explosion. ~ (Reuter.) MEXIQUE : décès de M. Alfonso Garcia Robles, prix

Nobel de la paix 1982. - Ancien ministre mexicain des affaires étrangères et prix Nobel de la paix en 1982 (avec le Suédois Alvar Myrdal), M. Alfonso Garcia Robles est décédé dans la nuit de hundi 2 à mardi 3 septembre à l'âge de 80 ans, des suites d'une opération. Apôtre du désarme-ment, il fut l'inspirateur et le négociateur du traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine, signé en 1967. Il avait auparavant été directeur de la division des affaires politiques du secrétariat des Nations unies. Alfonso Garcia Robles a écrit une vingtaine d'ouvrages, parmi lesquels le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage. - (AFP.)

☐ PANAMA: le gouvernement veut que Manuel Noriega soit jugé dans son pays pour quinze assassigats. - Le gouvernement panaméen a indiqué qu'il « exigera » cendie d'une usine agro-alimen- que Manuel Noriega, dont le protaire ont fait 25 morts et 41 bles- cès pour trafic de drogue devait sés, mardi 3 septembre, à Hamlet commencer mercredi 4 septembre en Caroline-du-Nord. Le bilan à Miami (Floride), soit jugé au

renversé à la suite de l'intervention américaine de décembre 1989, est notamment accusé d'avoir exécuté l'ex-ministre de la santé Hugo Spadafora, le commandant Moises Giroldi et onze officiers. - (AFP.)

□ PHILIPPINES : six cents morts depuis le réveil du volcan Pinatubo. - Neuf personnes de la tribu Aeta, qui vivaient sur les pentes du volcan philippin Pinatubo, viennent de mourir dans des centres d'évacuation. Ces décès portent à 598 le nombre des victimes directes ou indirectes du volcan qui s'est réveillé le 14 iuin dernier, après un sommeil de près de six siècles. L'activité du Pinatubo, situé à quelque 80 kilomètres au nord-ouest de Manille, a déjà entraîné à l'évacuation d'un million de personnes. - (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

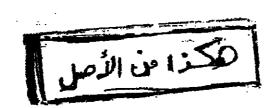




ENKI BILAL ET PIERRE CHRISTIN,

deux fois prophétique sur la perestroïka et la fin du communisme.

édité chez LES HUMANOIDES ASSOCIÉS



YOUGOSLAVIE: la poursuite des combats et la recherche d'un règlement

Les Douze convoquent une conférence de paix pour le 7 septembre

L'accord de cessez-le-feu signé, lundi 2 septembre, sous l'égide de la CEE, n'est toujours pas respecté en Yougoslavie. Les combats entre Croates. Serbes et militaires fédéraux ont repris de plus belle, faisant de nombreuses victimes.

Les Etats-Unis ont une nouvelle fois dénoncé, mardi 3 septembre les resonnsabilités de la Serbie et de l'armée fédérale dans la poursuite des combats en Yougoslavie. Se félicitant des efforts de médiation de la Communauté européenne, M. Richard Boucher, le porte-parole du département d'Etat, a demandé « aux dirigeants de la Serbie et de l'armée de respecter leurs engagements ». Les Etats-Unis avaient déjà mis en cause les dirigeants serbes le

D'autre part, les trente-cinq pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui rassemble tous les pays européens, les Etats-Unis et le Canada), réunis en comité d'urgence à Prague, ont lancé mardi 3 septembre un nouvel appel urgent au respect, en Croatie, du cessez-le-feu signé lundi sous l'égide de la CEE, et ont «apporté leur soutien chaleureux à l'initiative des Douze en vue de la convocation d'une conférence de paix ». Cette réunion, initialement prévue pour le 16 septembre, se tiendra dès le samedi 7 septembre à La Haye

Dans un communiqué, ils menacent les responsables de la poursuite des affrontements d'un isolement politique et diplomatique quasi total.

Le comité de crise devait poursuivre mercredi ses travaux et adopter une déclaration de soutien plus détaillée à la conférence de paix sur la Yougoslavie convoquée pour samedi. - (AFP.)

de notre correspondant

« Briser le cercle de la violence» en créant « une dynamique nouvelle qui ne soit plus celle de la surenchère et des passions »: tel est, selon MM. Hans Van den Broek, président en exercice de la Communauté, et M. Jacques Delors, président de la commission européenne, le sens premier de la convocation par les Douze d'une conférence sur la Yougoslavie devant s'ouvrir samedi 7 septembre .

Le Palais de la Paix, à La Haye, où siège notamment la Cour internationale de justice, prêtera son cadre chargé d'histoire et de symboles à la session inaugurale de la conférence. La date du 16 septembre avait été proposée par la présidence néer-landaise de la CEE mais plusieurs pays membres, l'Allemagne en particulier, ont souhaité que les Douze l'avancent. « Attendre une semaine de plus aurait signifié une semaine supplémentaire de violences et d'essusion de sang », a expliqué finalement M. Van den Broek.

Les pays de la Communauté

ont renoncé à conditionner expressement l'ouverture des négociations au silence total des armes. Une clause prévoyant que la conférence aurait lieu en cas d'hostilités sporadiques mais non en cas d'explosion de violence, a été discutée par les ministres. Elle n'a pas été reprise dans la conclusion finale des travaux. Si les Douze se sont laissés jusqu'à leur prochaine réunion, vendredi 6 septembre, à Bruxelles, (consacrée à l'aide aux pays de l'Est et aux Etats baltes), pour apprécier une dernière fois la situation en Yougoslavie, la conférence semble bien devoir débuter à la fin de la semaine malgré la poursuite éventuelle des affrontements. « Ce ne serait pas la precombais ne sont pas encore ter**AUTRICHE** HONGRIE SLOVÉNIE Zagreb VOIVODINE Belgrade **BOSNIE-HERZÉGOVINE** YOUGOSLÀVIE SERBIE N BOSNIE- (HERZEGOVINE ADRIATIQUE -

minés », devait noter M. Jacques

Les participants à la séance inaugurale de la conférence seront les ministres des affaires étrangères de la Communauté, M. Stipe Mesic, président de la Fédération yougoslave, des représentants du gouvernement fédéral ainsi que les présidents des six Républiques. Un représentant de la Conférence sur la sécurité et la coopération en paix commence alors que les - Europe (CSCE) assistera aux travaux en tant qu'observateur.

Interrogé sur la venue à La Haye de tous les hôtes yougoslaves, M. Van den Broek a rappelé « que toutes les parties avaient pris dimanche l'engagement de participer à la conférence» (le Monde du 2 septembre). Le processus des négociations sera conduit an nom des Douze par lord Peter Carrington, ancien responsable de la diplomatie bri-tannique et ex-secrétaire général de l'OTAN. « Son expérience et son impartialité s'imposeront aux parties yougoslaves», a relevé le

ministre néerlandais des affaires

La voie du dialogue

La situation des minorités et les litiges frontaliers seront dans un premier temps du ressort de la commission d'arbitrage qui fonctionnera «à l'intérieur de la conférence. Selon les termes de M. Van den Broek, cette dernière rest un soure politique », la commission d'arbitrage étant pour sa part une sorte de guichet ouvert « à tous les groupes ayant des intérêts à défendre, ou sou-haitant soulever des questions *iuridiques* ». Conformément au projet franco-allemand, la commission sera composée de cina présidents des Cours constitutionnelles existant dans les pays membres de la Communauté. Trois d'entre eux ont été désignés par les Douze, les deux autres le seront par la Yougosla-vie. Le Français Robert Badinter a été choisi, ainsi que l'Italien Aldo Corosaniti et l'Allemand

Roman Herzog. La coordination conférencecommission d'arbitrage sera

assurée par lord Carrington, qui recevra les demandes d'arbitrage et saisira la Commission. Celle-ci aura alors deux mois posera alors. « Il n'y a pas d'au-tre voie que celle du dialogue ». a déclaré le président de la Coma déplorent » les violations du cessez-le-feu enregistrées depuis la signature du plan de paix proposé par la Communauté. La persistance des affrontements rend pour l'instant problématique le déploiement des observateurs européens : « il n'aura pas lieu tant que leur sécurité ne sera pas assurée ». Les Enropéens prévoient d'envoyer en Croatie quelque deux cents contrôleurs du cessez-le-feu (hors personnel logistique au nombre de cent cinquante), qui seront vêtus en civil et ne porteront pas d'armes. Les « casques biancs » seront envoyés par les pays de la Communauté ainsi, et c'est un élément nouveau, que par quatre pays membres de la CSCE: le Canada, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Suède. Un premier contingent d'une

arriver mercredi 4 septembre à Zagreb. Leur déploiement effectif sur le théâtre des opérations dépend du succès de la mission que devait entamer le même jour l'émissaire spécial de la CEE, M. Henry Wijnaendts, ambassadeur des Pays-Bas à Paris. M. Wijnaendts est « chargé de prendre contact avec toutes les parties pour examiner les conditions du déploiement des observateurs ». A défaut de pouvoir s'interposer entre les belligérants sur le champ de bataille, les Douze tentent de les rapprocher autour d'un tapis vert. La convocation de la conférence sur la Yougoslavie est une manœuvre d'exorcisme diplomatique qui est peut-ètre aussi une manœuvre de la dernière chance. Mais, a constaté la présidence néerlandaise de la CEE, « nous ne pourrons pas nous reprocher de n'avoir pas fait

trentaine d'observateurs devait

CHRISTIAN CHARTIER

[Né le 6 juin 1919, Peter Alexander Rupert, sixième lord Carrington, a com-menté sa carrière dans l'armée. Démobi-lisé en 1946 après une «belle guerre», il se consacre à l'exploitation de sa pro-priété et siège à la Chambre des lords. Il suit la tradition familiale en se mettant au service de l'Etat. A la tête de la diplo-matie britannisme dans la obbient Theran service de l'Etal. A la rise de la dipo-matie britannique dans le cabinet That-cher (1979), il va jouer un rôle essentiel dans le règlement de la question rhodé-sienne (constitution du Zimbabwe indé-pendant). En 1982, il donne sa démis-sion arrès. Patraque essentine costes le sion après l'attaque argentine contre les Maloumes. L'année suivante, il est élu secrétaire général de l'OTAN.]

Les violations du cessez-le-feu se multiplient

A Osijek, chef-lieu de la Slavonie (près de 100000 habitants) où des combats, commencés mardi en début de matinée, se poursuivaient encore en fin d'après-midi, deux personnes ont été tuées - un garde national croate et une fillette de treize ans - selon des sources concordantes. Selon l'agence croate Hina, la fillette a été tuée par un obus lancé par un char qui a atteint l'appartement de ses parents qui ont été blessés. La population restait confinée dans ses abris après une alerte aérienne. Selon l'agence croate Hina, la ville a été attaquée conjointement par les autonomistes serbes et l'armée fédérale.

En Slavonie également, l'armée yougoslave a bombardé pendant plusieurs heures mardi les villes croates de Vukovar et Borovo Naselje. De nombreuses roquettes lancées par les «orgues de Staline» de l'armée yougoslave sont tombées sur ces deux localités, provoquant

Par ailleurs, selon le vice-ministre

croate de l'intérieur, M. Milan Brezak, quarante civils ont été «massacrés» dans le village de Berak, près de Vukovar (160 km à l'ouest de Belgrade). Selon la radio croate. l'incident s'est produit dans la soirée de lundi après qu'un char de l'armée yougoslave eut sauté sur une mine. Mais dans le courant de la journée, la radio est quelque peu revenue sur ce bilan pour parler de « 40 morts, blessés et disparus ». De son côté, la télévision de Belgrade a indiqué qu'un convoi militaire avait été attaqué dans ce village par d'im-portantes forces de la police croate. A Belgrade, le général Marko Negovanovic, vice-ministre de la défense, a rapporté que les violents combats de la veille à Petrinja (350 km à l'ouest de Belgrade), dont les deux casernes ont été attaquées, ont fait quatre morts dans les rangs des militaires yougoslaves - deux d'active et deux conscrits - et trois victimes civiles. Au total, selon le ministère fédéral de la défense, quaautres blessés depuis la signature du cessez-le-feu, violé, selon lui, par les forces croates.

La radio de Belgrade a annoncé que la majeure partie de la ville de Petrinja (environ 15 000 habitants) était désormais aux mains des autonomistes serbes.

Le vice-ministre croate de l'inté-rieur, M. Milan Brezak, a accusé mardi le commandant du corps d'armée de Zagreb d'avoir « person-nellement ordonné » l'attaque contre Petrinja (70 km au sud de Zagreb). A l'issue d'une réunion de son gou-vernement, le premier ministre croate. M. Franjo Greguric, a envoyé un message au chef de l'Etat yougoslave, M. Stipe Mesic, réclamant la convocation d'urgence d'une réunion de la présidence fédérale pour examiner les violations du cessez-le-feu. Mercredi, l'autoroute nouveau coupée, tandis que de violents combats se déroulaient à Nova-Gradiska et Okacuni (à 150 km à l'est de Zagreb), selon Radio-Belgrade. – (A.F.P.)

La déclaration

Voici les principaux extraits de la déclaration des Douze « La conférence réunira la présidence fédérale yougoslave, le gouvernement fédéral et les présidents des Républiques. La Communauté et ses États membres assureront la présidence de la conférence, dont les débats seront présidés en leur

nom par un président qui agira conformément au mandat qu'il aura reçu de leur part. Ils se félicitent de pouvoir annoncer que lord Carrington a accepté de présider la conférence (...)» « La conférence adoptera des

accords destinés à assurer une composition pacifique des différentes aspirations des peuples yougoslaves, sur la base des principes suivants : pas de modification uni-latérale des frontières par la force, protection des droits de tout individu en Yougoslavie et qu'il soit pleinement tenu compte de toutes les préoccupations et aspirations légitimes. Dans le cadre de la conférence, le président de celle-ci transmettra à la commission d'arbitrage les différends soumis à l'ar-

goslave, ainsi que «les autres groupes armés», doivent mettre un terme à le chancelier Helmut Kohl. «Si le dialogue et la coexistence pacifique ne sont pas possibles», se pose la question de «reconnaître les républiM. Kopp a été condamné à un an de prison avec sursis pour escroquerie

SUISSE: époux de l'ancien ministre de la justice

de notre correspondant

La Cour suprême du canton de Zurich a condamné, mardi 3 sep-tembre, M. Hans W. Kopp, époux de l'ancien ministre suisse de la justice, M. Elisabeth Kopp, à un

Avocat d'affaires au passé controversé. M. Kopp s'était déjà vu reprocher cette retentissante faillite lors de l'élection de sa femme au Conseil fédéral en 1984. Mais c'est surtout l'éclatement, en 1988, du scandale de la «filière libanaise» qui allait le mettre en vedette. Coadministrateur d'une société soupçonnée d'être mélée au blanchiment de narco-dollars, la Shakarchi de Zurich, il s'était alors empressé de renoncer à son poste,

ce qui devait précipiter la démis-sion de son épouse, première femme à sièger au gouvernement helvétique. Mª Kopp a été acquittée par le tribunal fédéral et

l'enquête pénale sur la société Sha-karchi abandonnée.

Quelques heures plus tard, à Belfast-Nord, un protestant a été blesse par des inconnus armés.

and the second s

Scènes d'émeutes dans plusieurs villes

GRANDE-BRETAGNE

Depuis plusieurs jours, de violents affrontements se produisent dans trois grandes villes, Oxford, Cardiff et Birmingham, mettant aux prises des bandes de jeunes et les forces de

LONDRES

de notre correspondant

Pour la cinquième nuit consécutive. des affrontements se sont produits dans la nuit de mardi à mercredi 4 septembre a Blackbird Leys, un quartier populaire d'Oxford. Pendant plusieurs heures, les policiers ont tenté de mettre fin aux violences commises par des groupes de jeunes gens armés de pierres et de cocktails molotov. Depuis environ un an, ce quartier est le théatre d'une agitation permanente entretenue par ceux que l'on appelle «hoppers». Leur «jeu» cons voler des voitures, de préférence rapides, et à organiser des courses

Le «hopping» prend toute sa dimension lorsque le ou les conduc-teurs des voitures volées sont pris en chasse par les véhicules de police. La course attire plusieurs centaines de jeunes et, selon certains témoignages, les spectateurs doivent acquitter un

«droit d'entrée». La vie des résidents de ce quartie est devenue intenable et la police, qui reçoit de nombreuses plaintes, est de plus en plus souvent obligée d'intervepius en pius souvent congec u inna ve-nir. Mardi soir, une quinzaine de jeunes gens ont été interpelés à la suité des affrontements et une cin-quantaine ont été arrêtés depuis le

A Cardiff, l'origine des violences de rue est très différente puisque les trou-bles ont commencé à la suite d'une dispute entre deux commerçants, les résidents, puis des bandes de loubards prenant fait et cause pour l'un ou l'autre. Enfin, à Birmingham, ce sont

LAURENT ZECCHINI

محكدا بن الأص



EUROPE

ALLEMAGNE: rentrée difficile pour le chancelier Kohl

La CDU face aux conséquences de la réunification

La rentrée parlementaire allemande a eu lieu mardi 3 septembre à Bonn avec le débat sur le projet de budget du gouvernement pour 1992. Présenté par le ministre des finances, M. Theo Waigel, ce projet prévoit un montant de dépenses de 422 milliards de deutschemarks, en augmentation de 3 %, dont 109 milliards pour l'est de l'Allemagne. Le déficit doit être limité à 50 milliards de deutschemarks. La rentrée politique est dominée par les problèmes de la CDU dans les Länder de l'Est.

essured part and Company
of values and compa

College aux 2 forms.

College aux 2 forms.

Dour tendre am fire far.

Persona alian - Farland

Persona alian - Farland

College aux 2 forms.

College aux 2 forms.

College aux 3 forms.

minante de light de les deplets de les des de les des de les de l

Charles of the state of the sta

the structure of the party of

pose part Comments of part of part of part of the part

tenes cure pern. The

tions can be sufficient to the sufficient to the

displace for the colors

do constitute that the

iobietidae in nomplest

Citionanie) on the second

confidence of the particular particular for the

Les a ca sque chanting

cutange but it has self

munacic and street

ment purious que many pass mentre le la proposa pass mendre le la región Canada, la Pelogna, 2 la la lavaque el la Sede

I'm promer continger t

antice merced a firm

Zagreb Leur 20plorent

tal can be constructed as one depend on the case of any

dne garan farmung fieffe

M. Hear, Williamer

deur der Pur Baraf. M. Wijnered of day grounds of a law of principles of stamps

tione du depois de la depois Chies et Viderant de pois

terpeses com a respec the greatery to the long with er teamy to occur an teatent to a large team of the control of the

HE FOR HELD TO MAKE THE

arms dinament surgers

Temperature No. 12

a promine a compression

Property of

FIRE PARTY OF THE PURPOSE

ART TRANSPORT OF THE PERSON OF

and the least of the same of the part

पर क्यान्स्यान के . ही जन्दे केंद्र जन्मक का स्थान

CHRISTIAN CHIC

Cantal and Carre

BONN .

de notre correspondant

Défaites en série lors des élections régionales du printemps, chute libre dans les sondages le parti chrétien démocrate, qui avait remporté triomphalement les premières élections de la nouvelle Allemagne, en décembre dernier, sous la direction d'un chancelier sûr de son fait, a décidément du mal à digérer la réunification. Dans les Länder de l'ouest de l'Allemagne, l'image du parti est tombée au plus bas, et à l'est les désertions sont massives. Dirigeants de l'Ouest et de l'Est s'imputent réciproquement la res-ponsabilité de cette situation

Rien n'est encore dramatique. Dans les intentions de vote, chrétiens-democrates et sociaux-democrates sont au conde à conde à

40 %, si l'on en croit le dernier baromètre de la chaîne de télévision DATOMETE DE LA CHAINE DE LES PROCHAÎNES ÉCHÉANCES ELECTORIES importantes sont encore loin et l'on s'emploie dans les étalsmajors à redéployer les stratégies. La CDU souffre cependant d'un dans les handican par fannort au dans les handican par fannort au La CDU souffre cependant d'un double handicap par rapport au SPD, qui a connu ces dernières années un renouvellement en profondeur de ses cadres. Neuf ans après l'arrivée du chancelier Kohl à la tête du gouvernement, on lui reproche de n'être plus qu'une machine électorale tournant à vide. Elle a peu d'attrait pour les jeunes, et les fédérations régionales manquent de personnalités d'avenir.

A l'Est, la popularité dont a joui la CDU lors de la réunification s'est brutalement effondrée. Le parti chrétien démocrate paie aujourd'hui le prix de ce succès trop rapide, qui l'avait obligé, faute de mieux, à l'avait obligé, faute de mieux, à asseoir son organisation dans les nouveaux Lănder sur l'ancien appareil de la CDU de RDA, marque par ses années de collaboration avec le régime communiste. Le SPD au contraire, qui a dû se reconstruire de toutes pièces dans les provinces orientales, peut se prévaloir aujour-d'hui de personnalités au-dessus de tout soupçon, comme le ministre-président de Brandebourg, M. Manfred Stolpe, et le vice-président du SPD, M. Wolfgang Thierse.

L'offensive de M. Rühe

L'été politique allemand se passe rarement sans quelques orages. Le demier a été provoqué par le secré-taire général de la CDU, M. Volker Rühe, un proche du chancelier Kohl, qui a mis les pieds dans le

plat au début du mois d'août en estimant qu'il fallait procéder à un sérieux ménage à la tête des fédéra-tions du parti à l'Est. C'était une véritable déclaration de guerre à l'encontre des dirigeants chrétiens-démocrates de l'Est et en particulier de M. Lothar de Maizière, vice-pré-sident du parti, soit le numéro deux dernière M. Helmut Kohl. Arrivé faute de mieux à la tête de la CDU de l'Est après la chute de l'ancien président Gerald Götting, M. de Maizière s'était retrouvé en charge du dernier gouvernement de RDA après la victoire de la CDU aux élections de mars 1990. Outre que ses rapports avec M. Volker Rühe ont toujours été détestables, il n'a jamais réussi à se débarrasser du soupçon d'avoir collaboré plus que nécessaire avec l'ancienne police

politique, la STASI. Lors de la constitution des nouveaux Länder, les dirigeants de la CDU de l'Ouest n'avaient pu empêcher M. de Maizière et ses anciens amis de la vieille CDU de l'Est de prendre les choses en main et de se distribuer les postes. En juillet dernier, le ministre-prési-dent de Saxe-Anhalt, M. Gerd Gies. était contraint à la démission, convaincu d'être arrivé au pouvoir par des méthodes dignes de l'ancien régime communiste, en discreditant ses adversaires par des fausses rumeurs. Il est toujours président de la fédération régionale. L'effet sur l'électrorat est catastrophique. Le parti ne cesse de perdre des mili-tants.

transports, M. Günther Krause, négociateur des accords de réunifi-cation côté Est et président de la

fédération de Meklembourg, n'a pas meilleure image. Accuse d'avoir distribué des marchés publics dans des conditions troubles. M. Krause n'est guere aime à Bonn où on lui reproche ses méthodes autoritaires.

Devant les attoques du secrétaire général de la CDU, M. de Maizière, qui dirige la fédération de Brandebourg, et ses amis ont tenté de faire jouer la solidarité de l'Est contre l'Ouest. M. de Maizière a menacé de démissionner de tous ses mande démissionner de tous ses man-dats et accusé la CDU de l'Ouest d'avoir empoché des millions de marks de la CDU de l'Est. Cédant aux injonctions du chancelier, il est revenu cette semaine sur ces décla-rations en affirmant s'être trompé. Nul ne donne rolls cher de son ave-Nul ne donne plus cher de son ave-nir politique. M. Krause, sentant le vent tourner, se prononce désormais hui aussi pour un renouvellement des cadres du parti dans les nouveaux Länder.

Le problème sera de trouver des hommes pour la relève. Les appa-reils ont la peau dure, comme en témoigne la bataille que mêne depuis l'année dernière l'aile réno-vatrice de la CDU de Saxe, derrière le jeune secretaire général du gou-vernement saxon, M. Arnold Vaatz, venu à la politique par l'opposition au régime communiste et le mouvement Neues Forum. Avec leur appui, la centrale chrétienne-democrate de Bonn avait imposé la can-didature l'année dernière à la tête du gouvernement de Saxe de M. Kurt Biedenkopf, venu de l'Ouest, le plus populaire des diri-geants chrétiens-démocrates à l'Est. M. Vaatz et ses amis ont pris fait et cause pour la croisade de Volker Rühe.

PROCHE-ORIENT

LIBAN: sortant de la réserve qui lui est imposée

Le général Aoun invite ses compatriotes à changer «l'amère réalité»

Moins d'une semaine après avoir bénéficié au Liban d'une « grace amnistiante », assortie d'une mesure d'exil de cinq ans et d'une interdiction de toute activité politique, le général Michel Aoun est sorti de sa réserve pour lancer une violente attaque contre les gouvernements de Damas et de

Dans un message manuscrit. daté du 2 septembre, de Marseille, et publié en première page par le journal libanais indépendant An-Nahar, le général accuse le gouvernement libanais d'avoir livré le saus à la Sucia pour en faire une pays à la Syrie, pour en faire une « region administrative syrienne ». a l'é enuvernement libanais n'existe pas, c'est un cabinet de marion-

nettes qui doit être pourantel pour trahison », écrit le leader chrétien, qui invite les Libanais à changer al'amère réalités, favont allusion à l'influence syrienne.

An-Nahar public egulsment un long papier de son envoyé spécial à Marseille, qui affinne aveir rencontré le général Aoun dans is villa où il réside depuis vendradi. Selon le journal, le général rejette l'amnistie spéciale qui lui a été octroyée, la qualifiant « d'antilois» emanant d'un gouvernement qu'il ne reconnaît pas. Pour le général Aoun, il n'est pas nèces-saire de former un gouvernement en exil car, selon lui, son cabinet existe toujours et a peut être élargi n. – (AFP. Reuter.)

IRAK

Promulgation d'une nouvelle loi sur le multipartisme

Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique en Irak, a promulgué mardi 3 septembre la loi définissant les modalités de l'instauration du multipartisme dans le pays.

Ce texte autorise la formation de partis politiques d'opposition, mais leur interdit toute activité au sein de l'armée. En restant le seul parti autorisé au sein de celle-ci et des forces de sécurité, le Baas conserve un avantage décisif. La HENRI DE BRESSON loi avait été adoptée par le Parle-

ment le 4 juillet dernier et amendée le 24 août pour empêcher que les nouveaux partis puissent concurrencer sérieusement la parti au pouvoir.

Sont en outre interdits les partis qui pronent « l'athéisme, la religion, le racisme ou le secturisme ». Cette interdiction vise en particulier le parti islamique Daawa, par ticulièrement influent dans le Sud chiite, et le Parti communiste. Enfin, le CCR se réserve le droit de dissoudre tout parti qui viole la loi. - (AFP, Reuter, AP.)

AFRIQUE

MAROC

Le roi Hassan II s'engage à respecter le cessez-le-feu au Sahara occidental

Le ministre marocain des entreprendre des opérations de Filali, a été reçu, mardi 3 septem-bre, par le secrétaire général de l'ONU avec lequel il s'est entretenu du Sahara occidental. Il a confirmé à M. Perez de Cuellar la volonté de son pays de respecter le cessez-le-feu qui sera proclame, vendredi 6 septembre, entre les troupes de son pays et celles du Front Polisario. Un premier contingent d'observateurs militaires de l'ONU, au nombre d'une centaine, plus le personnel d'accompagnement - soit au total 240 personnes - sera à pied d'œuvre vendredi pour commencer à surveiller les dispositions du ces-sez-le-feu, a précisé M. Perez de

De son côté, Hassan II a adressé, mardi, un message au secrétaire général de l'ONU pour attirer son attention sur le déploiement d'éléments du Front Polisario, à une dizaine de kilomètres à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du Sahara occidental. « Le Maroc pourrait

Mgr Yves Plumey, soixante-

dix-huit ans, originaire de Vannes, a été assassiné dans sa

résidence, à N'Gaoundéré, dans

ie nord du Cameroun, probable-

annoncé, mardi 3 septembre, la

radio nationale. Arrivé en

août 1946, ancien archevêque

ment par des cambrioleurs. a

affaires étrangères, M. Abdelatif police et de nettoyage», précise le souverain chérifien, mais il « s'abstient de le faire et ce, afin de garder au cessez-le-feu et aux étapes ultérieures du plan de paix toutes les chances de réussite». – (AFF

M. Abraham Serfaty menace d'ob-

server une grève de la faim. -Condamné en 1977 à la prison à vie, M. Abraham Serfaty a menacé d'observer une grève de la faim illimitée à partir du le octobre si son épouse française n'est pas de nouveau autorisée à lui rendre visite. Dans une lettre ouverte publiée mardi 3 septembre, il rappelle que sa femme est interdite au Maroc depuis un mois «bien qu'elle ne s'immisce pas dans les affaires intérieures » de ce pays. Mª Serfaty avait récemment déclaré que cette mesure avait été prise parce qu'elle avait évoqué le sort des prisonniers détenus dans le pénitencier secret de Tazmamart. - (AFP.)

de Garoua, Mgr Plumey avait

fondé une mission destinée à

évangéliser des populations

sous influence islamique puis

créé un collège dans lequel la

plupart des hauts cadres du

pays ont fait leurs études, y

compris des membres du gou-

vernement. - (AFP.)

ASIE

CHINE: en visite à Pékin

M. John Major a tenu un discours très ferme sur les droits de l'homme

Premier chef de gouvernement occidental à effectuer une visite officielle à Pékin depuis les événements de la place Tiananmen. M. John Major a tenu aux dirigeants chinois un discours énergique sur la nécessité pour la Chine de veiller au respect des droits de l'homme. déclarant notamment à son homologue chinois, M. Li Peng, que cle monde n'a pas oublié juin 1989 p.

PÉKIN

de notre correspondant

La presse britannique avait tiré a boulets rouges sur le premier minis-tre pour sa décision de se rendre en Chine, prise avant les événements de Moscou mais qui, à leur lumière, apparaissait comme un cadeau royal
à Pékin. Aussi M. Major a-t-il jugé
nécessaire d'adopter, dans la facette
publique de sa visite tout au moins, un ton nettement plus énergique face à la direction communiste noise que ce à quoi avait habitué M= Margaret Thatcher.

Dressant, mardi 3 septembre, le bilan de ses entretiens avec les plus hauts dirigeants chinois, le premier ministre britannique a déclaré qu'il leur avait exprimé « de façon parfaitement claire l'attachement de la communauté mondiale» à un assouplissement politique en Chine. «Il y a un mouvement mondial vers la démocratie», 2-t-il souligné, « et cela ne va pas disparaître.»

M. Li Peng n'a pas été invité à Londres

En conséquence, l'Occident attend de Pékin «des réponses» aux questions posées, en particulier sur le sort d'un certain nombre de dissidents emprisonnés, ainsi que sur la situation au Tibet. M. Major a ajouté que les Occidentaux se devaient d'exercer sur Pékin « une pression sans relâche », dont il a relevé qu'elle avait donné des résultats en URSS.

Le volet droits de l'homme venait en contrepoint au dossier principal de cette visite : M. Major a signé avec les Chinois un memorandum sur la construction du futur aéro-port international, qui fait depuis plus d'un an l'objet de nombreuses passes d'armes entre Londres et Pékin. Ce texte est présenté comme

sine qua non de la poursuite de son

M. Major s'est dit confiant que, après ces discussions, c'est bien le uvernement britannique, et non la Chine populaire, qui est responsable de Hongkong jusqu'à sa rétro-cession à Pékin en 1997. Les deux pays se sont toutefois mis d'accord pour «se consulter et coopèrer étroitement » d'ici là, de façon que la transition se fasse sans heurts. Ni le mémorandum, ni cette

expansion économique.

devraient rassurer les milieux libéraux de Hongkong, qui considèrent que Londres a de facto reconnu à Pékin un droit de regard, voire de veto, sur les affaires importantes de la colonie britannique avant même la rétrocession. Cependant, M. Major a obtenu deux concessions notables : l'accord pour la constitution d'un tribunal d'appel suprême dont la Chine ne voulait pas auparavant; et un feu vert pour que Hongkong puisse négocier indé-pendamment de Pékin des accords de promotion et de protection des investissements avec des partenaires

volonté de consultations ne

d'armes, M. Major a estimé possible que les Chinois signent d'ici la son homologue M. Li Peng pour fin de l'année le traité de non-proli-fération auguel ils s'étaient déjà engagés à adhérer en recevant, le mois dernier, le premier ministre japonais. Il a jugé qu'il y avait des «chances réalistes d'obtenir le soutien de la Chine» à ses propres initiatives visant à instituer un systeme d'enregistrement mondial des ventes d'armes. Cependant, la position exprimée par Pékin dans ses propres comptes-rendus des entretiens laisse apparaître une certaine crainte de voir ses exportations plus particulièrement soumises à un contrôle dans l'hypothèse où un tel système serait mis en place.

La visite de M. Major, qui a quitté Pékin pour Hongkong mercredi, a été présentée comme la marque d'une normalisation complète des relations sino-britanniques après le froid causé par les événements de 1989. Toutefois, il n'a toutefois pas été relevé que, si le ministre chinois des affaires étranà se rendre à Londres au printemps gouvernement de Pékin. - (AFP.)

Evoquant les questions de ventes prochain, le premier ministre britannique s'était, lui, refusé à in iter une visite de retour. L'espoir demeure que, d'ici un nouveau titulaire moins marque par Tiananmen puisse sceller la réconciliation sino-britannique.

□ Le dalaī-lama estime que .. les jours du régime communiste en Chine sont comptés ». - En visite à Vienne, le dalaï-lama a été recu lundi 2 septembre par le ministre autrichien des affaires étrangères. M. Alois Mock, qui a exprimé ses « profonds regrets concernant les violations des droits de l'homme au Tibet ». Le chef spirituel tibétain à déclaré que «les jours du régime communiste en Chine sont comptés ». D'autre part, selon son representant en Suisse, le dalaï-luma considère comme « désormais caduques » les propositions qu'il avait faites en 1988 à Strasbourg gères, M. Qian Qichen, était invité en vue de négociations avec le

TAÏWAN

Thomson négocie les derniers détails de la vente de seize frégates françaises

juin et 3 juillet). Les discussions ont été interrompues en 1990 en raison

du mécontentement des autorités de

Selon l'agence centrale de presse taïwanaise reprise, mardi 3 septem-bre, par l'agence Reuter, Taïwan aurait passé commande de scize frégates de conception française pour une somme de 4,8 milliards de dollars (quelque 29 milliards de francs). Les six premières frégates de la classe la Fayette, qui déplacent 3 200 tonnes, seront construites en France et équipées par les chantiers navals China Shipbuilding Corp. (CSBC) et les dix suivantes directement assemblées sur place par le chantier. Reuter précise qu'un porte-parole militaire a refusé de confirmer ou de démentir cette information et que CSBC, pour sa part, a affirmé tout ignorer de ce marché.

ment les deux Etats en cause, prévoit néanmoins une aide de la France pour installer à terre, à Taï-wan, un centre d'instruction et d'entraînement des équipages pour la conduite et l'entretien des navires. Ce contrat est en discussion depuis plusieurs mois sur la base Si l'on en croit le groupe Thomd'un accord commercial entre les chantiers navais de Taïwan et le

son, les negociations avec Taiwan continuent et rien de formellement

la Chine communiste. Mais, depuis, ajoutant que le marché taïwanais fait actuellement l'objet des attaques elles avaient repris sur la même base avec le feu vert des autorités fran-çaises qui ont donné leur approba-tion de principe au sein de la d'un puissant lobby des concurrents de la France désireux de l'aire capoter cette affaire au dernier instant, CTEEMG (Commission interministé-rielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre) chargée de se notamment sur le coût des matériels proposés. En particulier, les Etats-Unis cherchent à fournir des prononcer sur le commerce des bâtiments comparables. L'Allemagne a offert de livrer des sous-marins et L'accord, qui ne lie pas formelledes corvettes à une marine tallwanaise qui veut se moderniser.

cord. De source proche du ministere

de la défense, à Paris, on confirme

le commentaire de Thomson, en

Plus récemment encore, alors que la France a déconseille au groupe Dassault de prospecter le client taïwanais pour y placer son Mirage 2000 de préférence à des offres américaines de F16, c'est l'Etat d'Israël qui a accepté de vendre quarante une garantie que la Chine s'engage de Lorient, est responsable de l'inté-à préserver le rôle de centre aérien de Lorient, est responsable de l'inté-international du territoire, condition gration industrielle (le Monde des 22 dernière main aux détails de l'ac-

a ese condamné à un an de pri pour escroquerie

The Pareira ministra in a 1920

A Company of the Comp

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

 $M_{\mathcal{F}}(n) = n$

Mark State of the

BET TEN IN THE

LANGE COMME

Marie de Las

And thefere

di hadina dage Same

Appelle sent areas

ment are quiet arbeiter ment visca della del turi de annealismente describes de un secure della Action of as accommon to the state of the st graph grounds. All Pro-

to the second of Estatents agents With the last production GR E ment of the second of the seco COURTS AND CO. restation of the second of the bour JEAN CLAUSE 5

IRLAND IN ARROW The second section of the second section secti

nistie pour les trois détenus d'ex-trème-droite grévistes de la faim. -Le président Frederik De Klerk exclut d'amnistier les trois détenus d'extrême-droite en grève de la faim, a annoncé, mardi 3 septem-bre, M. Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC) à l'issue d'une entrevue avec le chef de l'Etat. M. Mandela est intervenu en faveur de ces détenus. membres d'un parti néo-fasciste, qui sont inculpés de deux attentats à la bombe ayant fait, l'an dernier, un mort et treize blessés. Les autorités leur avaient offert la possibilité d'être remis en liberté sous cantion. - (AFP.)

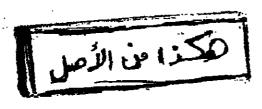
ZAIRE : les manifestations à i AFRIQUE DU SUD : pas d'am-

CAMEROUN

Assassinat de Mgr Plumey

ancien archevêque de Garoua

Kinshasa « préoccupent » la Belgique. - Dans un message adressé, mardi 3 septembre, aux autorités zaīroises, le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, s'est déclaré « très préoccupé » par les violentes manifestations qui avaient eu lieu, la veille, à Kinshasa, et au cours desquelles au moins trois personnes auraient trouvé la mort. Il a souhaité la a poursuite rapide et effective des travaux de la Conférence nationole», jugeant urgente la « mise en place de nouvelles politiques en coopération étroite avec le FMI». -



Le front des contestataires s'élargit face

Après le rapport introductif présenté par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie (le Monde du 4 septembre), les premiers débats à huis clos du comité central du PCF, réuni place du Colonel-Fabien, à Paris, à la suite des événements survenus en Union soviétique, ont donné lieu, mardi 3 septembre, selon l'Humanité, à une « discussion vive et sereine » dont le compte rendu officiel ne doit paraître qu'à partir de jeudi dans le quotidien communiste. La direction du parti, qui accuse ceux qui la critiquent de « falsifier » ses positions, a organisé cette discussion de

exprimé, la veille, l'intention de «taper fort». Ils l'ont fait dès le début de la discussion, mardi 3 septembre, après le rapport introductif de M. André Lajoinie.

Les attentionateurs » avaient de la reste pus moins que ce tract eur pu par l'intermédiaire de M. Anicet Le Pors, qui, le premier, a demandé ouvertement la démission du bureau politique. L'ancien ministre de la fonction

publique, qui avait été le seul à s'abstenir, en décembre dernier, lors de la réélection de M. Georges Marchais aux fonctions de secrétaire général, a ajouté à sa dénonciation de l'attitude de l'état-major du PCF devant les événements d'Union soviétique le rappel de la controverse interne provoquée au début de l'été par la diffusion d'un tract sur l'immigration jugé raciste et xénophobe par de nombreux

Evoquant les ambiguîtés des premières réactions de la hiérar-chie de son parti à l'annonce du putsch. M. Le Pors a notamment estimé: «La direction a commis en ces circonstances une faute particulièrement grave à partir de son communique du lundi 19 au soir en ne condamnant pas immédiate-ment le coup d'État, en tenant ment le coup à Etat, en tenant pour quantité négligeable les acquis de la perestroika et en n'apportant pas un soutien sans ambiguité aux autorités locales du pays et aux forces démocratiques. (...) Ce n'était pas par ignorance des faits, (...) ni par ignorance des dispositions constitutionnelles invo-quées par les putschistes. (...) Si la direction du parti n'a pas condamné le coup d'Etat, c'est bien par volonté politique. (...) La faute grave constituée par la noncondamnation du coup d'Etat d'analyse politique, directement issue du vingt-septième congrès.»

« Deux fautes lourdes en un mois»

Rappelant les remous provoqués l'ancien ministre, qui siège aujour-d'hui au Conseil d'Etat, a ajouté : Fort heureusement, les communistes, dans une saine réaction, ont rejeté ce tract et sort heureusement le groupe communiste de l'Assem-blée nationale a déposé une excelcontre l'immigration clandestine. Il

Les « refondateurs » avaient n'en reste pas moins que ce tract

disant: «Deux fautes lourdes en deux mois, c'est beaucoup. c'est trop. c'est inacceptable. C'est peu de dire que le crédit de la direction qui en est responsable est atteint. Elle est à mes yeux disqualifiée. Dans ces conditions, a ajouté M. Le Pors, «travailler ensemble» (mot d'ordre du dernier congrès) (mot d'ordre du dernier congrès) est une formule vidée de tout sens et qui revient en fait à nous demander de cautionner une res-ponsabilité qui n'est que celle du collectif de la direction. Alors, que faire devant un tel gáchis, devant cette faillite annoncée du vingt-sep-tième congrès, huit mois seulement après sa conclusion? Il n'y a pas de solution-miracle, mais la néces-sité d'une refondation portant à la fois sur l'orientation, sur l'organi-cation et cur le dispetien l'à la sation et sur la direction. (...) La direction persiste aujourd'hui dans son obstination à ne rien voir, à ne rien entendre. C'est mortel. (...) Ce que les derniers évènements mettent surtout en cause, c'est le com-portement du collectif de direction, c'est-à-dire du bureau politique. Qu'il ne se soit trouvé que trois camarades (M. Charles Fiterman, Philippe Herzog et, à un moindre degré M. René Le Guen) pour contester ou prendre des distances avec les positions centrales que nous connaissons augure très mal de notre avenir. A l'évidence, ce collectif est devenu un obstacle à tout effort pour s'engager sur un nouveau cours qui serait susceptible de nous redonner une impulsion et un regain de crédibilité dans la société française.

» C'est pourquoi l'alternative immédiate est finalement simple ; ou bien la survie du collectif de direction, ou bien la survie du mouvement. La démission collec-tive du bureau politique ne serait Rappelant les remous provoqués à la fin du mois de juin par la teneur du tract sur l'immigration, sufficient du tract sur l'immigration, comme une condition nécessaire de notre renouveau. Au-delà, c'est bien aux communistes, à tous les com-munistes de dire ce qu'ils pensent et de le faire savoir. Mais pas seulement à eux. Il y a dans notre pays des milliers d'hommes et de femmes de gauche qui, aujourd'hui, ne se reconnaissent pas ou ne se reconnaissent plus ni dans le PS ni

Autisme

par Alain Rollat

DES hommes comme Charles ressemble à une étude paléontologi-Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, qui firent honneur leurs camarades communistes à l'époque où ils participaient au gouvernement d'union de la gauche, de 1981 à 1984, et que leurs pairs avaient choisis pour ces éminentes fonctions parce que leurs mérites militants étaient naturellement audessus de tout soupçon, seraient-ils devenus des sous-marins de ces eforces de droite» que la direction de leur parti accuse aujourd'hui de aprofiter des événements d'Union soviétique » pour lui «porter de nouveaux couos»?

Ce n'est sans doute pas le cas puisque la direction du parti, impuissante à les faire taire à cause de leur représentativité, fait preuve à leur égard d'une mansuétude sans précédent dans l'histoire du PCF. Il faut donc croire que ces contestataires n'ont pas complètement tort quand, par la voix d'Anicet Le Pors, is accusent leur état-maior d'avoir commis ces derniers temps des «fautes graves» et de s'être « dis-qualifié». Le chef de file des écononistes du PCF, Philippe Herzog, qui défendait les couleurs communistes aux élections européennes de juin 1989, serait-il manipulé par ces eforces du capital» que la direction de son parti voit à l'œuvre derrière l'émergence, à l'Est, des réalités nouvelles qui la marginalisent de plus en plus en France?

Ce n'est certainement pas le cas fait un devoir, encore récemment, de diffuser son point de vue. On est donc fondé à penser que Philippe Herzog ne dit pas n'importe quoi quand, à son tour, il brosse du mode de fonctionnement de la direction de son parti un tableau qui

que sur le destin des dinosaures.

Alors, comment expliquer que la direction du PCF, qui, depuis le vingt-septième congrès, en décembre demier, exhorte ses derniers carrés militants à inventer «une nouvelle forme de lutte politique», qui ne casse d'affirmer sa volonté de «changement», de «rassemblement», de « dialogue », et dont la sincérité n'est pas toujours feinte s'enfonce aujourd'hui dans une voie sans issue?

A quoi bon se ressourcer aux utopies de Gracchus Babeuf, comme le faisait mardi matin André Lajoinie - rejoignent en cette référence, sans le savoir, le «refonda-teur» Jack Ralitel – à quoi bon admettre que le Parti communiste français a commis une «erreur fondamentale » en s'efforcant de «copier» le Parti communiste soviétique, comme le déclarait mardi soir Georges Marchais, si devant la peur du vide les dirigeants du PCF ne parviennent pas à surmonter de vieux réflexes que l'Histoire vient de condamner?

La question est d'autant plus troublante que leurs doutes idéologiques sur l'avenir de l'ancienne société soviétique ne manquent pas légitimité et que leurs analyses sur l'évolution du rapport des forces à l'intérieur de la société française ne contredisent pas les convictions qui les poussent à s'engoncer dans stratégie revendicative, fût-elle assurément « illusoire », selon l'ex-

pression de Philippe Herzog. Il y a plus qu'un simple retour au confort aveugle du bunker dans le comportement anachronique de la tion du PCF. Il y a de l'autisme. En politique, c'est carrément suiciregroupées dès le début des échanges et que les partisans de la ligne maioritaire aient ensuite le champ libre.

De fait, alors que soixante-dix membres du comité central se sont inscrits pour la discussion, les porte-parole habituels des « refondateurs » (MM. Anicet Le Pors, Jack Ralite, anciens ministres, Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, le philosophe Lucien Sève, M. Marcel Trigon, maire d'Arcueil, etc.) ont été appelés à intervenir sans délai. M. Le Pors a demandé, en leur nom, la démission collec-



dans le PCF, mais qui veulent qu'existe en France un mouvement progressiste qui s'engage avec principes, audace et vigueur dans les temps nouveaux tout en gardant la mémoire. Le PCF peut-il encore être l'instrument de cette mutation vitale? Je voudrais l'espérer mais, en l'état, je ne le pense pas. En tout cas, la réponse ne peut plus, maintenant, être longtemps diffé-

Après son intervention, au cours d'une suspension de séance, M. Le

sonne n'a répondu et tout le monde a piqué du nez.» M. Herzog : « Vous êtes

hors du coup!»

Pors confiait à la presse : « Per-

Autant la prise de position criti-que de l'ancien ministre de la fonction publique était attendue, autant celle de M. Philippe Herzog, ancien chef de file des communistes aux élections européennes de 1989, a constitué une

Suite de la première page Ces apports, ils les demandent à

de multiples théoriciens, mais il en est trois qui apparaissent aujourd'hui comme les nouveaux «maîtres penser» de la gauche. Le premier. Edgar Morin, est français: ce que retiennent les socialistes de son œuvre abondante et diverse, c'est avant tout sa réflexion sur la notion de «complexité», qui permet, selon Michel Charzat, de «s'élever à l'intelligence du pluralisme». Le deuxième, John Rawls, est améri-cain : sa Théorie de la justice est l'objet, depuis sa parution aux Etats-Unis il y a vingt ans, d'une attention soutenue et, depuis sa traduction en français il y a quatre ans, d'un intérêt grandissant. Le troisième, Jürgen Habermas, est allemand : sa thèse sur l'Espace public et surtout sa Théorie de l'agir communicationnel, traduite en 1987, servent de base à de nombreux travaux sur l'organisation de la société politique et sur les moyens de fon-der «rationnellement et démocratiquement » le lien social, comme l'écrit encore Michel Charzat.

De colloques en séminaires, d'articles de revue en livres de vulgari-sation, beaucoup de discussions actuellement en cours parmi ceux qui s'efforcent, après Marx, de penser le socialisme tournent autour des idées défendues par l'un ou l'autre de ces trois philosophes.

La complexité selon Morin

Edgar Morin n'est pas l'auteur de la théorie de la complexité, mais il est un de ceux qui s'efforcent d'étendre son application du champ des sciences physiques à celui des sciences sociales. Car la théorie de la complexité a bouleversé la recherche depuis une vingtaine d'années, contribuant à l'avenement, selon llya Prigogine, d'une « rationa-lité scientifique nouvelle », qui remet en question la conception dassique du déterminisme. Or, comme le margine en son temps marxisme en son temps, un projet politique pour la fin du vingtième siècle et le début du vingt et unième est inséparable d'une ana-lyse de la société qui tienne compte des derniers développements du savoir contemporain.

«La crise de nos idées est plus projonde encore qu'il n'y parait, ecrit à juste titre Jean-Luc Mélenchon, animateur, avec Julien Dray, de la Nouvelle Ecole socialiste. Elle concerne aussi – et c'est peut-être la l'essentiel – les références scientifiques sur lesquelles s'appuie la

gauche depuis ses origines jusqu'à nos jours pour justifier son projet.» D'où vient que ces références sont aujourd'hui caduques? C'est que la iche a emprunté «ses mu de base à une forme de détermi-nisme et à une définition linéaire des phases de l'Histoire déduites des sciences de la nature telles qu'elles se présentaient au début du siècle». Dans son livre A la conquête du chaos (1), Jean-Luc Mélenchon recourt précisément à la théorie du chaos - une des formes de la théorie de la complexité – pour tenter de renouveler les « matériaux de base» de la pensée socialiste et de rompre avec le vieux « modèle de déterminisme», inspiré de Darwin,

La justice selon Rawls

La théorie de la complexité ne

puis de la physique classique, qui a engendré, par exemple, a l'idée que le capitalisme engendre le socialisme

avec la même certitude que les

métamorphoses de la nature».

suggère pas seulement que les choses sont plus compliquées qu'on ne le croit – ce qui serait d'un intérêt médiocre – mais elle fournit aussi des instruments ou, à tout le moins, selon Edgar Morin, une « méthode», pour penser cette complexité. On n'exposera pas ici dans le détail les thèses de Morin. On se contentera de rappeler que, pour les théoriciens de la complexité, « ce dont est capable un objet complexe est (infiniment) plus complexe que l'objet lui-même» : autrement dit, si les hommes font la société, « la choses sont plus compliquées qu'on les hommes font la société, « la tes nommes sont la societé, « la société leur échappe, parce qu'elle est (infiniment) plus complexe qu'eux» (2). Il faut donc accepter la part d'aléatoire que comporte l'Histoire : ce que Jean-Luc Mélenchon, citant Morin, appelle « le riche dialogue de l'ordre et du désordre».

John Rawls est quelquefois consi-déré, aux Etats-Unis, comme le penseur de la social-démocratie, ou de l'Etat-Providence. Critiqué sur sa gauche par les marxistes, qui lui reprochent de s'accommoder un peu vite des inégalités sociales, et sur sa droite par les libéraux, qui jugent excessif le rôle qu'il assigne à l'État, le philosophe américain offre assurément d'utiles outils de réflexion à ceux qui voudraient élaborer un socialisme de monté de l'estat. « socialisme de marché ». Il rend possible, sclon Michel Charzat, la possible, selon Michel Charzat, la définition d'un projet « qui ne conjugue pas liberté et libéralisme et ne confonde pas le juste et l'utile». John Rawls propose en effet de fonder l'organisation de la société sur deux principes : le principe de

telle sorte que les interventions des dirigeants contestataires soient 👚 tive du bureau politique. M. Charles Fiterman, en revanche, a retardé sa prise de parole, attendant sans doute que M. Georges Marchais

s'exprime personnellement. Le secrétaire général du PCF s'est borné, mardi, à quelques brèves déclarations à la presse, pour dire notamment que son parti avait assurément commis « une erreur fondamentale » en cherchant, à l'origine, à « copier » le PC d'Union soviétique et pour souhaiter que la discussion ne devienne pas *« une joute »*.

Les inspirateurs du manifeste Refondations (le Monde du 16 avril)

douche glacée pour la direction du parti, qui n'avait jamais entendu son principal économiste aussi virulent à son égard.

Tout en gardant ses distances avec MM. Fiterman, Le Pors, Ralite et les autres « refonda-Ralite et les autres « refonda-teurs », M. Herzog n'a en effet pas mâché ses mots : « Il serait irres-ponsable de ne pas voir que ce qui est en jeu est la survie du parti. Sa crèdibilité s'est affaissée. Seule la novation hardie des idées et des initiatives peut nous sauver. C'est pourquoi, loin de taire les diffé-rences, de fuir le débat, il faut s'en-gouffrer, au contraire, dans un effort collectif de vérité Est-re prongouffrer, au contraire, dans un effort collectif de vérité. Est-ce trop tard pour appeler les communistes à un dépassement? Les énormes difficultés de la perestroïka confirment que des changements radicaux sont nécessaires pour sortir du socialisme étatiste par un progrès de société. Elles montrent que la réforme du Parti communiste de ae societe. Eues montrent que la réforme du Parti communiste de Lénine, devenu brejnévien, est excessivement difficile. Ça devrait donner à réfléchir chez nous avec humilité, esprit critique, travail, car, si les différences de situation sont évidentes, les problèmes communes des la communication de l'être de l'accept de l'accep muns devraient ne l'être pas moins. Les novations, chez nous, doivent être non moins radicales et sont moins difficiles. »

«Nous avons soutenu la peres-troika, bien sûr, mais la vérité est que ce fut de façon contradictoire et non sans réserves, a souligné M. Herzog. Celles-ci auraient pu être fécondes, nourrir apports et échanges. Au contraire, il y a eu carence des rapports et de solida-rité. (...) Face au putsch, notre condamnation n'a pas été sans retenue ni contradictions. C'est la

liberté, qui affirme le droit égal de chacun aux libertés de base, et le principe de différence, qui accepte les inégalités sociales pourvu qu'elles soient attachées à des emplois ouverts à tous «dans des conditions de juste égalité des d'améliorer le sort des plus défavo-

C'est évidemment le principe de différence qui est à l'origine des controverses les plus vives autour de l'œuvre de Rawls, mais c'est lui aussi qui ouvre les perspectives les plus riches. Il évite les pièges de l'égalitarisme tout en refusant que quiconque soit sacritié au bien-être général de la société, comme le libéralisme économique pourrait le sug-gérer. Pour mesurer la portée de la théorie, il faudrait pouvoir en reprendre toute l'argumentation. Comme il ne s'agit ici que d'en signaler l'importance, on notera que les thèses de Rawis, probablement les plus largement commentées et les plus ardemment discutées dans les pays anglo-saxons depuis celles de John Stuart Mill au siècle dernier, ne peuvent plus être igno-rées par ceux qui n'entendent pas se résigner à la mort des idéologies. Comme naguère celle de Marx, la pensée de Rawls paraît aujourd'hui incontournable», à droite comme

gauche. A droite, Robert Nozick, un des principaux théoriciens de l'Etat minimal, considère que «les philo-sophes de la politique doivent désor-mais ou bien travailler à l'intérieur de la théorie de Rawls ou bien expli-quer pourquoi ils ne le font pas». A gauche, les animateurs de la de Rawis en faisant observer que celle-ci a seulement pour objet « de définir la société juste, et non d'établir comment elle peut être réalisée »_

La communication selon Habermas

Troisième source d'inspiration pour la gauche : les travaux de Jür-gen Habermas. Schématiquement résumés, ceux-ci s'efforcent d'éta blir, à travers la notion d'espace public, puis à travers celle de com-munication, les principes fondamen-taux qui légitiment les normes sociales – et qui découlent, selon Habermas, d'un accord entre citovens libres et ésens corte citoyens libres et éganx. Cette réflexion sur la démocratie rejoint les préoccupations des socialistes.

En voici deux exemples. L'un des groupes de travail mis en place par le PS, animé par Philippe Corcoff, voit dans la pensée de Habermas, anime par le limites à le sans en méconnaître les limites, à la

vérité. Le nier est hypocrite. Nous n'avons pas été les seuls à hésiter. François Mitterrand aussi a hésité, mais pour d'autres raisons... Pour-quoi cela? Parce que la perestroïka quoi ceia? Furce que la perestronta a été enterrée trop tôt et sous-éva-hiée, comme ont été sous-estimés les impacts du putsch, et il y eut même pire, certains camarades se faisant des illusions à son sujet, alors que son caractère était foncie-rément réactionnaire. L'émancipation des Républiques est une conquête formidable de décentrali-sation. Elle peut tourner au pire saion. Eue peu contret au pro-s'il n'y a pas de système d'entente et de coopération, mais attention à ne pas diaboliser Elisine selon la vieille pratique détestable de notre parti. »

« Une illusion totale»

Puis l'économiste du PCF s'est interrogé sur ce qu'avait été l'ap-port de la direction de son parti dans le débat sur les leçons à tirer des événements pour les commu-nistes français. Après avoir cité des déclarations de MM. Georges Marchais, d'André Lajoinie et de M= Gisèle Moreau; il a lancé: « Vous êtes hors du coup et vous portez tort au parti, camarades!

Ecoutez les gens eux-mêmes, les demandes soviétiques : il s'agit d'apprendre la gestion, de construire l'Europe. Les socialistes français répondent. Et nous? On leur laisse le terrain! On laisse Gorbatchev à Bush et Mitterrand et on le juge! C'est dramatique. C'est le devenir du PCF que l'on met en cause en fuyant nos responsabilités historioues. »

S'interrogeant également sur ce que devrait être la réaction du

fois cune methode à moyen terme pour la refondation de la gauche », qui passe par la promotion d'« espaces publics autonomes », et aune visée à long terme pour un projet de transformation sociale », qui implique la recherche d'un articulation entre l'Etat de droit et ces espaces « d'intercompréhension ». Yves Sintomer, au cours du colloque d'Actuel Marx, a souligné que le « paradigme de la communication» construit par Habermas définit une «rationalité» qui s'oppose à celles des « deux piliers fondamentaux des sociétés actuelles » : le marché capitaliste et l'État bureaucratique. Ainsi, tout en formulant, lui aussi, de sérieuses réserves à l'égard du modèle « habermassien », suggere-t-il que celui-ci peut sans doute nous aider « dans la tentative de penser ce que pourrait être une société post-capitaliste, en refusant l'ilhision de la transparence et de la réconciliation ».

Comme en écho aux propos de Michel Charzat, Yves Sintomer affirme que «la tradition socialiste doit, si elle veut retrouver un nouveau souffle, sortir d'elle-même » et se confronter à « des théories qui lui sont largement étrangères ». Cette confrontation est aujourd'hui commencée. Pour être fructueuse, elle suppose qu'on ne retombe pas dans l'erreur de sacraliser les textes des «maîtres à penser», mais qu'on ne commette pas non plus l'erreur inverse de les tenir pour négligeables sous prétexte que les débats doctrinaux sont passés de mode.

the property of

N. ...

5-4 · · · · · · · · · · · · ·

21

*

the Barry

يجيز فالخلاجات ماكات

The second of th

The state of

A Section of the sect 10 A WAR

Pr. --

THOMAS FERENCZI (1) Denoel, 1991 (le Monde date

(2) Jean-Pierre Dupuy, Cours d'introduction aux sciences sociales. Ecole poly-technique, tome 3, édition 1991.

▶ Bibliographie : Edgar Morin, la Méthode, trois tomes parus depuis 1977, le quatrième à paraître en octobre, Le Seuil. A lire aussi : Arguments pour une méthode. Autour d'Edgar Morin, Le Seuil, 1990.

▶ John Rawls, Théorie de la jus-tice, trad. Catherine Audard, Le uce, trad. Camenne Autaro, Le Seuil, 1987. A fire aussi: Indi-vidu et justice sociale. Autour de John Rawls, Points-Seuil, 1988; « John Rawls. Justice et libertés », numéro spécial de la revue Critique, juin-juillet 1989; Théorie de la modernité, de Jacques Bidet, PUF, 1990.

Jürgen Habermas, Théorie de l'agir communicationnel, trad. Jean-Marc Ferry et Jean-Louis Schlegel, Payot, 1987.

من الأصا

y Marchais

of a second

POLITIQUE

du PCF à M. Marchais

mion du comité

Charles Frances on the Control of th

S'est borné, (Reici à quelle actemment mus

Academic Refordations 'le Monde de la

ob solution

peur dire notamment que son per direction de la contraction de la

France: Vision

mais processing the second sec

tement track every

The transfer of the transfer o

Public de l'antennate les les

port of desired to

dans is debut at 2 mg

des etenen ern Ren de districtiones des des deciments de Ren Marches d'Archiver

to a co

« l ne illasia

277

effig de auf einem bei beiten alle eine

rigee doctors

resident of

4 To 10 and 1

pgraitte et

A free aust:

yng mátheir

Meno, in Sec.

a febru Ham

Marcell, 1992?

du Jaha Feil

200 c Jack (1976)

ibertés P.

evue Chilalette

Marie de la Colo

name district Park

Belleger Hein Fegir commu

depart 12 - 12 - 12 - 12

Acres 1 .

mens po

The street southwater of the street

n'ont pas été les seuls, toutefois, à exprimer des points de vue critiques. L'attitude actuelle de la direction du PCF a été aussi condamnée par les trois principaux responsables de la section économique du bureau politique, MM. Philippe Herzog, Paul Boccara et Bernard

L'intervention très ferme de M. Herzog, en particulier, qui a réclamé à son tour un nouveau congrès, a confirmé l'élargissement du front contestataire face à une direction portée à se recroqueviller sur ses positions.

parti à la campagne sur «la mort du communisme», M. Herzog a ensuite ajouté: «li y a des façons de riposter qui contribuent à nous couler. Dire que le PCF n'a rien à woir avec le PCUS n'est pas crédi-ble C'est une très mauvaise façon ble. C'est une très marvaise façon de nous défendre. Nous affirmons que le projet du PCF est « radicalement nouveau», mais qui peut nier les énormes blocages? J'ai pu dire au bureau politique que nous n'avons pas encore de projet. On participe au consensus politique quand on sépare la revendication de la question de la gestion. Les uns gèrent, les autres s'opposent...
Mais il n'y a pas d'autogestion
sans gestion. Celui qui ne s'implique pas dans la bataille de la gestion n'est pas révolutionnaire. Or la majorité du parti freine parce que la dirigeants bloquent carrément. L'autogestion? On en cause, mais la critique du totalitarisme d'Etat et de parti n'a pas été conduite. Notre mot d'ordre est simplement « démocratie ». Or l'autogestion est plus que la démocrate, que nous conserons toujours simplements. concevons toujours simplement comme droit de représentation et loi de la majorité alors que cela veut dire: tous les êtres numains s'autogèrent. (...) Le centralisme démocratique en vigueur fait obstacle aux avancées autogestion-

« Une ligne qui nous enfonce»

« Souvent, a indiqué M. Herzog, a souvent, a motique M. Herzog, on me dit: a Je suis d'accord avec toi, mais il faut du temps, ce n'est pas mûr... » Qui décrète des rythmes? Georges Marchais? Le secrétariat du parti? Alors c'est un abus de pouvoir. Certains pensent peut-être que notre parti peut conti-nuer de remplir sa fonction sociale revendicative positive en attendant des jours politiques meilleurs. C'est une illusion totale. Revendication une tuusion totale. Revendication et espoir révolutionnaire ont formé couple. Si cet espoir chute, la revendication s'affaisse et à quoi sert alors le PCF? Le syndicat de classe s'en trouve aussi terriblement affaibli. Il faut murir nous-mêmes nous dépasser : n'est-ce pas un

Precisant sa position personnelle pour mieux se situer dans les débats internes, M. Herzog a

conclu son intervention en réclamant, lui aussi, la convocation écouté André Lajoinie. Je n'approuve pas ce rapport qui poursuit tranquillement et sans bouger une ligne qui nous enfonce. Je demande tigne qui nous cnfonce. Je demande une résolution qui prenne en compte notre débat et réponde explicitement aux propositions faites. Je demande de faire appel à ce que disent et veulent tous les communistes dans leur diversité. Faisons fructifier les atouts, soyons indociles, soyons créatifs. Un nouveau congrès est souhaitable pour deux raisons: il fout dénosser les deux raisons: il faut dépasser les blocages du vingt-septième congrès et prendre en comple le développe-ment des réalités. Je propose trois campagnes: sur l'intervention dans la gestion, sur l'autogestion, sur l'Europe. Et, au-delà de ces cam-pagnes, un congrès de novation est pagnes, un congres de novation est nécessaire avant les législatives de 1993, pour définir notre ligne de bataille et des changements du mode de fonctionnement du parti et de sa direction. Avant les élec-tions les institutions nous obligent à des choix, des alliances, mais associons notre choix à une bataille sur le changement de la politique actuelle et des institu-

» Comment nous rassembler? Le parti a peur. Critiquer la ligne serait mettre en cause le parti? Allons donc... Défendre un système de pouvoir qui s'est sclérosé et qui s'est miné, ce n'est pas rendre service au parti. Céder à la pression de dirigeants pour l'unité autour d'eux? Pour couler ensemble? Voulons-nous unir pour défendre une équipe ou pour défendre une équipe ou pour défendre veritablement le parti? Les circonstances ne se prêteraient pas à une critique se prêteraient pas à une critique aussi radicale? Au contraire, elles la rendent plus urgente. Si l'on recule, "il sera trop tard. Décloisonnons le PCF! Quelques hommes tranchent en dehors de tout et trancnent en denors de tout et notre politique rassemble de moins en moins. Au contraire, des remises en cause, l'apport des différences ouvriraient l'espoir. Faisons appel à l'intelligent ce des communistes. Et à celle des ourses »

Les débats devaient se poursuivre toute la journée de mercredi et se prolonger sans doute jeudi

Rue Dzerjinski

Moscou, le Front national de Seine-Saint-Denis s'est lancé à l'abordage des rues Lénine ou Thorez du département. Mot d'ordre : déboulonner. A Pantin, la rue de Dzerjinski était visée. Dzerjinski, le fondateur de la Tchéka, l'ancêtre du KGB, resterait comme l'un des symboles d'un empire déchu.

Rien n'est jamais aussi simple que l'imagine le Front national. Il se trouve que cette rue - quelques HLM roses - a été baptisée après le jurnelage de Pantin avec le quartier moscovite de Dzerjinski en 1966, de même qu'une autre rue porte le nom d'une ville italienne. Le maire communiste, M. Jacques Isabet, s'est déclaré disposé à faire examiner un changement de nom. Mais encore faudreit-il que les Moscovites concernés trou-

Aussitôt après la révolution à vent un nouveau nom à leur

Et là-bas, comme dit Ivan Miliaev, professeur à l'école des Reaux-Arts de Dzeriinski, en visite à Pantin après avoir participé aux événements, con n'a pas le temps de tout faire ». Pour le jeune Russe, si le communisme n'est pas mort, Lénine mérite déboulonnage. « C'est peut-être un personnage historique, mais, pour nous, c'est une mauvaise histoire. » Le maire de Dzerjinski n'est plus communiste Ivan tient à la poursuite de la «diplomatie populaire» par le jumelage. « Les Soviétiques ont fait cette expérience pour tout le monde. Il faut nous aider maintenant. Et pas seulement

Un « Musée du communisme » ?

Partout dans les pays de l'Est les innombrables statues des dignitalres communistes sont déboulonnées, abattues, brisées. Pour arrêter ce massacre et pour conserver un souvenir du communisme, un conseiller municipal RPR de Bobigny vient de prendre une initiative quelque peu facétieuse. Membre du Conseil-national du RPR, M. Jean-Luc Roméro a lancé un défi au maire communiste de sa - méfaits ».

dent du conseil général de Seine-Saint-Denis et proche de M. Georges Marchais: il lui propose de rassembler toutes les statues de Marx, Lénine e et autres dignitaires du totalitarisme» pour créer dans la cité Karl-Marx de Bobigny «le Musée du communisme défunt » afin que chacun se souvienne « de cette idéologie et de ses Les polémiques ouvertes par les déclarations de M. Roland Dumas

M. Giscard d'Estaing dément avoir préconisé un «partage du Liban»

dément catégoriquement avoir jamais cautionné, sous une forme jamais cautionne, sous une forme une autre, un «plan de partage» du Liban en 1977, comme l'en avait accusé lundi 2 septembre M. Roland Dumas lors de l'université d'été du PS à Ramatuelle (le Monde du 3 septembre). Fondant ses affirmations sur les archives du Quai d'Orsay, le ministre des affaires étrangères avait assuré y avoir trouvé un «plan de norage affaires étrangères avait assuré y avoir trouvé un « plan de partage du Liban qui prévoyait un petit canton élargi dans lequel on aurait entassé les quelques chrètiens maronites que l'on pouvait sauver, tout le reste étant abandonné à l'influence syrienne». « Ce plan datait de 1977 et était signé Valèry Giscard d'Estaing », avait précisé M. Dumas.

Rejetant ces allégations, l'ancien président de la République, inter-rogé par le Monde mercredi matin, affirme tout ignorer de l'élaboration afirme tout ignorer de l'élaboration à l'époque, d'un quelconque plan de partage du Liban. Il rappelle à ce sujet qu'il avait proposé en mai 1976 l'envoi de troupes françaises au Liban pour y consolider un cessez-le-feu et, dans son esprit, pour faire équilibre à la présence depuis prise et pois de soldats suriers dans le port du grays du syriens dans le nord du «pays du Cèdre».

Le 21 mai 1976, lors de sa visite officielle aux Etats-Unis à l'occasion des cérémonies du Bicentenaire, M. Giscard d'Estaing avait en effet suggéré l'envoi au Liban, pour une période limitée, d'un contingent significatif» de militaires français, chargé d'une opération de type charge d'une operation de type «casques bleus», à condition que cette initiative soit demandée par les autorités légales du Liban, en l'occurrence par le chef de l'Etat,

M. Giscard d'Estaing ne put don-

M. Valéry Giscard d'Estaing ner suite à cette suggestion, dans l'ensemble mal reçue en France et au Liban. Si le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, rejeta immédiatement l'offre française, la communauté chrétienne, qui était à l'époque en difficulté face aux forces musulmanes et palestiniennes, lui réserva un accueil favo-rable, en espérant qu'un éventuel contingent français pourrait lui ser-vir de « cordon protecteur ».

La gauche française critiqua l'ini-tiative de l'Elysée. M. Mitterrand, à l'époque premier secrétaire du PS, exprima son inquiétude devant cette proposition improvisée» tandis que M. Lionel Jospin, membre du secré-tariat national du même parti, jugeait l'idée giscardienne «plutôt malencontreuse». Quelques jours plus tard, le 1º juin 1976 – et non en 1977, comme le dit M. Dumas – l'armée syrienne pénétra massive-ment dans la Bekaa et au nord du Liban à la demande du gouvernement de Beyrouth.

Quid de ce « plan de partage a dont M. Dumas attribue la pater nité à l'ancien chef de l'Etat? Au Quai d'Orsay, on ne fournit aucune précision à ce propos, tout en assu-rant que le ministre est sûr de son fait. S'agissait-il simplement d'un scénario de crise, comme il est couturne d'en élaborer dans les chancel-leries? Sauf si M. Durnas prenait l'initiative de rendre publiques les pièces de son dossier d'accusation, il faudra, pour connaître la vérité, attendre l'an 2037. D'une manière générale, les archives du Quai d'Orsay sont protégées par le secret pen-dant trois décennies. Et celles rela-tives au Proche-Orient, qui mettent peuvent être consultées pendant

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

De Gaulle, Staline et les Etats baltes

M. Roland Dumas, ministre des affaires étranoères, s'était référé devant les élus socialistes réunis à Ramatuelle, aux archives du Quai d'Orsav pour affirmer que le général de Gaulle aurait accepté lors de son voyage à Moscou en 1944 de fermer les yeux sur l'annexion des pays baltes par Staline a moyennant des arrangements sur la frontière du Rhina. M. Jean Laloy, ancien directeur des archives diplomatiques et de la documentation au ministère des affaires étrangères, accompagnait le général de Gaulle à Moscou où il faisait notamment office d'interprète. Il nous a déclaré mardi 3 septembre qu'au cours des conversations du Kremlin il n'avait pas été question des pays baltes ».

Il estime en effet que «l'on ne pouvait pas imaginer Staline demandant à de Gaulle un quelconque secours sur ce sujet puisqu'il se considérait chez lui dans les trois Etats baltes qu'il avait annexés en 1940 ». En revanche, toute la négociation, précise M. Laloy, a été consacrée au sort futur de l'Allemagne et aux frontières à venir de la Pologne ainsi qu'à la place et à l'influence de la France dans l'Allemagne libérée. Il précise que ces conversations furent parfois difficiles, car Staline souhaitait que l'ensemble de l'Allemagne entre dans son orbite après la fin de la guerre. M. Laloy ajoute qu'après la

et d'assistance mutuelle entre la République française et l'URSS » entre Staline et de Gaulle, ce dernier lui avait déclaré : « Et dire que nous avons ces gens-là sur les bras pour cent ansi » (nos dernières éditions du

Dans toutes les notes et comptes rendus rédigés pendant les négociations de Moscou sur les entretiens avec Staline par MM. Roger Garreau, ambassadeur de France, et Maurice Dejean, conseiller diplomatique de de Gaulle, il n'a jamais été question des Etats baltes. Ces documents consacrés pour l'essentiel à l'Allemagne et à la Pologne figurent notamment en annexe des Mémoires de guerre du général de Gaulle (torne 3). Enfin M. Maurice Couve de Murville, qui fut ministre des affaires étrangères de de Gaulle après 1958, estime dans une déclaration au Figaro du 4 septembre que «*Roland Dumas* a dû demander à ses services de retrouver des ragots qui n'ont rien à voir avec une politique générale, pour la délectation des copains socialistes réunis en

Il reste donc désormais à connaître précisément le contenu des archives du Quai d'Orsav auxquelles le ministre des affaires étrangères s'est

ANDRÉ PASSERON

L'UDF propose le dépôt d'une motion de censure sur la politique étrangère du gouvernement

l'Assemblée nationale, réuni mardi 3 septembre, a décidé de proposer à ses partenaires de l'intergroupe de l'opposition de déposer une motion de censure sur la politique étrangère du gouvernement, des l'ouverture de la prochaine session parlementaire. L'UDF relève ainsi le défi lancé, la veille, à Ramatuelle, lors de l'univer-sité d'été du Parti socialiste, par le ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Avec cette motion de censure, l'UDF entend asanctionner les erreurs, les retards, les aveuglements de la politique conduite par le président de la République et le gouvernement » et les «insuffisances » d'une politique

Le bureau du groupe UDF de étrangère « menée à contretemps. particulièrement à l'occasion des der-niers événements en URSS, mais aussi à propos de l'Iran, de Madamande ».

> «Si cette motion n'étail pas votée, ce serait la preuve que la France serait la dernière démocratie occidentale dont le gouvernement survivrait grâce au soutien du Parti communiste», a ajouté M. Charles Millon, président du groupe UDF, en estimant que M. Durnas avait « perduenn sans-fraid » son sang-froid».

M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, a invité, de de la République en affirmant, à son côté, le ministre des affaires RTL, que celui-ci a « donné, au

conscience et [à] voir s'il a eu raison, ces derniers mois, de s'opposer si pays baltes, et s'il a raison, aujour-d'hui, de s'acharner à refuser de reconnaître celle de la Croatie et de la Slovénie». « Vieux compagnon de route de l'URSS, M. Dumas reste aussi un admirateur du célèbre modèle yougoslave, enfant chéri des socialistes, mais surtout système d'oppression des peuples par le commu-nisme », a ajouté M. d'Aubert.

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a mis en cause le président

timent d'être dépassé ». « Le vent d'Est n'inspire pas le président de la farouchement à l'indépendance des République, a-t-il déclaré. Qu'il s'agisse de l'indépendance des pays balles, de l'unification allemande, de la crise yougoslave, du soulèvement malgache ou du putsch en URSS, le président a donné le sentiment de privilégier le maintien du statu quo par rapport aux changements, et les iniérêts de l'Etat par rapport aux aspirations des peuples». Il a jugé « naturel » que l'opposition prenne ses distances par rapport à «ces prises de position qui ne semblent pas conformes à la tradition de la

Les débats au Parti socialiste

M. Fabius veut que le PS devienne «le parti de toute la gauche»

RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

Il est 21 h 30 ce mardi 3 septembre. A la table du dîner de l'université d'été du Parti socialiste, à Ramatuelle, Michel Rocard met son bras sur l'épaule de Laurent Fabius, sous le regard ravi de Pierre Mauroy. Les dirigeants du PS ont réussi leur pari : donner l'image d'une unité retrouvée.

Depuis trois jours, ils ont trop regardé les présidentiables de la droite « qui parlent d'union mais qui n'arrivent pas à se rencontrer» pour ne pas, eux, fourair une belle photo de groupe. La volonté a suffi, cette fois, à coordonner les emplois du temps. Avant de s'exprimer devant les stagiaires et devant son ami, Enrico Macias, venu en voisin, le président de l'Assemblée nationale a attendu l'arrivée du premier secrétaire de son parti et du maire de Conflans-Sainte-Honorine. Il a même tombé la veste et retiré sa cravate afin de se soumettre à l'unité vestimentaire lorsque,

Pierre Mauroy, il a pénétré dans la salle de conférences, sous les applaudissements des militants

Unité de façade ? Probablement, car les rivalités d'hommes n'ont pas disparu comme par enchantement, mais unité réelle pour une part, car sur l'analyse de la situation politique au lendemain de l'effondrement du communisme soviétique, le discours de M. Fabius est, sur le fond, fort proche de celui tenu à Chambéry par M. Rocard et de celui prononcé à Ramatuelle par Lionel Jospin.

L'idée exprimée par M. Fabius, qu'a entre la solidarité que [nous] incarnons et le laisser-faire générateur d'inégalités qu'on appelle le libéralisme. le communisme, d'une certaine saçon, par sa présence et avec son influence, brouillait les cartes », est commune à tous les dirigeants du PS, comme l'est aussi l'affirmation que désormais la social-démocratie « porte toute l'espérance »; comme l'est enfin la crainte formulée par le président de l'Assemblée nationale

encadrant Michel Rocard avec que la gauche ne sorte pas « indemne de l'effondrement communiste (...) parce que le balancier ira loin et très à droite avant de revenir vers la solidarité ».

La «culture communiste »

Un peu plus tôt dans l'aprèsmidi Henri Emmanuelli, adversaire le plus acharné de M. Fabius dans les combats d'appareil, avait déjà souligné ce risque. M. Fabius a expliqué que * certains voudraient tout conjondre pour disqualisser la gauche: communisme égale socialisme». Il a souligné l'existence, en France, « de la culture communiste, de la tradition communiste » et rappelé que « beaucoup de militants communistes ont été ou sont des militants remarqua-

L'accord sur le constat n'implique pas forcément accord sur les solutions à mettre en œuvre. M. Fabius a plaidé pour que le Parti socialiste devienne « le parti de toute la gauche», ce qui implique des modifications dans son organisation, car « si l'on

veut un grand parti social-démol'unité et la diversité».

Surtout, il n'est pas sûr que tous partagent le souhait de M. Fabius de voir la Communauté européenne renforcer son unité « le plus vite possible et à fond », et sa définition d'un socialisme qui ne serait que l' extension maximale de la démocratie », et dont les « concepts » qui la distingueraient seraient « le rôle de l'Etal, l'importance de la laïcité, le service public, la justice sociale et la restructuration écologique de la société industrielle ».

Tous en revanche ne peuvent qu'admettre son refus de considérer que « deux ans avant l'échéance électorale les jeux sont faits ». Mais ce message d'espoir et la belle image unitaire de cette soirée de Ramatuelle ne suffiront peut-être pas à dissiper la « morosité », et le « vague à l'ame » des militants, constatés par M. Fabius. Certains d'entre eux n'en arrivent ils pas à souhaiter, pour que leur parti retrouve sa vigueur et son ame. « une bonne cure d'opposition »?

THIERRY BRÉHIER



Les assureurs s'engagent à ne plus refuser leurs services aux séropositifs

MM. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, et Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, ont rendu public, mardi 3 septembre, le texte d'une convention « Assurance et sida », également paraphé par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie. Les assureurs s'engagent à ne plus refuser leurs services aux personnes séropositives pour des montants maximums de 1 million de francs. Cette convention, présentée par le gouvernement comme une « première mondiale » et « un modèle pour d'autres pays », soulève des questions et de vives critiques, comme celles exprimées par M= Françoise Héritier-Augé, présidente du Conseil national

La convention passée entre le gouvernement et les représentants des compagnies d'assurances (1) est une étape provisoire dans un dossier complexe où la santé publique et le respect des droits de l'homme ont souvent mal coïncidé avec le souci de rentabilité.

Jusqu'en 1989, les assureurs français ne s'étaient guère inquié-tés face à l'émergence, puis au développement de l'épidémie de sida. Le ton changea brutalement sous l'influence notamment des grandes compagnies internationales de réassurance, inquiètes de la eut notamment à cette époque la révélation d'un document rédigé par des actuaires en formation. indûment présenté comme officiel et qui, bien que désavoué par la Fédération française des sociétés d'assurances (le Monde du 17 mars 1989), permit à cette dernière de préciser que chaque compagnie avait toute liberté d'action pour la sélection de nouvelles politique d'« acceptation des ris-

pagnies françaises décidaient alors. de manière unilatérale, d'intégrer le dépistage de la contamination par le virus du sida à l'ensemble des examens médicaux demandés dès lors que les capitaux engagés (assurance-vie. emprunts immobiliers) dépassaient le million de francs. De nombreux litiges furent relevés dans ce domaine, le séropositif comme le malade déclaré devenant, de fait, impossibles à prendre en charge. l'assuré atteint du sida devenant un fraudeur en

puissance. Les choses devaient toutefois évoluer. Ainsi, en février 1990, le Conseil national du sida publiait un rapport demandant que les réassureurs ne puissent plus exiger des tests de dépistage de la séropositivité. Il exprimait aussi le souhait que les sociétés françaises d'assurance ne puissent plus introduire dans leurs formulaires des questions « faisant référence de façon explicite ou détournée au style de vie ou à la sexualité» (le Monde du 21 février

La protection de la vie privée

A la suite de ce rapport, M. Pierre Bérégovoy et M. Claude Evin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, confiaient à M. Benoît Jolivet, à l'époque directeur des assurances. la présidence du groupe de travail réunissant les professionnels de l'assurance et des représentants du Conseil de l'ordre des médecins. A la suite des travaux de ce groupe, MM. Bérégovoy et Evin annoncaient, en mars dernier, que les compagnies ne pourraient plus demander de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous de capitaux de l million de francs (le Monde du 2 mars). Certaines compagnies pratiquaient alors ce type de dépistage pour des sommes nota-blement inférieures.

Avec la convention on change une nouvelle fois de politique. Les séropositifs seront dorénavant des clients potentiels pour les compa-gnies des lors qu'ils accepteront de payer des surprimes qui équivaudraient, dit-on, à des majorations de 4 % du crédit, ce qui porterait par exemple le crédit immobilier à des taux d'environ 15 %.

Dépistage sous conditions

Les assureurs s'engagent à ne faire désormais aucune référence dans leurs questionnaires « au caractère intime de la vie privée et notamment de la sexualité». Les seules questions pouvant être posées seront les suivantes « Avez-vous ou non subi un test de dépistage de la séropositivité? Si oui, indiquez le résultat du test et conséquence d'une immuno-déficience acquise? » Des réponses fausses ou des omissions volon-taires peuvent entraîner la nullité

« Il ne saurait être recouru au test à moins que l'importance des capitaux souscrits ou que les infor-mations recueillies à l'occasion du questionnaire le justifient », précise

Marchandages

par Jean-Yves Nau

nement, se réjouir de la nouvelle attitude des assureurs français vis-à-vis de l'épidémie de sida et des personnes séropositives? Doit-on en rester à la possibilité. enfin ouverte aux personnes contaminées mais non malades, de bénéficier, moyennant finances, des services de l'assurance, qu'il s'agisse notamment de l'assurance-vie ou de l'acquisition d'un

Une telle présentation sersit trompeuse. Comme le souligne avec force Mr. Françoise Héritier-Augé, présidente du Conseil national du sida, la convention n'offre en réalité aucune véritable garantie de confidentialité quant au statut sérologique ou à l'état de maladie. Plus généralement, elle modifie les dispositions prises il y a seule-ment six mois par MM. Bérégovoy

Jusqu'à présent les pouvoirs publics interdisaient aux compagnies de pratiquer des tests de dépistage pour des contrats dont les montants étaient inférieurs à un million de francs. Dorénavant. ces mêmes compagnies seront autorisées à faire pratiquer, quand elles le souhaiteront, ces mêmes tests, puis à facturer les « services a rendus aux futurs malades. De plus le seuil de un million de francs au-delà duquel le dépistage était autorisé, devient une limite systématique de la part des compagnies. «Il y a là fort curieuse-

Faut-il, comme le fait le gouver- « ment un renversement complet Augé. On autorise les assureurs à en savoir plus sur la séropositi-vité. Celle-ci devient un stigmate biologique au même titre qu'un ancien cancer pouvait constituer

pour les assureurs un risque

Seule aujourd'hui l'association Aides - qui, à la différence du Conseil national du sida, a été tion de cette convention – voit dans ces nouvelles dispositions une ouverture encourageante. « Ce texte se situe toutefois, sous certains aspects, en dessous des demandes formulées par le Conseil national du sida et des termes de la déclaration Evin-Bérégovoy de mars 1991, soulignent responsables de l'association. Les conditions dans lesquelles un test pourra être demandé demeurent totalement floues. Les pratiques, parfois arbitraires, que nous avons déjà dénoncées pourront ainsi se poursuivre.»

Sans doute aurait-on tort de vouloir assimiler les compagnies d'assurance à un système de solidanté nationale ou de prise en charge du risque médical. A cet égard, le sida, maladie parmi d'autres, ne doit nullement devenir une catégorie pathologique parti-culière. Pour autant, il y a quelque outrance à dire, comme le fait le gouvernement, que ce système mparfait issu d'un long marchandade constitue « «un modèle pour les autres pays » .

l'être dans les conditions suivantes : «assurable» donnant son accord préalable; test prescrit par un médecin; test intégré à un examen médical plus complet. « Dès lors qu'une entreprise d'assurance a demandé un test de dépistage de la séropositivité et accepté le propo-sant, elle s'interdit, lors du paicment de la prestation, toute contes-tation fondée sur le fait que le décès est directement lié à une immuno-déficience acquise, sauf en cas de fraude manifeste», souligne

Répondant à une demande essentielle des associations repré-sentatives des malades, les assureurs prennent par ailleurs l'enga-gement de couvrir le risque-décès des personnes séropositives « en garantie d'emprunts contractés auprès d'établissements bancaires pour l'acquisition d'un logement ». « A cet effet, précise-t-on, un dispo-sitif d'assurance très novateur par rapport à la situation actuelle des autres pays sera mis en œuvre. Il fait appel à l'ensemble de la profession. Il permet l'assurabilité des personnes concernées non atteintes de sida déclare lors de l'entrée dans l'assurance dans le cadre d'un système de couverture des risques

Le remboursement des prêts immobiliers

personnes séropositives, au moment de la signature du contrat, le versement, en cas de décès dû au sida, d'un capital couvrant le remboursement du prêt immobilier contracté. Le montant maximum de garantie est actuelle-ment fixé à 1 million de francs et l'assurance peut être contractée pour une durée comprise entre cinq et dix ans.

«Le dispositif, ajoute la conven-tion, est conçu de manière qu'au-cun bénèfice ne soit dégage par les entreprises sur cette assurance. D'une part, la prime technique sera calculée de manière à équilibrer exactement le risque estimé. Pour les personnes déjà entrées dans l'assurance, la nrime ne nourra. aucun cas, être augmentée. Elle en fonction des résultats du contrat. D'autre part, si après constitution de provision nécessaire à la couverture du risque un excé-dent subsiste, celui-ci est intégrale-ment reversé à la collectivité des assurés du contrat. Inversement, la perte qui pourra exister sera totale-ment à la charge de l'assureur.»

Au chapitre de la protection de la confidentialité des informations médicales sur le sida, on précise que « l'établissement de crédit remettra au candidat à l'assurance le questionnaire des risques en même temps que les documents de souscription du prêt ». L'« assurable » transmettra ensuite, sous forme confidentielle, le ques-tionnaire rempli à l'établissement de crédit qui l'adressera à l'assu-reur. Celui-ci indiquera à son client potentiel, aussi sous forme confidentielle, que le risque est assurable sous réserve d'examen

Le rapport médical établira alors si la personne est ou non en état i de minutes où elle a occupé le

ÉDUCATION

catholique

L'enseignement

veut une nouvelle loi

« La sensation de l'enseigne-

ment catholique d'être brimé est prédominante, a déclaré à l'AFP,

mardi 3 septembre, le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique. Ce der-

nier réclame un nouveau débat au

Parlement sur l'enseignement

privé, ainsi que l'adoption d'une

« Je souhaite qu'on refasse le

travail laborieux mais intelligent

qui a été fait au moment du vote

de la loi Debré en 1958-1959», a

précisé le secrétaire général. Son principal sujet d'insatisfaction est

la limitation du financement des

établissements privés par les col-

lectivités locales conformément à la loi Falloux de 1850. Un amen-

de sida déclaré. Une fois accepté, le risque sera géré tant pour le paiement de la surprime que pour le règlement du capital en cas de décès directement entre l'assureur et l'assuré. L'ensemble de la profession annonce que ces nouvelles dispositions seront effectives avant la fin de cette année.

(!) «Convention sur l'assurabilité des personnes séropositives et sur les règles de confidentialité du traitement des de contidentialité du traitement des informations médicales par l'assurance». Outre MM. Bérégovoy, Durieux et Kessier, ce document est signé de MM. André Favre-Rochex, président de l'Union syndicale des sociétés étrangères d'assurance, Michel Rémond, président du Groupement des sociétés d'assurance à caractère mutuel, et Louis Bordeaux-Montreux, président de la Caises con-Montrieux, président de la Caisse cen-trale des mutuelles agricoles.

(2) Sur ce thème, on se reportera au dossier consacré au sida par les Cahiers de l'assurance (numéro 3, deuxième partie) datés de décembre 1990, notamment à l'article de M. Pierre Lascoumes, responsable du groupe juridique de l'asso-ciation AIDES.

DÉFENSE

La future loi de programmation

M. Joxe confirme la décélération des dépenses militaires

Paris, les préfets des départements où sont installés des établissements du groupe GIAT Industries, qui fabrique de l'armement terrestre, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a confirmé (le Monde du 3 septembre) que la future loi de programmation 1992-1997, en préparation pour la fin de l'année, « fixera le rythme et les modalités de la décélération des dépenses de défense».

A cette occasion, M. Joxe, qui était notamment accompagné de M. Jacques Mellick, le secrétaire d'Etat à la défense, a rappelé sa décision de confier à M. Gérard Wolf une délégation aux restructurations industrielles et militaires (le Monde du 31 août), chargée de coordonner l'action des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne les effets économiques, industriels, sociaux et domaniaux du plan de réorganisation Armées 2000 et de la baisse des contrats militaires sur la vie régionale.

Le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, présent à revienne sur sa décision.

Recevant, mardi 3 septembre à cette réunion de travail principalement consacrée au plan de charge de GIAT Industries, a renouvelé l'engagement de l'Etat d'assurer l'avenir du programme du char de combat Leclerc et a indiqué que la montée en production de ce blindé de 50 tonnes se ferait a à un rythme aussi rapide que possible».

D'autre part, GIAT Industries devrait finalement moderniser 38 chars AMX-30 B2 et construire 13 véhicules d'observation d'artil-lerie VOA sur les 92 et 24 engins qui étaient respectivement prévus par le budget de 1991. A la fin d'août (le blonde du 23 août), le ministère de la défense avait, à titre provisoire, résilié ce contrat -évalué à 1 100 millions de francs en prévision d'économies à faire. Cette décision intéresse principalement des ateliers à Roanne (Loire) et à Tarbes (Hautes-Pyrénées).

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ancien ministre et maire de Roanne, était intervenu auprès de M. Joxe pour que celui-ci

SPORTS

TENNIS: les Internationaux des Etats-Unis

Jennifer Capriati l'ambition à quinze ans

Championne en titre, l'Argentine Gabriela Sabatini a été éliminée, mardi 3 septembre, en quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis par l'Américaine Jennifer Capriati. Agée de quinze ans et demi, celle-ci doit rencontrer en demi-finale une autre enfant prodige, la Yougoslave Monica Seles.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

La précocité, après la longévité! L'Amérique joue sur tous les tableaux aux Internationaux de tennis de Flushing Meadows. Lundi, elle misait sur le vétéran Jimmy Connors, qui fêtait ce jour-là son trente-neuvième anniversaire en se payant la tête de Aaron Krickstein. Mardi, elle réussissait un autre banco avec Jennifer Capriati, qui, avec ses quinze ans cinq mois et quatre jours, n'était pas la plus jeune joueuse à se qualifier pour les demi-finales, mais pourrait devenir, samedi 8 septembre, si elle tient jusque-là, la plus jeune lauréate du tournoi.

Ces deux succès, comme symétriques, ont soulevé un enthousiasme identique dans la foule. Ils n'étaient pourtant pas de même qualité. Jimmy Connors avait triomphé au terme d'un affrontement sans merci, où, pendant 4 h 41 min, les renversements de situations s'étaient enchaînés sans répit . Pendant la centaine

REPÈRES

dement à la loi sur l'administration

territoriale, réclamant l'abrogation de la loi Falloux, a été adopté par

le Sénat le 13 juin demier. Il sera

examiné à l'Assemblée nationale

lors de la session d'automne.

«L'Astrolabe » a réussi

le «passage du nord-est»

L'Astrolabe, le navire polaire français, a réussi à percourir en trente-sept jours les 14 450 kilo-

mètres du passage du nord-est, de Mourmansk d'où il était parti

jusqu'au détroit de Béring qu'il a passé le 24 août. Au cours de ce périple, le premier à être feit par un navire occidental depuis 1922,

l'Astrolabe, qui est « monté » jus-qu'à la latitude de 77,8 nord, a

eu besoin, pendant cinq jours, de

l'assistance de brise-glace soviéti-

ques qui lui ont ouvert la voie

dans une benquise épaisse de un

à cinq mètres.

NAVIGATION

court, Jennifer Capriati a surtout de collégienne. Pour le reste, ses profité de l'exceptionnelle maladresse de sa rivale, qui a collectionné les doubles fautes au service et les fautes directes dans muscles, elle a un nouveau coifl'échange. Gabriela Sabatini n'a pas été à la hauteur de sa position. Elle n'a pas livré le combat intraitable qu'on pouvait attendre d'elle. de la championne défendant son

Ce n'était donc pas la qualité de la partie qui suscitait la liesse des spectateurs et le dithyrambe des commentateurs. C'était la promesse contenue dans le résultat. Depuis que Jennifer Capriati a fait nel, en mars 1990, chaque confrontation avec Gabriela Sabatini a constitué une avancée dans sa carrière. Après six défaites consécutives, dont la demière en demi-finale à Wimbledon en juillet. l'Américaine avait franchi un seuil important, en battant pour la première fois l'Argentine à Toronto, début août. C'était en demi-finale, Gabriela Sabatini avait dû abandonner sur blessure. et Jenniser Capriati avait ensuite gagné le tournoi. Ici, elle a confirmé que cette victoire sur la troisième joueuse du monde n'était pas seulement due à un

Entre la gamine qui ployait encore l'an dernier sous le poids des raquettes dans les allées de Roland-Garros et la jeune fille qui emploie cette année un garde du corps pour transporter ses sacs à Flushing Meadows, il ne semble plus y avoir qu'un point commun : un sourire enfantin, un rire-

L'Astrolabe est arrivé dans le

port japonais d'Hakodate le 2 sep-

tembre et en est reparti le lende-

canal de Suez) où il est attendu

vers le 13 octobre. Il en repartira

le 15 octobre, pour desservir,

comme pendant chaque été aus-

tral, la station française de terre

épaules se sont étoffées, ses jambes se sont musclées, ses rondeurs se sont estompées. Elle est toute en feur, un nouveau préparateur physique et un nouvel entraîneur, en la personne de l'ancien joueur américain Tom Gullickson.

à 160 km/h

Tout cela fait que sa première balle de service sort de la raquette à près de 160 km/h, que son coup droit claque sur les lignes un peu comme celui d'André Agassi, et ou'elle a les expressions d'une vedette de série télévisée. Elle a gardé quelques défauts, une montée encore trop leute vers le filet. une certaine nervosité au moment de conclure. Mais, dans l'ensemble, le commanditaire qui lui a fait signer un contrat de trois ans pour un montant de 2 millions de dollars doit se frotter les mains.

Au cours des dix-huit mois écoulés, les prévisions - les prédic-tions? - de Chris Evert se sont en effet réalisées : Jennifer Capriati est classée dans les dix premières joueuses mondiales, elle compte à son paimarès quatre titres et elle a battu, au moins une fois chacune. Martina Navratilova, Monica Seles et Gabriela Sabatini.

Le prochain but fixé par l'ancienne championne du monde est une place dans les cinq premières mondiales pour la fin de l'année. Pour l'atteindre, il faudrait que Jennifer dispute la finale des Internationaux des Etats-Unis. Aucune joueuse de son âge n'y était encore parvenue. Mais quelle joueuse de son âge avait autant de qualités, à part Chris Evert ou Tracy Austin? **ALAIN GIRAUDO**

Résultats du 3 septembre Simples dames (Ouarts de finale) M. Seles (You, nº 2) b. G. Fer-

nandez (E-U), 6-1, 6-2; J. Capriati (E-U, n° 7) b. G. Sabatini (Arg, n° 3), 6-4, 7-6.

(Entre parenthèses la nationalité des joueuses et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

EN BREF

□ Rectificatif : la pollution de la Seine. - Dans l'article de notre correspondant à Rouen consacré au rapport de Greenpeace sur la pollution de la Seine (le Monde du 3 septembre), il était écrit que « les agriculteurs du bassin rejettent du DDT et des engrais». En fait, les agriculteurs ne peuvent rejeter aujourd'hui un produit interdit à la vente depuis plus de trente ans. Le rapport de Greenpeace notait sculement que l'on retrouve encore du DDT dans les eaux et les sédiments de la Seine, longtemps après

l'arrêt de son utilisation. Les insecticides employés aujourd'hui par les agriculteurs français ne contiennent pas de DDT.

Des centaines de milliers de poissons morts dans l'étang de Berre. – Des centaines de milliers de poissons sont morts par asphyxie, au cours des derniers jours, dans l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône). Des mesures récentes montrent un effondrement des teneurs en oxygène dissous de l'étang.

حكذا من الأص

4. 9. 44

and the develop a

De la la compania de la compania del compania del compania de la compania del compania de la compania del compania de la compania de la compania de la compania de la compania del compania

مجانيتين والمطاحات

Committee that was an

All the second s

्रा । विशेष सम्बद्धाः स्थानकः स्थानकः स्थानकः । स्थानिकारिकुः स्थानकः

is anjanjari

क कार्याः इ.क.

war-in the party

The second section of

Antidativity &

The second second

The Eleberated have

The second section

THE REPORT

The Paris Land Andrew St. Andrews

Charles Barry Will proposed

The same of the state of

Mr. William

.

12 A 1

.

 $T_{i}(\varepsilon)$

art by a

Party ...

The state of the s

Section 1

Les enseign

EDUCATION • CAMPUS

correct sur des réalités aussi mou-vantes?» L'interrogation ne porte indifférence, mèrris ou dans la déri-sion. Les événements actuels vont

national des programmes, « il ne au lycée professionnel d'application

lls sont pour qui déjà

EN OUZBEKISTAN?

Les enseignants chahutés par l'Histoire

L'effondrement du communisme en URSS déstabilise bien des professeurs

évidemment pas sur la seule période

récente. Au-delà des bouleverse-ments actuels, c'est toute l'histoire

de l'URSS et du mouvement com-muniste qu'il va falloir réapprendre

Sans doute, comme le note M. Jean-Clément Martin, professeur à l'université de Nantes et président

du groupe technique disciplinaire en histoire-géographie pour le Conseil

até confirme la décélération dépenses militaires

die Montantiale de la telenre. int, a confirme derskiet, and ta diperation from 14 dicere de retiene es

AN THINKIN

And mor fame. Je M.

entional des Etats Unis

THE PARTY OF THE PARTY. A FARE

s. C. State in Mile. mary 1994 Theorem and the n 11. Gligiter in december to

Tale Section er del elle a render to a ME AND SHITTER

MAR A COLOR

Marine Politices Region of

Favenir du projet -combit Learmonth's on production en internal

Celle décrease de la les mont des attentions and and # i fare all M Jean Aus - Frank de Roanne

Elbenet in ... NO MARK IN CO. **松田** 1250 - - - - -Tables : e de entre de la THE PARTY OF THE P - Martin Commence of the A495

> 3 40 82 5 A Proport ERTE SECTION final at the datan seri

Mint reserve ma chastr HOLESTON CO. F. Kt. Perisian Ballia Servi Market 1 15 15 C

* N 3 Crest . 1200 personal district gagerana in A Transport State . . . 2.37

Marie Contract

Herry - - 1 · 推翻 (1)

cesse reunion and the de Oldi Island

Pengagement ... Caute The development of the second of the s 13 sthreules icric VIIA see at fin Clause - American par le aparet d'acti (e i ministre -

Comment oublier, en effet, ces « vérités » apprises puis enseignées pendant dix, vingt, trente ans ou plus? Comment oublier le fracas d'octobre 1917? Comment effacer Potemkine et Stalingrad? Lénine et Gagarine? Que faire de ces interminables chapitres de manuels scolaires, plus jamis que jamais, sur l'organigramme du pouvoir soviéti-que ou les subtiles différences entre kolkhoze et sovkhoze?

partagés entre des exigences contra-dictoires et taraudés par mille sou-

Car la plupart des enseignants, au moins dans les lycées généraux, s'at-tendent à être bombardés de questions. « On l'a bien vu au moment de la chute du mur de Berlin ou pen-dant la guerre du Golfe : la demande des élèves est énorme. Pas plus que nous, ils n'échappent à cette sorte de fascination de vivre l'Histoire en direct, au jour le jour », note Alain Duret, la cinquantaine chevronnée, professeur au lycée Voltaire à Paris.

Et rares sont ceux qui imaginent pouvoir laisser cette curiosité sans réponse. Faute de manuels actualisés - mais comment pourraient-ils l'être? - ils mettent à jour leurs dossiers, collectionnent les «une» des journaux qui pourront servir de matériel pédagogique et enregistrent à tour de bras sur leur magnétoscope des bandes d'actualité

Derrière l'excitation de l'histo-Derrière l'excitation de l'historien, veille cependant la prudence de
l'enseignant. « il serait absurde d'esquiver l'actualité, mais il est essentiel
de mettre des garde-fous, de s'appuyer sur les événements actuels pour
tracer des perspectives plus longues et
pour essayer de mener une réflexion
historique avec les élèves », souligne
Michel Rapoport, professeur au Michel Rapoport, professeur au lycée de La Folie Saint-James de Neuilly. M. Jean Peyrot, président de l'association Historiens et géographes, qui regroupe les enseignants de ces disciplines, est plus net encore : «L'histoire de l'URSS jusqu'à nos jours, on peut en parler et on doit en parler. Cette exigence de coller à l'actualité est même nécessaire car on comprend mieux l'Histoire, surtout à dix-huit ans, à

partir du présent. Mais il faut être Massy : « Comment faire un cours très vigilant pour les examens. » Correct sur des réalités aussi mou-

U'EST-CE que ça rend modeste, tout ça...». « Ça va être dur avec les étèves, encore plus dur que l'an dernier »...l.es professeurs d'histoire et de géographie, au collège et surtout au lycée, ne sont pas les derniers à être bousculés par l'onde de choc déclenchée à Moscou depuis trois senaines. Ils se sentent même en première ligne, partagés entre des exigences contra-Prudence d'autant plus légitime qu'elle rencontre celle du ministère de l'éducation nationale. M. Lionel Jospin vient en effet de demander à l'inspection générale (le Monde du 4 septembre) de réfléchir aux dispositions à prendre rapidement pour tenir compte de la situation actuelle en Union soviétique dans les pro-grammes d'histoire et de géographie. Déjà, en septembre 1990, après les chambardements dans les anciennes « démocraties populaires », une cir-culaire avait fixé de sérieuses limites aux risques de confusion entre actualité et Histoire. Dans le cadre d'aallègements» du programme, il était décidé que les sujets du baccalauréat ne pourraient porter sur les chapitres concernant « les structures du pouvoir actuelles du monde socialiste». Pour la même raison, les sujets du bac ne peuvent plus porter, de manière exclusive, sur la période des dix dernières années. Salutaire

> Et l'on peut noter que lors de la auteurs de sujets ont prudemment évité de s'engager sur le terrain incertain de PURSS. Hormis un texte de M. Gorbatchev sur l'idée d'Europe et des questions beaucoup plus classiques sur les relations Est-Ouest (jusqu'en 1975), l'Union soviétique est largement absente des

invitation à réfléchir sur la longue

 Comment faire un cours correct?»

Ces garde-fous, s'ils sont de nature à rassurer les élèves... et leurs parents, soulagent à l'évidence les enseignants. Car au fur et à mesure que se délitait le système commu-niste, depuis quelques années, chiffres, données et anciennes vérités perdaient beaucoup en crédibilité. Même la géographie, qui a long-temps servi de terrain solide et neu-tre, à l'abri des incertitudes idéologiques, est devenue des plus aléatoires. Absence de statistiques fiables, éclatement des structures économiques, incapacité à rendre compte sérieusement de l'économie parallèle : tout contribue à rendre exercice périlleux. La démographie elle-même, note Patrick Eveno, professeur l'an dernier à Bobigny, est sujette à caution depuis que l'on sait que les résutats du recensement de 1937 avaient été sérieusement corrigés à la hausse, sur ordre de Staline. Bref, conclut Pierre Kerleroux,

enseignant au lycée de Vilegenis de

pour des aveugles. Ca fait dix ou quinze ans que ces interrogations sont posées. Les enseignants sont habitués aux révisions de l'analyse historique. Songez à l'histoire de la Chine contemporaine après la Révo-lution culturelle ou aux relectures en profondeur de la Révolution fran-çaise». « Cela fait plus de dix ans, ajoute Pierre Kerleroux, que le mythe de la révolution s'est effondré, que les tabous ont sauté et que les générations formées à l'école du marxisme ont peu ou prou coupé le

faut pas prendre les profs d'histoire

insistance: comment faire comprendre aux élèves le phénomène communiste? «Jusque vers 1983-1984. note Michel Rapoport, la révolution d'octobre avait encore une charge émotive forte. Et puis c'est devenu un évênement banal. Quand on parle aujourd'hui du monde soviétique,

d'Antony, le décalage est encore plus sensible chez les élèves de bac professionnel. « Il est difficile fessionnel. « Il est difficile pour les jeunes de comprendre l'URSS. Ils manquent de repères historiques, vivent les événements dans l'immé-diateté de l'image et de la télévision et ils ne disposent même plus de la référence ouvrière ou syndicale qui pouvait animer leurs parents. » Com-ment comprendre, dans ces conditions, que tant de gens aient pu se

beaucoup d'élèves écoutent avec

indifférence, mégris ou dans la déri-

accentuer le mouvement. » Que le

communisme ait pu engendrer un tel espoir pendant des décennies à

travers le monde, que l'URSS ait pu être vécue comme une « seconde

patrie » risquent de devenir, aux yeux des jeunes, des phénomènes aussi opaques et indéchiffrables que

l'histoire de la religion romaine ou

Pour Yves Santamaria, professeur

Les enseignants dans la panade »

A commencer... par des généra-tions d'enseignants. Si la plupart d'entre eux ont abandonné les enga-gements militants et pudiquement oublié leur attente du «grand soir», ils ne peuvent changer aussi facilement la conception de l'Histoire, matérialiste et marxiste, à laquelle bon nombre d'entre eux ont été

gnent. Et ils constatent que ce qui est aujourd'hui perdu pour de bon, ce sont les repères sur le sens de l'His-Et Patrick Eveno ajoute: « Longtemps on s'est appuyé sur l'analyse marxisante, ou l'inverse. Aujourd'hui, l'Histoire n'a plus de socle,

l'indéniable attrait pédagogique d'une explication, globale et logique

Depuis octobre 1917, l'histoire

avait un a sens v. Elle est brutale-

ment en train de le perdre. Les

même expressions reviennent avec

insistance chez bon nombre d'ensci-

gnants : remise en cause des notions de vérité et d'exactitude, fin des cer-

titudes, longtemps considérées

comme scientifiques, crise morale et déontologique, après la crise idéolo-gique des années 70. « Les collègues

sont dans une panade noire, souligne

carrément Jean-Clément Martin. Ils

cherchent à retrouver un sens global

à leur discipline et à ce qu'ils ensei-

de l'histoire.

c'est le vide. » Face à cette « perte de sens », les professeurs, explique Yves Santamaria, « se raccrochent à des compensations pédagogiques », mul-tiplient les exercices sur la relativité de l'Histoire et ses manipulations, sur l'évolution des points de vue concernant l'URSS ou sur la fiabilité des sources. Devant l'incertitude de la pensée, ajoute M. Martin, «ils orivilégient les réponses techniques. les savoir-faire plutôt que les conte-

Pour certains, ce relativisme est plutôt satisfaisant. « Les élèves comprennent très bien, si on le leur explique, qu'on ne peut plus leur apporter certitudes. Seulement formuler des problématiques. Ça ne dévalorise pas l'Histoire; ça la transforme en science expérimentale, comme la biologie», estime par exemple Francois Duret.

Mais l'inquiétude est latente chez beaucoup. Face au retour en force, inévitable, de thèmes traditionnels de la philosophie de l'Histoire (l'Histoire comme éternel recommencement, par exemple) comment réagiront les élèves? Cela ne risquet-il pas de renforcer, plutôt que l'esprit critique, une sorte de cynisme généralisé à l'égard de l'Histoire... et de la politique? Si c'était le cas, n'aurait pas fini de déstabiliser en profondeur, et pour longtemps, la société française.

GÉRARD COURTOIS

Rentrée pyrotechnique

vieuses, le cartable en berne et le moral au plus bas l Pour permettre aux quatre cents élèves de son établissement d'échapper à toute crise de morosité, M. François Pitiot, proviseur du lycée d'ensei gnement professionnel Francoise-Dolto au Fontanil (isère), a concocté une première journée détonante.

Ainsi, les lycéens qui entrent en classe de seconde et de première sont convoqués mardi 10 septembre, à 18 heures. Cet horaire inhabile coucher du soleil en prenant connaissance de leur emploi du temps. A l'issue de et leurs parents sont conviés. entre chien et loun, à un butfet avant d'assister à un spectacle laser et un feu d'ar-

«Le lycée doit être un lieu de vie s, explique M. Pitiot qui précise, si besoin était, qu'il n'envisage pas de transformer son établissement en annexe du Club Méditerranée. « Cette manifestation tend à prouver qu'un LEP situé à huit kilomètres de Grenoble peut être dynamique et attirant pour des ieunes. Par la même occasion, elle permettra aux élèves, aux enseignants et aux parents de se rencontrer de façon informelle», poursuit le proviseur. Quelques parents d'élèves,

interrogés lors des inscriptions, se sont déclarés favorables à cette rentrée à grand spectacle. En revanche, certains enseignants, à l'annonce des projets du chef d'établissement, ont oscillé entre l'ironie et l'accablement, sans pour autant y croire. Un courrier du 28 août met fin à ce suspense, indiquant que « la rentrée se précise ». Pour faire taire les grincheux, le proviseur présente un budget transparent : si le spectacle laser est gracieusement offert par une entreprise de la commune, les 3 000 F nécessaires au feu d'artifice, dits animation du plan d'urgence lycéen.

MICHÈLE AULAGNON

Les laborieux « projets » de M. Jospin

Pour accroître l'efficacité du système éducatif, le ministre de l'éducation nationale mise sur les « projets d'établissement ». Mais l'autonomie ne se décrète pas

général : après des décen-nies de croissance, l'éducation nationale est devenue une administration hyper-trophiée, opaque, centralisée et tatillonne. Trop empêtrée dans mille règlements dictés « d'en haut » pour être vraiment capable de s'adapter à la diversité des situations locales de ses milliers d'écoles, de collèges et de lycées. Non seulement cette lourdeur est paralysante pour le service public. Mais la démonstration n'est plus à faire mité ne garantit pas l'égalité des

Depuis son arrivée rue de Gre-nelle en 1988, Lionel Jospin a définitivement consacré quelques mots-clés, censés servir de ressorts à la modernisation de l'éducation nationale. La loi d'orientation du 10 juil-let 1989 entend ainsi favoriser « une dynamique nouvelle » construite autour des « projets d'éta-blissement » dont le ministre rappelle inlassablement, depuis deux ans, le rôle déterminant pour la réussite de l'objectif global qu'il s'est fixé (« conduire 100 % d'une génération à une formation et une qualification »). Depuis la rentrée 1990, chaque établissement scolaire est tenu de se doter d'un «projet», sorte de programme interne, de charte négociée entre les différentes parties concernées - administration, enseignants, parents et partenaires locaux mais aussi élèves dans le cas des lycées.

Mais la commande reste floue. Et l'éducation nationale a bien du mal à se transformer en maison de verre drier - ce qui est assez paradoxai et à rallier, du jour an lendemain, quand on a comme objectif de libé-

parence, efficacité et adaptation au « terrain ». Remis au ministre en juin dernier, un « audit » effectué par l'inspection générale entre octo-bre 1990 et mai 1991 sur le suivi des projets dans les collèges et les lycées de dix académies montre que l'affaire est mal engagée.

Des procédures formelies

La loi d'orientation du 10 juillet 1989 définit la nouvelle démarche en trois lignes lapidaires et fort peu explicites. Le projet d'établisse-ment, stipule le texte, « fixe les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des pro-grammes nationaux. Il fait l'objet d'une évaluation. Il précise les acti-vités scolaires et périscolaires prévues à cette fin ». Une telle imprécision a provoqué le désarroi des principaux intéressés, chefs d'éta-blissement et enseignants, partagés entre les interrogations sur la méthode - comment s'y prendre et par où commencer? - et les résistances ou les doutes sur le fond. Car la « démarche de projet » peut être un formidable outil de cohérence interne, mais elle peut aussi diviser les enseignants et les obliger à de pénibles remises en cause.

Très attendue, une circulaire de cadrage sera publiée dix mois après l'adoption de la loi d'orientation. Mais elle décevra l'attente d'équipes désarmées, en quête de boussoles. Le texte ne va guère au-delà de la déclaration d'intention et il fait surtout une large place aux détails de procédure et de calen-

E constat est désormais les nouveaux mots d'ordre : trans- rer l'initiative et de renforcer l'au- n'échappe pas à ces atermoietopomie.

> Mais c'est surtout, comme le soulignent les inspecteurs généraux dans leur rapport, l'absence de véritables structures de pilotage qui a compromis le démarrage de la nou-velle politique. A l'instar de leur « base », les recteurs et les inspecteurs d'académie ont eu le plus grand mal à traduire la commande du ministre. Pour se former à la nouvelle démarche, élaborer leurs projets, en assurer le suivi et l'éva-luation, les établissements devaient bénéficier de l'aide logistique de divers e groupes de pilotage » constitués au niveau académique ou départemental. Mais le relais ne s'est pas fait et le pilotage de la politique de M. Jospin reste lacu-naire. Bien sûr, tempèrent les inspecteurs généraux, ces dispositifs sont récents et par conséquent adaptables, mais « ce nouveau mode de management du système éduca-tif » a pris à contre-pied une hiérarchie « encore imprégnée de la logi-que ancienne». « Le premier effet de l'obligation faite aux établissements d'élaborer un projet, note le rapport, a été d'engendrer de nouvelles montagnes de papier et d'engendrer des procédures supplémentaires très for-

Atermolements Rue de Grenelle

« Peu d'académies ont élaboré un projet académique, note encore l'inspection générale. Mals le plus préoccupant est l'absence, chez les principaux responsables, d'une conception unifiée de la notion de projet d'établissement.» Et l'administration centrale elle-même

ments: le rapport note avec humour qu'un travail « sur le concept même de projet d'établissement » a été entrepris, dans le cou-rant de l'année 1991, sous l'égide de la direction des lycées et collèges du ministère. « Une mission déroutante car elle laisserait supposer que les établissements sont légalement tenus de mettre en œuvre une notion

qui n'est pas encore stabilisée.» Le rapport épingle avec brutalité le manque de professionnalisme de certaines pratiques de formation et d'aide aux établissements, ou encore l'insuffisante implication des différents corps d'inspection. Ainsi, à la date de l'enquête, en mars 1991, deux académies sur dix seulement (Lille et Orléans-Tours) étaient en mesure de fournir un document formalisé sur les projets d'établissement et la politique menée dans l'académie. Deux autres (Dijon et Créteil) s'apprêtaient à faire de même.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que le dispositif académique ait été mal connu de plus de la moitié des chefs d'établissement, comme le signale le rapport, et qu'il ait été « ignoré » de la quasi-totalité des personnels, a fortiori des parents et des élèves.

Des actions de formation existent dans toutes les académies passées au crible, avec une grande diversité d'intervenants, d'objectifs et de contenus. Mais elles n'échappent pas toujours au « saupoudrage » qui reste le plus souvent « la règle ».

> **CHRISTINE GARIN** Lire la suite page 12

Les Métiers du Spectacie : UN PARI TECHNOLOGIQUE D'AVENIR, MÉTIERS DU SON, DE LA LUMIÈRE, DU COSTUME ET DU DÉCOR

FORMATION SUPÉRIEURE **AUX MÉTIERS DU SPECTACLE**

Accessible pour tous les étudiants et profes de niveau BAC, cerfiticat école + BTS Formation de technicien des métiers du spectacle Accessible pour les étudiants de niveau Seconde, certificat école + BT Renseignements : SCAENICA, 85, bd Camille-Blanc - 34200 SÈTE École Européenne Supérieure Privée des Arts et Techniques du Spectacle Tél. (16) 67.51.24.24 - Session de septembre - Inscriptions ouvertes



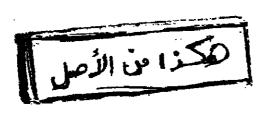
BA(Hons) in European **Business Administration**

Sont heureux d'annoncer que leur ancien diplôme est désormais accrédité au Royaume-Uni comme Licence Universitaire de Conmerce. A partir de septembre, le cours prendra le nom de BA (Hons) in European Business Administration.

 d'acquérir une connaissance solide des disciplines commerciales d'apprendre la gestion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise - de parvenir à communiquer effectivement dans les affaires · de faire partie d'un environnement étudiant multinational

 de maîtriser trois langues européennes · d'étudier dans trois des pays suivants: France, Allemagne, Italie, Espagne, Angleterre

Pour tous renseignements complementaires, venillez contacter: The Registry, European Business School, Regent's College, Inner Circle, Regent's Park, London NWI 4NS. Tél: -+4471 487274.00 Télécopie: ++4471 487.74.65



La rentrée de A à Z

ANNÉE SCOLAIRE. Le calen-drier scolaire triennal adopté par le Conseil supérieur de l'éducation en juin 1989 a été modifié en avril 1991 sur la demande pressante des organismes de tourisme. Mais les modifications apportées concernent exclusivement les congés d'hiver et de printemps. Pour la première fois en 1990-1991, l'allongement du dernier trimestre a reporté le départ en congé d'été à la première semaine de juillet. Cette disposi-tion, reconduite pour la présente année scolaire (les vacances d'été sont fixées au mercredi 8 juillet 1992), n'a pas eu l'effet escompté. Comme les années précédentes, l'organisation des examens – notamment du bacca-lauréat – a perturbé gravement le déroulement du dernier trimestre. Le premier ministre, M- Edith Cresson, s'en est ému le 19 mai dernier, au point d'exhorter le ministre de l'éducation nationale à « trouver des formules » pour éviter que les enfants ne « se retrouvent à la rue à partir du 15 juin ». Pour tenter de résoudre le pro-blème, M. Lionel Jospin doit annoncer, d'ici à la fin du mois pratiques concernant l'organisa-tion du baccalauréat, applicables dès juin 1992.

COLLEGE. La transformation des collèges marque le pas. Le ministère doit entamer la réflexion et un ensemble de propositions sera présenté d'ici à la fin de l'année. Un seul changement important à cette rentrée : la suppression de la physique-chimie en classe de sixième, une décision arrêtée en juillet 1990. La suppression de cette discipline en classe de cinquième prendra effet à la rentrée 1992.

NOUVEAUX DIPLOMES. Quatre nouveaux bacs professionnels sont créés à cette rentrée : aménagement-finition, hygiène et environnement, mise en œuvre des matériaux, logistique et transport. S'y ajoutent six nouveaux brevets de technicien supérieur (BTS) : génie optique, maintenance et après-vente automobile, audiovisuel, mise en œuvre plastiques et composites, métiers d'art (option costumier-réalisateur) et métiers du spectacle (option techniques de l'habillage). Deux autres BTS. commerce international et assu-

En outre, une section conduisant au baccalauréat technologique « hôtellerie » est créée en classe de seconde spécifique à la ren-trée. Elle concernera, à terme, 6 500 élèves de la seconde à la terminale. Enfin, le baccalauréat technique F1 (mécanique) s'enrichit de cinq nouvelles options.

ECOLE. C'est la grande réforme de l'année 1991 : après la phase d'expérimentation qui a touché les établissements de trente-trois départements l'an demier, l'ensemble des écoles maternelles et primaires vont devoir, à cette rentrée, modifier leur organisation pédagogique. Una organisation en trois cycles de trois ans se substi-tue en effet à l'actuel découpage en années. L'objectif est de mieux prendre en compte le rythme de chaque enfant et de favoriser le travail collectif des enseignants. Ces derniers auront un trimestre (jusqu'à la rentrée de janvier 1992) pour mettre en place la nouvelle organisation. Les horaires changent aussi. Les élèves ont désormais 26 heures de cours hebdomadaires (au lieu de 27). Le temps ainsi dégagé doit être utilisé par les maîtres pour la

FFECTIFS. La baisse des effectifs enregistrée depuis 1989 à l'école élémentaire se poursuit. On attend ainsi, dans les écoles élémentaires publiques 3 658 900 élèves (soit une baisse de 0,7 % par rapport à 1990). Dans l'enseignement pré-élémentaire, en revanche, les effectifs devraient être en légère hausse : 2 328 300 élèves sont ettendus (+ 0.2 %).

Dans le second degré, les tendances observées l'an dernier 55 000 élèves supplémentaires devraient être accueillis (+ 1,2 % mière fois depuis la rentrée 1984 les effectifs des collèges augmentent (+ 1,2 %). En revenche la progression devrait se stabiliser au lycée (+ 0,9 % au lieu de 7 % à 8 % les années précédentes). Mais c'est dans les formations post-baccelauréat que l'on s'attend à la hausse la plus spectaculaire: + 11.3 %.

EVALUATION. Pour la troisième année consécutive. l'évaluation des acquis des élèves entrant en CE2 (cours élémentaire deuxième année) et en sixième sera organisée au tout début de l'année scolaire. En outre, un livret scolaire, conçu à partir des compétences à acquérir par les enfants, et qui devra servir de lien entre les maîtres et les parents est en cours d'élaboration.

UFM. Après une phase expérimentale conduite durant l'année scolaire 1990-1991 à Grenoble, Lille et Reims, un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) ouvre, cet automne, dans chaque académie. L'objectif est de créer, autour d'une ou plusieurs universités, un pôle regroupant l'ensemble des movens existants : écoles normales d'instituteurs (ENI), écoles normales nationales d'apprentissage (ENNA), centres pédagogiques régionaux (CPR), centres de formation des professeurs de l'enseignement technique (CFPET). Qu'ils se destinent au professorat ou au métier d'instituteur, les futurs enseignants seront désormais formés en deux ans dans le même établissement. Un tiers de la formation sera consacré aux stages sur le terrain. Pour l'encadrement des étudiants, 300 emplois d'enseignants-chercheurs sont créés ; ils s'ajoutent au potentiel pré-existant (2 400 emplois). Les premières promotions d'enseignants ayant bénéficié d'une formation complète en IUFM sortiront en juin

LYCÉES. Les lycées vont entrer dans une période de transition avant la grande réforme annoncée par le ministre le 25 juin demier et qui doit entrer en application à partir de la rentrée 1992. Le remodelage des séries autour de grandes dominantes, l'introduction d'une part d'enseignement modulaire ainsi que l'allègement et la rénovation des programmes constituent les grands axes de la réforme en cours. C'est pendant cette année scolaire que le minis-tère va devoir définir les nouveaux programmes. Les élèves de terminale subiront, en principe, les épreuves du baccalauréat rénové à la session de juin 1995.

∠EP. Remaniée à la rentrée 1990 et définie pour trois ans, la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP) se poursuit. Elle concerne 6 454 écoles, collèges et lycées publics, soit près de 10 % des établissements sco-laires. Un crédit spécifique de 101 millions de france est inscrit au budget 1991. En outre, dans le cadre du Plan d'urgence pour les lycées, l'effectif maximum devrait être porté à 25 élèves par classe dans les lycées professionnels et à 30 élèves par classe pour les lycées d'enseignement général et technique. L'indemnité de sujétion spéciale dont bénéficient les enseignants exercant en ZEP, d'un montant annuel de 2 000 francs en 1990-1991, sera portée à 4 100 francs cette année.

Plateau du Moulon BP 127 91403 ORSAY Tél.: 69-41-00-40 poste 350

FORMATION CONTINUE

INFORMATIQUE MESURES PHYSIQUES CHIMIE

3 diplômes universitaires de technologie (DUT) à temps partiel, l an à temps pl Dates limites d'inscription : mi-septembre 1991.

Ecoles à la carte à Joinville-le-Pont

La municipalité a décidé de supprimer la sectorisation dans le primaire

loi du 28 mars 1882 : dans les communes qui ont plu-sicurs écoles publiques, le ressort de chacune d'entre elles est fixé par un arrêté du maire et les familles doivent se conformer à cette « carte scolaire ». Assoupli depuis quelques années pour les collèges et les lycées, le système est encore général dans le primaire.

C'est cette règie, plus que cente-naire, que le conseil municipal de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) a décidé, le 28 mars dernier, de supprimer. Dès cette rentrée, et pour la première fois, les inscriptions des élèves dans les trois écoles de la commune peuvent échapper à la traditionnelle sectorisation. Les parents sont donc libres, en principe, de liberté qui ne fait pas l'unanimité et suscite l'inquiétude de parents, d'enseignants et d'élus.

Ils craignent, en premier lieu, de voir s'installer une ségrégation scolaire et un enseignement à deux vitesses. La commune compte en effet trois écoles : une sur la rive gauche de la Marne, Palangis, dite Oudinot (18 classes, 453 élèves) qui jouit d'un monopole géographique, et deux sur l'autre rive, Eugène-Voi-sin (9 classes, 206 élèves) et Jean-Charcot (11 classes, 268 élèves). L'école Jean-Charcot a vu défiler des générations d'instituteurs et ses écoliers en jeans et baskets qui écrivent au stylo bille sont les héritiers de ceux qui, blouse grise sur le dos, galoches aux pieds, venaient tremper leur plume dans des encriers de porcelaine. Bref, Charcot, c'est la

de M. Jospin

En outre, même quand les forma-tions offertes ont été bien structu-

rées, comme à Créteil, Dijon ou

Orléans-Tours, il semble qu'on ait

négligé partout, souligne le rapport, « d'informer et de convaincre les enseignants ». « L'indifférence au pro-

jet d'établissement continue à préva-

loir parmi les pédagogues, précise l'inspection générale, quand il ne

l'opposition ou la réserve de la majo-

La démarche de projet implique que les relations entre établissements

et administration changent radicale-

ment de nature. C'est évidemment le virage le plus difficile à négocier. Les

autorités académiques ont un droit

de regard sur les projets soumis par

les établissements, mais les critères

retenus semblent très flous et la pro-

cédure de validation, trop rigide,

comporte d'importants « risques de dérive bureaucratique ». Lors du lan-

Professions: Ingénierie

et Management Culturels

Institut Supérieur

de Management culturel

développement, mais il a besoin

de cadres compétents formés à

la production, à l'administration,

à la programmation artistique et à la programmation architecturale.

L'ISMC, créé par Claude Mollard,

vous propose un enseignement

unique en France: un 3 cycle Supérieur de spécialisation de

Management et d'Ingénierie Cultu-

rels d'une année, encadré par les meilleurs spécialistes de ce secteur.

Recrutement sur concours ouvert aux : Grandes Ecoles IEP, ESC, Maîtrise, DEA,

Gestion Droit, Sciences -

Economiques, Lettres,

Sciences... au expérience

professionnelle,

Date limite de remise des dossiers

le lundi 16 septembre 1991.

Renseignements : ISMC tenent privé d'enseignement su

3, rue Danville 75014 Paris

Le secteur culturel est en plein

rité des organisations syndicales. »

Les laborieux « projets »

A règle est établie depuis la fruit de la nécessité, imposée par la construction de deux groupes d'HLM, Barbusse et Leclerc. Depuis son ouverture en 1976, que ses enseignants se démènent ou qu'ils restent cois, elle a médiocre réputation. Pourtant, elle se situe dans la movenne nationale, avec, comme partout, son lot de bons et de moins bons élèves. Mieux, proche de Charcot, elle se partage avec elle l'accueil des enfants des cités HLM. Voisin a donc tout à craindre de la désectorisation. Bien sûr, les enfants qui ont commencé leur scolarité ici vont y poursuivre leur cursus, et les départs sont peu nombreux (dans les CM2, par exemple, il n'y a que deux enfants qui partiront pour Charcot).

du gnetto

En revanche, les Joinvillais de fraîche date sont très sensibles aux rumeurs. Ainsi, la totalité des habitants du nouveau quartier des Cana-diens qui, face au bois de Vincennes, aligne des immenbles faisant assaut de verre et de marbre, ont choisi l'école Charcot. Mª Jeannine Lesèvre, directrice de Voisin, constate, désabusée : « Une seule famille des Canadiens est venue se renseigner ici, et elle a choisi Charcol. » Cette situation a même donné naissance à une rumeur selon laquelle la ville aurait choisi la désectorisation pour permettre aux Canadiens de ne pas mêler leurs enfants à ceux des HLM.

Si les risques d'une école ghetto ne se posent pas dans l'immédiat, de glissement en glissement, qu'en sera-t-il demain? M= Lefèvre pose déjà radition. la question : « Faut-il faire une école L'école Eugène-Voisin, elle, est le où l'on n'accueille que les enfants des

cement de la nouvelle politique, en

1990, « la lecture des projets s'est trop facilement apparentée à la correction d'une copie parfois renvoyée sans ménagements aux rédacteurs ».

signale crument l'inspection. En

outre, le contrôle se réduit le plus

souvent à un strict examen de conformité avec les objectifs officiels,

sans qu'intervienne de jugement de valeur sur la qualité pédagogique des

Cette validation chaotique des

projets est censée permettre la distri-bution d'éventuels moyens supplé-

mentaires. Or ces aides financières

sont « symboliques », insuffisantes, en tout cas, pour stimuler le zèle des

différents acteurs. Elles ne représen-

taient, en 1990, que 0.32 % de l'en-semble des moyens délégués par l'Etat aux établissements du second

degré. Et des problèmes de calendrier

viennent en outre compliquer les choses : ainsi, en 1990, les crédits

alloués au titre des projets d'établis-sement ont été connus le 25 juin,

date à laquelle l'organisation de l'an-

née scolaire suivante est largement bouclée, au moins dans ses grandes

lignes. Surtout, les autorités académi-

ques ont le plus grand mal à rompre avec leur règle de répartition uni-

forme des crédits qui occulte la diversité des établissements. Or, sou-ligne le rapport, dans un établisse-

ment d'enseignement, le projet est

cités? Sans créer une ZEP (zone d'éducation prioritaire) pour autant, car le profil ne s'y prête pas?» Autre source d'inquiétude : face à la désec-torisation, l'inspection académique ne va-t-elle pas globaliser les effec-tifs, entraînant d'inévitables fermetures de classes à Engène-Voisin. Il n'en est pas question aujourd'hui, mais demain?

Pour la mairie de Joinville, la suppression de la carte scolaire est uniquement motivée par le nombre sensible de dérogations demandées par les familles pour divers motifs, et toujours accordées, ainsi que l'explique M= Danièle Villebonet, directrice du service scolaire. La désectorisation ne ferait donc qu'entériner un état de fait d'autant que, selon les services municipaux, les changements sont demandés essentiellement par des personnes qui auraient sollicité des dérogations. Pour éviter tout bouleversement dans les effectifs existants, un règle-ment a été mis au point. Les parents peuvent demander, lors de l'inscription, l'établissement de leur choix. Mais cette décision est prise pour toute la durée de la scolarité ma nelle ou primaire. En cas d'effectif supérieur aux possibilités d'accueil dans une école, des règles de priorité, prenant notamment en compte l'avis des directeurs, ont été insti-

Publicité dans le bulletin municipai

L'aspect le plus iconoclaste de la réforme engagée à Joinville est la possibilité donnée, à partir de sep-tembre, à chacune des trois écoles maternelles et des trois écoles pri-maires, de «se faire leur publicité»

d'abord « une démarche qui vise à articuler les objectifs pédagogiques et

L'inspection générale relève un autre paradoxe : dans les règles actuelles du fonctionnement du système, les établissements qui parviennent à accroître leur efficacité n'en retirent aucun avantage. Par exemple, un collège qui parvient à faire chuter son taux de redoublement de 14 à 5 % perd, en huit ans, environ 70 élèves et donc 6 postes d'enseignants qui sont remis dans le pot commun. De quoi décourager bien des bonnes volontés.

Sur la question des moyens finan-ciers, l'ambiguîté doit être levée, juge l'inspection générale. Le ministère de l'éducation nationale doit clairement afficher que le projet d'établissement est d'abord «un moyen de mieux utiliser les moyens existants ». Ce qui n'empêche pas de soutenir des actions particulières, mais à une condition : qu'elles soient financées après une évaluation de leurs résulats, et non a priori, comme c'est le cas actuellement. A l'échelon de l'établissement comme à l'échelon académique, l'inspection générale plaide pour une véritable « contractualisation » impliquant un « intéresse-ment » à l'amélioration de la qualité et l'établissement d'un calendrier « global et cohérent ». Mais finalement, assure t-elie en conclusion, «il s'agit moins de prendre de nouvelles décisions que de tenter de dégager l'art de faire aboutir celles qui ont déja été prises». Tout un pro-

la gestion des moyens».

CHRISTINE GARIN

Le Monde L'EDUCATION SEPTEMBRE

ENQUÊTE

Ecole primaire la grande réforme

Dès le 10 septembre, toutes les écoles maternelles et élémentaires de l'Hexagone doivent se mettre au diapason d'une nouvelle réforme. Ses objectifs : éviter la rupture entre l'école maternelle et l'école élémentaire, instaurer des cycles scolaires de trois ans, permettre d'apprendre sans redoubler.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

les universit changent d

deux pages leur seront offertes pour qu'elles puissent « présenter leurs activités, leur fonctionnement, se mettre en valeur, faire en sorte que le message passe mieux avec les familles». L'école maternelle La Fontaine aura le redoutable honneur d'essuyer les plâtres. L'initiative est, là encore, controversée. Là où certains voient une stimulation, d'autres entrevoient une compétition qui pourrait créer une atmosphère électrique entre écoles. L'inspection académique, de son

par l'intermédiaire du bulletin

municipal. Chaque mois, une ou

côté, suit l'expérience avec une évidente attention. Si elle reste muette et n'a pas à intervenir, elle peut être, néanmoins, plus qu'un simple témoin. L'affectation des enseignants, qui est de son seul ressort, pourrait corriger, le cas échéant, des déséquilibres dans les effectifs, car il ne saurait être question d'avoir des écoles vides et d'autres surchargées, ou d'imposer de longs déplacements aux enfants. La ville de Joinville l'a bien compris en instituant un vrai garde-fou avec son reglement. C'est pourquoi l'inspecteur d'académie, M. Jacques Pépin, s'il est vigitant, se dit « calme et serein devant cette décision qui ne paraît pas poser de problèmes insurmontables ». Pour l'immédiat, et dans le

contexte joinvillais, la révolution dans les textes n'est suivie que de faibles effets sur le terrain. Ce qui permet au maire, M. Pierre Aubry (divers droite), de conforter sans frais son image d'élu libéral. Et pourrait bien lui valoir des émules...

FRANCIS GOUGE

12.73

La Banque mondia

en première ligne

A Service - Batteriology April

Company of the second

The state of the s

The second of the second

一体性多种类

And the stranger

The same of the same of the same of

and the state of the

e de de entrancée

THE PERSON OF TH

Echec scolaire et caries dentaires

Depuis 1990, sur la base d'une convention signée entre l'Éducation nationale, la délégation interministérielle à la ville (DIV) et la Caisse des dépôts et consignation, des actions de lutte contre l'échec scolaire sont financées dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP). M. Jean-Yves Rochex, chercheur à l'univer-sité Paris-VIII et spécialiste des ZEP, a été chargé par la Caisse des dépôts d'évaluer la procédures de financement. L'enquête, actuellement en cours, porte pour l'instant sur quatre-vingt-dix dossiers.

Le constat n'est pas glorieux. Nombreux ratés dans la circulation de l'Information, problèmes de calendrier, et incapacité, chez les décideurs, à sortir du quantitatif : les observations sont peu ou prou les mêmes que celles de l'ins-pection générale sur les pro-jets d'établissements. Ainsi, pour éviter le saupou-

drage des moyens, les signa-taires de la convention s'étaient mis d'accord pour ne pas accorder de financements inférieurs à 50 000 francs. En bout de course, on s'aperçoit que 35 % des aides accor-dées sont dans ce cas... De même, sur les quatre-vingt-dix dossiers étudiés, seize ne permettent pas de connaître avec précision les publics concernés; et onze seulement concernent l'ensemble des établissements d'une ZEP, alors que la convention ne devait, en principe, retenir que

des « projets de quartier». « Si l'utilité de chacune des actions financées ne peut être mise en doute, analyse Jean-Yves Rochex, leurs liens avec la réussite scolaire méritent d'être interrogés (...). Si les actions de prévention et actions de prévention et d'éducation à la santé ne sont certes pas inutiles dans les quartiers en développement social comme ailleurs, leurs liens avec l'amélioration de la réussite scolaire restent à démontrer : caries et féculents seralent-ils directement fac-teurs d'échec scolaire? ». Les projets de nature culturelle apparaissent, pour leur part, souvent juxtaposés aux apprentissages, voire délé-gués à des animateurs par les

enseignants. enseignants.

Derrière ces projets, apparaissent en réalité des représentations très a globalisantes » et figées de l'échec scolaire. Elles sont souvent un obstacle, estime Jean-Yves Rochex, à l'identification des difficultés réelles rencontrées par les élèves — et les enseignants — dans la voie de la réussite.



Lange.

Mitwift ... de d'anne M. Marie

de eco. ...

Echec sor et caries (3)

#16.785 W

.

#to! A 142 11 15.00

\$ 15. 15

*2500

garacta i

 $_{\mu_{2}},\gamma_{1}$

Les universités de l'Est changent de modèle

En Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie l'enseignement supérieur est en pleine reconstruction

PRÈS avoir mis fin à la tutelle politique et restauré l'autonomie des universités, les responsables de l'enseignement supérieur des pays centrale sont maintenant engagés dans une tâche autrement délicate : rénover en profondeur des systèmes universitaires paralysés par quatre décennies de bureaucratie

Des changements radicaux sont déjà intervenus, comme le remplace-ment des recteurs, doyens et directeurs de départements conservateurs par de nouveaux responsables librement élus. Ou le renvoi des enseignants incompétents, qui ne devaient leur poste qu'à leur loyanté à l'égard du parti. De même, des facultés fermées par les autorités communistes ont rouvert leurs portes, comme celles de théologie. Enfin, un certain nombre d'établissements, parmi les plus importants, ont commencé à introduire des systèmes d'unités de valeur («crédits») qui permettent pour la première fois aux étudiants d'avoir un choix de cours, encore limité certes, mais plus large qu'auparavant. Et de nombreuses universités sont en train de mettre en place des cursus à l'occidentale avec les trois étapes de la licence, de la maîtrise et du doctorat.

Mais les mutations décisives prendront des années. Il en ira ainsi de l'augmentation des flux d'étudiants ou de l'élévation de la qualité de l'enseignement à un niveau comparable à celui des pays occidentaux. Cette transformation est plus avancée en Pologne et en Hongrie, où des réformes ont déjà été engagées, de façon informelle, au cours des années 80. La Tchécoslovaquie leur a rapidement emboîté le pas. Dans ces trois pays, en effet, les pouvoirs publics ont adopté des lois qui accordent aux universités une autonomie presque totale, aussi bien pour la ges-tion que pour l'enseignement.

la culture générale ·

« Nous sommes comolèment libres de nas mouvements note avec satisfac-tion M. Andrzej Wroblewski, recteur de l'université de Varsovie. La seule pression que le gouvernement pourrait exercer est financière, et il s'en garde.» Véritable révolution par rapport à l'ancien régime, où les autorités communistes contrôlaient pro-

«La première étape du changement est achevée, estime pour sa part M. Vlastimil Parizek, directeur du département des sciences de l'éduca-tion de l'université Charles de Prague. L'économie de marché devrait jouer, à partir de maintenant, un rôle impor-tant » dans le choix des nouveaux

A cet égard, les établissements les plus dynamiques poursuivent deux

La Banque mondiale commence à jouer un rôle actif dans la réforme des systèmes d'enseignement supérieur en Europe de l'Est. Elle a

consacré à l'enseignement supé-rieur. Et la banque discute actuelle-

ment de prêts comparables avec la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la

Mais pas question de chèques en blanc. Pour chaque pays, la Banque mondiele a envoyé sur place des équipes d'experts afin de dresser un diagnostic précis des systèmes uni-versitaires. Les rapports établis par ces analystes tracent les grandes tonce des désignes procespartées.

lignes des réformes recommandées par la Banque et qui sont la condi-tion nécessaire à l'obtention de

prêts. On ne saurait être plus incita-tif.

Délicate

mutation

Les transformations préconisées par les experts internationaux visent

systèmes universitaires selon le modèle occidental, où chaque insti-

modele occaerna, où chat, a la strutton est jugée sur ses résultats et dispose d'un large degré d'autonomie. Délicate, voire douloureuse mutation dens bien des cas. D'une

manière générale, la Banque mon-

diale critique, en effet, l'existence

d'établissements trop nombreux et trop spécialisés, tout comme la cou-

pure entre enseignement et

ement à créer à l'Est des

objectifs : introduire des enseigne-ments qui n'étaient pas tolérés pen-dant la période communiste et créer des formations indispensables au développement de l'économie de marché, en particulier dans les domaines de l'économie, de la socio-logie, de l'informatique, du management et des sciences politiques. Mais, comme l'explique M. Jerzy Gasio-rowski, chargé de l'enseignement supérieur au ministère polonais de l'éducation, l'orientation essentielle des responsables universitaires est de « recréer l'Université traditionnelle, lar-

gement basée sur la culture générale». Cela passe d'abord par des réformes de structure. Depuis les années 50 et sur le modèle soviétique, bon nombre de grandes universités d'Europe centrale avaient été démantelées et fractionnées en établissements plus modestes et plus spécialisés, que l'on qualifie aujourd'hui, par dérision, d'« usines à diplômes ». Les ministères de l'éducation ont donc commencé à regrouper ces établisse-ments. Il s'agit à la fois de supprimer des administrations redondantes et de reconstituer un climat d'interdisciplinarité jugé plus favorable au dévelop-pement de la recherche.

Doubler le nombre des étudiants

L'une des premières restructurations de ce type est prévue à Debre-cen, où les quatre universités exis-tantes et plusieurs instituts de recherche vont être réunis pour reconstituer la grande université qui existait, avant les années 50, dans cette ville de l'est de la Hongrie. Même en Tchécoslovaquie, où les communistes n'avaient pas démembré les vieilles universités, les respon-sables souhaitent vivement « mettre un terme à la spécialisation excessive des établissements et restaurer un enseignement théorique plus général afin de former les étudiants à l'analyse systémique», selon la formule de M. Libor Paty, premier vice-ministre chargé de l'enseignement supérieur de la République schèque.

Dans le même esprit, les responsa-bles entendent renforcer l'Université mettant un terme à la séparation stricte entre enseignement et recherche. A l'image du modèle sovié-tique, les académies de sciences de chaque pays de l'Est étaient largement mies sont en train de perdre beaucoup de leur pouvoir et de leurs cré-dits. Certains de leurs instituts de therche sont rattachés aux universités. En Pologne, le nouveau Comité pour la recherche scientifique, compa-rable à la Fondation nationale pour la science des Etats-Unis, est désormais responsable de la répartition – sur critères scientifiques et non plus politi-ques – des crédits du gouvernement. Un autre besoin crucial est d'ouvrir

La Banque mondiale en première ligne

Ce diagnostic a pu samer quelque consternation parmi les responsables universitaires. Mais, d'une manière générale, il semble plurôt superieur en Europe de l'est calc de récemment approuvé un prêt de 150 millions de dollars pour aider la Hongrie à renforcer sa politique d'éducation, de formation et de recherche; un tiers de ce prêt est favorablement accueilii. «La Banque mondiale, comme le programme européen TEMPUS, force les universids à devenir moirs conservatrices et à engager les réformes néces-saires», estime ainsi M. Tamas Lajos, directeur du département de ique à l'université de technologie de Budapest et responsable des relations internationales à la conférence des recteurs hongrois. Et, si la Banque n'est pas encore engagée dans une politique d'aide au développement universitaire avec la Pologna, la Yougoslavie ou l'Al-banie, elle s'attend à être sollicitée

> Fournis à des taux avantageux et pour de longues périodes (quinze à dix-sept ans en général), les prêts de la Banque mondiale sont essen-tiellement destinés à financer des équipements lourds : matériel scientifique, fonds documentaires, accès aux banques de données, financement d'échanges avec les pays occidentaux, etc. Pour M. Raiph Harbison, responsable à la Banque mondiale de la division des res-sources humaines pour l'Europe centrale et orientale, une chose est sûre : «Les investis saires pour amener les universités de l'Est au niveau des standards

rapidement par ces pays.

plus largement les portes de l'Université. Rapporté à la population globale le nombre d'étudiants dans les pays d'Europe centrale et orientale est inferieur de moitié à celui de l'Eurone de l'Ouest. M. Jaroslav Kalons, au ministère de l'éducation de la République tchèque, estime que pendant les dernières années du régime com-muniste la Tchécoslovaquie n'a consacré que 5 % de son produit intérieur brut à toutes les dépenses d'édu-cation. Citant des chiffres de l'UNESCO, il souligne qu'entre 1965 et 1985 son pays est passé de la 22 à la 72 position internationale pour la part de PNB consacrée à l'éducation.

jours mis en avant leurs efforts en matière de formation. Les gens savent maintenant que c'était un mensonge», Dans les trois pays d'Europe centrale, les responsables sont donc una-nimes : il faut doubler le nombre des étudiants. Ils reconnaissent toutefois que c'est une perspective à long terme. En Pologne et en Hongrie, on estime qu'il y aura cette année 10 à 15 % de nonveaux étudiants de plus une augmentation de cette ampleur s'est déjà produite l'an dernier, mais beaucoup d'universités n'étaient pas prénarées à une telle croissance et on

s'attend, pour 1991-1992, à un retour

« Les autorités communistes ont tou-

Mais c'est en Hongrie que la poli-tique est la plus volontariste : d'ici trois on quatre ans, les autorités espèrent augmenter de 60 % le nombre des étudiants. Le projet de loi sur l'enseignement supérieur, attendu pour le mois de décembre prochain, devrait y contribuer en supprimant ou financiers à la création d'universi-tés privées. En outre, le ministère de l'éducation a récupéré un certain nombre de bâtiments militaires libérés par le départ des troupes soviétiques, ainsi que des immeubles qui appartenaient au Parti communiste. Tous ces bâtiments seront utilisés à la fois pour le logement et pour l'ensei-

Inertie, conservatisme et pénurie

Seion l'avis général, deux pro-blèmes majeurs entravent la volonté tisme et l'inertie d'une partie de l'ad-ministration du système universitaire, et, d'autre part, l'insuffisance des crédits gouvernementaux, qui ne progressent pas aussi vite que l'inflation.

Parmi ces trois pays, c'est en Pologne que la pauvreté universitaire est la plus sensible. Sans doute les salaires des enseignants ont-ils été indexés sur l'inflation, mais les crédits de maintenance des universités ont à nouveau diminué cette année. C'est Varsovie, M. Wroblewski, recherche de nouvelles sources de financement auprès de fondations, d'entreprises ou d'autres programmes gouvernemen-taux. Il craint cependant les mouvements de mauvaise humeur à la ren-trée : « On se bat pour trouver des crédits. Mais je ne sais pas comment les étudiants réagiront quand ils constateront que les locaux ne sont toujours pas entretenus.»

A Prague, l'université de technologie s'est tournée vers l'étranger pour rénover trois grands bâtiments délabrés. Elle vient en effet de signer des contrats avec des entreprises occiden-tales qui prendront à leur charge le coût des travaux et récupéreront leur investissement en louant, pendant plusieurs années, l'hôtel et les locaux commerciaux aménagés dans ces bâtiments. Pour M. Stanislav Hanzl, recteur de cette université, le problème est simple : « Le gouverne ne peut nous donner un centime pou ces rénovations. La seule solution actuellement est de nous débrouiller de notre côté.»

BURTON BOLLAG

UNIVERSITÉ PARIS XIII DEA **DROIT PUBLIC** ÉCONOMIQUE

DEUX FILIÈRES : • DROIT INTERNE DROIT INTERNATIONAL

Université Paris Nord Faculté de droit, sciences politique et sociales (bureau H 209) rvenne J.B.-Clément, 93430 Villeta Tél.: 49-40-32-84

ET COMMUNAUTAIRE

Renseignements et inscriptions :

POINT DE VUE

EDUCATION • CAMPUS

Quel syndicalisme universitaire?

par Francine Demichel

N a usé et abusé du terme e crise . Pourtant, cette fois, le mot est faible pour qualfier l'état de délabrement des structures syndicales de l'enseignement supérieur, tant le syndicalisme y apparait comme moribond.

Il faudrait, pour s'en étonner, souffir d'un singuier défaut de lucidité. Car le mai vient de loin, et la situation actuelle n'est somme toute que le résultat inévitable d'une pratique désastreuse.

Dans l'enseignement supérieur, le paysage syndical tend de plus en plus à ressembler à un désert. Les militants se font rares, le taux d'adhésion devient groupusculaire. Encore, pour beaucoup de ceux qui restent, le maintien a-t-il les allures d'un acte de fidélité désespéré, ou de lessitude. Et particulièrement éprouvante est, à cet égard, la situa-tion des «rang A». Comment en iffet se syndiquer ou rester syndiqué si l'on a le malheur d'être à la fois professeur et de gauche et alors que l'on n'a le choix qu'entre des associations corporatives conservatrices qui ne s'appellent syndicats que par un abus de langage et des syndicats qui se voulant de gauche ne sont pas loin de considérer que la hiérarchie des classes, et qui s'estiment en tout cas obligés de construire leur discours et leur pratique autour de l'hostilité aux «mandarins»?

Dès lors, le syndicalisme universitaire est exsangue. Et sa représenta-tivité s'abaisse, par voie de consé-quence, dramatiquement. Dramatiquement, car comment dans ces conditions, avoir la crédibilité duelle des enseignants et, plus encore, pour les propositions relaqui sont actuellement de très grande importance si l'on veut passer à un enseignement supérieur de masse (réflexion sur la recherche universistatut de l'étudiant, durée de l'année universitaire, ouverture de l'université

sur le monde économique et social....}? Et comment le ministère qui, lui aussi, recherche les syndicats désespérément, trouverait-il, pour les mutations nécessaires, l'interlocuteur fort et représentatif dont il a besoin dans un État de droit et dans une

Fait de société ? La référence. désormais classique, est peut-être pertinente quelque part. Elle ne sau-rait servir d'excuse à des comportements irresponsables exprimés le plus souvent en forme de capora-

Défense syndicale et options partisanes

Comment qualifier autrement la démagogie lamentable qui consiste à ne pas séparer l'essentiel de l'acces-soire, à défendre les plus tristes incompétences, à occulter les pires manquements à la déontologie? Comment qualifier autrement la conception aberrante qui conduit à proposer les promotions, au sein des organismes consultatifs en foncque de la valeur scientifique? Et aui peut admettre l'aboutissement ultime et malheureusement logique : l'union sacrée pour la défense de ce temple du corporatisme qu'est devenu Conseil national des universités?

On peut souhaiter enfin que les dialogues nécessaires se déroulent autrement que dans une langue de bois dont ceux qui l'utilisent sont les seuls à ne pas comprendre qu'elle n'est plus supportable ni supportée. D'où une révision indispensable

de conceptions perverties : car la démocratie syndicale, elle aussi, se C'est un schéma conceptuel qui est à revoir, car il est fondé sur des confusions. Confusions, d'abord, entre droits légitimes et droits acquis. Tout acquis est tenu pour sacré, et tout ce qui est sacré doit être défendu... C'est ainsi que se construit un syllogisme au terme

naire dans son discours se transforme en machine à bloquer les mutations les plus indispensables dans l'enseignement supérieur. Confusion ensuite, et la plus grave sans doute, entre défense syndicale et options partisanes. Le socialisme est mort, à l'Est, notamment de la confusion de l'Etat et du parti. Mais parvenue iusqu'à certains syndicate universitaires de gauche qui continuent de réserver au ministère une opposition systématique qui relève davantage de calculs partisans que d'une logique spécifiquement synd-

Pour autant, on ne peut se résigner à la mort du syndicalisme Mais il faudra, ici encore une «refon dation», et elle sera longue et pénible. Il ne peut être question, en quelques lignes, d'en dessiner les contours. A tout le moins, peut-on rappeter, pour ouvrir la discussion, que le syndicalisme doit, au-delà des hommes, des intérêts et surtout des rentes de situation, défendre des valeurs, une éthique. Cela permettra déjà de poser les rapports des syn-dicats et de leurs membres autrement que comme une assurance tous risques. Et leurs rapports avec l'Etat autrement que comme un roman misérabaiste du siècle passé.

On peut rappeler aussi que les syndicats, qui doivent se faire écou-ter, doivent en retour écouter ceux qui exercent des responsabilités : qu'il s'agisse de gestionnaires comme les présidents d'universités ou de responsables scientifiques de haut niveau. Car si l'on veut construire un enseignement supé-neur démocratique, le syndicalisme doit désormais trouver sa voie entre la contestation systematique et la gestion sans recul. Cela implique la courage de faire des choix et d'éta-bir des priorités. La survie du syndi-

Mm- Francine Demichel est universitaire et membre du SNESup (Syndicat national de l'enseignement supérieur).

RSCG CAMPUS - PREMIÈRE UNIVERSITÉ DE COMMUNICATION EUROPÉENNE

VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC VOTRE AVENIR LE 17 SEPTEMBRE 199

La communication sera le premier métier de l'an 2000 : dès aujourd'hui, RSCG CAMPUS vous propose une formation qui vous ouvrira, au terme de vos études, les portes de la communication, dont

la publicité et les médias.

RSCG CAMPUS, une université sans équivalent en France : créé en 1988 à l'initiative de Jacques Séguéla et s'appuyant sur la puissance de Roux, Séguéla, Cayzac et Goudard – 2º groupe français de communication - RSCG CAMPUS dispense un enseignement en prise directe sur les réalités et sur l'évolution permanente de la communication. Muni du BAC ou du BAC + 2 et

également d'une forte motivation, vous entrez tout de suite en

contact avec votre futur milieu professionnel: à l'issue des épreuves d'admission, vous rejoignez RSCG CAMPUS soit en 1re année. soit en 2^e année. Durant vos 2 ou 3 années de formation-action, vous vivez avec ceux qui font la communication au quotidien et vous bénéficiez de leurs enseignements:

Francisco et d'un BA à Nottingham. Concours d'entrée le 17 sept.

1991 - Téléphonez tout de suite au:

pratiques en France et à l'étranger.

cours, travaux dirigés, stages

préparation d'un MBA à San

45 29 27 47 ou tapez 3615 code RSCGCAMPUS.

Ou encore, venez nous voir au 145 rue Jean-Jacques Rousseau 92138 Issy-les-Moulineaux.



145 rue Jean-Jacques Rousseau 92138 Issy-les-Moulineaux. Tél.: 45 29 27 47

M. Michel Maurice aurait emprunté de l'argent à un industriel mêlé à une escroquerie

jusqu'au 29 août demier, directeur du cabinet de Mr Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, a été inculpé de complicité d'abus de confiance et de recel d'abus de biens sociaux par M. Ivan Auriel, juge d'instruction à Angers, et a été écroué à la maison d'arrêt d'Angers (le Monde du 4 septembre).

M. Michel Maurice était, il y a une semaine encore, directeur du cabinet de Mes Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge francaise. Il est subitement devenu l'un des personnages d'une affaire d'es-croquerie dominée par la figure d'un industriel nantais, mêlé à une affaire de fausses factures politiques. M. René Trager. Son nom n'avait pourtant jamais été publiquement prononcé au cours de l'affaire Trager : la plupart des avocats qui travaillent sur ce dossier se disent d'ailleurs a très étonnés » par l'incul-pation de M. Maurice.

Après une carrière à la Sécurité sociale. M. Michel Maurice, cinquante ans, militant de longue date de la CFDT, était devenu, de 1984 à 1986, conseiller technique au cabinet de Mª Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Après la période de « cohabitation » (1986-1988), M. Maurice, qui avait rejoint à nouveau l'équipe de M. Dufoix, avait été très actif lors des négociations sur la convention franco-algérienne touchant les enfants de couples mixtes : après la signature du texte, le 21 juin 1988, M. Maurice avait été membre de la commission chargée de suivre l'ap-plication de cette convention.

M. Maurice est aujourd'hui inculpé et écroué. Y avait-il urgence? Le magistrat chargé du dossier au tribunal d'Angers, M. Ivan Auriel, en a sans doute jugé ainsi: le directeur du cabinet de M. Dufoix, qui était dans le Midi pour des problèmes de santé, a été entendu à la fin de la semaine dernière par des policiers du sud de dernière par des policiers du sud de la France avant d'être transféré de nuit à Angers. Après un débat contradictoire dans le bureau du juge d'instruction, il a été écroué à la maison d'arrêt d'Angers. Ses M= Dufoix venaient de prendre fin: brutalement démis de ses fonc-tions jeudi 29 août, alors qu'il crai-gnait une telle inculpation, M. Maurice a été remplacé par M. Jean Massoni, qui dit aujourd'hui ne pas «connaître avec précision» les raisons du départ de son prédécesseur. M= Dufoix s'est refusée à tout

Une affaire de promotion immobilière

Les faits qui sont reprochés à M. Maurice concernent une affaire d'escroquerie où l'on retrouve l'in-dustriel nantais, René Trager. Une affaire douteuse de promotion immobilière qui met en scène le maire socialiste de Rezé et député de Loire-Atlantique, M. Jacques Floch, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, un promo-teur immobilier, ainsi que M. René Trager lui-même, inculpé d'escroquerie et d'abus de biens sociaux dans une autre affaire de fausses factures - impliquant des municipa-lités socialistes de l'Ouest - et écroué à la maison d'arrêt de Nantes depuis le 13 mars.

Pour ses besoins personnels, M. Maurice, victime selon lui d'un plusieurs dizaines de milliers de francs à l'industriel nantais. Deux chèques auraient ainsi été encaissés en mars et en juillet 1990 portant chacun sur des sommes inférieures à 50 000 F. Ces fonds viendraient de la société Ingésim, une société mosellane dirigée par M. Marcel Trager, le frère de l'industriel nan-

Le fil de l'affaire instruite par M. Auriel n'est pas aisé à reconstituer. A l'origine de ce dossier, un projet de résidence pour personnes agées lancé à Rezé, à quelques kilometres de Nantes, par le maire de la ville, M. Jacques Floch. Le terrain est disponible, un premier montage a vu le jour, mais le projet s'enlise. M. Floch, qui tient pourtant à mener à bien cette réalisation, décide alors de s'associer à un promoteur immobilier originaire du Mans, M. Serge de Sinéty.

Accord est passé au mois de juin. Le fil de l'affaire instruite par

Accord est passé au mois de juin 1989 : une société civile immobi-lière baptisée Rezé-Renaissance associe alors trois partenaires dotés chacun d'un tiers des parts : le Crélit local de France, siliale de la Caisse des dépòts et consignations, le Crédit industriel de l'Ouest, et la société De Sinéty Promotion, chargée de la gérance de la SCI. Un montage classique : la SCI Rezé-Renaissance s'engage alors à racheter le terrain de Rezé pour 4 millions de francs et à rembourser les travaux déjà engagés sur ce chantier, qui représentent une enveloppe de 2,3 millions de francs.

La suite de l'histoire est plus complexe. A la demande du Crédit local de France et du Crédit industriel de l'Ouest, un audit comptable est réalisé au mois de juillet 1990.

« Les crédits avaient été dépensés alors que l'opération avait à peine commencé, déclare l'avocat de la SCI Rezé-Renaissance, Mr Jacques Henrot. Les sommes qui avaient été Henrot. Les sommes qui avaient été mises à la disposition de la SCI n'avaient pas été utilisées pour leur destination normale.»

Au mois de juillet, la gérance échappe à M. Serge de Sinéty et passe aux mains d'une nouvelle société, la Copra. La Société d'éco-nomie mixte de Rezé (SEM), diri-gée par le maire, réclame alors les sommes dues au titre des travaux déjà engagés sur le chantier. La SCI s'étonne : ces fonds ont déjà été défalqués des comptes de la SCI-Rezé Renaissance. Près de 2,4 mil-lions de francs ont disparu. Ils ont quitté la SCI mais ils ne sont jamais arrivés à leur destinataire, la SEM. L'enquête aurait révélé que M. Serge de Sinéty les avait virés sur les comptes de la société mosel-lane Ingésim dirigée par le frère de

Une plainte au tribunal du Mans

ciaire: la SCl, défendue par M. Henrot et le maire de Rezé, M. Floch, défendu par M. Jean-Pierre Mignard, s'estiment lésés par ce « détournement » et portent plainte avec constitution de partie civile au tribunal du Mans. Après un «dépaysement» lié à l'appari-tion, dans la procédure, du nom d'un élu, l'affaire est confiée à un

juge d'instruction du tribunal d'Angers, M. Auriel.

Que sont devenus les 2,4 millions versés sur le compte de la société Ingésim? Qui a ordonné leur vire-ment et pourquoi? L'instruction tentera d'y répondre. En attendant, les principaux protagonistes de l'affaire se renvoient la balle en multi-pliant les accusations. M. de Sinéty affirme avoir viré l'argent à la demande de M. René Trager. L'industriel nantais réplique en prétendant que cette somme correspondait à une « commission ».

« M. Trager était intervenu de façon décisive auprès de certains établissements suisses afin qu'ils finan-cent les opérations immobilières de M. de Sinéty, note M. François Cheron, avocat de l'industriel nan-tais. Cette somme correspond donc à une commission règlée en trois ver-sements. D'ailleurs, une partie de cette somme – 600 000 francs – a été rétrocédée à M. de Sinéty.»

Quel est le rôle, dans ce dossier, de M. Maurice? De quelle manière son nom a-t-il été mêlé à cette affaire? Pour le moment, les charges qui pèsent sur lui ne concernent pas directement le financement du chantier de Rezé : M. Maurice qui n'est, semble-t-il, jamais intervenu dans les affaires de la SCI Rezé-Renaissance, se serait contenté d'encaisser deux chèques venant de la société Ingésim. Les sommes ainsi « empruntées » à M. Trager - plusieurs dizaines de milliers de francs - sont d'ailleurs très inférieures aux fonds mis en jeu dans le projet de résidence pour personnes âgées à Rezé.

Pourquoi, alors, une inculpation aussi rapide suivie d'une mise en détention immédiate? Les autorités judiciaires restent silencieuses : le parquet du tribunal d'Angers s'est contenté, mardi, d'un court communiqué, et le juge d'instruction qui a écroué M. Maurice est parti en

VOTRE MAGASIN CAMIF DE PARIS VOUS OFFRE 5% DE

REDUCTION SUR TOUT LE MOBILIER PENDANT 5 SEMAINES.

Du samedi 24 août au samedi 28

septembre 1991, votre magasin CAMIF

de Paris accompagne tous vos projets.

Votre magasin Mobilier CAMIF de Paris vous invite à découvrir en

grandeur nature toute sa Collection Mobilier 91/92, et à profiter de 5%

de remise sur tous les produits du catalogue Mobilier 91/92 ainsi que

sur les salles de bains, cuisines intégrées, électroménager encas-

trable, luminaires, literie, tapis et Boutique Mobilier du Catalogue

ANNE CHEMIN

La mort du cardinal de Lubac

» Sans plus cèder qu'elle à l'esprit de compromis, il voudrait tou-jours, comme elle, laisser ouvertes toutes les portes par où les esprits divers peuvent accèder à la même vérité (1).»

Ecrite au temps de l'épreuve, sa confession de foi recevait en 1983, avec le cardinalat, un contreseing officiel. Mais elle n'a pas changé. Elle éclaire le sens de 'œuvre immense que pourrait résumer le titre de son livre le plus accompli, sinon le plus connu : Histoire et Esprit.

Auteur d'une trentaine d'ouièrement associé à l'élaboration

La lettre n'est point l'esprit, qu'elle tue. «Le manque de per-sonnalité ne fait pas l'esprit traditionnel, pas plus que le manque d'initiative ne fait l'obéissance, ou le manque d'invention, la raison (...). L'orthodoxie: la chose du monde la plus nècessaire et la moins suffisante (...). Parce qu'ils ne sont pas de leur temps, ils croient qu'ils sont de l'éternité (...) ». Pareilles formules, où perce parfois un éclair de malice ou un geste d'impatience, révèlent le grand dessein qui a conduit le théologien à de lentes explorations historiques.

de l'esprit

s'agit et d'une aventure de l'es-prit, même si l'itinéraire n'en est pas inscrit, comme celui de Teil-hard, sur la carte du monde. La constitue pas une histoire, pas

commence un enseignement de théologie fondamentale aux facultés catholiques; même après 1950, lorsque toute autre fonction lui sera enlevée, il conservera, grace au cardinal Gerlier, un poste qui lui signifie l'honneur d'une mission et lui fournit aussi, avec un titre de gratitude, de quoi exprimer sa fierté d'appartenir à

Revenu de la guerre, l'oreille intérieure abimée par les éclats d'une grenade, il est désormais tenu par la blessure jamais guérie qui intensifie les bruits du monde. Mais l'aiguillon de la souffrance ne fait qu'accroître un trait de caractère : une extrême sensibilité à la présence des autres. Son attention, en s'ouvrant aux événements et aux hommes, est toujours atteinte par eux; elle accentue les contrastes et amplifie le retentissement de toute percep-

A l'acuité de l'intuition s'ajoutent les réveils continuels d'une intelligence qui vibre à tous les signes, mais aussi la concentration d'une pensée ramenée à ellemême par leur écho intérieur. A vrai dire, c'est l'homme de foi qui, dans son œuvre, nous apprend la portée véritable de cette mobilité vigilante et pour-tant retirée en elle-même.

S'il accueille et recueille, dans l'étourdissante dextérité de ses phrases, tant d'amitiés passées ou profanes; si, comme il le déclare modestement, il « enfile des perles » ou, bien plutôt, au sens kierkegaardien, s'il « répète » les docteurs inspirés et les mystiques sauvages qui out tour à tour séduit, enrichi, bouscule, voire alourdi, le style et l'ordre de sa méditation, il ne dévie pas de son

Bien qu'en lettré, il éprouve la curiosité et l'amusement de toutes ses trouvailles, il ne s'y laisse pasne cède pas davantage aux charmes de ces mille sympathies. Les différences lui font mesurer les dimensions de l'unité : «L'union et la différence, dit-il, sont deux choses qui croissent de pair.» Il est conduit par un même désir qu'habite déjà une assu-

Avec les «crieurs» de l'Absolu

Aussi y a-t-il une secrète ressemblance entre les amis de l'homme et les «grands esprits» incessamment médités par le théologien. Les uns constituent le réseau d'une croisade intellec-tuelle et spirituelle : Maurice Blondel, rencontré dès 1922, le Père Fontoynont, l'abbé Monchanin avant son départ pour l'Inde en 1939, l'abbé Couturier caché dans l'appartement lyonnais dont il fait la cellule de l'occuménisme, Emmanuel Mounier et le groupe Espri, les premières équipes du Tèmoignage chrétien pendant l'Occupation, Mgr de Solages et le Père Teilbard de Chardin, avec lesquels des réunions se poursui-vront après la guerre...

Les autres, élevés à la super-structure de l'œuvre, comme les statues d'apôtres et de saints qui dominent la colonnade du Bernin, sont les découvreurs des terres de l'Esprit: Origène, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, Féneion, Newman, Blondel de nouveau et Valensin, Teilhard, mais aussi Bouddha l'Eveille et l'Eveilleur, les «inventeurs» occidentaux de la Chine, Proudhon, Dostoïevski, Claudel, etc. Entre les uns et les autres, un trait commun.

Plus que des sages, ce sont des prophètes, des «crieurs» de l'Ab-solu, mais placés à un tournant de Phistoire, en ces moments de rup-ture où deux mondes se confron-tent et qui, brisant l'homogénéité d'un langage, ouvrent de nouveau le procès de l'Esprit. Si Origène et Teilhard fascinent le Père de Lubac, ce n'est pas pour leur sys-tème, à l'égard duquel le théolo-gien prend quelque distance, mais pero preno queique distance, mais parce qu'ils attestent, dans la ten-sion extrême des oppositions, le triomphe spirituel de l'unité: en eux émerge le Mystère personnel qui fait de l'homme, dans sa genèse même, la gloire et la mani-festation de Dieu.

(1) Méditation sur l'Eglise, Paris, Aubier, 1955, pp. 197-199.

C'est là qu'il faut chercher la clé d'une pensée qui associe la subtilité la plus déliée à une simplicité que son auteur qualifie d'aélémentaire». Dès son premier article, en 1930, le Père de Lubac soulignait l'importance théologi-que des « problèmes frontières » : « Ce sont les nécessités venues du dehors qui ont force la théologie, tour à tour, à se préciser, à se développer, à se critiquer et à se purifier. » Ne pouvant se contenter d'une a passerelle de fortune entre deux rives étrangères », il protestait contre une conception du dogme « d'autant plus divin qu'elle coupe davantage de toute racine humaine ».

Mais si, à sa manière, il est d'abord un spécialiste des failles historiques et culturelles, ce n'est pas pour s'y arrêter. Au contraire, il cherche à déceler, à travers l'hétéronomie des temps, les cheminements de Dieu; à travers les bles-sures de l'être, l'émergence de la gratuité; à travers les équivoques du langage, la transcendance du sens; à travers les distances religieuses, les retentissements d'une seule et mystérieuse tension entre le déjà et le pas encore, entre l'immanence mystique et l'altérité eschatologique.

L'audace de la foi, en affirmant la primauté du sens et l'unicité du véritable, s'offre à de nouvelles enquêtes qui manifestent la dialectique complexe des ruptures et des innovations de l'esprit. Mais, dans son inspiration « catholique » et par une problématique de l'histoire et de l'esprit, elle n'en représente pas moins, chez le Père de Lubac, l'une des entreprises les plus indispensables et la visée nécessaire à toute exégése spirituelle du langage de l'homme.

Iné le 20 février 1896 à Cambra, entré dans la Compagnie de Jésus le 9 octobre 1913, Henri de Lubac est ordonné prêtre à Lyon le 22 noût 1929, après avoir accompli le cycle de ses études à Jersey, puis à Fourvière. En 1920, il est nommé professeur de théologie fondamentale aux facultés catholiques de Lyon, fonction qu'il conserve toujours. En 1938 il publie Catholicisme, son ouvrage le plus connu. Il a fondé en 1942 la collection Sources chrétiennes avec le Père Jean Daniélou.

Ses activités rendant la Résistance, en

avec le Père Jean Daniélou.

Ses activités pendant la Résistance, en particulier sa participation aux premiers cahiers de Témoignage chrétien. l'obligent à quitter Lyon quelques mois et à se réfugier à Vals, près du Puy. Pendant les aunées qui suivent la libération, directeur de la revue Recherches de science religieus, il publié Corpie mysicum (1944), le Drume de l'humanisme athée (1944), Proudhon et le christianisme (1945), Paradoxes (1946), Surnaturel (1946), Histoire et Espiu (1950).

En 1950 il est obliné de se retire de

En 1950, il est obligé de se retirer de toute activité à la suite des critiques dont Surnaturel a fait l'objet. Plus tard il publie encore Aspects du bouddhisme (1951 et 1955), la Rencontre du bouddhisme et de l'Occident (1952), Méditation sur l'Eglise (1953), Sur les chemins de Dieu (1956), Exègèse médiévale (1959-1964), la Pensée religieuse du Père Teilhard de Chardin (1962), la Prière du Père Teilhard de Chardin (1965), etc. Membre de l'Institut depais 1959, il a été désigné par Jean XXIII comme expert su concile Vatican (I. En 1983, il a été créé cardinal par Jean-Paul II, ce qui est exceptionnel pour un clerc qui n'est pas évêque. La dispariton du cardinal de Lubuc ramène à 161 la composition du Sacré-Collèse, dont 119 cardinaux électeurs du pape (de moins de quatre-vingts ans). moins de quatre-vingts ans).

«Le Père de Lubac a dévoilé le drame de l'humanisme athée»

nous déclare le cardinal Lustiger

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a déclaré au Monde, en apprenant la disparition du cardinai de Lubac: «Le Père de Lubac a achevé sa course. Non sa mission. Ses écrits restent. Sa pensée demeure. Le souvenir de son attitude comme croyani, prêtre et théo-logien, est présent dans notre mémoire. Il a souffert, mais sa souffrance n'était que le signe de son amour indéfectible pour l'Eglise et pour l'homme contempo-

s Engagé au cœur des événe-ments tragiques de notre siècle, le cardinal de Lubac fut une figure de proue. Sa lucidité spirituelle dévoile le drame de l'humanisme athée éclaira les Français pour résister à l'implacable fureur du nazisme.

» Vrai théologien, homme de » Vrai théologien, homme de dialogue, conclut Mgr Lustiger, son travail au conclut Mgr Lustiger, son côté du pape actuel, a été considérable. Il anticipa longtemps à l'avance la plupari des problèmes que l'Eglise connaît et a ouvert la voie, traçant un chemin sûr pour l'intelligence de la fot.»

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

eile se déroule presque tout entière à l'ombre de Fourvière, à mi-hauteur de la colline paienne et chrésienne, en cette cité lyon-naise qui garde, dans ses arrière-librairies, le secret d'être la pre-mière ville orientale de l'Occident et, tenace dans sa mémoire, le privilège d'avoir été pendant l'Oc-cupation la capitale spirituelle de la France. En 1929, le Père de Lubac y

rages, cofondateur de la collection Sources chrétiennes, fonda-teur de la collection Théologie, plusieurs années directeur des recherches de sciences religieuses, expert au Concile et tout particudes décrets sur la révélation et sur l'athéisme, le Père de Lubac n'a cessé de confronter l'histoire d'hier à celle d'aujourd'hui, et de travailler à une «rénovation» qui fut une fidélité spirituelle.

Une aventure

C'est bien de voyages qu'il

La mort



٠, - د

La Single

1000 A PR

Street

ويهامره يعتق فالقدادات A second of the second

-

April Contact Special

to Transfer and Apple

The Commence of the

STATES CALL The state of the s

The same of the same The same of the sa

بعوال برائي والمحاف 15 3 MALL LA

200

7000



Général automne-hiver 91/92.

pircept ids! enter cre. केन चीत्रकार न FART OF THE

Mar. . at always in butterszore Même serês Coaservers. With the second Bertin & Dis-- 11 文 (初始)

filentiane e e to be beweite de la enduine ... 1.8 Martine. សាជ្ជជល់ខា 🗼 強調的がたかっ William Comments ARTE Die mit.

Lucia ...

giften amaritye 🥫

Service ...

Option :

- 10. g.

300 5

36 45 50

3000 Tab

115 A CONTRACTOR

CULTURE

CINÉMA



En attendant les hommes

La 48e Mostra de Venise s'est ouverte sur deux documentaires animaliers

VENISE

de notre envoyée spéciale

C'est bon, finalement, de respecter les traditions. La cérémonie ter les traditions. La cérémonie d'ouverture, à Venise, est toujours escamotée, bureaucratique, plutôt triste. Celle qui marquait le début d'un festival plein de promesses n'a pas failli à la règle. Le président du Sénat, M. Giovanni Spadolini, homme important dans tous les sens du terme s'était tous les sens du terme, s'était déplacé, tout comme le ministre des spectacles et du tourisme, M. Carlo Tognoli, le président de la Biennale, M. Paolo Portoghesi, et quelques autres personnalités officielles. Le directeur du Centre national de la cinématographie (française), M. Dominique Wallon, avait même mis son smoking au milieu de l'après-midi pour marquer la considération qu'il porte à la manifestation...

Le programme pouvait commencer. Sa composition restera une énigme. Projeter sur la lagune Atlantis, l'opéra aquatique de Luc Besson, animé, on le sait (le Monde du 24 août), per les seuls poissons et leurs gros cousins les mammifères marins, pourquoi pas? Mais le faire précéder d'un autre documentaire animalier de 29 minutes, construit exactement sur le même principe radical (des

bètes - muettes - dans leur milieu - menacé - et une musique qui emballe le tout), relève d'une counable obstination.

Anima Mundi de Godfrey Regpio, super clip écolo qui sera pro-pté dans le monde au bénéfice du (WWF) World Wilde Fundation, a été financé (à hauteur de 5 mil-tions de dollars) par le joaillier Paolo Bulgari, qui – cela n'enlève rien à sa générosité – lance en ce moment, quelle coïncidence, sa nouvelle collection de bijoux «ins-pirée par la nature», et baptisée naturellement Naturalia.

> Des efforts сопjugués

Sur une musique sièrement illus-trative de Philip Glass, Anima Mundi est un catalogue absurde et prétentieux de grosses et petites bêtes se succédant sans ordre apparent (îl s'agit de montrer l'admirable variété des espèces, ce qui autorise cette grande pagaille d'images puisées à 80 % dans les stocks d'archives). Le rhinocéros et la fourmi, la samba des micro-organismes et le passage de l'élé-phant, l'oiseau-mouche et le troupeau de zèbres... Tiens revoilà les raies manta. Comme chez Besson, moins bien que chez Besson et sans accompagnement de la Callas

qui n'était qu'en option. Et puis? Et puis rien, un tigre ou un singe nous regardent en gros plan, pas contents. Nous leur rendons leur regard. Pas contents non plus.

Plus tard dans la soirée, on inaugurait encore un peu. La vieille Arena, salle de plein air plantée derrière le mussolinien Palazzo del Cinema a été recouverte et s'appelle désormais Palagaliléo. C'est moins exotique -malgré son enseigne verte de guinguette – mais plus confortable. Et dû aux efforts financiers conjugues du maire de Venise (qui, selon les propos pudiques de M. Paolo Por-toghesi, a rompt ainsi avec une longue tradition d'incompréhension et de conflits entre la Biennale et la ville ») et de la firme d'optique Galileo.

S'y projetait le premier film en compétition, Une histoire simple, d'Emilio Greco. Adaptée de la dernière œuvre de Leonardo Sciascia, publice quelques jours avant sa mort, c'est une histoire évidemment très compliquée de notables véreux dans une Sicile hivernale qui ressemble au Pays de Galles. Un Rosi gris, filmė plat, avec Gian Maria Volonte, toujours très concentré, un chœur antique à lui

Quoi de neuf encore? Ah! l'indicatif qui précède chaque projec-

tion. Il est sponsorisé par le sty-liste Romeo Gigli. On y voit une beauté languide (l'actrice Anna Galiena) habillée très dore, très Gigli, lancer des yeux enamourés vers les spectateurs. Il y a beaucoup à parier qu'avant dix jours son apparition toutes les deux heures, provoquera de salutaires

Quoi de neuf enfin? La confir-mation que la cérémonie de cloture se déroulera bien hors du Lido, a Venise même. Et même sur la place Saint-Marc. Sans vou-loir bien entendu renouveler l'expérience dévastatrice et traumatisante des Pink Floyd qui laissèrent au lendemain de leur prestation la Sérenissime comme une poubelle en état de choc. le président Portoghesi a déclaré : « Je veux faire de la remise des prix une manifestation populaire, rapprocher la culture du public.

Pour le moment, les vedettes sollicitées (Adriano Celentano, Lucio Dalla) ont décliné l'honneu d'animer la soirée. On annonce pourtant Woody Allen. Pas lui en personne. Pas même un de ses films. Mais le spot publicitaire qu'il a tourne pour la chaîne de supermarchés italiens Coop... Les temps sont un peu durs.

DANIÈLE HEYMANN Lire page 29 à 38 notre supplé-ment Art et Spectacles.

La mort de Frank Capra

Le champion de l'idéal démocratique rooseveltien

Frank Capra naît en Sicile, le 18 mai 1897, au village de Bisa-quino. Il a six ans lorsque sa nille émigre aux Etats-Unis, en 1903. Sa jeunesse, au début de ce siècle, va être une lente conquête

de l'« american way of life ».

Marchand de journaux, plombier, puis ingénieur chimiste (diplômé en 1918), il s'engage dans l'armée « Sans que personne ne m'ait consulté, l'armistice fut signe », écrira-t-il, plus tard, dans son autobiographie. Or le cinéma attire Frank Capra. Il réussit à se glisser dans les studios de Hollyson chemin. Il apprend la technique, travaille en laboratoire, est accessoiriste, avant de devenir gag- 🤉 🛵 🔁 man et scénariste pour les courts métrages burlesques de Mack Sen-

En 1926, il écrit un scénario de long metrage, Tramp, Tramp, and Tramp pour Harry Langdon, w l'étrange comique à tête de Pierrot l'etrange comique à tête de Pierrot lunaire, de gamin prolongé. Il passe à la réalisation en dirigeant Harry d'allangdon dans l'Athlète incomplet (1926) et Sa dernière culotte (1927). Déjà perce, dans ces deux innocents » de Capra, mais Langdon se brouilla avec lui et continua l'aventure à sa manière.

Diverses œuvres de qualité croissante suivent, jusqu'au début du parlant. En 1931, Capra, avec The Miracle Woman, s'inspire d'un per-sonnage authentique de prédicatrice américaine pour fustiger l'hypocrisie des bien-pensants et pour mon-trer une société ravagée par la crise économique. Son interprête est Barbara Stanwyck, qu'il retrouvera en 1932 pour Amour défendu... et un film exotique assez proche, curieusement, de ceux de Sternberg, The Bitter Tea of General Yen, sorti en France en 1934, sous le titre... la Grande Muraille! La même année que The Miracle Woman, Capra a dirigé la star Jean Harlow dans Blonde platine, une comédie mondaine où un

jeune reporter tombe amoureux d'une fille blonde de la haute société, l'épouse pour son malheur et revient à la jeune journaliste qui l'aimait en silence. Difficile de voir là une touche de préoccupation sociale mais, en 1933, Grande Dame d'un jour se situe à la fin de la prohibition, dans le milieu des gangsters. Une vieille marchande de pommes se fait passer pour une « lady » ... auprès de sa fille élevée en Espagne et qui va faire un mariage aristocratique.

Le scénario est de Robert Riskin, qui adapte ensuite pour Capra une histoire de Samuel Hopkins, refusée par la MG M. Capra est attaché à la Columbia, que dirige, tyranniquement un extraordinaire personnage, Arthur Cohn, préoccupé avant tout de succès commercial. Il hésite à produire le Happened One Night (New-York - Miami), puis y consent lorsque Louis B. Mayer lui « préte » Clark Gable pour le rôle masculin.



Franck Capra vers 1934

Celui-ci aura pour partenaire Claudette Colbert. New-York - Miami est l'histoire d'une héritière qui s'est enfuie pour retrouver et épouser l'homme qu'elle croit aimer et dont son père ne veut pas. Elle rencontre un journaliste qui lui vient en aide, dans l'espoir d'un reportage sensationnel. Riskin et Capra étaient les seuls à croire en ce tilm qui, après un démarrage assez tiède, allait connaître un suc-cès foudroyant et moissonner les

> En route vers la gloire

New-York - Miami ouvre la période brillante de Capra, celle de la célébrité. Il est considéré comme l' « inventeur » de la comédie américaine, ce qui est une erreur. le titre pouvant, et devant, revenir, dans le genre sophistiqué, à Ernst Lubitsch, sur les traces duquel marche, en partie, Leo Mac Carey.

Si Capra tient un rôle de premier plan dans la comédie américaine des années 30, c'est pour l'avoir orientée (avec Riskin) vers la fable sociale, où les classes se confrontent, ou « l'argent ne fait pas le bonheur », face à des valeurs morales qui, pour passer par la fantaisie, n'en sont pas moins essentielles dans l'esprit du

Le succès de New-York - Miami lui permet d'imposer, pour un temps, sa conception du metteur au Sénat (1939), où, face à un

en scène maître-d'œuvre, ce qui est rarissime à l'époque. Jusqu'en 1939 – avec la parenthèse des Horizons perdus (1937), superbe film d'aventures mystique où le bonheur se trouve dans la vallée secrète de Shangri-La, au Tibet, -Capra va se faire le défenseur de l'idéal démocratique rooseveltien. Avec lui, la comedie américaine dépasse le divertissement, les variations sur le thème boy meets girl rencontre entre un garçon et une fille, - sur les couples qui se chamaillent, se séparent, puis se retrouvent. La classe moyenne américaine se manifeste par l'intermédiaire d'un héros au cœur pur qui croit à la « nouvelle donne » et mène un combat solitaire -auquel se rallient, finalement, les hésitants et les sceptiques ... - con-tre les forces d'argent, les hommes d'affaires ou les hommes politiques cyniques, la presse ayant, dans ce monde, un rôle souvent ambigu.

Le prototype du héros idéaliste est Gary Cooper dans l'Extravagant Mr. Deeds (1936). Un provincial bien tranquille vient à New-York recueillir un héritage, se fait mani-puler et découvre la misère des chômeurs, auxquels il veut distribuer sa fortune. Il y aura ensuite James Stewart dans Vous ne l'emporterez pas avec vous (1938), où une famille un peu loufoque donne une lecon d'altruisme à un milliar daire qui gâche sa vie et celle des autres, et surtout dans Mr. Smith

Lincoln et de Roosevelt. La comédie vire à la satire,

groupe de presse et à un sénateur

corrompus, un naif nomme Jeffer-son Smith fait triompher l'esprit de

prend un aspect politique encore plus affirmé en 1941 dans Homme de la rue, film dans lequel Gary Cooper revient en joueur de base-ball et en chômeur manipulé par une journaliste (Bar-bara Stanwyck, succédant à la Jean Arthur de Mr. Deeds et Mr. Smith) mais prenant position contre ceux qui veulent faire le lit du fascirme. L'idéalisme politique et la nscience sociale de Capra attei gnent ici leur sommet.

Après une adaptation d'Arsenic vieilles dentelles, pièce d'épouvante parodique le cinéaste se met au service de la nation en dirigeant, pour le ministère de la guerre, la série Pourquoi nous comattons ? (1942-1945), qui explique à l'Amérique et au monde le sens de la lutte contre le Japon et l'Allemagne nazie et dont il réalisera plusieurs sujets. A son retour, Capra s'associe avec George Stevens et William Wyler, pour former une compagnie indépendante. la Liberty Films.

En 1946, il tourne La vie est belle, fable sociale et morale avec James Stewart en honnête homme se heurtant à un méchant riche. tenté par le suicide et sauvé par un ange. Le film est un échec. L'heure n'est plus au cinéma rooseveltien, et les morosités de l'après-guerre ne sauraient s'accommoder des contes bleus parés de bonnes intentions.

Après l'Enjeu (1948), dénonciation des mœurs politiques. Capra perd le contact avec les critiques et avec le public ; Liberty Films cesse ses activités. En 1950-1951. Capra. sur un contrat avec Paramount, tourne deux comédies, interprétées par Bing Crosby, où passe la nostalgie du passé. Sept ans d'inacti-vité, puis une comédie avec Frank sera son dernier film, Milliardaire pour un jour, remake de Lady for a Day, dominé par l'interprétation de Bette Davis. Un vrai film des années 30, favorablement accueilli par l'Amérique de John Kennedy. sera le début d'une revision à laquelle la critique française prendra une large part.

L'histoire du cinéma révèle ainsi de perpétuelles surprises, et la véritable importance de Capra sera mieux comprise avec le recul du temps et l'aspiration à un nouvel idéalisme dans les soubresauts du monde moderne. En 1971, Frank Capra publie, aux Etats-Unis, son autobiographie, qui paraîtra en édi-tion française en 1976. Hollywood Story (1) est un livre absolument remarquable sur la vie de l'auteur, ses conceptions de metteur en scène et son expérience des studios

JACQUES SICLIER

(1) Editions Stock/Opera Mundi, Preface de François Chalais.

COMMUNICATION

La grève s'effiloche à Antenne 2 Une faible mobilisation, des ment ont été acceptées, de 61 pro-

assemblées générales réunissant moins de 150 personnes sur 1 750 salaries (dont 1 400 statutaires), une antenne peu perturbée («Télé-matin» fut le seule émission briévement interrompue)... Trois jours à peine après son lancement, la grève s'essoufflait, mercredi 4 septembre, à Antenne 2, où une assemblée générale devait décider, en fin de matinée, de la suite à donner au mouvement. Confiant, le directeur général avait fait la veille de nouvelles propositions aux journalistes reporters d'images et aux techniciens des studios, deux secteurs au pourcentage de grévistes plus importants.

Selon la direction, le nombre des grévistes avait oscillé, mardi, entre 5,9 et 7,5 % des effectifs sta-tutaires (entre 80 et 105 per-sonnes). Les cinq syndicats de journalistes, de techniciens et employés qui avaient appelé à la grève affirmaient que «45 % des personnels avaient cessé le travail à la rédaction, où le service économi-que était presque totalement para-lysé». Lucides, certains responsa-bles syndicaux n'excluaient pas, en privé, une reprise complète du travail dans certains secteurs de la

Forte de 272 demandes de départs volontaires dont 150 seule-

positions de reclassement, la direction espérait, mardi soir, réduire encore de moitié le nombre des licenciements « secs » envisagés). « Bien des départs volontaires n'en sont pas », affirment les organisations syndicales, prises de court, quand même, par l'habileté d'une direction qui a su établir un rap-port de forces qui lui soit favora-

Les événements d'Antenne ? sont, en tout cas, suivis avec beau-coup d'attention à FR 3, où les syndicats ont adopté, à l'unisson, une position d'attente. «La direction aurait aime que nous appelions à la grève», assuraient-ils, mardi 3 septembre, au cours d'une conférence de presse. Ils préserent jouer la procédure. Jugeant son information «ni complète, ni sin-cère », le dernier comité central d'entreprise (CCE) a refusé de rendre un avis sur le plan de restruc-turation qui lui était soumis (le Monde du 4 septembre).

Appuyés par les syndicats, le CCE s'apprète à déposer un référé devant le tribunal de grande instance de Paris avant le la octobre si la direction « persiste à vouloir faire passer son projet en force».

L'introduction des nouvelles normes de télévision

Les écrans larges en quête de directive

Alors que la plupart des constructeurs européens lancent des téléviseurs au nouveau format élargi 16/9, proche du cinéma, le débat s'intensifie sur la directive européenne qui doit imposer la norme D2 MAC pour la diffusion par satellite.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Principal Salon européen du secteur, la Funkaustellung de Berlin est, début septembre, le bap-tistère consacré des nouveautés de l'électronique grand public. Des caméscopes aux magnéto-phones numériques DAT ou DCC, on y trouve tout l'attirail de sons et d'images prêt à enva-hir les soyers branchés. Cette année, la vedette est aunouveau format d'écran télévisé élargi, baptise 16/9 car le rapport entre largeur et hauteur de l'écran est supérieur aux 4/3 des postes traditionnels, presque carrés. Alors que Thomson était jusqu'à présent seul à en vendre, tous ses collègues européens présentent maintenant des gammes de télé-viseurs 16/9, dont les prix deviennent plus abordables.

Estimant avoir rempli leur mission avec ces téléviseurs capables de recevoir la nouvelle norme européenne D2 MAC, ces constructeurs veulent maintenant en accélérer l'usage. Ils pressent donc les gouvernements européens d'adopter des mesures contraignantes, en vue d'alimen-ter en programmes ces nouveaux matériels. La directive proposée par la Commission européenne, et que le Parlement de Strasbourg doit examiner en septembre, stipule que toute nouvelle chaîne par satellite devrait diffuser en D2 MAC à partir de début 1992. Cette directive doit être complétée par un accord interprofessionnel encore en discussion, liant toutes les parties concernées sous l'égide de la Commission.

Défense franco-allemande

Dans sa version actuelle, cet accord préconise la diffusion obligatoire en D2 MAC pour toutes les chaînes par satellite à partir de début 1994, quitte à ce que ces chaînes continuent une diffusion en parallèle (le «simulcast ») dans les « vieilles » normes PAL ou SECAM. Le surcoût généré par le simulcast serait compensé par des aides, dont le montant pourrait atteindre i milliard d'écus (environ 7 milliards de francs).

Mais ce schéma se heurte à l'opposition résolue de beaucoup de chaînes et à celle du gouvernement britannique, partisans de laisser le marché décider. « On ne doit pas déstabiliser la fragile industrie des télévisions par satel-lite en imposant le D2 MAC à tous, plaide ainsi BSkyB, le groupe de chaînes anglophones mené par M. Rupert Murdoch et diffusé sur le satellite Astra, tout le monde en patirait les diffuseurs, les détaillants et les consommateurs. »

Face à cette fronde des diffu-

seurs, les ministres allemand et français des télécommunications ont reaffirme à Berlin leur volonté de rassemblement européen autour d'une norme unique. récessaire à l'industrie mais aussi bénéfique à terme au consomma-teur car elle mettrait fin au désordre ambiant. « Alors qu'on commence à avoir des programmes et des téléviseurs aux grammes et des televiseurs aux nouvelles normes, il serait tragique que ce qui les relie, le mode de transport, n'autorise pas un vrai choix du consommateur. D'où cette directive, qui ne fait qu'étendre une directive de 1986 », plaide ainsi M. Christian Schwarz-Schilling, Quant à M. Jean-Marie Rausch, il insiste sur l'enjeu industriel: « Pour que le consommateur ait de l'argent à dépenser, il faut d'abord qu'il le gagne comme producteur, et donc maintenir des industries performantes sur le continent.

Ecran large et TVHD

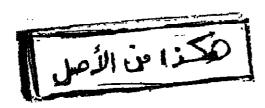
Toute cette bataille se déroule sur fond de télévision haute défi-nition (TVHD), dont le D2 MAC doit préparer l'avenement. Thomson a ainsi présenté un prototype de décodeur HD MAC (la norme européenne de TVHD), qui sera vendu environ 17 000 francs dès tiaux. La firme entend vendre au même prix, en 1997, des téléviseurs HD complets.

Mais, dans l'immédiat, le cheval de bataille de Thomson reste 'écran large sous toutes ses formes, y compris à travers l'amélioration des normes existantes, SECAM en France et PAL ailleurs en Europe. Avec Nokia, Philips et Grundig, Thomson participe ainsi au consortium PAL-Plus, qui montrait à Berlin ses premières simulations. Prévu pour après 1995, le PAL-Plus ajoute au PAL actuel - avec lequel il sera compatible - le format 16/9. Et il sera adapte à la classique diffusion terrestre, à la différence des normes MAC cantonnées aux satellites et au câble.

Ni le PAL-Plus ni les recherches americaines sur la télévision numérique n'entament la volonté d'aller vite des partisans du D2 MAC. «L'écran large 16/9 est un format mondial. Or l'Europe est la seule partie du la companyant des la companyant de la recherches américaines sur la monde où peut démarrer tout de suite un tel service, grâce au D2 MAC. Les constructeurs ont rompu le cercle vicieux matériels/programmes qui empéchait ce démarrage. Ne gâchens pas cette avance!». résume M. Jacques Sabatier, directeur du développement de Thomson Consumer Electronics

Montant et destination des crédits, calendrier, et surtout prin-cipe même d'obligations, intensifient le débat entre tenants du marché et planificateurs européens, et le consensus recherché par la Commission européenne tarde à se manisester. Or il conditionne nombre d'autres décisions, dont le lancement de satellites comme le pre-Europesat, destinés justement à combler les besoins de transport des nourelles normes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA





UNE COMMUNICATION FINANCIERE INTERNATIONALE REUSSIE N'A PAS DE PRIX...



DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine. dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.



125

Mai. Crance Particles To

The same

· Lerre war

MOTO AS THE SEC.

e company of the comp

ins.

erre gar riga con 1 dese a so

and the second

Office to the second

1 4174 - 11 11 11

e Fer

and the state of t

ight to a street

terra de la compa

FRANCE

hec scolair

aries denta

en en albert 21 - Village

ECONOMIE

La forte progression du chômage en France fait naître le doute : et si la politique économique menée par le gouvernement n'était pas la bonne?

C'est bien entendu l'action

menée par M. Pierre Bérégovoy qui se trouve visée par les critiques actuelles : rigueur budgétaire excessive, progression trop faible du pouvoir d'achat, attachement à la solidité du franc et à sa bonne place dans le SME (système monétaire européen). Il n'est pas jusqu'à la politique de désinflation qui ne soit remise en cause : un leader syndical (M. Marc Blondel, de FO, dans k Monde du 4 septembre) ne vient-il pas de déclarer qu'un peu plus d'inflation améliorerait

Mardi 3 septembre lors de son point de presse hebdomadaire, le ministre de l'économie, des finances et du budget a choisi de contre - attaquer : personne ne sait laisser filer l'inflation à petites doses, a-t-il assuré. Quand les hausses de prix s'accélèrent, elles échappent à tout contrôle : les années 1980-1981 en France, la crise que traverse la Grande-Bretagne sont effectivement là pour le prouver. Et si les prix s'acceléraient, c'est le niveau de vie qui s'améliorerait moins vite. aioute le ministre, en annonçant que le pouvoir d'achat du revenu disponible progressera d'environ

1,6 % cette année, soit plus vite que le taux de croissance économique. Comme en 1990. Ce qui prouve que depuis deux ans les salariés tirent bien leur épingle du jeu dans le partage de la richesse nationale.

Le SME? Il fonctionne désormais

en notre faveur. A trois reprises

depuis novembre 1990, l'Allemagne a relevé ses taux d'intérêt : trois fois la Banque de France n'a pas suivi. Les écarts de taux nominaux à court terme ont maintenant disparu avec le grand voisin, revenant à un terme. Les choses peuvent encore s'améliorer; depuis juin dernier, la hausse annuelle des prix est plus faible en France ou'outre-Rhin · l'écart a atteint un point en juillet (4,4 % là-bas, 3.4 % ici) et se maintiendra probablement à ce niveau en août. S'il en allait ainsi pendant quelques mois encore, alors même que la croissance économique repartirait en France, accréditant l'idée que la compétitivité de notre économie devient bonne, la Banque de France pourrait baisser les taux

taux d'intérêt faibles. M. Bérégovoy est persuadé de mener la bonne politique. A tel point que s'il devait s'adresser des critiques, il se reprocherait de n'être pas assez rigoureux. Mais il n'en est pas encore là...

ALAIN VERNHOLES

d'intérêt sans trop se soucier de

ce que font nos voisins. Seule

une monnaie forte permet des

La France s'inquiète de l'effondrement | La BERD limite ses premières interventions des échanges commerciaux à l'Est

М. Ріелте Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui doit se rendre à Moscou et à Kiev à la fin de la semaine, a estimé mardi 3 septembre que les pays occidentaux devraient aider l'URSS et les pays d'Europe de l'Est à rétablir leurs liaisons commerciales en instituant «une sorte de plan Marshall» (le Monde du 4 septembre).

En lançant publiquement mardi 3 septembre l'idée d' « une sorte de plan Marshall» pour les pays de l'Est, M. Pierre Bérégovoy a exprimé l'inquiétude que lui inspi-rait l'effondrement des échanges commerciaux entre ce qui est encore l'Union soviétique et ses anciens satellites devenus indépendants.

Ces échanges sont pratiquement interrompus, a déclaré en substance le ministre. Notre problème est qu'ils puissent reprendre car ils ont actuellement tendance à se réorienter massivement vers l'Ouest. En faisant ainsi part de ses préoccupa-tions, M. Bérégovoy a vontu mettre en garde contre le danger qu'il y aurait à laisser se créer une situation qui verrait les pays occiden-taux, européens notamment, incapables dans un avenir proche d'absorber rapidement les produc-tions renaissantes des pays de l'Est.

Jusqu'à ce qu'ils s'effondrent, les liens commerciaux autoritairement mis en place par l'URSS créaient une grande dépendance des anciens pays satellites regroupés dans le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) vis-à-vis de Moscou. C'est ainsi qu'en 1988 les pays du CAEM absorbaient la moitié des exportations de l'URSS et lui

tions. Les pays occidentaux, s'ils étaient des partenaires non négligeables, n'entraient que pour une part beaucoup plus faible dans le commerce soviétique, absorbant 22 % de ses ventes et fournissant le quart de ses achats.

La logique du CAEM a abouti non seulement à spécialiser les productions par pays mais aussi à réduire les échanges qui n'ont jamais eu – et de très loin – la diversité et l'ampleur qu'ils ont entre pays européens de l'Ouest. C'est ainsi que l'Union soviétique concentrait sous forme de pétrole et de gaz ses exportations vers les pays du CAEM.

Les résultats sont là. Lorsqu'il s'est rendu en Pologne avant les vacances, M. Bérégovoy a déconvert des chiffres catastrophiques: les échanges commerciaux avec les autres pays de l'Est ont baissé de 90 %. La situation risque de se dégrader encore si l'Union soviéti-que éclate en Républiques indépendantes, ayant chacune leurs mon-naies et leurs règles pour gérer le commerce extérieur.

Pour rétablir les échanges com-merciaux entre les pays de l'Est et leur grand voisin, l'idée française est double : maintenir une union monétaire entre Républiques de l'ex-URSS et encourager la conver-tibilité des monnaies entre elles; créer une sorte d'union est-européenne des paiements comme il a existé une UEP (Union européenne des paiements) dans l'Europe de l'après-guerre, qui a facilité les échanges commerciaux et a poussé à l'intégration économique de la zone. L'idée sur laquelle commen-cent à réfléchir les autorités francaises serait de créer un mécanisme de compensation et une unité de

compte commune qui permettraient aux pays de l'Est et aux Républiques de la nouvelle Union de commercer entre eux sur des bases de paiement multilatérales (1). Ainsi seraient réduits les besoins de liquidités, chaque pays soldant ses déficits de balances de paiement par rapport à l'ensemble des membres de l'union et non par rapport à chacun d'eux.

Un tel système implique évidem ment à terme une volonté d'intécoordination des politiques economiques, monétaires et financières (il faudra en particulier déterminer des parités monétaires); il implique également - mécaniquement pourrait-on dire - que les pays de la future union monétaire équilibrent globalement leurs comptes entre eux mais également, à terme, vis-àvis de l'extérieur. C'est probable-ment la qu'une aide des pays occidentaux se justifiera pleinement, cette aide à propos de laquelle M. Bérégovoy évoque le plan Mars-hall et que l'ONU avait estimé. après les déclarations faites l'année dernière par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, à 23 milliards de dollars

Vue sous cet angle, l'adhésion à part entière de l'Union soviétique au FMI et à la Banque mondiale, souhaitée par le ministre de l'éco-nomie, apparaît importante, si toutefois elle facilite, en plus d'une intégration régionale qui apparaît prioritaire, le développement ultérieur des échanges de l'Union soviétique avec le reste du monde.

(1) Voir à ce sujet le numéro spécial sur l'Est publié par L'OFCE.

en URSS à une assistance technique

Durcissant la position ailemande, M. Theo Waigel, le ministre des finances, a confirmé mardi 3 septembre que son pays plaidait pour des aides importantes à l'Union soviétique. Mais il a aussi mis en garde contre un éclatement de l'URSS et a demandé que des garanties soient données sur le paiement de la dette soviétique. A Londres, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a précisé ses intentions immédiates à l'égard de l'URSS.

LONDRES

correspondance Une réunion d'évaluation et de que européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à l'égard de l'URSS a eu lieu mardi 3 septembre, à Londres, en présence d'une importante délégation soviétique menée par le vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Ernest

A l'instar des gouvernements occidentaux et des grandes ban-ques privées, la BERD attend que Union et les Républiques se mettent d'accord sur leurs futures relations avant d'engager un pro-gramme spécifique d'aide. Lors de la réunion du conseil d'administration, mardi, seul l'octroi d'une assistance technique a été évoqué. Le financement de projets ponctuels dans des domaines jugés cru-ciaux (énergie, distribution alimentaire) n'est envisage qu'à moyen

terme, quand les responsabilités

entre le «centre» et les Républiques seront précisément définies. Les participants ont noté la volonté de la délégation «soviétorusse» de parler d'une seule voix face aux autres membres de la BERD. La nouvelle union permet-tra le maintien d'un espace économique unitaire car il existe une communauté d'intérêts pour mainune monnaie commune. Ceci dit. sa participation au processus éco-nomique, ont déclaré en substance M. Obminsky et M™ Valéric Telegin, présidente de la Banque russe du commerce extérieur.

Plusieurs facteurs limitent toutefois la marge de manœuvre de la BERD à l'égard de l'URSS. Les statuts de l'institution imposent de sévères restrictions aux prêts directs à l'URSS, plafonnés au montant de sa quote-part (6 % du capital) jusqu'en 1993. D'autre part, la charte constitutive, signée le 15 avril à Londres, interdit toute prise de participation majo-ritaire ou de contrôle dans une entreprise.

« Avec de telles contraintes, je peux vous assurer qu'il nous serait difficile de gacher des ressources en investissant à grande échelle en URSS », nous dit M. Mario Sar-cenneli, vice-président chargé de la section « développement ». Dans un tel contexte, la BERD préfère mettre l'accent sur ses activités de consultant en restructuration plutôt que sur des prêts directs.

Dans cette tâche, son président,
M. Jacques Attali, peut compter
sur deux personnalités de poids
qui dirigent le merchant banking
(banque d'affaires): le premier vice-président, M. Ronald Free-man - qui a travaillé au bureau parisien du cabinet américain McKinsey, avant de rejoindre la firme Salomon Brothers, - et son bras droit, l'ex-ministre des finances de la fédération de Russie, M. Boris Fiedorov. A l'instar de l'empire, le bureau «URSS» du département development devrait être éclaté en plusieurs desks (centre, pays balles, Russie, autres Républiques) au fur et à mesure que se précise la configuration du pays.

Depuis son inauguration, il y a cinq mois, la BERD n'a réalisé qu'une scule opération concrète, l'assistance à une banque de développement polonaise. La folie des grandeurs prêtée à son président, M. Attali, son comportement pour le moins insolite, son entourage constitué en majorité d'intellectuels brillants certes, mais dépourvus d'expérience bancaire, n'ont cessé d'alimenter tout au long de l'année les sarcasmes de la City. En privé, l'ex-conseiller spécial de l'Elysée se plaignait d'être mis à l'écart par les hommes de la City. « C'est parce que je suis juif, socia-liste, français et intellectuel... dans l'ordre », avait-il confié un jour,

L'atilité

de la banque De l'avis général, le président de la BERD a géré de façon adroite et ordonnée la crise soviétique. Les opérations de la banque en URSS avaient été immédiatement suspendues au moment du putsch. des lettres de soutien envoyées à MM. Mikhail Gorbatchev et Boris Eltsine, un embargo avait même été préconisé (le Monde du 21 août). Dès le retour de M. Gorbatchev à Moscou, une délégation de la BERD s'était rendue dans les pays baltes. Un accord de coopération vient d'être signé avec le maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak, octroyant à la banque la responsabilité du conseil en privatisation des entreprises de la usine de fabrication de réacteurs pour les sous-marins nucléaires.

Aujourd'hui, personne ne conteste plus, à la City, l'utilité de la BERD, née pourtant dans le scepticisme général. Aux yeux des banquiers de la place de Londres, l'institution de M. Attali figure aux premières loges pour aider l'économie de l'ex-URSS à se réformer, condition indispensable au déversement d'une aide occidentale massive.

MARC ROCHE

□ L'Albanie va devenir membre de la BERD. – Le porte-parole de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a annoncé que la candidature de l'Albanie avait été défendue, mercredi 4 septembre à Londres, par le conseil d'administration de la BERD auprès du conseil des gouverneurs. Le porte-parole a précisé que cette admission avait, des lors, «de très bonnes chances» d'être

Reçu par M. Kaïfu, premier ministre nippon

M. Strauss-Kahn a tenté d'assainir les relations économiques franco-japonaises

A l'issue de sa visite de quatre jours au Japon, M. Dominique Strauss-Kahn a estimé mercredi 4 septembre à Osaka que son voyage avait contribué à et Tokyo. Signe d'apaisement, le ministre délégué de l'indus-trie a été cordialement reçu, le 3 septembre à Tokyo, par le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, un rendez-vous non prévu

OSAKA

de notre envoyé spécial

Arborant une cravate tricolore en son honneur, M. Toshiki Kalifu a accueilli M. Dominique Strauss-Kahn par une vibrante proclamation de francophilie. Le premier ministre japonais et le ministre français se sont retrouvés pour estimer que dans un monde désormais tricéphale (Etats-Unis, Japon, CEE) le niveau des relations économiques entre la France et le Japon était « anormalement faible ». Ils ont notamment examiné dans quelles conditions les deux pays pourraient coopérer pour réhabiliter le parc de centrales nucléaires d'URSS, le Japon accordant son assise financière et la France son

L'apaisement l'a donc emporté et M. Strauss-Kahn s'est félicité d'avoir assaini le climat après les «nippophobes» a Tokyo. La franchise des discussions a cependant fait apparaître la persistance de divergences d'approches. Ainsi, l'entrevue entre M. Strauss-Kahn et M. Taro Nakayama, ministre des

M. Taro Nakayama, ministre des affaires étrangères, a donné lieu à quelques échanges aigres-doux. M. Nakayama a souligné d'emblée que les propos du premier ministre français risquaient, selon son porteparole, de «refroidir l'ardent effort des industriels japonais » à investir en France. M. Strauss-Kahn a répliqué que M. Cresson avait été mal comprises. mal comprise.

Le MITI, une «femme au cœur tendre»

L'entretien s'est avéré plus fruc-tueux avec M. Eiichi Nakao, ministre du MITI (industrie et commerce international), même si les lectures faites de part et d'autre de l'accord CEE-Japon sur l'ouverture progressive du marché européen aux voitures japonaises ne sont pas concordantes. S'exprimant le 2 septembre lors d'un diner à l'ambas temore lors d'un duier à l'ambas-sade de France, M. Nakao avait rendu hommage à la culture fran-caise et à M. Mitterrand et avait fait patte de velours: « On ne peut plus penser à ses seuls intérêts: il faut être ouvert à ses partenaires. Le MITI est agressif et a beaucoup de mitiers en agressif et a beaucoup de puissance, mais c'est une semme au cœur tendre.»

Le hiatus est là: M. Nakao a évité de se placer sur le terrain où M. Strauss-Kahn voulait l'entrainer, celui de la compétition industrielle. Tant au MITI que devant le Keida ren - patronat - ou chez les indus-triels japonais qu'il a rencontrés, le ministre français a résumé sa pen-sée par une formule : « Nous voulons entrer en compétition. » Il s'est efforcé de démontrer que la France est un pays industriel puissant et qu'elle est ouverte aux investissements étrangers, y compris nippons. Une enquête menée pour la chambre de commerce et d'indus-trie française au Japon révèle que pour 68,5 % des Japonais, la France est un pays de culture et pour 5,6 % seulement un « grand pays industrialisé ».

M. Strauss-Kahn s'est employé à mettre l'ensemble des problèmes économiques bilatéraux sur la table. Le déséquilibre commercial?

assise technologique, une telle coopération pouvant être élargie à avec l'Allemagne, pourquoi ne le ferait-elle pas avec le Janon... Il a pour un appel d'offe international ferait-elle pas avec le Japon... Il a protesté contre la politique japo-naise visant à imposer depuis la catastrophe de Tchernobyl un certiproduits alimentaires français exportés vers le Japon, en ironisant sur le fait qu'un million de touristes japonais reviennent chaque année de France sans être contaminés... Mais il s'est engagé à appor-ter des « preuves scientifiques ». Il a souhaité un développement de la coopération sur le nucléaire et regretté que la pénétration de l'Airbus au Japon, malgré les commandes de la compagnie ANA,

> Globalement pourtant, M. Strauss-Kahn s'en est surtout pris aux Etats-Unis, comparant leur comportement au Japon à celui d'un « proconsulat ». Dans le domaine spatial, il a ainsi reproché aux Américains d'obliger les Japonais à travers l'exemple des Super 301 à acheter des satellites clé en main en laissant au constructeur (américain) le choix du lanceur (américain). Arianespace, dont le président M. Charles

soient trois fois moindres qu'aux

pour un appel d'offre international qui doit être lancé en fin de semaine. Autre marché à problème, celui de l'hélicoptère. L'Aérospale a vendu environ quatre cents hélicoptères civils mais aucun aux militaires, en raison là aussi de la domination américaine sur ce mar-«A nous de fournir l'effort; là où

on est les meilleurs, on peut s'implanter», a plaidé M. Strauss-Kahn devant le public acquis à cette cause de la chambre de commerce à Tokyo. Les industriels français du Japon sont déjà bien engagés dans cette voie. Rhône-Poulenc va achever la dernière phase de sor centre de recherche et entend porter son chiffre d'affaires au pays du Soleil-Levant de 2,5 milliards de francs en 1990 à 10 milliards en 2000. Elf Aquitaine comptabi-lise 14 joint-ventures. Mais entre l'apaisement et la confiance réciproque, il y a encore un grand pas que la seule visite de M. Strauss-Kahn ne suffira sans doute pas à franchir. En attendant M™ Cres-

MICHEL NOBLECOURT

Contrairement aux pays latins

L'Allemagne soutient les propositions des Pays-Bas sur l'Union monétaire européenne

pris position, au cours d'une réunion d'experts à Bruxelles, en faveur des propositions sur l'Union monétaire européenne (UEM) faites en début de semaine par les Pays-Bas. La Grande-Bre-tagne a également apporté son soutien, tandis que plusieurs pays latins exprimaient leur réticences.

Les Pays-Bas, qui président la CEE actuellement, ont proposé qu'un pays ne puisse entrer dans l'UEM que sous des conditions sévères. L'inflation, le déficit budgétaire et le taux d'intérêt du pays candidat doivent être quasiéquivade celui présenté par le Luxem-

Le gouvernement allemand a bourg et semble préférer une évolution plus lente vers l'union. Le Luxembourg proposait que dans la seconde phase de l'UEM, à partir de 1994, un comité des banques centrales soit mis en place. Il deviendrait la Banque centrale en 1996. Pour les Neerlandais, le comité serait indépendant et ne pourrait qu'émettre des avis sans avoir de droit de regard sur la politique monétaire des pays. Le passage à la banque centrale serait conditionné à une étroite convergence des économies. Selon les pays latins, les conditions émises à ce sujet sont trop dures puisque lent à ceux des pays déjà mem-bres. Le plan néerlandais diffère aujourd'hui postuler à cause de même l'Allemagne ne pourrait son déficit budgétaire.

CONCOURS COMMUN EPG

Concours d'entrée en 1ère année des 4 Grandes Ecoles du Groupe des **Ecoles Parisiennes de Gestion**

ESGF Ecole Supérieure de Gestion et Finances

ESGN Ecole Supérieure de Gestion et Négociation ESGC Ecole Supérieure de Gestion et Communication

Ecole Supérieure de Gestion ESGCI et Commerce International



Sessions de Septembre 1991 4 épreuves : Culture générale - Anglais - Entretien individuel et entretien de groupe. Bac exigé

25, Rue St-Ambroise - 75011 PARIS ECOLE MUSEUMS DE CESTION Téléphone : 43 55 44 44

Une Société d'Economie Mixte d'Equipement et d'Aménagement de taille

Agé, d'environ 30 ms, vois possèdez une très borne connatsance de la consptabilité et vois êtes us très borr utilisateur de l'informatique.

Yous quez une formation fanancière et comptable, et si possible juridique (exemple IEF ECOFI + nivéau DECS ou équivalent).

Yous assurerez l'élaboration et le suivi des divers instruments prévisionnels spécifiques comme des opérations d'aménagement et de construction; et des divers les recettes et de décentes.

états de receites et de dépenses.

Yous aurez à : • Elaborier des instruments de gestion et de contrôle de gestion, en particulier au travers du contrôle des différents budgets de la Société • Conseiller la Direction Générale en matière financière, notamment en ce qui

concerne la trésorerie et en matière fiscale en assurant la liaison avec les Conseils Extérieurs de la Société.

Vous oursez de préférence une première expérience dans une société de même noture ou dans une PME.

Bon organisateur, personnaîté de premier plan, rigoureux et diplomate, serez l'interface entre les différents services.

Responsable Financier III

attaché à la Direction Générale

CENTRE D'ART CONTEMPORAIN

Vassivière-en-Limousin

recrute

DIRECTEUR

MISSION

Mise en œuvre d'un projet artistique (accepté lors du

 Gestion administrative et financière sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration de l'Association de gestion du C.A.C. de l'ensemble de la gestion du centre.

PROFIL SOUHAITÉ

Très bonne connaissance et expérience professionnelle dans l'art contemporain avec ses applications éven-tuelles dans le domaine de la création industrielle.

Un cahier des charges complétant le présent avis et pré-cisant les conditions de recrutement doit être demandé par tout candidat éventuel à :

M. le Président de l'Association de gestion du Centre d'art contemporain de Vassivière SY.MI.VA - BP 1 - 23460 ROYÈRE-DE-VASSIVIÈRE

Avant le 15 septembre

PARIS OUEST

GROUPE DE CONSEIL DE TRES GRANDE NOTORIETE, NOUS CHERCHONS POUR NOTRE ACTIVITE FORMATION:

COMMERCIALE H/F

rattaché personnellement au Responsable de cette activité, il sera chargé, en liaison avec les spécialistes techniques, tant vis-à-vis des sociétés déjà clientes du groupe, que des sociétés exténeures, d'un rôle de prospection, de presentation et de valorisation des activités formation ainsi que de l'organisation logistique du suivi et de la gestion des stages. Le poste autonome et très vivant suppose un esprit

commercial et relationnel accentue et un niveau d'études équivalent au moins à BAC + 3 appuyé sur une première expérience réussie dans des fonctions Une formation ou une première experience liée aux

problèmes juridiques serait un atout extrêmement apprécié.



compétence.

entreprises sur la ville).

environnement agreable.

conseil d'administration.

Salaire motivant à débattre

RETROUVEZ

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 2.301 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avors chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité. KPMG FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE

CONFLANS-SAINTE-HONORINE

32 000 habitants - 700 agents

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

chargé de l'URBANISME et des AFFAIRES ÉCONOMIQUES

(dans le cadre des Attachés)

Vous avez une formation juridique appliquée à l'urbanisme, complétée

par une expérience confirmée de la gestion administrative d'un service

Vous souhaitez intégrer une équipe de direction dynamique et portici-per directement oux prises de décisions concernant votre domaine de

de l'urbanisme opérationnel lié à l'application du droit des sols

 de l'urbanisme prévisionnel avec une aide à la définition de la politique d'aménagement urbain : — de l'action foncière (montage et suivi des dossiers d'aménage-

ment foncier, relations avec la SEM...);
— de l'action économique avec l'assistance d'un chargé des

affaires économiques (poursuite de l'action menée pour implanter des

Les candidatures et les CV sont à adresser dans les plus brefs délais à

M. le Maire, Hôtel de Ville

78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

POSTE DE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

objectif essentiel l'implantation d'activités industrielles et

commerciales dans une ville possédant de réels atouts, tant en ce

qui concerne ses entreprises que sa situation géographique, dans un

capable de mener à bien cette mission, en liaison avec les élus du

Pour cela, nous souhairemons qu'il possède, outre une bonne connaissance de l'anglais, à la fois une expérience des milieux de l'entreprise et des milieux des administrations nationales et

Animateur d'une equipe de sept personnes, il devrait avoir le sens des relations humaines, de la communication et de la

Adresser lettre manuscrite indiquant les prétentions et CV

avant le 22 septembre

M. le Président de l'ADEMA

75. bd Alexandre-Oyon, 72100 LE MANS. T. (16) 43-24-28-00

L'Agence de Développement Économique du Mans a pour

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur

Il aura donc à assurer des tâches de prospection et de

En qualité de SGA, vous assurerez la direction :

Adressez lettre + CV + photo à notre consell : FIDORGA - Marie-Pierra PERUSSEAU-LAMBERT

GROUPE EGRIS INDUSTRIES

18 Bis, rue de Villiers - 92300 Levallois Perret.

CA 5.7 milliards de francs, 5600 personnes UNE STRATÉGIE MONDIALE - OSCAR DE L'EXPORTATION 1991 Notre métier : La mécanique pour l'équipement de l'industrie et du bâtiment. . Maîtrise des fluides industriels et domestiques . Matériels de levage et de manutention recherche un

25 / 30 ans, de formation universitaire (Bac + 5) ou Ecole de Commerce, vous avez vécu une première expérience professionnelle de 2 / 3 ans dans un cabinet anglo-savon. Vous aurez pour mission :

- La prise en charge d'une consolidation

- L'audit et la mise en place des procédures groupe (comptabilité et organisation) dans les filiales de LEGRIS INDUSTRIES.

Pour ce poste basé à RENNES, mobilité geographique et bonne maitrise de l'anglais sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à : LEGRIS INDUSTRIES 74 rue de Paris - BP 1105 - 35014 RENNES cedex.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-MARNE

pour son laboratoire vétérinaire en pleine expansion par concours sur titres, on par mutation ou dé

UN ADJOINT AU DIRECTEUR

La clôture des inscriptions est fixée ou 26 OCTOBRE 1991 Les candidatures et CV sont à adresser à

M. le Président du Conseil Général 1, rue du Commandant-Hugueny - BP 509 - 52011 CHAUMONT Cedex

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à Mer le Directeur du Laboratoire Départemental. Tél. 25-32-87-40

Youlain

à BLOIS

Filiale de CADBURY SCHWEPPES, nous réalisons près de 900 MF de CA avec 550 personnes, et avons récemment ouvert notre nouveau site de production fortement automatisé. Nous recherchons un jeune

Juriste d'Entreprise

Il exercera un rôle de conseil, prévention, et assistance ouprès de nos différentes directions, principalement dans les domaines commercial (marques, publicité, concurrence, distribution) et industriel (brevets). Il interviendra également dans les actes courants de la vie juridique de la société : droit du travail, conseils et assemblées.

De formation Bac +4/+5, il a au moins 2 ans d'expérience et une très bonne pratique de l'anglais.

Ce poste est basé à BLOIS (41).

Pour un premier contact, merci d'écrire sous réf. 1092 🚉 avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés

116 Champs Elysées 75008 PARIS.

LA VILLE DES ULIS (Essonne) 27 000 habitants recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Cadre A (cadre d'emploi des attachés) Membre de l'équipe de direction administrative chargé de coordonner l'action de divers services concernant :

- L'enfance et la petite enfance - La ieunesse et le sport

Le développement culturel.

Poste à pourvoir rapidement Envoyer candidature avec CV photo et copie des diplômes à :

Monsieur le sénateur-maire BP - 91942 Les Ulis Cedex. ANNONCES ECS

ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM (11 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1700 personnes) recherche dans le cadre de sa forte expansion à l'étranger son (sa)

Responsable du Contrôle de Gestion International

Rattaché directement au Contrôleur de Gestion Central vous Rattache orrectement au controller de destant server interface privilégié des responsables de nos filiales interna-tionales pour tout ce qui a trait à la gestion : élaboration et suivi des budgets, mise en place des tableaux de bord, assistance comptable et fiscale et surtout préconisation d'actions correctrices permettant d'améliorer la rentabilité des opérations. Pour mener à bien cette gion, vous encadrerez 3 Contrôleurs de Gestion.

Agé d'anviron 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une solide expérience dans la fonction. Ce poste requiert rigueur, curlosité, mobilité et d'excel

D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes à l'inté rieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger Anglais indispensable, une 2ème langue serait un atout supplé

Le poste est basé à Paris, des déplacements à l'étranger sont à Merci d'adresser CV et lettre man. s/réf. DS 769 à ECS - Relations

Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES



SmithKline Beecham Laboratoires Pharmaceutiques

Exercez votre métier dans l'un des premiers groupes mondiaux de la santé

CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Administrative et Financière, vous assisterez le Contrôleur de gestion d'une de nos Directions Marketing (élaboration des résultets mensuels, analyses financières, préparation des budgets, ...).

Vous avez une formation École Supérieure de Commerce (type HEC - ESSEC ou équivalent) de préférence complétée par une première expérience. Vous serez en relation permanente avec nos Chefs de Réseaux, nos Chefs de Produits et notre Direction Marketing. Ce poste évolutif recquiert de réelles qualités relationnelles.

Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. ACG/4/09 à SMITHKLINE BEECHAM - Laboratoires Pharmaceutiques Direction des Ressources Humaines - 6, Esplanade Charles-de-Gaulle 92731 NANTERRE CEDEX.



À PERPIGNAN PARTICIPEZ A LA BANQUE DE DEMAIN

se Poquilaire des Pyrénées Ori une des plus grandes banques de sa région, cherche un **ORGANISATEUR**

Rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez pour objectif d'optimiser nos procédures dans un souci

constant d'amélioration de la productivité et de la rentabilité de Dans ce cadre, vous condulrez totalement des missions d'organisation: diagnostic, arbitrage, mise en place des

procédures, formation des utilisateurs. Vous participerez également à la conception des nouvelles 🕺 procedures et organisations.

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'ingenieurs, MIAGE, Maîtrise d'Économie ou de Gestion), votre expérience de 3 à 5 ans, de préférence dans une banque, ou un Cabinet d'Organisation, vous a donné la connaissance des procédures et circuits bançaires.

Espnt d'analyse et de synthèse, goût des contacts et aptitude à la negociation sont des qualités indispensables.

Si vous êtes disponible rapidement, merci d'adresser votre candidature (lettre. C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence 1019/LM à notre Conseil

ETHNOS 75017 PARS tore de SYNTEC Recrutemen

Groupe de promotion immobilière en forte expansion, nous assurons à nos investisseurs des placements très

S U

Buildinvest

performants. Nous créons aujourd'hui un nouveau poste au sein de notre Direction.

Construisez avec nous votre carrière de demain.

B ras droit de notre PDG, vous analyserez et préparerez les dossiers dans les domaines juridiques et organisationnels. Bon négociateur pour des missions de confiance, vous êtes aussi ngoureux et organisé. De lormation supérieure, type ESC, vous avez 3 à 4 ans

Notre réussite nous permettra d'offrir d'importantes perspectives d'évolution à un collaborateur de valeur. Poste basé à Paris avec des déplacements en province

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et d'expérience en entreprise prétentions), sous réf. L1185, dans une fonction polyvalente. à notre conseil :

> Interrégions Consultants 8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris. 6 • 1 5



36.11

e de par

2 g (34)

SEMASEP

ATRAL ELECTRIC CAPT 京海外 (1917年) 1917年 李维基高 安藤

Withdrawa to the solid process with a single-

FARE BEING

*· a- ; TO CAPITAL CONTRACTOR OF THE PARTY AND ADMINISTRATION OF THE P The second second second

2 comments against

ره و سورون ۵۰ ده

Service of the second

THE STATE STATES the same designation of the المتحدد والمتحدد والمتحدد

The same of the first section is

Y & 3

ration

forage and a second

A TOTAL STATE OF THE STATE OF T

iu 13 252 ç

marrie aret er en angel

cas de fara.

Bettilet 2 im

grands (pro

SEISTING A TRE

micro ent time

r due tellig

- 101

e ans

and the same

102 - 122 12 - 1212 13 - 1

www.base

*

4.7

A constant of the same

6. k. 3...2

green on the

: :::: 1 1 1 1 1

· · · · · · · · ·

1.5

2012A

2.3

...

4.4 C 3 R4.3

i i samon 🎍

-:

. . . 2

1, 1

i Maria

:- P) -52521 President F z in verseig

Beller of Andrea there is

Part Links

ti Contrôle

inetional

Carrier Alexand

plants alivides

ar & Marcianta

Milarben & Perpo

THE RECT OF STREET

S. P. Man Line

🕶 🏟 Cammerca

Cose to Pres

S

\$0000 MICH

Property

ACC.

WHEN ALL AND A

TEPEZ

DEMAIN

Berge Heige

Manager & Comment of the Comment of

Per market and a second

· ·

THE PART OF THE PARTY.

BOOK THE TITLE WITHOUT

The Park of the Park

and the Contraction

THE THE ASSESSMENT OF

CA CHARLES TO SEE

C - A Transport of the Wednesday to her by

ME THE THE

学学学 计图

No. of London

n Tankture

THE PARTY OF STREET

美女子 的 \$ 2

THE THE

Carrières

intervenant dans les domaines des études urbaines, de l'aménagement et de la construction de logements, équipements publics, locaux d'activités, recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

De formation architecte, géographe, économiste, ingénieur, etc.
vous possedez une réelle expérience pluridisciplinaire du
developpement local. Affentif à la qualité urbaine, aux problèmes
de société liés à la ville et aux banlieues, vous avez un iniérêt marqué
pour le contact avec les agents économiques et les habitants, une
capacité d'adaptation à la polyvalence des missions.

Your assprerez, en ligison ovec les équipes municipales, le montage et la conduite d'opérations complexes d'aménagement et de construction sur une ou plusieurs communes.

ASSISTANT D'OPÉRATIONS

Votre formation d'origine a été complètée par un 3ème cycle relatif à l'aménagement urbain (IEP, Ponts, etc.).

Au sein de notre équipe, vous interviendrez auprès d'un chargé d'apérations expérimenté. Votre motivation et vas résultats pourront vous permettre d'accèder rapidement à une autonomie et à des responsabilités dans votre activité.

Adressez votre C.Y. + lettre manuscrite + photo à SEMASEP BP 17, 94801 VILLEJUIF CEDEX.

righini

implanté à Tonneins (47), nos 30 ans d'expérience dans la conception, la fabrication industrielle et la commercialisation de partes d'intérieur, nous ont permis d'être aujourd'hui l'un des leaders de notre profession. Note développement actuel nous conduit à recherchet un

INGENIEUR RECHERCHE DEVELOPPEMENT

Mission:

Mise en place de la cellule recherche et développement.

Contrôle et gestion de la quolité.

Suivi de la normalisation et de la règlementation technique.

Etude et recherche de procédés et de produits nouveaux.

Profil:
Agé de 26 à 32 ans de formation ingénieur type ENSAM au ESB, vous disposez d'une première expérience réussie de la recherche et du développement acquise si possible dans le secteur du bols.

Ecrire sous rél. A691D au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 18 rue ferrère 33000 BORDEAUX, et consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFIEL

Florian Mantione Anstitut

agence de bassin Loire-bretagne

Orléans. Nous sommes un Etablissement public de l'Etat spécialisé dans la gestion de la ressource en cau et la lutte contre la pollution. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre Division "Qualité des Eaux" et recherchons un collaborateur.

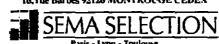
Ingénieur Intervention secteur industriel

† 5

Vous serez chargé de la coordination des interventions de l'Agence dans l'Industrie, essentiellement dans les domaines suivants ; économies d'eau, dépollution, prévention des pollutions accidentelles, élimination des déchets. Bon specialiste, vous interviendrez en tant qu'expert auprès de nos délégations régionales et serez en relation avec les organisations professionnelles des industriels et l'Administration. Vous proposerez les évolutions de la politique d'intervention industrielle de l'Agence.

Agé d'environ 30/40 ans, vous possèdez une formation superieure (Ingénieur) et une solide expérience des relations avec les industriels. Une réelle connaissance des activités industrielles est indispensable pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous reference D479/M à Lydia di Martino, SEMA SELECTION. 16, me Barbes 92126 MONTROUGE CEDEX

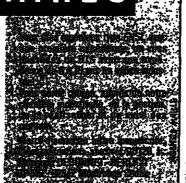


ELECTRICITE INSTRUMENTATION **AUTOMATISME**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES. SPÉCIA-LISÉE EN MONTAGE ET MAINTENANCE D'INS-TALLATIONS INDUS-TRIELLES,

RESPONSABLE

ZONE D'ACTIVITÉ PROVENCE.



SOCIÉTÉ DU SECTEUR DE L'AUDIOVISUEL (3000 personnes) recherche

INGENIEUR OU MIAGE

(5 à 10 ans d'expérience)

Pour conduire le développement de ses SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION. Dans le cadre de projets ambitieux : mise en place d'une nouvelle COMPTABILITÉ ANALYTIQUE, TABLEAUX DE BORD, INFOCENTRE..., il aura pour mission de coordonner et d'animer l'ensemble des acteurs de ce développement (petite équipe interne de haut niveau, prestataires extérieurs, groupes utilisateurs).

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : CCPEG, 87 route de Grigny, 91130 Ris-Orangis. Rét._AM/9/91

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT PARIS

recherche

ARCHITECTE ou INGÉNIEUR

Ayant une expérience significative dans le domaine de l'immobilier (maîtrise d'ouvrage, aménagement urbain) pour lui confier le suivi et la coordination d'opérations d'aménagement en

Ce poste nécessite des qualités d'approche globale permettant de prendre en compte l'ensemble des aspects administratifs et techniques d'une opération.

Adressez CV, photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ sous nº 8363 15/17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15



GENERAL ELECTRIC CAPITAL

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU GROUPE GENERAL ELECTRIC recherche

pour dynamiser et développer son activité un :

COMMERCIAL EN FINANCEMENT DES VENTES

Basé à Marseille, vous supportez sur le terrain, grâce à nos solutions de location et crédit bail, une équipe de commerciaux dans leurs ventes d'équipements auprès de clientèle privée et publique sur la région sud-est.

Vous êtes déjà un professionnel du leasing, de préférence sur le marché médical, et vous êtes prêt à relever le défi de la création d'un poste régional d'animation commerciale sur le terrain. Ce poste est à pourvoir immédiatement. Pour nous rejoindre, envoyez votre CV et vos prétentions à :

GE CAPITAL, SERVICE COMMERCIAL 78/80, av. du Gal-de-Gaulle, 93170 BAGNOLET

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-MARNE recrute pour ses services techniques

Le premier sera responsable des études routières : réalisation

es techniques - Mise en cauvre des procédures administratives • Le second sera responsable des ouvrages d'art sur routes départementales : gestion, réalisation d'études techniques, dévolution

Candidatures et C.V. à envoyer à

RECHERCHE PAR VOIE STATUTAIRE (Administrateur ou Directeur Territorial) OU CONTRACTUELLE

RESPONSABLE DU "GRAND PROJET HYDRAULIQUE"

Rattaché au Directeur Général des Services, vous menerez à bien la conception et le suivi des travaux d'investissements importants en matière de prévention des inondations : programmation, recherche des partenaires financiers, mise en oeuvre et suivi des opérations. Diplôme d'une Ecole d'Ingénieurs et si possible, déjà familiarisé avec le domaine concerné, vous avez un très bon sens relationnel à haut niveau. Vous êtes un homme de mission, de challenge et surtout de résultats.

Merci d'adresser sous référence 1673 LM. lettre manuscrite + CV + photo à notre conseil LIGHT Jean-Neid MERKENDRACK -0/8, rue Andris Beck - 92300 MUUDON LA FORFT cedex qui tratera en toute confidentialité votre dossier.

Futur délégué général

- Syndicat Professionnel Produits Alimentaires -

Notre organisme connaît une activité toujours croissante depuis 10 ans et recherche le bras droit de son Délégué Général.

Ses missions principales seront:

Coordonner et gérer le Syndicat en assistant le Délégué Général dans ses contacts en France comme à l'étranger.

Suivre la vie du Syndicat au plan administratif et budgétaire.

Intervenir sur le suivi des Recherches fondamentales effectuées par les principaux Laboratoires de Recherches Scientifiques trançais et étrangers (organisation de colloques).

Représenter le Syndicat auprès des partenaires annaxes (adhérents, journalistes...) et les informer dans tous les domaines.

Assister le Délégué Général dans ses activités internationales ainsi

· Assister le Délégué Général dans ses activités internationales ainsi qu'en lobbying.

qu'en ruccystig.

H/F de plus de 35 ans, de formation supérieure (Agro, IEP, ESC, Droit, Sciences Eco...), anglais courant, vous avez une expérience au sein d'Organismes Professionnels ou Administratifs et/ou du Marketing des produits de Grande Consommation: Vous possédez des qualités personnelles déterminantes, un grand sens de l'analyse et de la synthèse, un goût des contacts ainsi qu'une réelle diplomatie pour s'imposer et devenir l'interlocuteur privilégié des différents partenaires.

Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 28185 à OPéA 2. rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmetira en toute confidentialité au cabinet chargé de cette mission.

DEUX INGÉNIEURS

M. le Président du Conseil Général de la Haute-Marne, 1, rue du Commandant-Hugueny — 52011 CHAUMONT Cedex.

BP 1 - 49340 TREMENTINES (France) 380 pers. - CA: 180 MF

Leader français de la chronométrie industrielle, recherche

CHEF DU SERVICE METHODES ET INDUSTRIALISATION

Mission : animation d'une équipe jeune, dont les fonctions essentielles couvrent la mise en place des dossiers techniquesproduits, (gammes, nomenclatures, etc). l'industrialisation des fabrications (petites et moyennes séries). l'étude et la recherche des équipements techniques necessaires, l'amélioration des postes de

Position: Rattaché au Directeur d'usine. Liaison etroite avec le B.E. Profil: Ingénieur généraliste. Expérience indispensable de 3 à 5 ans. de prétérence dans une PME à dominante mécanique ou électromécanique. Utilisation active de l'outil informatique. La croissance et la notoriété de la société, la grande variété de ses produits, créent des perspectives d'évolution pour une personnalité

ouverte, communicante et efficace. Lieu de travail : près de CHOLET. Premiers entretiens à Paris ou Nantes semaine 39. En échange d'une parlaite discrétion, merci d'adresser



IMPORTANTE SOCIÉTÉ d'AMÉNAGEMENT et d'ÉQUIPEMENT

en banlieue parisienne recherche

UN CHARGÉ D'OPÉRATION QUALIFIÉ

Adresser C.V. et prétentions sous m 8367 Le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

COLD



Ingénieur Electricien: De la maîtrise d'oeuvre à la gestion opérationnelle.

Entreprise de Service du Secteur Public, située en CHAMPAGNE, nous assurons la maîtrise d'ocuvre dans les domaines de la distribution d'electricité, de l'éclairage, des réseaux câbles...

Renforcer les réseaux, les prolonger, concourir à la protection de l'environnement, repondre à des besoins specifiques en matière

d'énergie et promouvoir des technologies nouvelles, ... telle est INGENIEUR - CHEF DE SECTEUR, sur votre zone géographique.

yous concevez la solution technique et montez le dossier financier. Vous redigez le cahier des charges et effectuez les appels d'offres auprès de sous-traitants pour la realisation des travaux... Vous conseillez les élus, les services techniques des villes

et préconisez les amenagements ou créations d'équipements répondant aux besoins exprimes.

Jeune INGENIEUR (SUPELEC, ENSEM, ESIEE, INPG. ENSEEHT, IDN, INSA...) si vous souhaitez démarrer ou poursuivre votre carrière par une responsabilité ouverte sur la technique. l'organisation et la gestion, nous serons heureux de vous accueillir et vous assurerons une évolution rapide vers des responsabilités plus larges.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature $\frac{1}{2}$ à notre Conseil, SEFOP, sous réf. BSE 660 M. SEFOP .11 rue des Pyramides, 750/11 PARIS

 MEMBRE DE SYNTEC = CES ANNONCES RETROUVEZ SUR 36 • 15

هكذا من الأصل



LES EDITIONS NATHAN recherchent

UN RESPONSABLE MARKETING DIRECT (H/F)

 Conseil et fornation des responsables Promotion de chacun des secteurs editoriaux :

Mise en (euvre integrale d'actions de marketing direct en luison ou Votre profil .

Bonne maîtrise des techniques et de toute la chaîne du marketing direct (des tichiers jusqu'à l'analyse des résultats) ainsi que des techniques de communication.

- Expérience professionnelle de 5 ans minimum en agence ou chez un Regueur, dynamisme et sens relationnel très développé.

En cas d'intérêt merci d'adresser, sous référence RMD, lettre manuscrite. CV, photo et pretentions aux Editions Nathan - a l'attention de Laurence BERTIN - 9, rue Méchain - 75014 PARIS

LA VILLE DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE

RECRUTE POUR SON SERVICE COMMUNICATION

Un chargé d'information

journaliste municipal

Placé sous l'autorite du responsable des publications, vous serez

chargé de la collecte de l'information auprès des différents partenaires

Vous serez responsable de la rédaction des textes et articles néces-

saires à la réalisation des divers supports d'information et de promotion

Vous participerez oux différents comités de rédoction et serez étroite-

Vous ferez preuve de qualités rédactionnelles, d'une bonne culture

Pour ce travail de terrain et d'équipe, nous recherchons un (ou une)

jeune professionnel(le) diplomé(e) d'une école de journalisme ou de

Les candidatures et les CV sont a adresser dans les meilleurs délais à ;

Monsieur le Maire,

63, rue Maurice-Berteaux, 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Société allemande

Paris-15e

recherche une

ASSISTANTE DE DIRECTION

de langue maternelle française, parfaitement bilingue allemand, pouvant justitfier d'une réelle expérience

d'au moins 10 ans en secrétariat de direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV

sous référence nº 8366.

Le Monde Publicité.

15/17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Organisme administratif social et financier Paris

3 000 personnes

RECRUTE

CADRE DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Chargé mise en œuvre Contrôle de Gestion (Formation: Maîtrise de Gestion, SC., PO., ECO 1.) Ce cadre participera aux travaux de mise en œuvre du dispositif de

Contrôle de Gestion de l'organisme en secteur tertiaire administratif.

Adresser lettre manuscrite + CV et prétentions à :

M. le Directeur de la Gestion des Ressources Humaines

URSSAF de Paris

3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL Cedex

Le Monde

Carrières Internationales

IMPORTANT GROUPE DE TAHITI

recherche URGENT

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Age de 35 ans ou plus, formation de gestion, expérience d'un poste similaire. Rémunération motivante et nette d'impôt.

DIRECTEUR Quincaillerie/Bricolage

Homme de lerrain de 35 ans au plus avec expenence similaire de 3 au 4 ans. Remunération motivante et nette d'impôt.

Envoyer CV manuscrit et photo à :

A. LABOUCHERE, 3, rue Goethe, 75116 Paris

RETROUVEZ

locaux: élus, services, associations, entreprises...

ment associé à la conception des différents outils.

générale et d'un grand sens des contacts.

communication ayant une expérience locale.







Créé en 1982, le Groupe ESC Tours s'est imposé parmi les Grandes Ecoles de Management par son enseignement innovant et le développement de ses programmes de 3° cycle et de formation permanente de cadres dirigeants. Notre notoriété est l'un des facteurs décisifs de notre expansion, soyez notre

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Vous concevez et animez le plan de commu-

nication du Groupe.

• Vous élaborez les différents supports de communication tant à destination des étudiants

Vous organisez les relations medias du

 Vous développez l'ensemble de notre com-25 / 30 ans, de formation communication, vous alliez créativité, sens du contact et enthou-

Adressez vos lettre, CV et prétentions à :

L. Tournaire, ESC Tours, 1 rue Léo Delibes BP 0535 - 37005 Tours Cedex.

Importante société de conseil et d'études économiques, recherche un

CONSULTANT SENIOR Spécialiste des études de marchés industriels

De formation grande école ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans une société d'études ou de conseil et une solide compétence dans l'analyse des marchés industriels.

Vous aurez l'entière responsabilité d'une nouvelle activité que vous serez chargé de développer.

Autonome dans vos initiatives et décisions, vous appréciez cependant le travail en équipe au sein d'une structure dynamique.

> Adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) s/réf. EMI à Anne LE FEVRE **Groupe PRECEPTA** 85, rue La Fayette - 75009 PARIS.

importante association para-publique intervenant dans les domaines de l'intégration et du développement social urbain, recherche urgent un(e) chargé(e) de mission D.S.U.

Formation supérieure (3° cycle ou équivalent), expérience confirmée dans le développement social urbain, l'encadrement et l'animation d'équipe, excellentes aptitudes pédagogiques et rédactionnelles, déplacements fréquents en province.

Fonctions: responsable service DSU, interventions conseil-étudeformation auprès des acteurs locaux, élaboration outris théoriques et méthodologiques, participation publications, relations publiques et

négociations avec partenaires divers. Envoyer Cv détaillé et prétentions au monde Publicité sous nº 8374, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



AULNAY SOUS BOIS (Some St Denis) et ses 82 200 d'une qualité de vie. Nous recherchons d'urgence notre :

DIRECTRICE DE CRECHE



Les enfants : votre passion, votre métier ... nous vous proposors de prendre la direction de notre créche de 60 berceaux au sein d'une équipe jeune, dynamique et motivée. Vous étes titulaire de clipóme d'État de Puérculture et vous passédez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction. Votre patience, votre soutre et votre paigne serant vos atouts essentiels pour réussir à ce poste. Une possibilité de logement vous est offerte

Nous vous remercions d'adresser votre condidature et CV à : Monsieur le Maire - DRH - BP 56 - 93602 AULNAY SOUS BOIS CEDEX



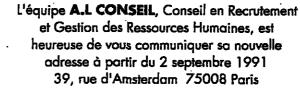
82.200 habitants oeuvrent pour une recherche permanente d'une qualité de vie. Nous recherchons : **SOUS-BIBLIOTHECAIRES**

AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE ST DENIS) et ses

Si vous êtes titulaires du C.A.F.B. (Jeunesse ou lecture publique) ou préparez cette année le

Si vous êtes expérimentés ou débutants mais motives

Alors, adressez-nous votre condidature à : Monsieur le Moire - DRH B.P. 56 - 93602 AUINAY-SOUS-BOIS CEDEX



Tél: 42 85 36 14 Fax: 42 85 36 15

A.L conseil

Le groupe SUP DE CO. AMIENS/PICARDIE

Logistique - Organisation Marketing

sera fortement appréciée.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : **GEORGES POUZOT**

SOA

des organisations.

BP 186-07, 75326 Paris

BERNARD KRIEF MANAGEMENT WASHINGTON MOSCOU BRUXFILLS PARIS



Le Monde des Cadres Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde des Juristes

GOLF - représentents des ventes.
Gens perfant anglais-français pour un citub d'entraînement de gotf. exceptionnel en France, reconnu par les plus grands professionnels mondeux. Ventes résisées su Royaums-Uni. USA, Australie et Japon.
Gagnez tout en jouant. Pour plus d'information, écrire à :
GOLF (SMA), 16 A College Street, Petersfield, Hampshire, GU31, 4AD, GB.
Tél.: 1944 730865986.

U

R

Le Monde NITIATIVES

CES

Consultant senior H/F en recrutement de jeunes cadres

par annonce Mission: analyser les besoins formation complémentaire

de l'entreprise et faire preuve permanente ; une ouverture de créativité pour attirer des vers les autres disciplines du candidatures ajustées, notam- conseil, notamment dans le ment dans le cas de domaine de l'organisation, des recrutement de nombreux structures et de la sociologie jeunes diplômés.

Nous demandons : une expérience réussie d'au moins Merci d'adresser votre candi-

5 ans dans ce métier ; la dature (lettre manuscrite, CV capacité à mener à bien détaillé, photo et prétentions). rapidement les missions sous la référence R.A.N./F, à confiées : le goût de partager et Bernard Krief Recrutement, travailler en équipe. Nous offrons : une

Cedex 07.

aescriezen: de Sernora Brief Consulting Group



Ν

0

Ν

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde de la Gestion et des Finances Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde de la Fonction Commerciale

recrute **Professeurs permanents** en Finances

Management Formation bac + 5, doctorat, une expérience de consultant

18, place Saint-Michel - 80038 AMIENS Cedex

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

Langus maternelle engleise.

Evaluation des niveaux

Conseil en formation.

Exp. pédagogique souhainée.

Env. CV + photo nº 79192.

PUBLICTÉ ROGER BLEY

17, rue Bergère,

75009 Paris.

emplois

DIRECTEUR(TRICE) (France, Europe), mais post fire su siège à Paris. Anglate soutestable, impo tat travell de relation auprès des délégation ministérielles. ation de la via inte de la fédération.

internationaux Le postulent doit présenter des références et/ou des apritudes certaines en UNIVERSITÉ DE LAUSANNE VE LAUSANNE

Notre Faculté de théologie met au concours un posts d'ensaignament à temps complet de Professeur ordinaire d'Ancien Testament Titre requis : doctorat en théologie ou titre jugé équivalent.

Entrée en fonction :

1º septembre 1993.

Le calèst des charges est envoyé sur dem. par le secrét. de la Fac. de théologie. E Jussanne.

BFSM 2, CH-1015 Lausenne.

BFSM 2, CH-1015 Lausenne.

Candidatures à adresser avec CV, fette des publications et trés-bane avent le 15 décentère 1991 su Décenat de la Faculté de théologie. Maine adresse.

Soucleuse de promouvoir l'acols des famines à le cardidatures fémines.

GOLF — reonfissentennes des

andidature + prétention sous n° 8365 LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col. P.-Avir 75902 Paris Cedex 15.

CLIMIQUE CHIR, 55 LITS S-E · (Vallée du Rhône) recherche DIRECTEUR

Adresser CV avec Tél, au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8 368 5-17. rue du Col.-Pierre Avis 75902 Paris cedex 15.

LYCÉE VAL-DE-MARNE PROFESSEURS EXPÉR.

Ecr. à CAFEC, M. COHEN 1 bis. sv. de la République 76011 PARIS.

3 6 Organisme d'Études recherche b. RESPONSABLE **D'ENQUÊTES**

STS Commercial ou Markering, IUT Gestion, Expérience 2 ans minimum. Envoyer CV, photo et prét, sous référ. A 6011680 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 Levellois Ceder-RESPONSABLE

ETUDES ÉCONOMIQUES Sconomiste niveau 3° cycle, expér. souh. : 5 à 10 ans. Ad. CV à l'Agence d'urbe-nisme, 18, r. Coat-ar-Guéven, 29200 Brest.

et d'Etudes auprès de la Distribution

PROFESSEURS CHIMIE et ANGLAIS lagrég. de préf.) pour class. prépar. Tél. : 45-85-58-94.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS recherche
COLLABORATEURS (H os F)
Bon niveau de culture géné-rale pour poste à caractère
commercial (pes de porte-à-

orte)
- Formation assurés.
- Rémunération très motvants comportant un
misimum garant.
- Evolution de carrière rapide pour cand. de val.
Tél.: 47-54-99-18.

5

E S

حكمتنا من الأصل

2 3

EVENEZ RESPONSABI

 $T_A = \chi_{(a)}$ Armonia.

WENIR CONSULT! THE CONTRACTOR THE REAL PROPERTY.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

THE PARTY OF THE P

1

ISERPA

The second secon

Med de mission D.S.U.

begodonimi a m p

Declary of the second of the s

MANAGEMENT STORY OF STORY SERVICE SERVICES

R. Constant lines State of the party street will be being

CIRICE DE CRO

The state of the s

DOMESTIC STATE

AMERICA SOUS BOIS SERIE STATE

100 hobertains the service and

A ME CANADA TO THE PARTY OF THE

Man the minutes of Call an

The same of the contract of the same of th

Carry to Return

tions publique and appoint

A Section of the Contract of t

ALTA THE ACTOR

Communication of the second

PER CO. AMIENS / PICATE

Organisation

PESPONE

BENCE

- 1 de -3

TO AND THE PARTY OF THE PARTY O

is in

10 mm

PRSTEEDS

F. D. S. B. C.

: ACTEL TE

THE PARTY

tent espérient e de cinses

in the second se

TOSTON MA HEROR A

A 4 44 -10 -

Minds Biters to

State of the Contract

POUZOT

Communication to the second of the second of

M. 25:

SOUS-BIBLIOTHEURE

FORMATION PROFESSIONNELLE

BAC + 3

RELEVEZ LE DEFI DE 1993

Le Centre de Formation de l'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION organise un stage de 9 mois agréé par le

Conseil Régionai d'Ile de France

"ACTION COMMERCIALE EUROPEENNE"

Début le 30/09/91

(Marketing International - Export - Gestion

Communication - Négociation)

Gratuité partielle et possibilité de rémunération

Adressez C.V. + Photo + Lettre &

E.S.G. - 19 rue Erard - 75012 PARIS

ETUDIANT OU PROFESSIONNEL Les entreprises recherchent des spécialistes en

L'INSTITUT SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT EPRECHERCHE EN PRODUCTION AUTOMATISÉE vous propose

UNE ANNÉE DE FORMATION DE HAUT NIVEAU dans les domaines suivants :

> Automatisation de la Production / Communication Productique HEVEAUX SELECTION

2. Gestion de Production Assis Ordinateur (G.P.A.O)

BAC + 4/5 BAC + 2 options 1 et 2 options 2 et 3 (ou expérience protectionnelle équivalente

ISERPA - Raymond BITEAU 122, rue de Frémur - BP 305 - 49003 ANGERS CEDEX 01

41484

DIPLOME D'UNIVERSITE MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle et niveau moyen en anglais. Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation

Demandeurs d'emploi : rémunération du Conseil Régional D'Ile de France possible.

Periode de la formation: 14 octobre 1991 - 24 mai 1992.

Inscrisption immédiate. Date limite : 27 Septembre 1991 Michèle de Böisvilliers - Téléphóne : 47-04-53-22



DEVENEZ RESPONSABLE **COMMERCIAL EXPORT**

IPREX Cycle intensif de Commerce International Durée: 15 semaines Prochaine session: le 14 octobre 1991 Sélection: 15 jours avant le début de la session Rémunération: par l'Entreprise ou l'Etat Stage agréé au titre du Congé Individuel de Formation

CDM Centre de Développement du Management 23 av. Guy de Collongue - B.P. 174 69132 ECULLY CEDEX

Tel.: (16-1) 72 20 25 21

er selve er



IPREX

Je désire recevoir un dossier d'inscription

Adresse:

JEUNES DIPLOMÉS / Bac + 4, + 5, Grandes Ecoles CADRES, INGENIEURS, DIRIGEANTS / Tous secteurs d'activités DEVENUR BONSULTANT CONSTRUCTOR OF PROFESSION ALISME

3° CYCLE B'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - INGÉNIERIE ET CONSEIL

dossier de candidature --IDCE - ECOLE DES CONSULTANTS 106, rue de Frémur - BP 624 - 49006 ANGERS CEDEX 01 Tél. 41.47.67.74 / N° Vert 05.41.49.49 - C. PELTIER

Le Monde des . Carrières VILLE DE MOISSY-CRAMAYEL (77) — 12 500 habit. Commune en plein développ. située dens la ville nouvelle de Melun-Sénari Urgent av. 15-09-91 Gde Ecole cherche Organisme public DE FORMATION PROF. D'ALLEMAND

recherche pour PARIS et RÉGION PARISIENN recrute selon les conditions statutaires **CADRES DE** DIRECTION

our participer à la direction 'établissements en qual de n° 2 avec la responsabilité directe es affaires administratives

en engreprise. Vos qualités de faciliteur en organisation et en gestion, votre goût ofond du travail en équ

et votre sansbillté pour les problèmes d'éducation

D'ENSÉIGNEMENT SUPÉRIEUR PARIS racharche ENSEIGNANTS

iettre manuscrite relocos à PROMO J. 15. rue de Paris 92100 BOULOGNE, qui transmettre

IPSOS INTERVIEWS 1 STATISTICIEN

Chargé de la méthodologie des enquêtes per sondage et la constitution de beses de données sustistiques. Le candidat de néveleu mat-ries (sariariques ou écono-Le candidat de nivéeu mai-trise (statistiques ou écono-métrie) devra être familiarias avec la micro-informatique (Excel, DBASE, C appricida). Adresem CV, lettre manus-crite, photo et prátentions à M, DELABRE IPSOS INTERVIEWS Les Microunisles 40, rue Jam-Jeurès 93 176 Bagnolet Cadex

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNIELE LYON recherche

RESPONSABLE DE **SON DÉPARTEMENT** LANGUES

Ad. fettre men. + CV + prét. AU MONDE PUBLICITÉ sous re 3369 16-17, rue du Col. Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

COLLÈGE PRIVÉ cherche
PROFESSEUR
DE MATHÉMATIQUES
ET SURVEILLANTS
Tél.: 42-27-44-05.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

TROISIEMES CYCLES

- COMMUNICATION GLOBALE
- COMMUNICATION SOCIALE ET RESS. HUMAINES
- Formations professionnelles en 1 an.
- Stages en entreprise fournis par l'école (mi-temps toute l'année).
- Choix de huit langues vivantes.
- Admissions : Bac + 4 ou expérience professionnelle.

Renseignements: I.I.C.P. Tél.: 42-40~47-47

DEMANDES D'EMPLOIS

UN ATTACHÉ

(TITULAIRE DU GRADE)

MESSIONS:
Chargé de la direction des services tech. (fonction d'interfaces entre l'autorité politique et les services muricipaut). Il devre veiller à l'exécution des directives du maire par l'ansemble des services de la division technique, aimer l'équips, coordonner les activités du service, exercer un contrôle permanent sur le bon fonctionnement des services, participer à l'disboration et à l'exécution des budgets des différents services techiques, prendre en charge l'instruces arraires administrativa, et financières. Agés da 35 à 40 ans srviron, diplômés de 'enseignement supérieu ous êtas un professionn de la gestion et justifiez d'une expérience acquis-en experience acquis-

prendre en charge l'instruc-tion et le suivi d'un certair nombre d'affaires. AVANTAGES: 13º mois brut, 6 sem, de congés, 37 h 30/sem., primes informatique et technique.

Merci d'adr. lettre de candidature, CV complet et photo avec rémunération actuelle en précisant le réf. 77892 BLEU 17. nue Label, 94307 Véncennes Cadex qui transmettra.

ETABLISSEMENT D'ENSEVENEMENT piece du Souvenir 77557 MOISSY-CRAMAYEL OBSERVATOIRE DE PARIS MEUDON <u>(金)</u> 11 - 역 - 1 (金)

VACATAIRES CHERCHE UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE

(poste CNRS) A DOMINANTE MÉCANIQUE

Etude d'instruments scientifiques pour l'astronomie Responsabilité bures Responsabilite our veu d'études équipé en CFAO (EUCLID)

3 PROFESSEURS

Langue maternelle anglaie Avec permis de traveil : Organization Studies Financial Accounting

Managerial Accounting
Managerial Accounting
Ecrite B. Briquet — MBAI
38, r. des Blancs-Manteaux
75004 Paris

CONSULTANT

JUNIOR

(Poste à Grenoble)

row, dossier de candidatura
ieure merus, + CV + photo)

à M*~ GRATTARO

DAP DÉCISION Groupe PRECEPTA

12 bis, av. Jean-Perror

38100 GRENOBLE.

Artisan recherche heures de tour Petite mécanique générale Tél.: 60-08-19-76

M. le maire de Molesy-Cremayel.

Centacts: P. VOLA ou C. LESQUERÉN (16-1-45-07-75-30). Ecole da commerce International à Paris recherche

Ad. cand. et CV détailés à Monsieur la Directaur des Hospices Cluis de Colmar 39, av. de la Liberté 58021 COLMAR Cedex pour le 30 septembre 1991.

capitaux propositions commerciales

Firms de vents directe en Alle-magne fádérale, cherche comme parteraire une firme française pour la vente an Franca de SYS-TEME — THERAPIE — CHAMP MACRIFITUE su droma de brevites protégés. Prière d'écrire à : Fa. Klaus-Dietre Schmidt, Griso-weg 30 D-7951 Kirchdorf/liter.

Profil souheité :
Diplôme 3° cycle, gestion, économie indus, ou grande école
Sens du contact, qualités rédactionnelles, autonomie
Maîtrise de l'anglais, v. dossir de candidature

automobiles ventes

plus de 16 CV **MERCEDES 500 SL** CABRIOLET 1987 Ttes options, état impeccable. Té1. bureau 19-322-513-95-06, Fax 19-322-514-30-99.

SIFECO

rech. pour CLIENTS ÉTRAN-GERS, APPARTEMENTS à PARIS de 200 à 450 m².

recherche pour investisseurs ETRAN-GERS et INSTITUTIONNELS, IMMEUBLES en totelité Peris-province, commerciaux et habitations.

Tél.: (1) 48-62-18-40 ou Fex: 42-89-21-54.

URGENT

F. 36 a. souhaite un poste France ou étranger. Direct. équipement soc.-culturel. Exp. M.J.C. Format coord-nation pédago. Pratique informatique, bonne conneis. milieu associatif. relat. com-munates, statut cadre Angl. Espagnol courants. Espagnol courants. Tél. (1) 34-90-03-96.

ingénieur en organisation not: systèmes d'informa-tions, étud. tres propos en région parisenne. Ecrire sous n° 6364 MONDE PUBLICITÉ 15-17, ne du Col.-Pierre-Ama 75902 Parix cedes 15.

Administrateur de biens C.N.A.B.I. recherche UNE(E) PRINCIPALEI de CO-PPTE EXPERIMENTE(E). Envoyer CV, lettre de motivation. Ceb. GALICHON, 67, r. d'Amsterdem (8*). Recharche CORDONNIER-BOTTIER Séreux, travailleur SRMONT (95) proche SNCF-RER Tél. 30-72-20-21

Sté d'Edition culturelle, siège en province, recherche commerciaux H. ou F. locale toutes régions locale toutes rep-Profil: bettern, dynamique possédant volture. Tél. (16) 22-83-98-40 45-86-91-59

(langue met.) pour prépa exemen « wrachstradeutsch expérience Smil. mésp.

CV, photo, copie dicitimes MONDE PUBLICITÉ sous N° 8375 15/17 rue du CoL-Pierre-Ai 75902 Parls Cedex 15

Ecole privée rech.
PROFESSEURS
CHIMIE et ANGLAIS
(agrég, de préf.) pour class.

env. lettre de candidatur rvec CV détaillé + photo agrég, de préf.) pour class préper. Tél. 45-85-58-94 Rech. ENSEIGNANTS SON ET ACOUSTIQUE Adresser C.V. à : GROUPE ESRA 13S, ev. F.-Faure, 75015 Paris

MI-TEMPS. Recharche mir 3±mr3. Recherche femme d'expérience pour tenir mais. blen équipée et survailler fillettes de 9 et 12 ans. 4 à 5 h. par jr. Lieu Paris 14º. Bur. : 46-62-73-30

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION ET MÉTHODES

Il sera chargé de la mise en place de l'informatique médicale et de gestion.
 Il sera associé à tout pro-jet d'organisation et de restructuration au niveau de l'établissement.

achats

YOUS DÉSIREZ VENDRE

un appt avec ou sans cft. Adresser-vous è un apscialiste immo Marcadet, 42-52-01-82. CABINET KESSLER 78, Champs-Elysées, 8=. Recharche de toute urgeno

sur demande 46-22-03-80 43-59-88-04 poste

RIVE GAUCHE 50, rue de Sàvres, 7°, recherche pour sa clientèle, beaux appertaments, toutes surfaces, excellent standing.

H. 36 ans, études sup., exp. 10 ans, finance muiti-nationale, affacturage, crédit-bail, étudie routes propositions.
Ecrire sous n° 8371
LE MONDE PUBLICITE
15, rue du Colonel-Pierre-Avia
75 015 PARIS

Sacrétaire de rédac-tion/Techn. de labrication. exp. magazines + pub.. Bac + 2, formation Estieme, ch. poste Paris en presse ou journaux d'entre-prises, Tél. : 45-44-10-43.

HOMME 25 A., AYANT DEJA TRAVALLÉ A L'ETRANGER, DEPL ÉCOLE DE COMMERCE, CH. POSTE A RESPONS. DS UNE STÉ DE COMMERCE INTERNAT. A HONG-KONG ANGLAIS COURANT ECR. AU MONDÉ PUBLICITÉ SOUS Nº 339 15-17, R. DU COL-P.-AVIA 75802 PARIS CEDEX 15 DRECTRICE PÉDAGOGIQUE Exp. ensaignement, rech. poste direction d'étude ou chef d'éta-blissement, primaire, secon-daire ou STS. Région pari-sienne ou Midl-Pyrénées. (16-1) 40-29-06-51. Jeune femme ayant ques-ques années d'exp. rech. un poste de femme de ménage ou de service à plein temps. Tél. le matin au 47-90-12-13. COMMUNICATION, R.P. H. 33 ans (IEP, EFAP), 7 an

J.H. 34 a., ch. emplor d'assis-tant DRH pour une politique ambit. de dévelop. des hommes. Tél. 47-31-47-40.

H., 26 ans, DEA éco. Dauph., exp. prof. d'écon, de bque + VSN Singapour, t.b. cuit. gén., qual, rédac., ch. emp. rég. per. Etudie ttes prop. 40-38-12-03.

Disponible rapidement.

Ouverte à toutes propos-

. 5

J.F. 27 a. format. gde école de confinerce européenna.

Tril. Angl. All. 1 an d'exp.
ccial 3 ans marketing átude
en cabinet conseil, recherche
posta marketing international.
T. 60-83-01-03 après 18 h.

RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE Earire Le Monde nº 8373 15, rue du Colonal-Pierre-Avis 750 t5 Paris

PRESSE purnaliste HEC tril. fran-is, anglas, cherche poste de presse en Europe. Ecrire sous nº 8372 LE MONDE PUBLICITE

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE Parti, vand superbe pavillon

à proximité de CHELLES
et de MARNE-LA-VALLEE VAL-DE-MARNE 7 PIÈCES sur 900 m²

VBB 7 PIÈCES sur 900 m² terram, rez-de-ch: edipor dble cathédrale. che minde. 2 chères, salle de bris, cuis. équipée, w.-c., buenderie. 1º ét.: 2 chères, s. de bris, cresses 200 m², quanter résident. proche commerces, écoles, lycés, équip, sportifs, goff, tennis, centre équistre. Prix: 1 600 000 F. Après 18 h: 46-98-12-79.

A VENDRE Centre Bretagne à 10 km de Pontivy (Morbihan), beu pavillon F5 avec sa-sol et véranda sur terrain clos de 900 m². PRIX: 800 000 F. Tél.: 97-38-20-04 ap. 20 h.

appartements

Recherche 2 à 4 P. PARIS Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIS COMPTANT chez notaire 48-73-35-43, même le soir.

BEAUX APPTS DE STANDING EVALUATION GRATUITE

EMBASSY SERVICE EMBASSY BROKER

BRETAGNE NORD
Belle ferme restaurée,
4 chbres, 2 s.d.b., poutres,
cheminées, sur terrain
2 300 m². Da village sous COURTRY de la mer. Tél. (16) 99-73-90-16 SEINE-ET-MARNE sur terrain 720 m² paysage possibilité 2 lots, barbe-cu terrasse en pierre de 60 m²

Sous-sol tot. 3 voit, busintle sal. de jeux, chauftene, sellier. Cuis. équip. en orme, séj doubl, avec chemmée, 3 ch., sal.-de-b., w.-c., signal d'alar. **BELLE DEMEURE**

PRIX: 1.500.000 F sur son terrain paysage e clas de 3 700 m². Tél.: 60-20-16-28 cos de 3 700 m².
Séj., sal. rustique, cuis.
équipée, 3 cribres, beins,
cabinat de tollette,
dressing. S/sol, buanderie,
chaufferie, cave, cellier.
Dépendences (pte maisonf. Près Marseitle
SEPTEMES
Part. vends pavillon T4
dana lotissement. 90 m²
gersge, jardinet, terrasse.
Prix: 550 000 F.
Tél.: 191) 54-04-16 [bur.)
(91) 51-87-66 (après 19 h). 1 700 000 F (81) 51-87-66 (apres 19 h.)
Sortie AMBOISE, direct. Tours
PAVILLON F 4, récent,
110 m². S/sol compl. semientreré. Sar. Terr. 3000 m²,
ent. clos. Vér. allu. Chauff.
gaz + Per. mais. indépend.
Prix: 700.000 F
T. Fapr.-mail (15) 47-57-33-35.

CRÉDIT TOTAL 100 % possib Tél. (16) 38-92-72-32, 24 h/24 La Route, près Fevrères 45° de Pere, mals. ancien. 110 m° 4 P., cuis., s.d.h., grenier. terrain 950 m² dom 400 clos. 880 000 F. 42-64-52-72

IMMOBILIER D'ENTREPRISE bureaux

Ventes

ASS. NATIONALE Immeuble indépendant 340 m² à rénover propriétaire 47-20-37-36. Locations

YOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE 16- CHAMPS-ÉLYSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, 18x. Domicil.: 190 à 395 F/M. CIDES 47-23-84-21.

VOTRE SEGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL - RC - RM Constitution de sociétés émerches et tous service ermanences téléphonique

SIÈGE SOCIAL burx équipés ts services démarches RC-RM SODEC SERVICES CHPS ELYSÉES 47-23-55-47 NATION: 43-41-81-81

43-55-17-50

de commerce

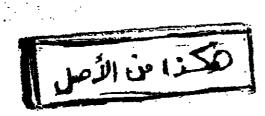
Ventes

A vandre BAR PUR (fonds)
Licence IV. Cause santé.
Appertament F3 attenant.
(loyer séparé modéré).
508 10 St. Jeen-des-Baisents
(bourg) près Seint-Lô
Pour tour renseignement;
Tél. (16) 33-56-14-95

CORDONNERIE CLES MINUTE Banlieue Tours EXCELLENT RAPPORT PRIX: 320 000 F Tel. (18) 47-44-78-59

A vore fonds, possib, murs Ecole secondaire privée internst, plein air, parc 2 HA 6° à terminale. Sud-ouest de la France. Ecrire sous re 8345 Le Monde Publicité 15-17, rue du col. P.-Avia 75302 Paris Cedez 15.

Ch. entreprise à vendre C.A 7-20 MF, bénéficiaire assur confidentialité et réponse Ecrire aous nº 5276 L. Monde Publicité, 15/17, fur du Col-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

								·
Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS 7• ARRONDISS 2 PIÈCES	EMENT	ł 8480	4/5 PIÈCES 218 m², 3° étage 5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5°/8° ét.	SOLVEG - 40-67-06-99	32 700 + 4 090 23 544 19 970 + 1 105	2 PIÈCES 55 m² jardin privatif 28 m² parking 5 PIÈCES DUPLEX	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission BOULOGNE 33/37, rue Pasteur	7 200 + 550 5 800 26 000 + 1 791
60 m², 1= étage	SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	+ 870 6 761	box	Frais de commission	l 15 378	180 m², 4-/5- étage parking	SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 525
8º ARRONDISS 2 PIÈCES	i 12. rue Paul-Baudry	j 7 450	17. ARRONDIS 5 PIÈCES	SEMENT 19/21, rue Salneuve	12 528	2 PIÈCES 54 m² rez-de-chausisée	BOULOGNE 81, rue Escudier PREBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 400 + 729 4 696
refaits à neuf, 60 m² possib. parking 3 PIÈCES DUPLEX	SAGGEL - 47-42-44 Frais de commission	+ 1 386 5 364 1 14 300	123 m², 1= étage 2 park., balcon	LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	+ 1 100 9 290	4 PIÈCES 100 m², 8- étage poss. parking	COURBEVOIE 11, place des Dominos SAGGEL – 47-78-15-85 Frais de commission	5 900 + 1 844 4 248
refaits à neuf, 97 m², 5° étage possib. parking	SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 2 297 10 296	19. ARRONDIS	11, villa Curial	{ 7 500	3 PIÈCES 64 m², 4 étage poss. parking	COURBEVOIE 35, place des Saisons SAGGEL - 47-78-15-85	3 600 + 1 097
11º ARRONDISS	SEMENT	1 5500	105 m², 1≈ étage	PREBAIL - 40-16-36-34 Frais de commission	+ 1 087 8 005	5 PIÈCES 129 m², 4- étage	Frais de commission NEUILLY 4. rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	2 592 11 610 + 889
20 m², sur jardin 2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	+ 825 8 500 + 1 275	20. ARRONDIS	52/56, rue des Haies	3 780	4 PIÈCES 95 m², 6- étage poss. parking	Frais de commission NEUILLY 5, rue du Gal-Lanrezac CIGIMO – 48-00-89-89	10 500 + 600
4 PIÈCES 87 m², 4- étage parking	4, rue Moufle LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	7 913 + 746 6 030	54 m², 5• étage parking, balcon	CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	+ 700 2 991	balcon 4 PIÈCES 90 m², 3- ét. parking	Honoraires de location PUTEAUX 151 bis, rue de la République AGIFRANCE - 49-03-43-27	7 560 5 772 + 998
13 ARRONDISS	SEMENT		78 - YVELINES			4 PIÈCES	Frais de commission	1 4312 1 7400
3 PIÈCES 68 m², 5- étage parking	14. rue des Frères-d'Astier- de-le-Vigerie AGIFRANCE – 49-03-43-27		2 PIÈCES 52 m², 1- étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du Docteur-Timsit LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de compission	3 747 + 990 2 970	immeuble neuf 92 m², 2• étage parking 4/5 PIÈCES	11, av. de la Division-Leclero SAGGEL – 47-42-44-44 Frais de commission	+ 1 387 5 328 8 350
14. ARRONDISS	Frais de commission	4 035	3 PIÈCES 76 m², 6- étage possib. parking	VERSAILLES 29 bis, rue de Noailles CIGIMO - 48-00-89-89	3 650 + 1 600	insmeuble neuf 111 m², 1« étage parking	11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 1 655
4 PIÈCES	Le Plaisance	J 8 900	belcon 3 PIÈCES	Honoraires de location	2 898	94 VAL-DE-N	IARNE	
89 m², 5• étage	80/84, rue de l'Abbé-Carton AGF – 40-44-91-37 Frais de commission	6 333	immeuble neuf 76 m², 1= étage parking 4 PIÈCES	6, rue du Gal-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 1 004 4 824	3 PIÈCES 69 m² 5- étage	LE KREMLIN-BICÊTRE 3, place Victor-Hugo PREBAIL - 40-16-35-51	4 758 + 568
5 PIÈCES DUPLEX 118 m², 9-/10- ét. box, terrasse, cave	80/84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	16 500 + 1 176	immeuble neuf 86 m², 3- étage parking	6, rue du Gal-Pershing SAGGEL – 47-42-44-44 Frais de commission	7 900 + 1 148 5 688	perking 2 PIÈCES 52 m², 2• ét. park., balcon	Frais de commission SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	4 982 + 591
4 PIÈCES 87 m², 4 étage 2 parkings	199/201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	9 780 + 703 7 326	4/5 PIÈCES immeuble neuf 97 m², 2• étage parking –	VERSAILLES 6, rue du Gal-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 600 + 1 283	STUDIO 38 m², 1 . étage	Frais de commission VILLEJUIF 1, aliée Matissa	3 798 2 136 + 578
4 PIÈCES 94 m², 1- étage 2 parkings	199/201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 500 + 752 7 830	3 PIÈCES 83 m², 2• étage parking, balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 300 + 1 300 4 806	3 PIÈCES 79 m², 7• ét.	VINCENNES 44, rue de Fontenay	1 823 7 775 + 940
16 ARRONDISS	SEMENT					. 2 parkings terrasse i	LOC INTER - 47-45-15-84 Freis de commission	5 886
2 PIÈCES 54 m², 5- étage	51, av. Bugeaud AGIGRANCE - 49-03-43-23 Frais de commission	7 000 7 + 779 4 981	92 - HAUTS-DE	-SEINE BOULOGNE	ı 6 500	95 – VAL-D'OIS	ENGHIEN	. 4800
2 PIÈCES 47 m², 5• étage	21, rue de la Pompe PREBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	5 600 + 1 100 5 977	82 m², 1- étage parking	197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	+ 650 + 650	2 MECES 54 m², r-de-ch, parking	101, rue du Gel-de-Geutle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 760 3 096

Le Monde

CHAQUE MERCREDI numéro daté jeudi **VOS RENDEZ-VOUS**

IMMOBILIER

LA SÉLE<u>CTION IMMO</u>BILIÈRE LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements Professionnels 46-62-73-43 Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02 CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE





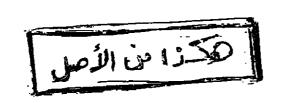








SAGGEL VENDÔME GROUPE UAP



EECTION IMI

1 5

BELLING. CITY

Electrical - 45-27-06-37 Peuts de commessur. St. place des Donness BAGGEL - 47-78-15 85 PAGE OF COMMISSION

COMMENTAGE M. pers des Santono SASSEL - 47-78-15-85 THE ME CONTRACTOR

A no Thiophip (st.): BARREL = 47-42-44-44 Pore de communer Minty 8. Ae de Callancia CIGNAD - 48-00-89-89 Mandraires de locates

MET are rue de le Républica. Pien de Charathair."

31, Av. 40 to Democra ; ML -47-42-44-44 Frank de Communication AND do to Original trans-B - 67-42-44-44

Frida de Compulson: THE WATER

THE STREET de committation

ME MITER - 47-45-16-29 ANCE - 43 03-43-02

SEARCH ! Miles de Fronteras MITER - 47-45-15-84

000 - 47 78:15 85

ETE RÉALISÉE RTICIPATION DE



Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes Perticulier vend 2 P., s. de 2015, wc, 32 m², cave, chauf-fage individuel. 672 000 F. T6L 42-00-58-59. PARIS 10s 1= arrdt MT PALAIS-ROYAL
IDEAL PIED-A-TERRE
STUDIO, cuis. 11 cft.
Prix: 420 000 F
créd. poss' 48-04-84-48 Mr J. BONSERGENT Exaptions, Pierre de tail, gd 3 p. refek neur, culs., s.d.b., wa. 1050 000 F, ordd. poss, 48-04-84-48 2º arrdt

ST-HONORÉ Les Halles il imm. stand 84. Gd star-cuis. équipée, terrasse. 1 400 000 F. 11° arrdt 11° ARRONDISSEMENT
Rue Pelée, proche 3 métros
2/3 P., 54 m², immeubli
1878, 3° ér., sir, rue calme
et jardin, double living et
chembre, dessing, cheuf
tege individuel,
Cave. Perking,
Prbr.: 1 800 000 F.
Tél. le soir :43-55-31-53.
Tél. le vestle-and
30-59-68-02 SIB. 45-88-60-00. 3º arrdt

IMMEUBLE 17°, pptaire vend GD STUDIO Poutres s.d.b. Finitions stres a.d.b. Finitions scheteur 780 000 45-04-23-15 MARAIS SQUARE TEMPLE (près) BEAU STUDIO s/rus, coin, cuis. équipée, s.d'esu, wc. 330 000 F, crédit poss. 48-04-84-48 MATION. Bel immeuble digicade, ganden, 2 pce tt cit. 2° ét. ciair. Prix: 468 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-84

IMMEUBLE 1985

p. 50 m², cakne, peridr en se-sol. 1 265 000 F.

42,93,92,92,

14° arrdt

MONTPARNASSE

Rue de l'Eure, Caime absolu Liv, fin 1992. 8 p. duplex terrasse 50 m², vue soleil demiers étages 5 300 000 F

ELMER DWIGHT EDOUARD

45-72-50-50

YILLA ELMER

MAINE-MONTPARNASSE Résidence de standing Grand calme du studio au 7 pièces LIVRAISON & TR. 1992 Duples, tarrasses, periog-

45-72-50-50

ELMER DWIGHT EDOUARI

Denfert gd stand, p. de t. 4 p. 110 m². A rafraichir.

URGT. 3 450 000 F. 43-35-18-38.

15° arrdt

FRONT DE SEINE

SUPERBE DUPLEX

PLEIN CIEL

8. p., 3 s. d'este jacuel, cuis deutoée, sciarium, terranei 2 perk., "télésurveillence 7 800-000 F SIFECO RIVE GAUCHE 45-88-43-43

GROIX-NIVERT

Studio tout confort 23 m² Parfait état. 500 000 F.

42-93-92-92

16° arrdt

RUE DE LA POMPE

FOCH/POINCARE

t utili i utitumi.
hmm. gd inte tidel heb. ou
p.-b-terre, couple ou perateade, studio entrée, living
hitchments + taille de
bains indépendents.
48-22-03-80
43-59-68-04.

TROCADÉRO (pche)

G.F.F.

3° arrot, RUE VIEILIS-DU-TEMPLE part. vd 4 P. 95 m² au 3° 6t. Triple exposition. Solel. Vuns. 2 950 000 F. T.: 40-27-04-27. D.: 42-78-50-63. 4º arrdt

ATELIERS DU MARAIS 1, rue de Cicitre-St-Merri 2 p. 53 m². 2 140 000 F 4 p., duplex 103 n 3 900 000 F Parkings Livraison fin 92 ELMER DWIGHT EBOUARD 45 72 50 58

Au cour du village St-Louis-en-l'ile, imm. 17°, tous les avantages d'une meison indép. Supurbe duplex 32 th², lesueux cathe. ASR 48-24-63-68, soir et week-and : 42-40-35-84

ILE SAINT-LOUIS Ds pte cour XVIP. Soleil, champs donnant sur arbres, env. 150 m². Entr. gd Bring + 3/4 chambres, culs. a amén. 3° ét. ss sec. Trev. à prévoir. Tél. : 48-2-03-80. 43-59-68-04.

HE ST-LOUIS Rare 2-3 p. Parf, état. So 63 m². 2 580 000 F. 43-26-48-82.

5° arrott

- Alésis p. de z. 3/4-p.
1 850 000 F
- 1 850 000 F
- Montparasse 2 p. park.
1 560 000 F
- Permety 3-4 p. 70 m²
1 580 000 F
- Permety 3-4 p. 70 m²
1 580 000 F
- Sago 0005A
1 500 0005A

XVIII réfebilité
Appt lur de garante, erry.

Tél.: 43-35-18-36. Appt bir de gamme, env. 115 m². living 50 m². + 2 chbree, a.d.b., a. d'eau 48-22-03-80. 43-59-68-04, poste 22 SOUARE ST-MEDARD Imm. piarre de t., rémové. sec. ét. élevé. balc. BEAU 4 PCES à rémover. Prix impressant: 45-04-24-30

PL_ST-MCHEL, imm. 17° Vaete studio + mezzenine, haut a/plationd, poss. 2 p., rénové, finit, golt acheteur. Px iméress. 45-04-24-30 6° arrdt

Jarden Du Linkembourg

- Vas impressis. Loft 170 m²
chaples, serrense, perk.

- 270 m², grand stand. serv.,
cave, parking. Secrifié.
PPTARE 43-25-70-70

Rue de Sèvres, superbe 3-4 poss, sur 2 riveaux sveo reszzanime, cultime égulpée, salle de beiss. Exceptionnel, 1 800 000 F. SIFECO RIVE GAUCHE 46-68-43-43.

· 7• arrdt STUDIOS TT CFT Rue de Sèvres, perfeit état, rare 25 m², 690 000 F. Rue Mayet, joil atudio 24 m², 880 000 F. Avenue Breteuil, except., 30 m². Flein sud, 890 000 F.

SIFECO RIVE GAUCHE 45-68-43-43.

8° arrdt APPT FRIEDLAND ds mm. de gd stand. Bei appt de 230 m², nbreusse prest, cuis. dejab., chores de bonnes, pert. 7 500 000 E - 44-09-03-38.

9• arrdt 24, r. PETRELLE RMM. RENOVATION TOTALE RESTE 90 m² - 106 m² - 115 m² Terrassa - 133 m² + serrass Frais de notaire récluits

ARIA - 48-88-95-44. 9º Le Pelatier Ge Le Pelatier
Collaborateur du journal
vend 75 m² - Double
living + 2 chambres,
1º ézaya. Chair, caima: sur
cour, gde culeine équipé.
1850 000 F.
48:04-79-41, après 18 h.

RUE VICTOR-MASSE Près CONDORCET Pierre de 1., beau 3 p. cule., tx cht. 795 000 F créd. poss. 48-04-84-48

(10° arrdt) 9DS BOULEVARDS (près) studio cuis, oft poss. Prix: 250 000 F

AV. WAGRAM APPT 7 P. EN ANGLI r ét. asc., besu pierre de 1 1 800 000 F. 45-66-43-43 RUE LEGENDRE

hmm, pierre de t. r.-de-c travx à prévoir 1 100 000 F. G.F.F. 42-93-92-92 18° arrdt Pt. Clicity, Studio
Batignolies, Studio
2 P Marcadet 540 000 F
2 P Manualet 838 000 F
2 P Montmertre 790 000 F

BUTTE MONTHARTRE 19° arrdt 12• arrdt

BUTTES-CHAUMONT av. Simon-Bolivar, stand., asc., 2 pose, nt cft. gerdien chest. centr. 528 000 F CREDIT 43-70-04-64 Mª CRIMÉE, face SHV. GD 2 p., cuis., entrée, s.d.b., WC, VUE DÉGAGÉE, SOLEIL, 550 000 F créd. tot. 48-04-85-85 20° arrdt

88 A - Rue dan Pyrénées, 20-APPARTS LOFTS 120 an'. Neuf. Frais de notaire : 3 %. Prix : 2.5 MF. 46-22-56-49. Sur/pl. sem., de 14 à 19 h. 78-Yvelines 5' RER, de hôtel pert. 18' s. ent. nénové triplex indépct aur cour + pt. Jardin. Séjour tx vitraux, cuis, équip. 5 ch. a.d.b., 3 s.d'esm. Prix soraption. 3 800 000 F 34-51-09-09

92 Hauts-de-Seine ASNIÈRES 3/4 P. 75,5 m² ASNIERES 3/4 P. 75,5 m Dens rés. 74 bon stand., 3 ét. Toures commodités aur place Ti confort. Double exposition Double living (22 m²) 2 gr. ch. Cuis. équip. et s. d.-b. neuves). Porte bindée. Parking intérieur. rone bindée. Parking intineur. 250 000 F 76L 40-85-08-89

.94

Val-de-Marne VINCENNES, château, be imm., 2 poss, wc, douche Poss, prof. Ro., 2 dr. su rus, digleode. 435 000 F. Crédit, 43-70-04-64.

OCCUPÉ LOI 48 NCENMES 5' BERL DE

ALFORTVILLE Prox. gare - Part. vend APPARTEMENT duplex 150 m² - (style 1930). Quartier très ceime. Prix: 1 400 000 F. Tál.: 48-08-03-89.

(95- Val-d'Oise) PRÈS PONTOISE A ST-OUEH-L'AUMONE n el-delite house fe, 108 m², grand confort, 11° éc., tha bele vue paroramique, près 2 garas (Saint-Lazare et Paris-Nord), proche tous commerces (plain centre-ville). 900 000 F. Tél.: (1) 48-74-84-28.

Province 67 Alsace. Rte du Vin Superbe rez-de-jardin 1/2 poss 48 m² dans ancier prisuré, cave, granier, park. 500 000 F. Tél. 86-38-26-41.

Les Arce 1800, accès TGV vd F 2 équipé, front de neige, 580 000 F. Tél. : 67-96-98-02. Superbe appt. env. 180 m/s vue dégagée, soleil, ét. élavé, galarie d'entrée + 3 p. de récap-tion + 3 chères + 2 s.d.brs + chères sos + park. Tél. : 48-22-03-80 43-59-58-04 COTE D'AZUR cartaine pour ecquirir un appertement bord de mer Côte varoise ou près Cannes en bord du golf. Consultez l'Agarue de Paris, 21, bd Cannot, Cannes. 158, : 93-68-39-25. Fex : 93-88-97-44. AV. PAUL-DOUMER saire vend dernier étag 2-3 PIÈCES REFAIT 45-04-24-30 MUETTE

Pl. CHOPIN, 2 PCES suls. bains, BON ETA1 980 000 F. 45-04-23-15 individuelles Verselles Porchefonteine pris RER C, part. vd Mais. 160 m² hab. Séj. 37 m², 4 chs. + bureau, 2 s.d.bns. 2700000 F. Tél. 39-50-04-03. 17° arrdt LA FOURCHE 78 m² 3/4 P. ricent. 1 350 000 F immo Mercadet. Tél. : 42-52-01-82. La Route, près Favilires 45 min. de Paris, mais, ancien. 110 m². 4 p. cuis. a.d.tos, granier. 1817. 950 m² dont 400 m² clos 880 000 F. T.: 42-84-52-72. PTE MAILLOT (pche) Ensoleillé at aéré env. 130 m², gd living 45 m² + 2 chbras, s. de bras, chbra serv. Etiga slevé. Traveux à prévoir. 1 H 30 SUD PARIS
Bord rivière, Maison bourgeoixe. Hall, sula., séj.,
salon, 4 chbres, bras, WC,
belle dépend., garage.
3 500 m². Px 700 000 F.
ThYRAULT.
(16) 86-91-89-54.

NEUILLY - 17 Conviendralt couple ou pers.
seule. Duplex vue dégagés.
env. 140 m² + 85 m² terrassa. Lucususoment amélas.
inving + 1 chbre, ad.bna
+ cuis. + terrassa. 1× st.;
gde pièce bureau errourse
turresse, Park. immeuble.
48-22-03-80. 43-59-68-04

TNYRAURT.
(18) 88-91-88-54.
Soria AMBOSE direct. Tous
PAVILLON F 4, récent,
110 m². S/sol compl. semiemberé. Ger. Terr. 3 000 m².
emberé. Ger. Terr. 3 000 m².

locations non meublées offres

Paris BOULEVARD SIGHET Expection Sud our jurdin particular loss studio TRES GRAND STANDING 3650F C.C. T. (1) 39-45-08-63. Appt neuf, 3/4 P, 85 m² + 7 dt. asc., park., cava, vus sur perz. 11 000 F/mole + 850 F chappe + deck de bal. TB.: 45-33-34-79.

non meublées demandes Paris

locations

EMBASSY SERVICE 8, av. de Massine, 7500 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSI VIDES OU MEUBLÉS, HOTELS PARTIC, PARIS & VILLAS PARIS-OUEST. Tél.: (1) 45-82-30-00.

Collaboratrice journal, rech. 3 pose Paris 5-, 6-, 7-, 14-, 15-, 6 000 F mad T. h.b. 40-65-27-88. Jeune étudient (ancien élève d'Eton et futur étudient aux universités d'Oxford/ Cambridge) cherche apparte-ment dans un quartier rési-dentiel à proximité de la Sorbonne pour une période approximative de 12 mois. 6 mois de loyer seront réglés à l'évence. Vauillez contecter se mère. Veuillez contecter se mère, Mine Ellen Akins, per téléphone au 19-44 802-233598 Français parlé.

MASTER GROUP rech. apperts vides ou meu-bles du studio au 7 p. Pour CADRES, DIRIGEANTS DE STÉS et BANQUES 47, r. VANEAU, Paris-7* Tél.: 42-22-98-70

RESIDENCE CITY URGENT recherche pour diri-geants étrangers d'impor-tents groupes anglo-saxons, ipoueux appartements quartiers résidentiels et mailucueux appartements priors résidentials et m sons Quest-Est. Tél.: (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE 8, sv. de Messine, 75008 Paris Racherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES OUE MEUBLES, HOTELS: PARTICULIERS PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. (1) 46-62-80-00.

Etudiant rech. chbre, studio à louer. Paris intra-murce. Caution : 3 mois de loyer. T. Paris : 48-04-31-12 rép. Province (16-1) 86-91-68-58. Région parisienne

J.F. sérieuse recherche 680 000. Pptra. 42-60-Garantins sérieuses. Tél.: 42-50-09-65 (rép. ou après 19 h).

> **Province** Cherche LOCATION sur figion couvrent les départe-nents 14, 53, 61, 72, 89 et imitrophes.
>
> MAISON type F4-F5 caline
> (hors bourg) tt cft. Garantie de revenus assurée et prouvée 46-67-90-67 province.

locations meublées offres Paris

Près Fbg SAINT-HONORÉ tudio appt entrée, séj. hbre, culs., s.d.brs, w.-c., caution exigée. Tél.: 42-65-05-29. A louer meublé studio tt cft eleir. Buttes-Chaumont, 6 500 F C.C. 42-40-75-32. M. Chaloir.

focations meublées demandes

Paris **RESIDENCE CITY** URGENT, rech. pour diri-gents étrangers d'impor-tants Gr. Anglo-Sexons. LUXUEUX APPTS MEUBLÉS DURÉE 1 à 2 AMB LOYERS GARANTIS.

TÉL. (1) 45-27-12-19. fermettes Alama, part. vd femme némovée R.d.e.; quis., a. à m., selon, bur., 2 s. d'esu. Et.: 5 ch., 8 000 m². terr. plantá. 1 000 000 F. T.: (16) 23-60-00-11, sp. 20 h. terrains

VENDS CENTRE VAR 5 HECTARES BOIS + 1 de VIGNE + 1 CABANON 500 000 F. 94-80-80-38. viagers

7º AY. BOSQUET Vieger (ibre 2 p. 30 m² imm. p. de t. 690-000 F. + rente 2 600 F/mois. G.F.F. 42-93-92-92

ECONOMIE

SOCIAL

Selon une étude du CERC

Le SMIC-jeune est déjà une réalité

«La création d'un SMIC-jeune ne s'impose pas », a déclaré mardi 3 septembre M. Pierre Bérégovoy. Une enquête publiée le 4 septembre par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) et consacrée aux rémunérations des jeunes l'entrée dans la vie active (1) donne un relief particulier aux propos du ministre de l'économie. Elle indique en effet que, dans une large mesure... le SMIC-jeune est déjà une réalité.

Selon le CERC (qui ne prend pas en compte les jeunes sortant de l'enseignement supérieur long), la rémunération mensuelle nette des jeunes embauchés avec un contrat de travail classique se situait en 1989 entre le SMIC -4 100 francs environ à l'époque et 6 000 francs. Pour ceux n'ayant pas de qualification, on remarque au passage « une concentration accrue des salaires autour du SMIC » entre 1982 et 1986. L'enquête, qui rappelle qu'à peine plus d'un tiers des jeunes accèdent à un emploi neuf mois après leur sortie du système scolaire, note que «les autres se partagent par moitié entre apprentissage et mesures d'aide à l'insertion d'une part, chômage, service national ou inactivité d'autre part ».

Or, compte tenu des diverses mesures de traitement social du chômage, « les jeunes concernés se sont trouvés placés dans des situations assimilables à des emplois avec des rémunérations nettement insérieures au SMIC ». D'autre part, l'essor de la formation en alternance a permis d'étendre « la possibilité de rémunérer les jeunes salariés en dessous du SMIC, qui n'existait auparavant que dans le cas de l'apprentissage ». Cette étude devrait conforter ceux qui considèrent que les incitations à l'emploi des jeunes doivent concerner non pas le niveau de rémunération mais celui des charges sociales. Une éventualité que, d'ailleurs, le ministère de l'économie n'exclut nullement.

J.-M. N. (1) Documents du CERC nº 99.

REPERES DETTE Le paiement des arriérés du Pérou

reporté Le Pérou, qui est plongé dans une crise économique sans précédent, a convaincu le FMI et la Banque mondiale d'accepter une accumulation des arriérés de sa dette envers ces deux institutions jusqu'à fin 1992. Le groupe de soutien, qui vise à aider le Pérou à réintégrer le monde de la finance internationale, a obtenu de la Banque interaméricaine de développement (BiD) un crédit de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) jusqu'à décembre. Ce groupe, mené par les Etats-Unis et le Japon, a réuni 1,3 milliard de dollars (7,8 milliards de francs) d'apports, qui permettront de relancer l'économie péruvienne durant la trêve accordée à Lima pour le paiement des arriérés de

PÉTROLE La production de l'OPEP au plus haut

depuis décembre La production de pétrole brut de

sa dette.

l'OPEP est montée au mois d'août à son plus haut niveau depuis décembre 1990, s'élevant à 23,6 millions de barils par jour (mbj), soit une hausse de 0,3 mbj par rapport à juillet, selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié le 3 septembre. L'Arabie saoudite a accru sa production de 0,2 mbj pour la porter à 8,4 mbj. Sans le Kowett et l'Irak - dont les productions sont respectivement évaluées à 0,2 mbj et 0,4 mbj au mois d'août, - la production de l'OPEP s'est élevée à 23 mbj alors que l'organisation avait décidé de la limiter à 22,3 mbj au troisième trimestre. L'AIE évalue la demande en pétrole dans les pays de l'OCDE à 36,9 mbj au troisième trimestre, soit une baisse de 3,5 % par rapport à la même période de l'an demier. Au quatrième trimestre, l'AIE table sur une demande de pétrole dans l'OCDE en hausse de 3 %.

Estimant excessif le nombre de départs en préretraite

M™ Martine Aubry critique le contenu des plans sociaux des entreprises

plans sociaux que mettent en œuvre les entreprises lors de pressions massives d'emplois. Dans un entretien publié conjointement le 4 septembre par Ouest-France, les Dernières Nouvelles d'Alsace, le Progrès et Mid Libre, elle constate qu'il y a « une grande quantité de plans sociaux qui lais-sent beaucoup à désirer». Des dirigeants d'entreprise « ne pensent qu'à dégager les gens avec le mini-mum de difficultés possibles », observe-t-elle, en notant qu' « il y a trop de plans qui se cantonnent aux préretraites systématiques pour les plus de cinquante-cinq ans et au chèque de départ». Les statistiques montrent que « les congés de conversion sont de moins en moins utilisés » et le ministre du travail,

M= Martine Aubry, ministre du travail, précise peu à peu ses critiques à l'encontre du contenu des plans sociaux ». se déclare prète à a pénaliser financièrement « les entreprises qui se débarrassent trop rapidement des plus de cinquante-cinq ans.

Outre les effets sur le chômage et les conséquences sur la composition des effectifs dans les entreprises, la mise en cause de telles pratiques est dictée par deux considérations. M. Aubry voudrait que la gestion prévisionnelle de l'emploi ne soit pas un vain mot et elle s'inquiète des répercussions négatives sur les comptes de l'assurance chômage. Au-delà, elle estime qu'il n'est pas normal que les employeurs se dégagent de leurs responsabilités en les faisant endosser par la collectivité.

□ FO envisage une «grève générale de 24 heures». – Le Comité confédéral national de Force ouvrière tiendra le 20 septembre une réunion exceptionnelle pour « examiner la possibilité d'organiser une grève générale interprofes-sionnelle de 24 heures», a indiqué mardi 3 septembre la confédération. Cette annonce fait suite aux déclarations de M. Marc Blondel dans le Monde daté du 4 septem bre, selon lesquelles le secrétaire général de FO souhaitait engager contre le gouvernement « une action d'avertissement » en liaison avec «ceux qui sont les partisans de la politique contractuelle».

□ Menaces de grève à UTA. - Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) ont repoussé à la période allant du samedi 7 septembre au lundi 9 septembre le mouvement de grève qu'ils veulent organiser pour mettre fin aux «incertitudes qui se sont accumulées » depuis le rachat d'UTA par Air France en janvier 1990. Ce report est dû aux discussions

« encourageantes » menées avec la direction sur l'avenir d'UTA et le statut de son personnel.

INDUSTRIE

Thomson-CSF s'allie à Euromissile dans le secteur des engins anti-aériens

Le groupement d'intérêt économique franco-allemand Euromissile, qui réunit le groupe Aérospatial et la société Messerschmitt-Bolkow-Blohm (filiale de Deitsche Aeros-pace), et le groupe Thomson-CSF doivent annoncer, jeudi 5 septembre, leur rapprochement dans le domaine des missiles anti-aériens (nos dernières éditions du 4 septembre). Dans un premier temps, les trois partenaires coopéreront sur le programme d'engins sol-air à courte portée Crotale NG. Ils tenteront ensuite de coordonner davantage leurs panoplies dans un cadre européen, compte tenu de la diminution des budgets militaires, de la raréfaction des clients potentiels et de la concurrence de plus en plus

vive sur les marchés étrangers. Cette alliance a été rendue possible parce que Euromissile et Thomson-CSF se sont, d'autre part, débarrassés, chacun de leur côté, des associations industrielles dans lesquelles ils s'étaient engagés auparavant en matière de missiles sol-

En mai 1990, le GIE Euromissile et le groupe français Matra avaient formé le projet de développer, à leurs frais, un nouveau missile sol-air «hypervéloce», le RM5, à partir du Roland existant. Cette alliance était destinée à contrer une association, annoncée en 1989, de Thomson-CSF avec le groupe bri-tannique British Aerospace au sein du projet Eurodynamics, qui visait le même domaine de l'armement anti-aérien. Des cette époque, le ministère français de la défense avait paru condamner cette compétition franco-française entre trois sociétés par accords croisés de coopération intra-européenne.

En mars dernier, cependant, En mars dernier, rependant,
Thomson-CSF renonçait à son
alliance transmanche et, il y a quelques jours seulement, Euromissile
(sans Matra qui s'est contenté de
prendre acte) repoussait pour une
durée indéterminée le développement du PMS en arguant d'un ment du RM5 en arguant d'un réexamen du marché et de ses per-Ce double abandon préfigurait, en réalité, ce que certains ont

appelé une redistribution des cartes entre industriels. En se rapprochant, Euromissile et Thomson-CSF paraissent vouloir exclure du secteur Matra, qui néanmoins produit le missile sol-air à courte portée Mistral (six mille engins vendus à ce jour à onze clients). Outre les missiles air-air dont il a la responsabilité quasi exclusive en France, le groupe Matra reste associé avec Aérospatiale au développement du lent d'un missile de croisière tiré à distance de sécurité - qui devrait armer l'avion Rafale.

Rechute du marché automobile français au mois d'août

Selon les statistiques provisoires publiées mardi 3 septembre par le Comité des constructeurs français l'automobiles (CCFA), le marché français a reculé en août de 14,6 % par rapport au mois d'août 1990, avec 152 000 immatriculations de voitures neuves. Après un mois de juillet rassu-

rant, qui s'était soldé par une baisse de 2 % seulement sur juillet 1990, le marché a ainsi retrouvé la pente sur laquelle il glisse depuis le début de l'année avec un recul estimé, sur huit mois, à 14,3 %. Le CCFA relativise la chute d'août en précisant que le recul des immatriculations ne serait que de 10.5 % à nombre de jours ouvrables comparables. Les constructeurs continuent d'espérer une meilleure fin d'année, prévoyant un marché légèrement supérieur à 2,1 millions d'unités, soit 8 % à 9 % de moins seulement que le record de 2,309 millions d'imma-triculations atteint en 1990. L'évolution du marché reste toutefois particulièrement défavorable aux véhicules français par rapport aux voitures étrangères, ces dernières ayant représenté 43 % du marché

ESSOUTH PROPERTY.

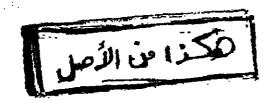
la référence au bout des pages...

LA FRANCE A L'EPREUVE DES TURBULENCES MONDIALES

 La situation économique de la France en 1990 replacée dans le contexte de la décennie.

401 pages - Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE



MARCHÉS FINANCIERS

La Banque d'Angleterre baisse à nouveau ses taux d'intérêt

La Banque d'Angleterre a décidé mercredi 4 septembre une baisse d'un demi-point de son taux de base, ramené de 11 % à 10,5 %. Cette baisse était largement anticipée par les marchés à terme, qui tablent sur un taux de 10 % au printemps 1992.

La dernière baisse était interve-nue le 12 juillet. Cette désescalade des taux, qui se situaient à 15% lors de l'entrée de la livre dans le SME, est spectaculaire. Elle est rendue possible par la désinflation des prix et plus encore par celle des salaires.

Tandis que la BNP et la Dresdner Bank poursuivent leur rapprochement

Le Crédit lyonnais et la Commerzbank rompent toute négociation

ner Bank poursuivent leur coopération - avec la création la semaine dernière d'une nouvelle filiale commune, en Tchécoslovaquie cette fois (le Monde daté 1--2 septembre), le Crédit lyonnais et la Commerzbank ont annoncé la rupture des négociations engagées sur un échange de participations.

Lentement mais sûrement, le rapprochement entre la banque nationalisée française BNP et la banque allemande Dresdner se poursuit. Alors que les deux grands établissements ont échangé, depuis 1989, des administrateurs et gèrent ensemble leur réseau africain et des filiales communes en Turquie, en Suisse, en Hongrie et maintenant en Tchécoslovaquie, les directions des deux groupes mettent la main à un projet d'accord global, qui ne se limite pas à un échange de participations en capital. Dimanche 2 septembre. le Vorstand (l'équivalent du conseil d'administration) l'a étudié, avant que la direction de la BNP n'en fasse autant en ce début de semaine. Les deux parties envisagent de soumettre une proposition d'accord à la Commission de Bruxelles avant la fin du mois de sentembre. S'ils obtiennent l'autorisation de Bruxelles, il ne leur restera pius alors qu'à obtenir l'accord de leurs actionnaires respectifs (l'Etat pour ce qui concerne la

La coopération entre le Crédit et les fonds propres.

Alors que la BNP et la Dresd- lyonnais et la Commerzbank ne semble pas progresser aussi sereinement. D'après le Financial Times du 4 septembre, les discussions entre les deux banques sur un échange de participations en capital auraient été abandonnées. En avril dernier, M. Walter Seipp, président du directoire de la Commerzbank, avait annoncé officiellement qu'une prise de participations croisées était en négociation avec le Crédit lyonnais. La banque allemande affirmait vouloir prendre 7 % du capital du Lyonnais, tandis que la banque francaise devait entrer à hauteur de 10 % dans le capital de sa consœur allemande.

Cinq mois plus tard, M. Seipp étant entre-temps parti à la retraite, le projet serait-il abandonné? Si l'on en croit M. Peter Pietsch, vice-président de la Commerzbank et responsable de la communication, les deux établissements ont décide d'« un commun accord» de mettre fin aux discussions. Mais selon M. Pietsch, « une renonciation à une prise de participations croisées ne remet nullement en question la coopération vieille de vingt ans entre les deux établissements ». La Commerzbank et le Crédit lyonnais sont membres, avec le Banco di Roma et le Banco hispano americano, du club Europartners créé en 1970. Faute de cette prise de participations croisées, le Crédit Iyonnais devra dorénavant faire preuve d'un surcroît d'imagination pour respecter le ratio Cooke, qui règle le rapport entre les crédits

Paribas engagée pour 950 millions de francs dans le groupe suisse insolvable Omni

mardi 3 septembre être engagée pour 244 millions de francs suisses (soit 950 millions de francs francais), auprès du groupe suisse Omni, en pleine déconfiture. Elle a précisé toutefois que «la quasiintégralité de cette somme est couverte par des garanties sur des filiales d'Omni », notamment les sociétés allemande Harpener (énergie, transport) et suisse Sulzer (construction mécanique), qui sont l'une et l'autre saines. Le même jour, le financier suisse M. Werner K. Rey, à la tête du groupe Omni Holding, un conglomérat qu'il a fondé en 1986 et qui connaît depuis plusieurs mois de grandes difficultés financières (le Monde du 24 mai), a déclaré son insolva-

Absorption prochaine par Delmas de la SCAC

Trois mois après avoir pris le contrôle de l'armement naval Delmas-Vieljeux, M. Vincent Bolloré accéléré sa stratégie en décidant l'absorption par Delmas de la SCAC (Société commerciale d'affretement et de combustibles), filiale transport de Bolloré techno-logies depuis 1986. Cette opération a été précipitée par le double maintien des cours que le groupe a été contraint de faire en août sur Delmas-Vieljeux et sur la Compa-gnie financière Delmas-Vieljeux sa participation dans ce groupe dirige jusqu'alors par M. Tristan Vieljeux. Le nouvel ensemble numéro deux du transport de marchandises en France derrière la Sernam, filiale de la SNCF pèsera 14,5 milliards de francs de chiffre d'affaires. Il s'inscrira parmi les cinq premiers européens du secteur.

La banque Paribas a confirmé bilité devant le juge des faillites du tribunal du canton de Zurich. Cette déclaration est survenue à la veille d'une rencontre entre les créanciers du groupe, qui devaient décider de sa mise en faillite ou non. Depuis le début avril, Omni Holding bénéficie d'un sursis

EN BREF

M. Lionel Stolern devient conseiller économique da premier ministre roumain. – L'aucien secrétaire d'Etat français au Plan, M. Lionel Stoleru, se ren-dra début octobre à Bucarest en tant que conseiller économique du premier ministre roumain, M. Petre Roman. Agé de cin-quante-deux ans, M. Stoleru est depuis sin mai rédacteur en ches économique de l'hebdomadaire de langue anglaise The European, l'un des journaux du groupe du magnat britannique M. Robert Maxwell. M. Stoleru s'était intéressé aux problèmes du passage à l'économie de mar-ché dans les ex-pays de l'Est.

□ La FMF souhaite la réunification du mouvemement mutualiste.

– M. Daniel Le Scornet, président de la Fédération des mutuelles de France (qui regroupe 3 millions d'adhérents), a préconisé mardi 3 septembre « l'unification » du monde mutualiste « pour résister à la concurrence du lobby des assurances » en matière de santé et de prévouvee. de prévoyance. Animée par des militants proches du Parti com-muniste et de la CGT, la FMF avait déjà proposé un rapproche-ment à la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), de sensibilité socialiste, qu'elle avait quittée en 1986. Cette fois, elle va plus loin en suggérant la création d'une « fédération ».

NEW-YORK, 3 septembre \$ Prises de bénéfice

Encouragée par de nouvelles cncouragee par de nouvelles statistiques économiques satisfaisantes, le Bourse de New-York a atteint un nouveeu niveau record mardi 3 septembre en début de séance avant de se repiler sous l'effet de prises de bénéfice. Le Dow Jones a clôturé à 3 017,66, en baisse de 25,94 points (-0,85 %).

(- 0,85 %).

Cuelque 155 millions d'actions ont été échangées. Selon les observateurs, le marché a initialement bénéficié de la hausse à 54,8 % de l'indice mensuel de l'Association nationale des directeurs d'achats en août, contre 51,8 % en juillet. Ce gain, supérieur aux prévisions des experts dénote, selon eux, la reprise du secteur manufacturier de l'économie américaine. La progression de 1,6 % des dépenses de construction en juillet a contribué au sentiment positif.

VALEURS Cours du Cours du 30 août 3 septembre
Alcos 69 3/8 88 3/8 ATT 39 1/4 Bosing 39 1/8 Chasa Manbata Bank 20 3/8 Du Foot da Memours 45 1/8 Leson 58 1/8 Eson

LONDRES, 3 septembre \$\Bullet\$ Morosité

Après avoir atteint en début de journée un nouveau record, la Bourse de Londres a cédé du terrain mardi 3 septembre sous le poids de prises de bénéfice. A la clôture, l'indice Footsle des cent grandes valeurs a perdu 10,6 points, soit 0,43 %, à 2 669 points. Le marché a bénéficié initialement de l'optimisme des investisseurs concemant l'évolution de l'économie britannique, puis de la publication de statistiques encourageantes sur la reprise écono-Après avoir atteint en début de

mique américaine.

En cours de séance, le Footsie avait battu le record affiché la veille, atteignant les 2 683,7 points. Le volume des échanges s'est gonflé à 429,4 millions de titres contre 366,6 millions lundi. Les assurances, les magasins et les chimiques ont reculé tandis que les banques et les pétrolières étaient inrégulières. Les chimiques ont fléchi dans le silage de Wellcome, qui a cédé près d'une vingtaine de pence après une réunion d'analystes et une recommandation de vente des courtiers Lehman Brothers.

 Rhône-Poulenc : béséfice set en baisse de 54,4 % au premier semestre. – Après les contre-per-formances des chimistes allemands ormances des chimistes alternands au premier semestre (le Monde du 31 août), Rhône-Poulenc annonce à son tour de mauvais résultats. Le groupe français a enregistré un bénéfice après impôts et avant benéfice après impôts et avant rémunérations prioritaires de 991 millions de francs au premier semestre, en baisse de 54,4 % sur le premier semestre 1990 (2,17 milliards de francs). Rapporté au nombre d'actions du groupe, la baisse du résultat net est plus importante encore, du fait de l'augmentation de capital intervenue l'été dernier: le bénéfice est divisé par trois, de 34,73 francs à 10,43 francs. Le résultat opérationnel, qui traduit le plus fidèlement la marche effective du groupe, ne baisse en revanche que groupe, ne baisse en revanche que de 1.5 %, à 3,39 milliards de francs. Sur l'ensemble de l'année, Rhône-Poulenc « confirme son objectif d'un accroissement sensible de son résultat prévisionnel».

de son résultat prévisionnel».

Sanofi (Elf-Aquitaine): hausse de 15.4 % du bénétice net consolidé. — Sanofi, filiale du groupe pétrotier Elf-Aquitaine spécialisée dans la chimie fine, a enregistré une progression de 15,4 % de son bénéfice semestriel, qui tranche sur la grisaille des résultats affichés par les grands chimistes mondiaux. Sanofi a vu son bénéfice net consolidé passer de 351 millions au cours de la même période de 1991. Ces résultats, obtenus en dépit d'une conjoncture difficile, sont « très satisfaisants », commente le groupe dans un communiqué. Ils traduisent une augmentation de la rentabilité, le chiffre d'affaires ne progressant dans le même temps que de 1,6 % (passant de 9.418 milliards de francs à 9,567 milliards).

9,567 milliards).

Di Projet d'OPA « amicale » du GAN sur la sicomi UIS. « La compagnie d'assurances GAN doit annoncer cette semaine une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital d'UIS (Union pour le financement d'immeubles de sociétés), sicomi dont elle détient déjà 45% du capital, a annoncé mardi 3 septembre la Société des Bourses françaises (SBF). Le GAN Vic. contrôlé par le GAN et chargé de l'essentiel de la gestion du portefeuille immobilier de la société d'assurances, se propose d'acquérir la totalité du capital au prix de 800 francs l'action pour un dernier cours de 678 francs. Ce projet d'OPA « amicale », estimé à 1,3 milliard de francs, vise une harmonisation de

PARIS, 4 septembre

Retour de la baisse

A l'image des autres places financières, la Bourse de Paris cédait du terrain mercredi matin dans un marché très calma. En repli de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait une heure plus tard 0,39 %. Plus tard dans l'après-midi il reveneit à 0,64 % s'inscrivant à 1 861,76 points peu avant l'ouverture de Wall Street.

En attendent que les chiffres du chômage confirment ou infir-ment les frémissements de ment les frémissements de reprise économique aux Etats-Unis, les opérateurs dégagaient quelques béréfices. Ces ventes se manifestaient dens un marché plat sans activité notable même sur les valeurs de groupes partiel-lement privatisables pourtant très recherchées.

recherchées.

La publication des résultats semestriels en baisse a pesé sur l'évolution des cours de certaines sociétés comme la Compagnie bancaire. Ce tassement général des bénéfices a été confirmé par une étude de la Banque de France auprès de 8 900 entreprises. Pour la première fois depuls 1985, note cette étude présentée mercredi, la marge bénéficiaire des entreprises industrielles françaises a baissé en 1990, particulièrement dans les grandes firmes. Le taux de marge brute qui meaure le bénéfice avant impôts par rapport au chiffre d'affaires a régressé de 0,6 point l'an demier, pour revenir à 10,6 %. Cette évolution marque ainsi une unpture avec les bons résultats enregistrés depuis la mi-1980.

Sur le marché à réglement

Sur le marché à règlement mensuel, on noteit permi les plus fortes progressions de la séanca Kléplerre, Uniball, Groupe de la Cité et Bail Investissement. En baisse, figuraient, outre la Com-pagnie Bancaire, Hachette, les mines de Salsiove et la Sfim.

TOKYO, 4 septembre 👢

Repli

Suivent les indications données par les autres places financières et Wall Street en particulier, la et Wall Street en particulier, le Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 4 septembre en baisse. L'Indice Nikkel a perdu 67,11 yens (- 0,3 %) à 22 402,69. La veille, le Nikkel avait gagné 0,79 yen. Après quatre séances consécutives de hausse, la cote a subi des corrections techniques liées notamment aux opérations d'arbitrage, constataient les courtiers.

VALEURS	Cours du 3 septembre	Cours du 4 septembre
Akm Radgestons Canon Fuji Bark Heoda Motors Atstaushita Bischite Assabidal Henry Sony Corp. Toyota Motors	1 070 989 1 490 2 530 1 490 1 590 7 725 5 730 1 520	1 020 1 020 1 500 2 490 1 500 1 570 723 5 730 1 550

FAITS ET RESULTATS

la gestion du portefeuille immobi-lier du groupe GAN, évalué à environ 30 milliards de francs. ci La SAF va céder deux entre-prises d'Oerlikon à Thyssen. – La Soudure autogène française (SAF), filiale de L'Air liquide, est sur le point de céder le groupe belge Soudometal et le groupe Fontargen (implanté en Allemagne et en Suisse) à la division soudone de la Suisse) à la division soudage de la société allemande Thyssen. Les groupes cédés faisaient partie de la division soudage du groupe suisse Oerlikon (1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires), acquise en avril dernier par la SAF. Le chiffre d'affaires des sociétés cédées est d'environ 450 millions. Le mon-

tant de la transaction n'est pas american National Can (groupe Pechisey) va s'implanter à Barcelone. — American National Can (groupe Pechisey) va s'implanter à Barcelone. — American National Can (ANC), filiale du groupe français Pechiney et leader mondial de la boîte boisson, va implanter une usine près de Barcelone. Cette usine de boîtes boisson en aluminium, la seconde d'ANC en Espagne, devrait être mise en service en 1992 et répondra aux besoins de l'Europe du Sud et du marché espagnol. La nouvelle usine apporte une capacité additionnelle de 1,2 milliard de boîtes d'aluminium en Espagne. Cet investissement complète l'usine de couvercles mise en service au deuxième semestre 1990 à Mont (Pyrénées-Atlantiques).

(Pyrénées-Atlantiques).

Le groupe britannique Taylor Woodrow enregistre une baisse de 33 % de son bénéfice semestriel. —
Le groupe de construction britannique Taylor Woodrow a annoncé mardi 3 septembre une baisse de 33 % de son bénéfice impossible au premier semestre, à 25,3 millions de livres contre 38 millions pour la même période en 1990. Le groupe a été affecté par la politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement et par le marasme du marché immobilier.

Compagnie baucaire : résultat

du marché immobilier.

Compagnie bancaire: résultat semestriel en repil de 15 %. – Le bénéfice net consolidé de la Compagnie bancaire (groupe Paribas), après déduction des interêts minontaires, s'est établi pour le premier semestre 1991 à 508 millions de francs, en baisse de 15 % par rapport à la même période de 1990. La pan correspondant aux seules opérations d'exploitation courante, 389 millions de francs, est en repli de 36 % par rapport au premier semestre 1990. Le groupe Compagnie bancaire enregistre un bénéfice net consolidé de 676 millions de francs, soit un recul de 28 % par rapport aux six en repli de 28 % par rapport aux six en recul de 28 % par rapport aux six en recul de 28 % par rapport aux six premiers mois de l'année précèdente.

PARIS

Second marché (MACAGO)											
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours						
Alcatel Cibbs Arreate Associes B.A.C. Baue Vernes Boiron (Ly) Boisset (Lyon) C.A.L-de-Fr. (C.C.L.) Carber Cerefi CEGEP CF.P.L. CNIM. Codetour Conforants Creeks Deophin Delmacky Worms Cie Devarley Devarley Deville Dolons Beffund Europ. Propolation Fingor	3783 289 133 50 801 388 219 969 404 50 714 137 280 900 265 659 197 425 1150 395 336 140 248 248 283 1122	3800 289 137 808 368 213 940 404 708 137 271 60 890 268 712 d 195 413 1150 395 960 322 60 a 140 240 280	Internation Hörsführen Internation Computation I.P.S.M. Local internation Meters Adult Tipperchi Rhone Alp. Ecu (E.y.) S.H.M. Select Invest (Ly) Serbo. S.M.T. Goopil Sopra TF1 Thermactor H. (E.y.) Uniting Viol et Cle Y. St. Laurent Groupe	839 161 80 249 20 73 50 119 170 410 650 321 189 88 60 415 130 270 350 276 200 86	833 181 80 86 50 40 259 75 70 174 20 170 10 402 189 92 10 419 346 30 200 						
Frankoperis GFF (group-lon-f.) Grand Lure Gravograph Groupe Origny Guintoli	135 179 409 187 710 950	135 176 10 410 187 711 960	36-1								
LC.C	210 125	210 124 90									

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 3 septembre 1991 Nombre de contrats : 75 124

COURS	ÉCHÉANCES							
	Sept. 91	Déc	. 91	Mars 92				
Deraies Pricident	196,24 196,24	19 10	6,36 6,32	106,42 106,20				
	Options	sur notionn	el					
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE					
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92				
106	1,15	1,55	0.71	1,16				

CAC40 A TERME

•	~	•	_	•
(1	MAT	TF)		

Volume : 8 262	(MA	Π P)	
COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 885,50 1 879	1 901,50 1 891	1 918 1964

CHANGES

Dollar: 5,9050 F \$

Le dollar a poursuivi son repli 5,9050 francs au fixing contre 5,914 la veille à la cotation offi-cielle. Le marché se montrait calme, dans l'attente de la publi-cation, vendredi 6 septembre, des chiffres du chômage améri-

cain. Une baisse du chômage serait un signe de reprise suscep tible de raffermir le billet vert. FRANCFORT 3 scpt. 4 sept. Dollar (en DM) ... 1,7400 1,7370 TOKYO 3 sept. 4 sept.

Dollar (en yens). 136,40 134,85 MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (4 sept.)..

New-York (3 sept.)

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) 2 sept. 126,40 us étra 117.60 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 483,38 490,54 (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1863,52 1 873,18

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 30 août 3 sen 3 843,60 3 017,67 LONDRES (Indice « Financial Times ») 2 sept. 3 sept. 2 sept. 3 sept. 2 669 2 188,38 2 996,40 150,58 156,50 86,16 86,39 FRANCFORT

1 650,50 1 655,64 TOKYO 3 sept. 4 sept.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

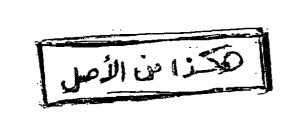
	COURS ON YOUR		UR	MOES	DEU	X MOIS	SIX MOIS		
	+ bas	+ heut	Rep. +	ou dép. –	Esp.+	ou dấp	Rep. +	en dip.	
\$ EU \$ can Yen (100)	5,8925 5,1598 4,3401	5,8945 5,1638 4,3431	+ 174 + 21 + 64	+ 184 + 39 + 75	+ 350 + 58 + 149	+ 370 + 84 + 167	+ 1015 + 173 + 537	+ 107 + 24 + 58	
DM Florin FB (100) FS L (1 000) f	3,3966 3,0161 16,5060 3,8766 4,5520 9,9984	3,3998 3,0179 16,5160 3,8805 4,5553 10,0080	- 5 + 89 + 30 - 104 - 130	+ 10 + 94 + 69 + 42 - 79 - 100	- 2 + 179 + 10 + 69 - 181 - 220	+ 19 + 189 + 110 + 87 - 153 - 170	- 12 + 529 - 29 + 242 - 562 - 460	+ 4 + 55 + 28 + 29; - 48 - 32(

TAUX DES EUROMONNAIES

				_	
\$ E-U	5 11/16 5 5/8 7 19/16 7 17/2 9 1/3 9 1/4 9 1/16 8 1/2 18 1/1 11 1/4 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	5 3/4 5 5/8 7 9/16 7 5/16 9 1/8 9 1/16 9 3/16 9 1/8 9 3/14 9 3/16 8 1/8 7 15/16 11 5/8 11 3/8 11 3/4 16 7/8 9 1/4 9 3/16	5 3/4 7 3/8 9 3/16 9 1/4 9 5/16 8 1/16 11 3/4 11 3/4 9 5/16	5 3/4 6 IS/16 9 S/16 9 1/4 9 1/4 7 7/8 11 1/2 15 7/16 9 3/8	5 7/8 7 1/4 9 7/1 9 3/8 9 1/2 8 11 7/8 11 5/6 9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





المثيرية. الصياحة الا

خىطىق ئە تەسىم يەن ئىدىن

الواشيعات ا

TRAIN TOUR

425-

[;] 5

3 5 1 50 00 7 7 7 7	
MARCHES	FINANCIERS

end marché

VALEURS COM

Maine Congra IPEW Indexneys Grane Grane

Seeking Transport of the Seeking Seeki

LA BOURSE SUN

ECHEANCES

BOURSES

PARIS /N . 1967 3

EFFERENCE STATE ST

11197171 12197171

MATIF A-Bandon an pourcentage de superint

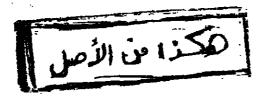
Options per remotive OPRIONE DATH: DREET: Uses

CAC 40 A TERME

Monde-AL

ENTREPRISES

BOURSE DU 4 SEPTEMBRE Cours relevés à 13 h 47										
Compensation VALETIES Cours practic.	Deroier % cours +-			glement	mens	uel		Compen- sation VAL	EURS Cours Premier précéd. Premier cours	Derzier % COUTS +
3990 CALE 38. 4098 4090 8390 Cale 38. 4090 8300 Calyon, T.P. 840 831 831 1265 Remeit T.P. 1370 1570 1	832 +0 12 1320 Cyt First 1320 -0 45 205 Cyt First 1350 Consept 1570 Consept 1570 Cyt First 1570 Cyt	Table Tabl	Manier 7. Companies 1. Compani	VALOUS pricéd.	530 522 526 526 526 526 526 527 526 526 527 526 526 527 526	- 0 30 420 Sefangs - 0 24 1070 Segardar A - 0 22 1070 Segardar A - 2 31 225 Segardar A - 2 32 440 Segardar A - 2 32 445 Segardar A - 2 32 445 Segardar A - 2 32 345 Segardar A - 2 34 Segardar A - 3 35 Segardar A - 3 36 Segardar A - 3 37 Segardar A - 3 38 Se	488 43 50 438 107 1 4 108 90 107 1 4 108 90 107 1 4 109 107 1 4 109 108 1 109 107 1 4 109 1 109 109 111 111 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	155 355 1.7 In Yokas 134 70 In Yokas 134 70 In Yokas 135 199 Mecoreal 135 199 Mecoreal 135 199 Mecoreal 135 199 Mecoreal 135 195 Mecoreal 136 195 Mecoreal 136 195 Mecoreal 137 Mecoreal 138 Mecoreal	349 344 30	165 0 - 2 48 344 30 - 1 35 342 35 + 0 60 224 55 + 0 20 225 + 0 20 224 10 - 0 84 235 10 - 0 84 235 10 - 0 84 235 10 - 0 84 235 15 - 1 42 820 + 0 24 820 + 0 62 820 + 0 62 820 + 0 62 820 + 0 63 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 50 - 0 88 835 10 - 0 89 85 10 - 0 89 85 10
525 Coles	! 580 740 Labies		65 825	Secr 5.3. 635	530 640	SICAV	(sélection)	1 65 Zambe C	ар 168 170	3/9
VALEURS % % du coupon	Cours D	ernier VALEURS	Cours Derreier	VALEURS po		VALEURS Frais incl		Emission Rachat	VALEURS Frais is	lon Rechat
Emis-Linis 1 und	Crisic Gin. Incl. 254 30 Crisic Gin. Incl. 252 52 52 52 52 52 52	Méral Déploys Mors. M	OURS COURS réc. 4/9	Akton Ner See Alates Alaramuses Alates Alaramuses Amferson Branck Amsenson Branck Amsenson Branck Astences Brands Arbed Astences Brands Arbed Brands	810	Academyrae	62462 40 Mone J. 38833 15 Monéveir	28 34 27 65 2005 46 10645 77 5063 36 10645 77 5063 36 1304 20 13315 81 1304 20 13315 87 1304 73 171 16 739 1221 54 1185 96 1228 47 13160 84 1528 77 13160 84 1528 77 13160 84 152 53 164 48 159 69 271 55 229 38 255 37 244 96 331 39 200 61 227 59 23 36 225 57 244 96 331 39 100 61 137 22 189 18 343 92 2106 85 137 22 189 18 343 92 2106 85 137 22 189 18 343 92 2106 85 11762 70 6438 77 11466 05 11762 70 6438 77 11466 05	Premishs Obig	79



Marc Santo-Roman champion de France 1991

Hormis Joël Lautier (au-dessus du lot ?) le championnat de France d'échecs réunissait cette année, à Montpellier, l'ensemble des meilleurs joueurs de l'Hexa-gone. Trois grands maîtres, Spassky, Renet et Kouatly, douze maîtres internationaux et le courageux maître national, Fayard, qui termina logiquement bon dernier, s'affrontaient en quinze rondes.

Jusqu'à la dernière ronde, Olivier Renet crut tenir le titre. Avant un demi-point d'avance sur son suivant, il annula devant Sharif persuade que Marc Santo-Ro-man, qui avait les Noirs, ne prendrait pas un point entier à

national écrasa le grand maître et rejoignit Renet. Dans le mini match de départage (deux parties de vingt minutes pour chaque joueur). Santo-Roman fit la diffé-rence (1,5-0,5) et empocha le titre. Grâce à son excellent parcours (neuf victoires, deux défaites et quatre nulles). Santo-Roman a. en outre, réalisé deux normes de grand-maître.

Chissement final: 1. Santo-Roman, 11 (sur 15 possible); 2. Renet. 11: 3. Kouarly, 10; 4. Bricard et Spassky, 9,5; 6. Koch. 8,5; 7. Mirallès, 8: 3. Sharif et Prié, 7,5: 10. Hauchard et Amic, 6.5; 12. Seret et Apicella, 6: 14. Chabannon, 5,5; 15. Haik, 4: 16. Fayard, 3.

square Frédéric-Lemaître, devant la statue (A nous deux Paris).

« Le Louvre, de Philippe-Auguste à la pyramide », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M. Pohyer).

aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ail-leurs).

« Les visitandines à la chapelle Sainte-Marie ». 15 heures, 19, rue Saint-Antoine (Paris et son histoire).

« Quartier Saint-Sulpice: les com-pagnons charpentiers, la foire Saint-Germain, les beaux hôtels », 15 heures, métro Mabillon (Approche de l'art).

a Le quartier du faubourg Saint-An-

« Montparnasse des années 20 ». 16 heures, sortie métro Vavin, angle Respail-Vavin (Tourisme culturel).

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

Tél.: (1) 46-62-72-72

Télex MONDPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-7), · Société filiste de la SARL le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

LUXEMB PAYS BAS

572 F

1 123 F

2 086 F

osez 36-15 - Yapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Voie normale-CEE

1_560 F

2 960 F

790 F

5902 PARIS CEDEX 15

lippe Dupuis, directeur con

(D. Bouchard).

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 SEPTEMBRE e Du canal Saint-Martin à la rotonde de La Villette en passent par l'hôpital Saint-Louis », 14 h 30,

 La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis pari-siens 2, 10 h 30, metro Rambuteau, sortie du Grenier-Saint-Lazare ((Paris « La passion mandchoue, flacons à

tabac chirois s. 14 h 30, hall du musée Guimet (le Cavalier bleu). « De Saint-Merry à la rue Quincam-poix », 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite). « L'eglise et le dôme des invalides nécropole impériale et nationale », 14 h 30, cour d'honneur, statue de Napoléon.

€ Dans l'hôtel de Miramion : l'Assistance publique, histoire de la santé à travers de riches col·lections à (limité à trente personnes). 15 h 47, quai de la Tourrelle (Monuments historiques).

« L'ancienne abbaye de Saint-Ger-main-des-Prés et la place Fursten-berg », 14 h 30, devant l'église (E. Romann).

e Hors du Marais battu », 14 h 30, fontaine, face au 2, rue des Hau-driettes (Sauvegarde du Paris histori-« L'abbaye de Port-Royal de

Paris » (visite des bâtiments du dix-septième siècle et projection de dia-positives). 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal, devant la chapelle (Société des Amis de Port-Royal).

« Le quarter du l'appe, un quartier en toine, la rue de Lappe, un quartier en pleine mutation », 15 h 30, au pied du grand escalier de l'Opéra Bastille (M. Hager). « Le thá en l'hôtel de Rambouillet ou la vie raffinée des femmes du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (i. Hauller).

Aguès.

Son frère, Lionel DENISE,

Les Prés de Montsouris, 29, rue Boussingault. 75013 Paris.

- Marianne CONDE SALAZAR,

sont heureux d'annoncer la naissance

Lucas.

sont heureux d'annoncer la naissance

- Christine et Olivier MURON, Hélène et Nicolas,

Quentin,

« Une église souterraine sous Saint-Sulpice et les chapelles des tours s. 15 heures, façade de l'église

2, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Emmanuel DESMARESTZ

ont la joie de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 7 septembre 1991, à la mairie du cin-

27, rue Daubenton, 75005 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès

M. Christian AUTRAN,

survenu le 1¢ septembre 1991 à l'Instià l'âge de quarante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée e vendredi 6 septembre, à 10 h 30, en 'église Saint-Louis des Invalides, L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Vidauban

M™ Marc Collignon,

son épouse, M. et M= Le Foyer Collignon, Marion et Jérôme Le Foyer Les familles Collignon, Jenny,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc COLLIGNON, avocat honoraire près la cour d'appel de Paris,

en membre du conseil de l'ordre. juge de paix honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, capitaine honoraire

muni des sacrements de l'Eglise, survenu le 3 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, en son domicile

Le service religieux sera célébré le vendredi 6 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 9, place

Victor-Hugo, Paris-16s, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière

parisien de Pantin dans le caveau de famille. 75116 Paris. 246, quai des Tilleuls, 77350 Le Mée-sur-Seine.

André et Nathalie Emoult, ses enfants.

Les familles Delambily. Ernoult.

M= Maria ERNOULT,

dans sa quatre-vingt-septième année. La cérémonie religieuse auta licu joudi 5 septembre 1991, à 15 heures en l'église de Montauban de Bretagne.

> THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u> sa fille, Jean Lacombe, Anne Lacombe Claire Lacombe,

Chice Lacombe,

ses frère et sœurs. Martine Bouttier,

Et toute la famille

L'UNSFA (Union nationale des syn-dicats français d'architectes). Le FAF-PL (Fonds d'assurance for-

nation des professions libérales), Le CAUE 95 (Conseil d'architecture,

d'urbanisme et d'environnement du Val-d'Oise),
ont la douleur de faire part du décès de

François LACOMBE.

survenu le 31 août 1991 à Emérain-

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 5 septembre, à 15 heures, en l'église de Chennebrun (Eure), où l'on

L'inhumation se fera au cimetière de

Chennebrun dans la sépulture de famille. Une bénédiction aura lieu le jeudi 12 septembre, à 9 heures, à la

chapelle Saint-Ignace, 35, rue de

M. et M= Gérard Lantz,

M. et M= Christain Drouin

Le prince et la princesse Charles de la Tour et Taxis

et leurs enfants Dimitri, Maximilien et

Mº Caroline Lantz, ses petits-enfants et arrière-petits-

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LANTZ,

ingénieur ECP, officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918, Legion of Merit,

survenu le 2 septembre 1991, dans sa

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Passy. 2, rue du Commandant-Schloesing, Paris-16, le jeudi 5 septem-

Mª Marie-Claude Lantz.

Famille Lacombe,

23, rue Gramme, 75015 Paris.

M[™] Sabine Lantz, M[™] Isabelle Lantz,

et leurs enfants, Florence et Guillaume,

Le docteur Brigitte Lantz, Mª Nathalie Lantz,

Costanza,

- M. et M≈ Lucien DENISE

ont la joie d'annoncer la naissance au foyer de leurs enfants,

M. et M= Léonard DENISE,

le 19 août 1991, à Toulouse.

Châtel de Briot, 12, rue Principale, 60210 Briot,

Pierre THIVOLET, Marie,

le 24 août, à Berlin-Charlottenburg.

- Valérie et Alain LE BERRE

le la septembre 1991.

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Le Palais de Justice, histoire et fonctionnement ». 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité, sortie Marché sont heureux d'annoncer la naissance

à Paris, le 18 août 1991.

<u>Mariages</u> Eva LEDUC

. 66 Décès

- M. et M= Philippe Lionel-Marie, Bruno, Bertrand et Ghislain.

ses frères, M= Françoise Lionel-Marie-

75116 Paris.

Coquelle, M≈ Robert Costrel de Corainville, M∝ Eugène Coquelle,

41, rue Emile-Ménier,

M∞ Gilbert de la Poix de Frémiases arrière-grands-mère ont l'immense chagrin de faire part du

Eric LIONEL-MARIE,

rappel à Dieu de

le 2 septembre 1991, à l'âge de dix-sept ans, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place d'Auteuil, Paris-16. L'inhumation aura lieu au cimetière de Migné (Indre), le même jour à 17 heures.

1, rue du Général-Largeau, 75016 Paris,

· La direction scientifique des sciences sociales et la direction du département d'économie et sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) apprennent avec une grande tristesse la disparition de

Pierre MATHAL, directeur de recherche, sponsable de la rédaction des Cahiers d'économie et sociologie rurales,

qui prive l'INRA d'un chercheur aux très grandes qualités intellectuelles et humaines, qu'il avait su mettre au service de l'institution et de la recherche

Ses collègues et amis du département d'économie et sociologie rurales de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) ont l'immense

> Pierre MATHAL, responsable de la rédaction des Cahiers d'éconoi

et tiennent à exprimer le témoignage de leur affection et de leur amitié.

Les samilles Pastor, Austin, Ollivaud. Levavasseur, Barrasso, Ferrand.

ont la douleur d'annoncer le décès de M- Yolande PASTOR, née Austin, cur épouse, mère, nièce, belle-fille,

belle-mère, cousine, survenu le vendredi 16 août 1991. L'inhumation a cu lieu dans l'inti-tité le 21 août, à Saint-André de Nice.

M= Jacqueline Mayrargue. M* Nicole Mayrargue, M, et M* Michel Mayrargue, M. et M. Yves Mayrargue, Laurent, Stéphane et Sylvain, Benjamin et Marine, M. et Mr Jean Mayrangue. Mª Edith Blum, M≠ André Baillat.

ont le chagrin de faire part du décès de

Constant MAYRARGUE. survenu en son domicile le 2 septembre

1991 dans sa quatre-vingt-treizième

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le jeudi 5 septembre au cime-tière du Montparnasse, Paris-14^e.

34-36, rue Pasteur, 92270 Bois-Colombes.

son épouse, M. et M= Jacques Weber, M. et M= Jean-Luc Mazet, M. et M. Pierre Godbarge, M. Dominique Mazet,

M. et M= Bruno Mazet, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Boucher, Guerin, Lasse lin. Rabinel et Rouif. ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MAZET, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de la faculté de Lille, ancien professeur de la faculté d'Orsay,

ancien professeur de l'ENSA, ancien directeur scientifique 3 l'ONERA, recteur de captivité

du camp de Stablak ancien recteur des académies de Caen officier de la Légion d'honneur. commandeur de l'ordre des Palmes académiques,

correspondant de l'Académie des sciences, docteur honoris causa de l'université de Montréal, prix du Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, prix Muteau de l'Académie française,

survenu le 1ª septembre 1991, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le 6 septembre, à 10 beures, en l'église Sainte-Bathilde de Châtenay-Malabry.

38. rue Madeleine-Crenon,

¡Né à Paris le 7 tévrier 1903, ancien étève de l'Ecole normale supérieure, agrégé et doctair és lettres, M. Robert Mazet evait été professeur à la faculté des sciences de Lifle (1923-1944) pois recteur des académies de Caen (1944-1946) et Potitiers (1946-1947). Professeur à la faculté des sciences de Potitiers (1948), il était correspondent de l'Académie de sciences depuis 1959.]

Jeanne-Francoise et Genevièv Mahaut Rabattu,

Toute sa famille et ses amis, ont la grande tristesse d'annoncer le décès, à Chambéry, le 26 août 1991, dans sa quatre-vingt-quatorzième

M™ André ROCHE, ace Angélique Trosset.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue de Versailles, 75016 Paris. 27, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès

M- Henry TRÉMEAUD. née Olivia Caizergues,

survenu le 2 septembre 1991 à Neuilly sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly le jeudi 5 septembre, à 11 heures. L'inhumation aura lieu à Gex (Ain)

le vendredi 6 septembre el sera précé-dée d'une messe en l'église de Gex le même jour, à 11 hea 16, boulevard du Parc.

92200 Neuilly-sur-Seine. 01220 Grilly.

CARNET DU MONDE nts : 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T.

Mrs Georges Tulet. nee Jacqueline Combes. Ses enfants, Jean-Pierre, Michel. Christine, Bertrand, Vincent, Sœur Paul Tules, Mª Paulette Tules, M. Jacques Tulet, ont la douleur de faire part du décès de

Georges TULET, directeur honoraire de la Banque de France.

survenu le 28 août 1991.

Messes anniversaires Pour la cinquième année du rappel à Dieu de

Anne CELLIER,

une messe sera célébrée à son intention à la chapelle de l'Institut de l'Assom tion, 6-8, rue de Lübeck, Paris-16-, ie samedi 7 septembre, à 9 h 30.

Anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du

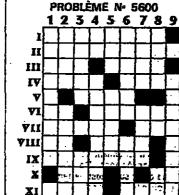
rappel à Dieu de Aimé MAEGHT.

une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Thomas d'Aquin, le jeudi 5 septembre 1991, à 18 h 30.

Paule et Adrien Maccht: leurs enfants et petits-enfants.

Soutenances de thèses

- Claude Vallon vous invite à la soutenance de sa thèse de doctorat, « Origine et évolution des pratiques de la participation des salariés aux béné-fices de l'entreprise (1842-1923) », le vendredi 6 septembre 1991. a 14 heures, à l'Ecole des hautes étude en sciences sociales, 54. boulevard



71 - 27

58 et -1

4. R

| 関係性 11.5 (2.15 m) 15.20 (2.25 € 2.25 €

- VDEC

なべ事項

🚾 🤃 . s. .

B

11. St. 44.

.....

...

· -----

1.00

relie

5.4 一年第五年

ic de

HORIZONTALEMENT 1. Comme un enfant, sur le

retour. - #. Qui a un grand front.

· III. PO tagne. - IV. Ficelle de métier. Du poids à perdre. - V. Peut aussi manquer quand il n'y a pas de rai-son. - VI. Dieu. Frapper comme pourrait le faire un vaurien. -VII. Mot qui évoque le portrait d'un inconnu. Autrefois, était sous le bonnet. - VIII. En Normandie. Peuvent allumer quand ils sont de braise. - IX. Na doit pas être oubliée quand on fait une fuoue. -

fruits. Aime la compagnie des bouquins. VERTICALEMENT

X. Créateur pour les gnostiques.

Conjunction. - XI. Comme certains

1. Sont très massifs. 2. Riposter comme un âne. Forti-fiée par le soleil. - 3. Quand elle est bonne, c'est le bouquet ! Bon pour bâtir. - 4. Agrément étranger. Sont incités à s'armer. -5. Mot qui peut faire venir le berger. Embeliit le chant liturgique. -6. Cornichons sur un plateau. Etat d'Amérique. - 7. Coule en Afrique. Pour les arnateurs de biscuits. - 8. D'un auxiliaire. Préposition. Abréviation. - 9. On peut y mettre

ce qui n'a pas été mangé. Solution du problème nº 5599 Horizontalement

I. Lève-vitre. - II. Amuseur. III. Pie. Clips. - IV. An. Rée. Le. -V. Lésés. Mai. - VI. Inès. Sang. -VII. Stratus. - VIII. Seul. Etna. IX. Mer. Ion. - X. Do. Réac. -XI. Encart. Dé.

Verticalement 1. Lapalissade. - 2. Emineme. On. – 3. Vue. Sérum. – 4. Es. Resalera. – 5. Vécés. RER. – 6. Iule. Sue. At. – 7. Tri. Mastic. - 8. Plan. No (ou No). - 9. Ensei-

GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde **DES LIVRES**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206-806F

> Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde*

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant

du « Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedea

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF

460 F 3 mois .. 890 F 1 620 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois 🗆 Adresse :_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire ions les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتزا من الأص

Pays:

5

MÉTÉOROLOGIE

Michigan In

Marian Company

to the little

Messes draine

Jan Cillia

Anniver

Hite Const.

FRANCE AND THE SHEET

THE STORY COURSE THE

Soutenances (4)

1.6 December 1.

Mangan 1

Problem 42

1,6

100

. ...

100

يد ۾

yr.

.e. x

distribution

₩ Derec.

Peter Property of

A. leftier

for a

MAKE .

44 Sec. 10

gur der . 9 Mei

or November

V Fesca N

₩

X No

Link.

何を * *** ***

Barrer in Carlo

##C.

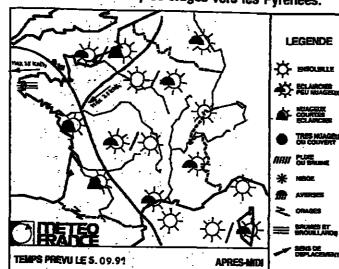
2134:11

-

Aires MALGE

15 in

Prévisions pour le jeudi 5 septembre 1991 Toujours chaud et sec. Nuageux près de l'Atlantique et de la Manche. Quelques orages vers les Pyrénées.



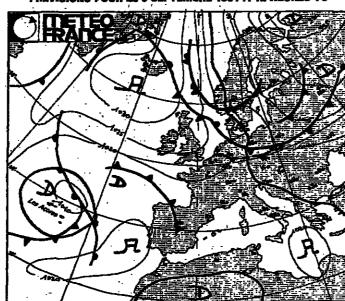
SITUATION LE 4 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU

Vendredi 6 septembre : orages dans le Sud-Ouest, nuages au Nord, éclaircles ailleurs. - Sur les régions s'étendant de la Bretagne aux Charentes et à l'Aquitaine, les passages nuageux venant de l'Atlantique cacheront le soleil la plupart du temps. Ils gagnatont jontament yers l'intérieur en se des aprégaget, De plus, aur un grand qu'ils sufficient, le temps en fin de journée, de l'endra lourd et des

née légèrement brumeuse, le ciel se Partout ailleurs, nuages et larges

éclaircles se pertageront le ciel. Les températures matinales s'étageront entre 12 et 18-20 degrés du nord Significant post of the second Les températures maxima 30 degrés près du pourtour méditerre-

PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



	TEM	PEKAI	OKER	maxim	a - m	DIMA	et tem		
		Val	eurs extrêm	es relevées	entre		k	e 4 – 9-9	1
	le 3-9	-1991 à 18	hetares TU	et is 4-9-	1991 à 6 he	ures TU			
				Leorma	25 SE36 PMPE_32			tirg	
		FRANC	Έ.	TUUIS.		IN B	LUXEMBU		
	AJACCI	0 1	1 17 D	TUULUU	100 mm	28 U	MADEIU.		
	BIARRI	1 7 2	9 29 C	LINGTHA	-tilar - se	24 N	HAKKAN		
-	BORDE	NIX 2	9 29 N	٠ ٤ -	PRANGI	. D	METRICA.		
ļ	BOURG	B 1	9 15 D-	:l	itaniam	-31	HILAN.	<u> </u>	
П	DEEST.	2	4 17 8	A Printer					
	CAIN_)URG 2	3 14 B	AMSTER	DYR	· . = -	MUSCOU_		
)URG 2	9 17 D	ATHERUS	<u> </u>	· ·	MOSCOU_ NATROBI NEW-DEL NEW-YOR OSLO PALMA-DE- PERIN		
	CT 22574(C)	7772 2	9 16 D	BANGKU	<u> </u>		MEM-DET	<u> </u>	- -
	DIJON_		9 15 D	KARCEL	OKE		NEW-YOR	K	
	CREMO	NS 3	9 17 D	KELEKA	DE	·	OSTO		- -
-	IIIIE.	Z	8 13 D	REKLIN	- T		, PALMA-DE	MAJ	
	THEORY	S 2	7 17 0	RETITED	LES	· - -	PERIN		
1	LYUN	Z	3 12 5	DIFFE	AGU6	: <u>-</u> -	RIO DE JAN	<u> </u>	
	MAKON	LLE 3	מ או	DUMBOR!			BOME		- -
	NAMUI		2 W D	CONFOR			SINGAPOR	TR	
	MARIE		9 14 M	DUNCAL DE LE CONTROL DE LA CON	<u> </u>		STOCKHO	UNL	
	MARKET TO A		0 17 N	TECHNOLOGY	m	·	SYDNEY_		
1	DAIL LVMD-3	1011 19 - A	2 14 W	(ERIEA)	FV -		T0KY0		
- 1	rau	VIV 4	9. L3 A	I E CADE	<u> </u>		TINES		
1	DESCRIPTION	MAN 4	9 18 P	TOPANA	TR -		PALMA DE PÉRIN	3	
Į			ע ענע ס. קרו או	TANDAR	<u> </u>		VENISE		!
1	21-210	N.TD: 6	9 11 D	TOO AND		_	VIENNE		
	DIKASE	OURG 2	ע ע	· IAN DAR			<u> </u>		
		-		D	N	Ω	P	T	*
	A.	В	C	D		_			,.
ı	averse	brume	couvert	degrade	cici ovageux	orage	plane	tempête	neige
- 1	_		COLLAGA	contraction of the contraction o	- unagent	i	l		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nation

ちょうりんしょ

Le Monde DES LIVRES

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les casseroles de Moscou

EST une maxime russe qui pourrait devenir un pro-verbe corrézien : «Les seroles vides sont beaucoup plus difficiles à maîtriser que les chars.» La preuve, M. Alexandre lakoviev, ex-conseiller de M. Gor-batchev, l'a dit à M. Jacques Chirac, ex-ami de M. Valéry Giscard d'Artagnan. Et M. Jacques Chirac nous l'a répété en direct, sur fond de Kremlin et de dômes, juste pour TF 1, pour nous, pour la

Et comme, l'instant d'après, M. lakoviev a confirmé qu'il avait bien dit ce qu'il a dit à Jacques Chirac, à savoir, en substance, que l'hiver serait rude, les casseroles vides, et de ce fait blindées,

une et en direct, d'une informa-tion en béton sur l'URSS.

Ce serait à rire, si la situation soviétique prêtait à sourire. Ou à pleurer, si la situation politicienne française ne forçait à rire. Enfin quoi ! Que MM. Jacques Chirac, François Léotard, Pierre Méhaignerie filent en douce en URSS, sans prévenir le quatrième mousque-taire, c'est une affaire courante d'opposition unie, tous pour un et chacun pour soi. Que trois chets de l'opposition estiment souhaitable et nécessaire d'interférer, sur une affaire de cette ampleur, avec

l'action du gouvernement légitime du pays, c'est leur droit. Mais que cette opération plutôt pensée. Exaltant de suivre

politicienne vaille vingt minutes d'antenne sur TF 1, principale chaîne française, alors qu'à Moscou, au même endroit, au même moment, le Congrès des députés du peuple s'essaye à imaginer la suite, il y a de quoi s'interroger

sur une possible inversion des

Il était certes fort intéressant de voir M. Jacques Chirac amenter les rues de Moscou et, - intention maligne? - glisser la pièce à un accordéoniste des rues. Passionnant d'entendre M. Méhaignerie assurer, avec une onction quasi missionnaire, la bonne révolution russe du soutien de sa famille de

M. François Léotard, président d'honneur du PR, dans son apologie du président de la Russie. Boris Etsine. Et absolument légi-time de voir les trois, flanqués de M. Juppé, recus en audience par MM. Chevardnadze et Eltsine. Ou d'entendre l'opinion de M. Jacques Chirac sur un événement

Mais de là à en faire l'essentiel du journal télévisé l L'utilisation boulimique des médias, pour ne pas dire le détournement, au profit d'une opération de politique interne, d'un événement international, présente ce grave revers qu'à être excessive l'opération devient ridicule. Il y eut du ridicule dans l'air de Moscou.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; = On peut voir ; = n Ne pes manquer ; = n Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 septembre

20.55 Variétés : Sacrée soirée. 22.50 Divertissement : Guy Bedos ou l'humour fibre. 0.20 Journal, Météo et Bourse.

TF 1

20.45 Jeux sans frontières. Thème: la princesse Branwen (conte gal-

22.10 Divertissement : Rire A 2.

22.10 Divertissement : Rire A.Z.
Coup de soleil à l'Olympia.

23.20 Magazine : C'était Dim Dam Dom.
Le Trésor de l'orpheline ; Les collants montent l'escalier ; Les Concierges au tricot ;
Tout sur le verbe «faire» ; JouhandeauElise : drôle de couple ; La Journée d'une bouche ; L'Enterrement de la mode.

0.10 Journal et Météo. FR 3

20.45 Téléfilm : Billy le Kid. Retour sur un adolescent légendaire.

22.20 Journal et Météo. 22.30 ► Opéra : La Khovantchina.

Opéra de Modeste Moussorgski, mise en scène d'Alfred Kirchner, par les chosurs de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre philhermonique, de Vienne, dir, Claudio Abbado.

CANAL PLUS

TF 1

16.10 Tiercé à Vincennes.

16.20 Feuilleton: Riviera.

16.50 Club Dorothée vacances.

17.35 Série : 21 Jump Street.

18,20 Jeu : Une famille en or.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

A 2

15.35 Série : Le Privé.

FR 3

20.55 1- film :

13.45 Feuilieton: Falcon Crest.

16.30 Série : Drôles de dames.

19.00 Jeu : Question de charme.

14.35 Série : Arsène Lupin joue et perd.

17.20 Magazine : Giga. 18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.30 Série : Maguy.

19.30 Feuilleton : Des jours et des vies. 20.00 Journal et Météo.

21.45 Cinéma : Etroite surveillance.

20.45 Documentaire : La Planète miracle.

16.20 ► Magazine : 40• à l'ombre de la 3.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journel de la région.

20.05 Divertissement : La Classe.

20.45 La Dernière Séance.

Invités : Charles Dumont, Linda De Suza.

Le mariage est pour demain. En Film américain d'Allan Dwan (1955). Avec John Payne, Ronald Reagen, Rhonda Re

La Terre, planète fragile, de Shiro Take-

liaixa. Les conséquences des progrès humains sur l'environnament.

18.45 Loto sportif. 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune. 19.45 Divertissement : Le 8ébête Show.

20.00 Journal, Loto sportif, Météo et Tapis

20.50 Feuilleton: La Vengeance aux deux

un genouement inespéré...

22.30 Magazine : Ex libris,
Le vice et la vertu, Invités : Pierre Combescot (les Filles du calvaire); Faty (Mémoires d'une fouetteuse); Frédéric Dard (La vieille qui marchait dans la men); Igor et Grichka Bogdanov (Dieu et la science); Dan Franck (la Séparation).

En clair jusqu'à 21.00 20.30 Cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : 260 chrono. D Film américain de Pater Werner (1986). Avec Charlie Sheen, D.B. Sweeney, Randy Quald. 22.40 Flash d'informations.

22.50 Sport : Rugby.
Pays de Galles-France, en différé de Cardiff. 0.20 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

20.40 Journal des courses. 20.45 Téléfilm : Un combat inégal.
22.25 Sport : Footbell.
Coupe d'Europe : Tottenham (Grande-Bretagne)-Stockerau (Autriche). 0.15 Journal de la nuit.

M 6

20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Téléfilm : Très belle et trop naïve. 23.30 Six minutes d'informations. 23.35 Sexy clip.

LA SEPT

20.00 ➤ Documentaire : Le Journal de Jules Renard. 21.00 Documentaire : Best Boy.

D'Ira Whol. 22.50 Cinéma : Grand'Rue, ■

Film espagnol de Juan Bardem (1956). 0.25 Court métrage : Guernica.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 3. La grande sœur. Tire ta langue. Actualité des livres, avec la chronique de Philippe Barthelet.

21.30 Communauté des radios publiques de langue française. Les chemins de la création (Histoire de la photo au Canada). 22.40 Les Nuits magnétiques. Le temps de vieillir.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Les jazzmen qui chantent.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 juillet 1990 lors de l'été de Kissingen): Quintette pour vents en mi bémol majeur op. 100, de Reicha; Sonate pour violoncelle et contrebasse en fa majeur, de Brenda; Variations pour flûte, violoncelle et basson sur «La ci darem la mano», de Beethoven; Quatuor pour hautbeis en cordes de Catti. Erecken de Dece bois et cordes, de Gatti ; Fresken des Dyo-nisos, de Chtedrine ; Cinq épigrammes pour nisos, de Chtedrine; Cinq epigrammes pour quatuor, de Ruzicka; Hymne pour ensemble de chambre, de Schnittke, par l'Ensemble Musicavia de Oresde (Birgit Lich, flûte, Wolfgang Berman, cor, Hans Detlev Loechner, clarinette, Mario Hendel, basson, Volker Kaufmann, cor, Karl Jungnickel, Gerald Becher, percussions, Ralf Carsten Processed, violes Matthias Brandiscourse. Proemsel, violon, Matthias Brautigam, violoncelle, Peter Kraus, contrebasse, Michael Ludiche, clavecio, Claudia Benkert, harce.

22.30 Opéra (donné en 1990 à l'Opéra de Vienne): La Khovamchina, de Moussorgski, mise en scène d'Alfred Kirchner, par le Choeur de l'Opéra de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Claudio Abbado; sol.: Nicolaï Ghiaurov, Vledimir Atlantov, Jury Maruzin, Paata Burchuladze, sudeité Patracratic Ludmila Semtschuk. Retransmis en simultané sur FR3.

Jeudi 5 septembre

23.05 2 film: Sur la trace du crime.

Film américain de Roy Rowland (1954).

Avec Robert Taylor, Janet Leigh, George Raft (v.o.).

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Le Sang des otages.
Film franco-américain de James Fargo (1990). Avec Raphael Sbarge, Catherine Mary Stewart, Peter Haskell. 15.10 Jerry Lewis Show. 15.45 Cinéma : Tatie Danielle. Film français d'Etienne Chatiliez (1989). Avec Tsilla Chelton, Catherine Jacob, Isa-belle Nanty.

17.35 Documentaire: Un été dans les Rocheuses.

18.00 Canaille peluche.

– En clair jusqu'à 20.30 –

18.30 Ça cartoon. 18.50 Top albums.

19.20 Magazine: Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma: S'en fout la mort. BEE
Film français de Claire Denis (1990). Avec
Isaach de Bankolé, Alex Descas, JeanClaude Brialy.

21.55 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Les Aventures

du baron de Münchausen.

Film britannique de Terry Gilliam (1988).

Avec John Neville, Eric Idle, Sarah Polley. 0.05 Cinéma : Tranches de vie. 🗆

Film français de François Leterrier (1984). Avec Laura Antonelli, Michel Boujenah, Catherine Alric. 1.35 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

16.55 Youpi! Les vacances. 17.45 Série : Cap danger. 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.

Film américain de John Badham (1987). Avec Richard Dreyfuss, Emilio Estevez, Madeleine Stowe. 0.00 Concert : Johnny Hallyday à Bercy.

19.05 Série : Kojak. 20.00 Journal et Météo. 20,40 Journal des courses.

20.45 Téléfilm : Le Cinquième Missile.
L'équipage du sous-marin nucléaire USS
Montana est atteint de graves troubles psy-23.25 ▶ Documents du monde.

Kergonan : profession moine. Le quotidien de trente-sept moines bénédic-

0.25 Journal de la nuit.

M 6

17.20 Série: L'Homme de fer. 18.10 Série : Mission impossible.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Cinéma : Vous n'aurez pas

Crierna: vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine. D Film français de Michel Colucci (1977). Avec Coluche, Dominique Lavanant, Gérard Lanvin.

22.15 Série : Le Voyageur.

22.40 Cinéma : Hercule se déchaîne.
Film italo-français de Gianfranço Parolini
(1962). Avec Brad Harris, Serge Gainsbourg, Brigitte Corey.

0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.00 Jazz Memories : Memphis Slim. 17.00 Téléfilm : Trop jeune pour combattre, trop vieux pour oublier.

19.00 Documentaire : Mélodie et Silence. 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.

21.00 Magazine: Dynamo.

21.30 Documentaire: Turbulences. André Breton et le surréalisme

22.00 Magazine : Mégamīx. Le Japon. 22.55 Documentaire: Dvorak, sa vie, son

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 4. Saltarello romano.

20.30 Avignon 91. Jean-Louis Martinelli.

21.30 Profils perdus. Jean Zay. 22.40 Les Nuits magnétiques.

Les petits bolid

0.05 Du jour au lendemain. Avec Baptiste Marrey (Les Sept lles de la mélancolie) 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haīku.

20.30 Concert (donné le 4 août fors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Partita pour cla-vier nº 6 en mi mineur BWV 830, de Bach ; Ouatre impromptus pour piano op . 90, de Schubert; Sonate pour piano op . 90, de Schubert; Sonate pour piano op . 7 en si bémol majeur op . 83, de Prokoñev; Elégie, de Rachmaninov; El salon Mexico, de Copland (transcription de Bernstein); Liebewaltzer, de Moszkowski, par Shura Cherkassky, piano.

23.07 Nuits chaudes. Le fragile, le ténu, l'impal pable aujourd hui. Œuvres de Monk, C.P.E. Bach, Gauhier, Berio, Brahms, W. F. Bach, anonyme et musique indienne.

Nouveaux rebondissements dans les affaires de fausses factures

Le dossier marseillais d'Urba-Gracco va être instruit à la cour d'appel de Lyon

La chambre d'accusation de la cour d'appet de Lyon a été désignée le 21 août par la chambre criminelle de la cour de cassation pour instruire une plainte contre X avec constitution de partie civile déposée à Marseille par un député des Verts, M. Gérard Monnier-Besombes. dans l'affaire Urba. Une procédure qui pourrait relancer cette

Il y a, au tribunal de Marseille, des scellés qui attendent depuis plus de deux ans qu'un magistrat veuille bien se pencher sur eux. Saisis par les inspecteurs Antoine Gaudino et Alain Maillot au cours de leur enquête sur les fausses factures du Sud-Est, en avril 1989, ils révêlent le système de financement du PS. Il v a là des documents comptables, mais aussi les quatre cahiers à spirale du

L'ESSENTIEL

DÉBA7S

 La fin du communisme : La modernité et l'espoir, par Alain Vivien • L'haure de l'Europe, par Enrique Baron Crespo . Les deux « modèles », par Raymond

ÉTRANGER

Scènes d'émeutes en Grande-Bretagne Violents affrontements dans trois

M. John Major à Pékin

Un discours très ierme sur les droits de l'homme...

POLITIQUE

L'université d'été du Parti socialiste M. Fabius veut que le PS

devienne « le Parti de toute la

EDUCATION • CAMPUS

● Les laborieux « projets » de M. Jospin & Ecoles à la carte à Joinville-le-Pont 11 à 13

CULTURE

L'ouverture de la Mostra de Venise Une histoire simples d'après

COMMUNICATION

Télévision :

les écrans larges arrivent L'attraction du Salon européen de

ÉCONOMIE

M. Strauss-Kahn au Japon

Le ministre de l'industrie tente d'assainir les relations franco-ja-

ARTS ◆ SPECTACLES

La Mostra de Venise. 23 à 38

Services

Abannamenta...... Annonces classées. 18 à 22 Marchés financiers 24-25 Météorologie 27 Radio-Telévision

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1991 dété tiré à 491 572 exemplaires directeur administratif d'Urba. M. Joseph Delcroix, qui a patien-nical détaillé, des années durant, le fonctionnement d'Urba-Gracco, le bureau d'études du PS. Dans un procès-verbal de synthèse daté du 5 mai 1989, les deux inspecteurs exposent leurs trouvailles. Le système de financement du PS, extrèmement centralisé, y est décrit avec minutie.

Les deux policiers marseillais travaillent alors dans le cadre d'une enquête préliminaire ordonnée le 17 avril 1989 par le parquet. Le dossier n'ira pas plus loin. L'enquête sur les fausses factures dites du Sud-Est, bientot confiée à un magistrat parisien, M. Pierre Culie, s'enrichira des cahiers Deicroix, mais le travail du magistrat sera forcément partiel : M. Culié ne peut utiliser que les rages des cabiers qui concernent son dossier. Les autres documents ne feront pas l'objet de nouvelles inves-tigations : malgré les trouvailles des deux policiers et le procès-verbal du 5 mai 1989, aucune informatica judiciaire ne sera ouverte au tribunal

de Marseille.

Ce silence prendra peut-être bientôt fin. L'avocat des Verts. M' Pierre-François Divier, a tenté ces derniers mois un tour de passepasse juridique qui pourrait bien relancer l'affaire Urba. Utilisant un article du code des communes qui autorise tout contribuable à exercer «les actions qu'il croit appartenir à la commune » et que celle-ci « a refusé ou négligé d'exercer ». les Verts ont obtenu, le 11 juin, un jugement du tribunal administratif de Marseille qui pourrait bien don-ner une nouvelle chance à ce dossier : le tribunal a autorisé M. Gérard Monnier-Besombes. député cureréen des Verts, à déposer plainte avec constitution de par-tie civile «en lieu et plaze de la commune» dans l'affaire Urba. Ce qui a été fait le 20 juin auprès du doyen des juges d'instruction du tri-bunal de Marseille, M. Bernadette

Dans cette plainte. Me Divier cite de larges extraits du livre de l'ex-inspecteur Gaudino, l'Enquête impossi-ble, qui n'a, souligne-t-ii, «fait l'objet d'aucune poursuite en diffamation, ni en responsabilité civile de la part des marché de l'aménagement du tunnel Prado-Carénage, à Marseille, d'un pot-de-vin de 5,7 millions de francs.

« L'ensemble de cette procédure la cour d'appel, pour aboutir enfin aux réquisitions du parquet général. Si les réquisitions ne sont pas prises constatation rédigé le 5 mai 1989] y avant l'ouverture de la session d'aucompris une copie desdits cahiers Deleroix, peut-on lire dans cette plainte, se trouve encore actuellement au parquet de Marseille, lequel n'a en l'état ni classé sans suite ce dos-sier, ni n'en a saisi un juge d'instruc-tion, dans l'attente qu'il se trouve loujours, depuis plus de deux ans, des instructions de sa hierarchie à ce sujet. - Cette plainte vise des infractions classiques dans ce type de dos-

L'intervention de la Cour de cassation

sier : faux en écritures privées et

usage, ingérence, corruption, trafic d'influence, et complicité de recel

Le parquet de Marseille a immé-diatement réagi : dès le 5 juillet, le procureur de la République, M. Olivier Dropet, rédigeait une requête aux fins de saisine à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Une procédure parfaitement nor-male : la plainte visant deux adjoints au maire de Marseille, le dossier devait être «dépaysé» dans un nouveau tribunal. Enregistrée au greffe de la Cour de cassation le 16 juillet. la requête devait être examinée sous huitaine par la chambre criminelle.

Une longue attente retardait alors la procédure : l'arrêt qui désigne la cour d'appel de Lyon, est daté du 21 août. «La Cour de cassation a trainé afin de réduire les chances d'aboutissement de ce dossier, accuse M. Divier. J'ai été obligé de faire délivrer par huissier deux somma-tions espacées de huit jours afin qu'il soit immédiatement statué sur ce

La colère de l'avocat des Verts est à la mesure de la course contre la montre qu'il vient d'engager. La plainte évoque les noms de deux députés socialistes des Bouches-du-Rhône, MM, Michel Pezet et Philippe Sanmarco: il faut donc que le parquet prenne ses réquisitions avant l'ouverture de la session parlemen-taire d'automne, fixée au 2 octobre. La justice a donc quatre semaines devant elle.

Quatre semaines pour mener à notification et règlement de cette consignation; communication de la procédure au procureur général près

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Plans de carrière

TLS doivent se frotter les mains, dites donc, au Quai d'Orsay. Avec toutes ces Républiques en rupture de ban, toutes ces nations bientôt scuvaraines, tous ces Croates, tous ces Tatars, tous ces Kirghizes qui vont venir cogner à leur porte - Je suis indépendant, je vous signale, qu'est-ce que vous attendez pour me reconnaître?, on va pouvoir refaire carrière dans

Comme c'est parti, d'après les experts, d'ici l'an 2000, le pointillé de nouvelles frontières va s'entortiller autour d'une bonne cinquantaine de taches de couleurs inédites sur la mappemonde. De Bakou à Samarcande, de Stepanakert à Syktyvkar, vous vous rendez compte de ce que ça représente question sades, consulats, résidences et postes en tous genres!

Y compris, avis aux profs qui ont ieur carte du PS en poche, celui de conseiller culturel. Ça va être le rush sur irkoutsk because Michel Strogoff et sur Sébastopol rapport à Mac-Mahon. Là, faut vraiment se grouiller, pas se laisser griller au risque de se retrouver à Brest ou à Bayonne quand les Bretons et les Basques auront fait sécession.

Et il n'y a pas que le Quail Voyez un peu tous les débouchés offerts aux mecs du KGB qui voudraient se recycler dans la diplomatie. Ou tout simplement retrouver du boulot à l'Est après s'être fait virer des ambassades soviétiques truffées d'agents secrets à l'Ouest. Elles vont circuler dans tous les sens, les lettres de créance, et les bouchons de champagne vont péter de cocktail en réception aux quatre coins de l'ex-Union, qui songe à se doter d'une capitale artificielle type Ottawa ou Washington. Ça encore, c'est tout bon!

Moi, rien que de penser à la ruée des patits nouveaux à l'ONU et à l'UNESCO sur les talons des Lituaniens, des Estoniens et des Lettons, j'en ai le tournis. Où est-ce qu'ils vont bien pouvoir carrer leur derrière? Il v a de la tour de verre dans l'air l Je me console en imaginant le pittoresque des tribunes habitées aux couleurs nationales autour du Mirri le 14 juillet, où viendrom s'aligner bottes caucasiennes, dentelles baltes et calottes ouzbelcs.

Folklo pour folklo, je préfère nettement ça à la tenue de para.

L'ex-ambassadeur de France an Panama conteste l'authenticité du courrier mettant en cause le PS

tomne, Me Divier a le choix entre deux maux : attendre la fin de la

session ou engager la procédure très lourde de la levée de l'immunité

Si la procedure aboutit, les Verts

auront réussi là où beaucoup avaient

échoué : l'enquête des inspecteurs Gaudino et Maillot sera confiée à

un magistrat instructeur. Les

embûches, toutefois, ne manquent pas. La première tient aux délais de

prescription (trois ans pour les délits évoqués dans la plainte) : pour être poursuivis, les faits dénoncés

devront donc être postérieurs au mois de juin 1988. La seconde tient

aux effets combinés des deux lois d'amnistie : celle du 20 juillet 1988, qui a suivi la réélection de François Mitterrand à la prédiction de l'angolis

litterrand à la présidence de la

République, et celle du 15 janvier 1990, qui est associée à la loi sur le

financement des partis politiques.

parlementaire.

M. Robert Cantoni, ex-ambassa deur de France au Panama, a été entendu, lundi 2 septembre, par les minaire ordonnée par le parquet de Paris à propos des documents relatifs à un éventuel financement du Parti socialiste par le régime du général Noriega. M. Cantoni a cu-tête de l'ambassade de France au Panama, datée du 18 mai 1987 et signée par « Patrick Simon, conseiller commercial de France au Panama», publiée dans nos colonnes (le Monde du 27 et du 30 août).

personnes qui ont ainsi été nommé-ment désignées. Cette plainte con-tre X évoque une affaire relatée dans son livre par M. Gaudino: le versement, lors de l'attribution du marché de l'aménagement du bunnel

La refonte des listes électorales en Corse

Polémique entre M. Marchand et M. Giacobbi qui a commencé fin août en Corse a donné lieu, mardi 3 septembre, à une vive polémique entre le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse, M. François Giacobbi. Dans une lettre ouverte, M. Mar-chand s'est élevé contre les « pres-

Dénonçant ces attaques « contre l'Etat », M. Marchand a affirmé sur France-Inter que « la loi sera appliquée ». Les relations avaient commence

se tendre sur ce dossier entre M. Marchand et les élus corses dès le 8 août dernier, lorsque M. Giacobbi avait adressé aux maires de son département et aux membres des commissions administratives une lettre dans laquelle il jugeait « contestables » certaines indications contenues dans la circulaire envoyée par le préfet de Haute-Corse à chaque électeur. M. Giacobbi avait notamment mis en cause la valeur juridique de la

La refonte des listes électorales imposée par la commission de contrôle qui a commencé ses travaux, ea Corse, jeudi 29 août. En réaction aux propos de M. Marchand, le sénateur MRG a indiqué mardi 3 septembre à Bastia qu'il « maintenait » intégralement sa ligne de conduite. « Il est contraire à la loi, a-t-il poursuivi, que l'on essaie par des moyens plus ou moins réguliers de faire pression sur les commensions administratives pour les améter à prendre des décisions préfatiquées.»

i i

. _gr - 1.

 $_{1},\,\,\,_{2},\,\,_{3},\,\,_{4}$

발립 1년 기가

1727 40 40 1

277 C

tary of the same

Here was a second

Style Carry and a

35.4

 $\gamma_{(n_{m+3},\cdots, \gamma_{m})}$

Rate of the

٠...

Add to the Annual Control

 $\frac{1}{2\pi i g_{2N,\delta}} = \frac{1}{2\pi i g_{2N,\delta}}$

A Market Land

Page 1 \$ 16g. 15 to 15

The second

The state of the s

Stage of the second Barrens a

Paga and Artist

= 1 m

Section 1.

Agreement of the second

general and the first end

Section of the sectio

S CONTRACTOR DE

ತ ಕಚಿತ‰ೇನ

the service of the service of

*** 7/40 、 *** 多多/**//// / / /****

□ M. de Villiers (UDF) opposé « à une future codirection de la France ». - M. Philippe de Vil-liers, député UDF de Vendée, a déclaré mardi 3 septembre sur RTL, que « l'opposition, dant la victoire sera large aux prochaines élections législatives, entamerait son propre crédit si elle acceptait de codiriger la France ». « L'objec-tif de ma démarche, a poursuivi M. de Villiers, c'est de convaincre l'opposition que l'éventuelle codirection serait un désastre pour la France, et que si elle gagne sur ce thème, le signal pour François Mit-terrand sera clair : il devra se notion de « domicile d'origine » considérer comme désavoué.»

Au conseil des ministres

M. Dumas assure que la France a joué un rôle « décisif » dans la reconnaissance des Etats baltes

Devant le conseil des ministres, réuni mercredi 4 septembre au palais de l'Elysée, M. Roland Dumas a rendu compte de son voyage dans les pays baites. M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le ministre des affaires étrangères avait souligné le rôle « décisif joué par la France dans la reconnaissance des trois Etats. La France « a contribué à la juste réparation qui était due à ces pays.», a poursuivi M. Dumas avant d'ajouter qu'elle « assurera leur admission dans les grandes organisations internationales et se prononcera pour la conclusion de traités d'association avec la Con:-

munauté européenne ». Le ministre d'Etat a aussi décrit mécanisme de la commission d'arbitrage pour régler la crise yougoslave. Il a souligné que a c'est en grande partie grâce à la France que s'ouvrira, samedi ? sep-tembre à La Haye, la conférence de paix qui ne reussira que si les parties sur le terrain respectent le cessez-le-feu et que si les grandes puissances européennes jont preuve

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de lactore sursi en partié de lactore sursi en cartier de lactore la cartier de lactore de lactore de lactore de lactore la cartier de lactore de la cartier de lactore de lactore de la cartier de la cart gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.
Magasın d'exposition 111, rue La
Fayette (10°) – M° Gare-du-Nord.
Tél. 48-97-18-18. de retenue et se servent de leur influence », « La France y est prête », a-t-il affirmé. M. Lang a fait part, à propos du règlement de la crise combod-

gienne, de la prochaine venue à Paris du prince Sihancuk et il a donné les grandes lignes du processus qui devrait permettre la récuverture de la conférence de Paris en vue de l'installation du prince Sinanouk à Phnom-Penh, le 14 novembre. Enfin, sur le Liban, M. Lang a indique que le gouver-nement considère que l'engagement écrit pris par le général Aoun de respecter les contraintes du droit de réserve n'avait pas été transgressé, le gouvernement estitransgressé, le gouvernement esti-mant que l'article publié n'est qu'un « pur et simple montage ou assemblage». Interrogé sur ce qu'il a appelé les « ballets russes de l'op-position », M. Jack Lang s'est déclaré « attristé que ce qui est l'intérêt de la France, sa politique internationale, fasse l'objet de petites pelémiques intérieures », Il a ajouté: « L'union de l'opposition apparait plus difficile à construire que la nouvelle Union des Républi-ques soviétiques. L'opposition parle beaucoup d'unité et de retrou-vailles. C'est pluiôt l'amour vache. Les croche-pieds ne manquent pas Les croche-pieds ne manquent pas et les futures primaires se joueront peut-être à la roulette russe, « Il a estimé que M. Roland Dumas whilest pas inquiet w sur l'issue d'une motion de censure, sachant wque les responsables de l'opposi-tion ont quelques difficultés à se retrouver ensemble, le même jour, au même endroit ». Le conseil des ministres a

encore entendu trois communica-tions: l'une de M. Louis Mermaz sur la situation de l'agriculture; l'autre de M. Michel Delebarre sur les actions manées en favour des jeunes pendant l'été; enfin celle de M. Louis Le Pensec sur le bilan et les perspectives des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédo« Patron » du SIRPA Le général Germanos

commandera la 11º division parachutiste

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 4 septembre a nommé le général de brigade Raymond Germanos com-mandant la 11º division parachutiste (DP) à compter du 1º octobre. Relevant de la Force d'action rapide, la 11º DP, dont l'état-major se trouve à Toulouse, comprend quelque quinze mille hommes répartis en onze régiments diffé-rents et, pour l'essentiel, composés de professionnels ou d'engagés. Cette unité est spécialisée dans l'action aéroportée et aéromobile en Europe et outre-mer.

Depuis septembre 1989, le général Germanos était le «patron» du Service d'information et de rela-tions publiques des armées (SIRPA). A ce poste, outre les rela-tions de confiance, fondées sur le professionnalisme, qu'il a pu établir avec la presse malgré des moments difficiles comme la crise du Golfe, le général Germanos a plus spécia-lement développé une politique de promotion de la défense et de l'ins-titution militaire en direction de milieux autres que les médias, comme le monde de la politique, des arts, de l'Université ou de l'industrie.

iné le 16 février 1941 à Kamechlie (Syrie) et ancien élève de Saint-Cyr, Raymond Germanos a fait une grande partie de la carrière dans la Légion étrangère et, notainment, au 2 régiment étranger parachutiste (REP) à Calvi (Haute-Corse). Il a participé aux opérations au Tehad. De 1984 à 1986, il a commandé le 3-REP. Fun des régiments constitutifs de la 11-DP. Diplômé de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et du Centre des hautes études miniaires (CHEM), il sert, comme colonel, après 1987, au cabinet militaire de M. André Girand, puis de M. Jean-Pierre Chevènement, au ministère de la défense. Promu genéral de brigade, il prend ensuite la responsabilité du SIRPA à Paris.

UNIVERSITE D'ETAT-VIRIGINIA USA LUTOPEAU AMERICAN PROGRAM LASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION accrédité AACSB mois en France + 9 mois aux USA Programme intensif enseigné en anglais par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au antre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises interessionales Admission immédiate de 30 futurs diplômés Licence - Maîtrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT 7, rue de Marseille - 68007 Lyon - Tel.: (33) 72734783	OLD DOMENTON UNIVERSITY UNIVERSITY UNIVERSITY	
LUTOPEAN AMERICAN PROGRAM ASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION accrédité AACSB mois en France + 9 mois aux USA Programme intensif enseigné en anglais par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au antre d'Etudes Franco-Americain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises interessionales Admission innoédiate de 30 faturs diplômés Licence - Maîtrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT	OLD DOMENION UNIVERSITY Universite d'etat-virigenia usa	٠.
ASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION accrédité AACSB mois en France + 9 mois aux USA Programme intensif ensaigné en anglais par i Unit ersité de l'Etat de Virginie à Norfolk associée an antre d'Etudes Franco-Américain de Managament Lyon avec l'appui d'entreprises interasionales Admission immédiate de 30 futurs diplômés Licence - Maîtrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Écoles de commerce ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGRAGIMENT		m
accrédité AACSB mois en France + 9 mois aux USA Programme intensif ensaigné en angleis par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée an entre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon evec l'appui d'entreprises internstionales Admission ismoédiate de 30 futurs diplômés Licence - Maîtrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerces ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT	MBA	
Programme intensif enseigné en angleis par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au entre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises interessionales Admission immédiate de)N
Programme intensif enseigné en engleis par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au entre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon evec l'appui d'entreprises internationales Admission lauxédiate de 30 futurs diplômés Licence - Mattrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce		_ A
ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT 7, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tel.: (33) 72734763	Programme intensif ensaigné en anglais par i Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée a antre d'Etudes Franco-Américain de Management L. avec l'appui d'entreprises internationales Admission imaédiate de 30 futurs diplômés Licence - Matirise:	 2 7002
r i de la companya d	ENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMI 07, rue de Marseille - 69007 Lyun - 781.: (33) 72.7347	NT 83
12		<i>: -</i>
RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION:		

Programme MBA CEFAM/O.D U. 107, rue de Marsetlle - 69007 Lyon - Tél. : (33) 72734783

هكذا من الأص